

سورة التاج

LES MINISTRES DE L'AGRICULTURE DES NEUF REPOUSSENT AU 9 MAI LEURS DÉCISIONS SUR LES PRIX, LE VIN ET LES MONTANTS COMPENSATOIRES

Le Monde

1,70 F
Algerie, 1,30 D; Maroc, 1,20 D; Tunisie, 1,20 M; Allemagne, 1 DM; Belgique, 12 S; Espagne, 13 P; France, 13 F; Italie, 1,20 L; Japon, 1,20 Y; Royaume-Uni, 1,20 £; Suisse, 1,20 S; U.S.A., 1,20 \$; Venezuela, 1,20 B.

Le président de l'Afghanistan a été tué au cours du putsch

Après l'Inde et le Pakistan, l'Afghanistan change de régime. Le destin des dirigeants est différent — Mme Gandari est devenue chef de l'opposition dans un pays qui pratique toujours la démocratie formelle; M. Bhutto sera conduit prochainement à la potence si la justice au pouvoir à Islamabad le veut; M. Daoud est mort, — mais les implications diplomatiques de la chute de dirigeants qui menaient chacun une politique très personnelle sont de même nature.

Petit pays sans grandes ressources, l'Afghanistan était néanmoins courtisé par les grandes puissances, conscientes de son importance stratégique. Américains et Chinois notamment suivaient attentivement les relations de Kaboul avec l'U.R.S.S., son principal client et fournisseur. Soucieux d'étendre leur influence dans cette partie de l'Asie, les Soviétiques avaient entre autres accordé des sommes d'argent aux catégories sociales qu'ils jugeaient les plus influentes à terme; les jeunes officiers et les ingénieurs du génie rural en contact avec les paysans.

Tout en proclamant leur fidélité à l'islam, les putschistes ont employé dans leur proclamation un style « révolutionnaire » qui semble porter la marque de l'U.R.S.S. Il est trop tôt pour parler des relations que le nouveau régime aura avec le Kémal. Il est certain que celui-ci ne plètera pas beaucoup l'élimination de M. Daoud. Celui-ci avait certes poursuivi une politique de coopération que la monarchie elle-même considérait comme une nécessité pour un pays aussi enclavé que l'Afghanistan. Il s'était rendu à deux reprises à Moscou et avait signé l'année dernière un accord commercial engageant les parties pour trente ans. Mais, au nom du non-alignement, il avait cherché de nouveaux alliés et pratiqué une habile politique d'équilibre. Malgré un contexte historique sur le partage de eaux des rivières communes aux deux pays, la coopération s'était spectaculairement développée depuis 1973 avec l'Iran. L'Iran avait financé des travaux d'irrigation de nature à modifier considérablement l'économie du pays.

Non content d'ignorer les réserves soviétiques quant à cette coopération, M. Daoud n'avait jamais soutenu le projet de pacte de sécurité collective en Asie cher à Moscou. Ce pacte aurait pour effet de « geler » les frontières, alors que Kaboul conserve des vues sur certaines régions frontalières du Pakistan peuplées de six millions de Patchouas, ethnies majoritaires en Afghanistan. Les « nationalistes » baloutches et patchouas du Pakistan furent longtemps soutenus militairement par Kaboul. Toutefois, en 1975, Islamabad et Kaboul avaient mis une sourdine à leur différend; M. Bhutto avait été reçu chaleureusement par M. Daoud, sensible aux pressions de l'Iran. L'Iran souhaitait une réconciliation, parce qu'il redoutait que la rébellion « nationaliste » ne s'étende à sa propre communauté baloutche, et surtout parce que le chah a pour dessein la création d'un grand ensemble régional, réunissant l'Iran, l'Inde, le Pakistan et l'Afghanistan, susceptible de contenir l'influence soviétique.

Outre la nouvelle donne qu'il introduit dans le jeu des grandes puissances, le putsch de Kaboul risque d'avoir pour conséquence un regain de tension entre l'Afghanistan et le Pakistan. Moins bien disposés à l'égard de l'Iran, les successeurs de M. Daoud auront moins de raison de chercher à pratiquer une politique d'apaisement.

Le Frolinat subordonne l'arrêt des combats au retrait du Tchad des troupes françaises

Tandis que dix avions de combat français Jaguar arrivaient jeudi 27 avril à N'Djamena, M. Bourgeois, ministre de la défense, confirmait le renforcement sensible de la présence militaire française au Tchad.

De son côté, le Frolinat (Front de libération nationale du Tchad) — dont les unités progressent vers le sud du pays — a précisé vendredi qu'il poursuivait les combats et considérerait les accords de Benghazi (conclus le 27 mars) comme « nuls et non avenue » si les troupes françaises ne quittaient pas le Tchad.

Dans une déclaration par téléphone à l'agence Reuter, le représentant, à Paris, du Frolinat — qui se présente sous le nom de « guérilla » — Abou Daoud, a déclaré, au nom du « conseil de la révolution » du Front qu'« en cas de non-exécution par le conseil supérieur militaire (N'Djamena) et au suite du paragraphe 5 de l'accord de Benghazi, qui prévoit l'évacuation totale de toutes les forces et bases étrangères du Tchad, le Frolinat considère comme nulles et non avenue toutes les autres dispositions de la déclaration finale de Benghazi ». Il semble s'agir, de la part du Frolinat, d'une interprétation nouvelle de l'accord de Benghazi, dont le paragraphe 5 stipulait seulement que « les deux parties s'engagent à fournir toutes facilités au comité militaire (N'Djamena) pour que celui-ci puisse se rendre compte de la présence ou non de troupes ou de bases militaires au Tchad ». (Le Monde du 30 mars.)

Sur le terrain, plusieurs colonnes du Frolinat continuent de se diriger vers les villes de Sani et Arada, achevant, selon N'Djamena, des « renforts massifs en hommes et en matériel ». Le général Melloni, chef de l'Etat tchadien, a déclaré, jeudi, que son gouvernement « ne restera pas les bras croisés », précisant qu'il avait pris les « mesures appropriées » pour contenir cette poussée des rebelles.

Le mot d'ordre de grève lancé par le Frolinat n'a pas été suivi à N'Djamena. Megalims et établissements publics sont demeurés ouverts. A PARIS, le chef de l'Etat gabonais, M. Omar Bongo, président en exercice de l'O.U.A., a déclaré jeudi que « c'était une erreur de s'en prendre à la colonie française au Tchad ». Reçu par M. Giscard d'Estaing, M. Ahidjo, président du Cameroun, a qualifié l'affaire tchadienne de « regrettable ». La politique française suscite, en revanche, des critiques arabes. L'hebdomadaire Algérie-Actualité a souligné jeudi la nécessité d'une « solution africaine au conflit tchadien ». Enfin, dans une interview publiée jeudi par l'hebdomadaire en arabe Al Watan Al Arabi (publié à Paris) et visiblement recueilli il y a eu moins plusieurs jours, M. Triki, ministre libyen des Affaires étrangères, souligne que Tripoli refuse « toute ingérence étrangère au Tchad ». — La France, ajoute-t-il, devrait se rendre compte que le rôle de saigner (dans cette région) est résolu. Cependant, depuis le récent renforcement de la présence militaire française au Tchad, Tripoli n'a émis aucune critique. (Lire, page 6, l'article de Jacques Isnard.)

Le parti communiste n'accepte aucune remise en cause de sa politique et de son fonctionnement

Le comité central du parti communiste, convoqué les mercredi 26 et jeudi 27 avril, a adopté, à l'unanimité, le rapport présenté par M. Georges Marchais au nom du bureau politique. Exceptionnellement, en raison du grand nombre d'orateurs inscrits, les travaux du comité central se sont prolongés vendredi.

Dans son rapport, M. Georges Marchais reconnaît l'existence, au sein du P.C.F., d'opinions minoritaires, mais il s'attache à en limiter l'ampleur. Il répond par une fin de non-recevoir à toutes les demandes des contestataires, notamment l'ouverture de tribunes dans le presse du parti, et il ne change en rien l'analyse du bureau politique qui fait porter sur le parti socialiste toute la responsabilité de la défaite électorale de la gauche.

Le rapport de M. Georges Marchais non seulement n'a pas convaincu les contestataires mais va alimenter leurs critiques dans les prochaines semaines. En décrivant dans les colonnes du Monde le fonctionnement du P.C.F. et en analysant les mécanismes du discours de ses dirigeants, M. Louis Althusser s'imaginait peut-être pas qu'une illustration de ces phénomènes lui serait offerte par le rapport que M. Georges Marchais vient de présenter devant le comité central du parti.

Invité par le philosophe communiste à quitter sa forteresse, le P.C.F. préfère s'y enfermer à double tour. Il retrouve là le comportement qu'il avait eu en 1968 lorsqu'il avait eu à subir une vague de contestation. Ce n'est pas en période trouble, il est vrai, qu'une direction de parti — et le phénomène n'est pas propre au P.C.F. — accepte de se départir de ses privilèges et de ses moyens d'action. Au contraire. Comme le note M. Pierre Dax, ancien rédacteur en chef des Lettres françaises, vendredi matin au micro de France-Inter, « M. Marchais ne pourra pas ouvrir la porte à ce qu'il veut à tout prix, c'est-à-dire à une contestation généralisée de la base ». Le ton sévère de M. Marchais à l'égard des contestataires comme son refus d'engager une véritable discussion avec eux traduisent à leur manière, les difficultés que rencontre la direction du P.C.F. Sa première préoccupation est de tenir le parti en main. Les dirigeants s'efforcent donc de marginaliser les minoritaires. Pour atteindre cet objectif, M. Georges Marchais utilise les réflexes les plus traditionnels: l'esprit de parti tout d'abord (« Un nombre limité de camarades ont choisi de s'exprimer à l'extérieur, ce comportement prouvoque ici et là dans le parti un mécontentement que l'on peut comprendre »); la méfiance à l'égard des intellectuels, présentés comme étant coupés des masses (« Il est plus facile de monologuer assis derrière un bureau et de rédiger en dehors de la vie, et l'abri de toute contestation de la part de ses camarades, des articles péremptaires qui troussent l'actuel préneur »).

En outre, sans les nommer, M. Marchais oppose l'un à l'autre MM. Althusser et Hénin, tout en les accusant de « contester le parti à l'inspiration ». La dénonciation d'une double déviation, de « gauche » et de « droite », par rapport à la ligne du P.C.F. au congrès du P.C.F., a pour premier avantage de placer la direction du parti en « position centriste ». C'est la direction qui doit bénéficier de la mobilisation du parti contre l'agression extérieure dénoncée à grands cris. Il s'agit, à encore, d'un argument qui n'est pas propre au P.C.F., et que toutes les directions des formations politiques utilisent. Le principal agresseur dénoncé par M. Georges Marchais, c'est l'Etat d'Israël; le parti socialiste. Un P.S. renvoyé dans l'ornière de la social-démocratie, et accusé d'avoir cherché à tromper les électeurs en adoptant, en 1971, lors de son congrès d'Espenay-sur-Seine « une phraseologie gouchista et unitaire qui lui a permis de gagner des voix inégalement attachés à l'union et au changement ». THIERRY PISTIER. (Lire la suite page 9.)

Old England a d'indispensables
EUROPA publié dans Le Monde
de mardi (dote 3 mai)
Où va l'Italie? par Arrigo Levi.
De nouveaux exportateurs d'armes: les pays du tiers-monde, par Alain Codic.
L'Europe des jeunes: un espoir ou un défi, par Anita Hibbert.
Une interview du président de la Shell allemande, par Hans Baumann.
Ce supplément est préparé en collaboration avec « The Stampa » et « Die Welt ».

TECHNOLOGIE ET ÉCONOMIE
Des « 3 P » aux « 3 B »
On aura beau retourner la question en tous sens et regarder vers les quatre points cardinaux: la croissance saline vient surtout d'un secteur de l'horizon économique, celui de l'innovation. Sommes-nous encore capables d'inventer et surtout de trouver des biens et services qui répondent vraiment aux besoins de nos contemporains? La soif de la découverte est inextinguible, mais toute recherche couronnée de succès, toute technologie avancée, n'est pas un gage d'expansion. Conscience est une merveilleuse machine, mais on serait bien incapable de démontrer en quoi l'exploitation de cet avion a servi la croissance économique française. Le « redéploiement » de l'innovation n'est pas plus aisé que celui de l'industrie. En France, au fond de chaque chercheur sommeille l'idée que tout ce qu'il trouve doit être exploité et sera un jour exploité parce que le marché finira bien, par reconnaître les mérites de l'invention dont il a accouché. Tant qu'on ne pourra se débarrasser de l'idée que l'innovation technologique ne se situe pas dans le monde de la recherche fondamentale (qui est celui de la gratuité de l'inspiration), il sera difficile d'entreprendre une percée plus vigoureuse sur le terrain de l'exportation et de réduire les importations de biens demandés par des utilisateurs français mais désignés par les producteurs nationaux. Il n'y a pas que le commerce de demain, il y a celui d'après-demain. André Danzin (1) écrit-vals récemment (2): « On ne pourra pas passer d'une politique de recherche et de développement essentiellement orientée par les trois P (Prestige, Puissance, Potentiel d'armement) à une politique orientée par les trois B (Besoins, Bien-Être, Bonheur de l'homme...) sans accorder aux acteurs des marges de liberté considérables pour trouver l'innovation à être soumise à la sélection par la nécessité. » (Lire la suite page 41.) (1) Président du Comité européen de recherche et de développement. (2) Dans Professions et Entreprises, novembre 1977, 1977, 26, rue Cassini, 75014 Paris.

Ne le prêtez pas.
Ce stylo n'existe qu'en or 18 carats.
FRED
Joillier, 6, rue Royale, Paris 8^e - Tél. 260.30.65.
Boutique Fred, 84, Champs-Élysées, Hôtel Loewy, Monte-Carlo.
Hôtel Byblos, St-Tropez. Aéroport d'Orly Beverly Hills.

« LE FLEUVE ALPÈRE », DE ROGER CAILLOIS
D'étranges enchantements
Roger Caillois a lu trop de livres, il en a trop écrit. Tel le fleuve Alphée qui se jette à la mer, il traverse et en sort, il retrouve ce qu'il savait, ce qu'il aimait, avant d'avoir appris à lire: une science innée, une connaissance sans âge, qui le metteur en communication avec les origines inhumaines de l'homme. La parenthèse d'une longue vie savante s'achève. Reconnait l'âge du savoir primordial. Objets-sorciers, objets-fées, objets-surprises, objets-carnesours, objets hypnotiques, objets-pilgès: tels sont les noms que donne l'auteur du « Fleuve Alphée » aux choses, qui, détournées de leur raison d'être, donnent à rêver et dont « la fertilité vacante, désaffectée, libre », fournit un « oppôt à l'imagination ». Cette fascination remonte loin dans l'enfance de Roger Caillois, et il nous en donne quelques exemples. S'il n'évoque qu'en passant sa brève expérience surréaliste, il est permis de se demander s'il eût su, sans elle, prendre ainsi conscience de ce que, depuis son plus jeune âge, il attendait et recevait de l'imaginaire. Vint le moment où les objets lui apparurent suspects: « désaffectés de leur pouvoir d'évocation sauvage » par ce qu'ils conservaient, fut-ce de façon détournée, d'humain, encore. Restaient les pierres, qui subsisteront seules, un jour, dans un monde où elles ont déjà précédé l'homme. CLAUDE MAURIC. (Lire la suite page 33.)

A Rome
M. Waldheim aux Brigades rouges
a été diversement accueilli
Old England
Atell

étranger

LE COUP D'ÉTAT EN AFGHANISTAN

De violents combats ont eu lieu dans le centre de Kaboul

C'est semble-t-il vers midi, heure locale (8 h. 30 française), le jeudi 27 avril, quelques heures après l'annonce par la radio officielle de l'arrestation le 19 avril de sept personnes accusées de « complot communiste », que les combats ont commencé à Kaboul entre les insurgés et les forces loyalistes. Neuf chars, bientôt suivis d'au moins deux cents soldats, ont encerclé le palais présidentiel et le ministère de l'Intérieur. Des chars ont pris également position sur les principaux axes menant à la capitale et autour de l'aéroport international fermé pour la circonstance. Selon des sources diplomatiques, de violents affrontements ont eu lieu, avec l'intervention de l'artillerie et de l'aviation se sont prolongés pendant un peu plus de quatre heures, notamment au centre de la ville, à proximité du palais et du ministère de l'Intérieur. De nombreux cadavres ont été signalés dans les rues de Kaboul.

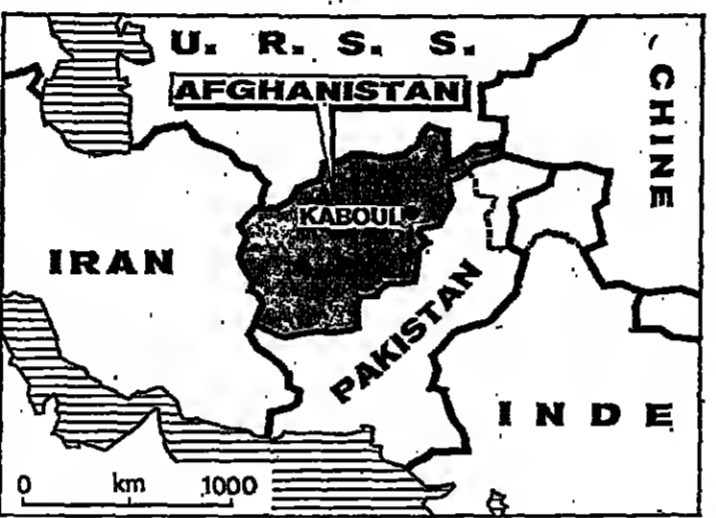
Une terminologie pro-communiste

De source française, on indique que deux obus de chars avaient atteint l'enceinte de l'ambassade, détruisant les bâtiments contigus. Des Mig-21 pilotés par les rebelles ont mitraillé et bombardé l'état-major de la 8^e division et celui de l'armée de l'air. Vers 16 heures, les combats diminuaient et l'armée a été évacuée de l'aéroport, bombardé par l'aviation et le palais présidentiel était la proie des flammes.

En fin d'après-midi, Radio-Kaboul diffusait un message du général Abdul Kader, chef du Conseil révolutionnaire des forces armées, dans lequel celui-ci déclarait : « Pour la première fois dans l'histoire de l'Afghanistan, les derniers vestiges de la dynastie Nadir Khan, cruelle et oppressive, sont supprimés. » La radio invitait les habitants à rester chez eux. Un peu plus tard elle diffusait un communiqué du conseil révolutionnaire annonçant que les nouveaux dirigeants mèneraient une politique fondée sur l'islam, la démocratie, la protection de l'honneur populaire et le progrès du pays. La radio évoquait également la victoire des « masses », usant d'une terminologie qui, selon les observateurs, semble confirmer l'orientation pro-communiste des nouveaux dirigeants.

À 17 h. 30, on indiquait de source diplomatique à Kaboul que les combats avaient pratiquement cessé. Les rebelles contrôlaient la capitale. Des fusillades sporadiques se poursuivaient néanmoins au début de la nuit, et, ce vendredi matin, dans les quartiers périphériques. La radio a ter-

miné ses émissions à 23 heures, après avoir annoncé que la totalité des membres du gouvernement se trouvaient entre les mains des nouvelles autorités. Quant au président Daoud — dont la mort n'a été annoncée que ce vendredi (ainsi que la destruction complète du palais présidentiel) — il a été qualifié de « démagogue » et de « traître à la nation » par la radio. Des membres de la famille du président s'étaient réfugiés dans la nuit à l'ambassade de France, située à proximité du palais. La frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan avait été fermée dès le début des événements. — (A.F.P., Reuter, U.P.I.)



D'un putsch à l'autre

Voici les principaux événements qui ont eu lieu en Afghanistan depuis 1973 :

- 17 JUILLET 1972. — A la suite d'un coup d'État dirigé par l'ancien premier ministre Mohamed Daoud Khan, le monarchie est renversée et la République proclamée. Le roi abdique le 24 août.
- 4 ET 17 JUIN 1974. — Visite officielle à Moscou du président Daoud.
- AOÛT 1975. — Emeutes dans la vallée de Fandjir (des rebelles entraînés par le Pakistan attaquent plusieurs villages avant d'être neutralisés par les forces de l'ordre, selon la version officielle).
- 8-10 DÉCEMBRE 1975. — Visite officielle à Kaboul de M. Podgorny, président du Soviet suprême de l'U.R.S.S.
- 9 DÉCEMBRE 1976. — Découverte d'un complot dirigé par le général en retraite Mir Ahmad Shafiq visant à renverser le président Daoud.
- 30 JANVIER AU 14 FÉVRIER 1977. — Réunion à Kaboul de la première grande Assemblée des représentants du peuple afghan convoquée depuis le coup d'État de 1973. Adoption d'une Constitution républicaine et réélection de M. Mohamed Daoud à la présidence de la République pour une durée de six ans.
- 1^{er} MARS 1977. — Abrogation de la loi martiale en vigueur depuis le coup d'État de 1973. Formation d'un cabinet civil le 27 mars.
- 30 JUILLET 1977. — Signature d'un accord évitant de frictions avec l'U.R.S.S.
- 16 NOVEMBRE 1977. — Assaillant du ministre de la planification, M. Ali Ahmad Khorram.
- 20 FÉVRIER 1978. — Ouverture à Kaboul du procès de vingt-cinq personnes accusées d'avoir organisé un complot contre le président Daoud.

Au pays du secret

Ce nouveau putsch asiatique a eu lieu dans un des pays les plus secrets du monde. Aucune agence de presse internationale n'a de bureau à Kaboul. Les télécommunications avec l'étranger sont très difficiles. Les journaux afghans en anglais sont directement rattachés au ministère de l'Information. Il est impossible pour un journaliste de séjourner dans le pays sans l'accord des autorités. Cela s'explique par la nature autoritaire du régime, mais aussi par la méfiance à l'égard de l'étranger et d'un nationalisme ombrageux. Il existe à Kaboul une petite élite pétrie de culture étrangère —

Un premier pas

C'est par méfiance, plutôt que par passion islamique, que le gouvernement a expulsé les missionnaires protestants américains il y a quelques années. Quant aux catholiques, ils ne peuvent célébrer leur culte que dans une petite chapelle qui bénéficie de l'exterritorialité dans l'enceinte de l'ambassade d'Italie.

Au début du siècle, les étrangers ne pouvaient pas pénétrer en Afghanistan sans une autorisation spéciale du roi. L'abolition de la monarchie et la proclamation de la République, en juillet 1973, après un coup d'État organisé par de jeunes officiers, furent présentées comme un premier pas vers le « progrès ». La magistrature suprême fut néanmoins confiée à un sexagénaire, le prince Mohamed Daoud, apparenté au roi Zaher Chah, dont il avait été le premier ministre de 1953 à 1958. Faut-il renverser cet homme pour en finir véritablement avec la dynastie, comme l'atteste le juriste qui vient de prendre le pouvoir ? Le président Daoud incarne sans doute une troisième force, nationaliste et modérée, entre les officiers communistes formés à Moscou, qui avaient été à l'origine du coup d'État de 1973, et les tenants, nombreux et organisés, de l'islam traditionnel. A défaut d'ouvrir son pays aux journalistes, il avait accueilli de nombreux coopérants et représentants de firmes étrangères. Une centaine de bacheliers afghans sortaient chaque année du lycée français de Kaboul. Des firmes françaises s'intéressaient à la construction d'un chemin de fer, encore inexistante en Afghanistan, à l'aménagement de la vallée du Farah-Roud et à des projections pétrolières au sud du pays.

L'activité industrielle, contrôlée par le capital afghan, est fort réduite, mais le président Daoud s'était efforcé de donner un nouvel élan à l'agriculture, qui occupe le plus grande partie de la population. Le putsch de 1973 avait été précédé,

en 1972, par une grande famine, longtemps ignorée du reste du monde, mais qui aurait fait cent mille morts. Dès son arrivée au pouvoir, le chef de l'État avait déclaré que « l'objectif prioritaire de la révolution » était une réforme agraire. Limitant les propriétés privées à 20 hectares pour les terres irriguées et à 40 hectares pour celles non irriguées, cette réforme fut publiée au Journal officiel en août 1975. Malgré la minute avec laquelle elle avait été apparemment préparée, elle n'était pas applicable avant au moins un an.

Une oligarchie

Pourquoi ce défilé ? Avons-nous demandé au président Daoud en 1976. Parce que, avait-il répondu, il faut beaucoup de temps pour créer une administration susceptible de faire appliquer la loi. L'appareil de l'État était, en fait, contrôlé par quelques dizaines de grandes familles qui partageaient les postes de commandement. Faute de grands commis de rechange, le président Daoud avait maintenu dans leurs fonctions la plupart des dirigeants de l'administration royale.

Les postes-clés demeuraient aux mains de la même oligarchie : deux directeurs de journaux étaient d'anciens ministres de Zaher Chah. Amnés de plus en plus à s'appuyer sur la classe possédante pour résister aux complots qui se tramèrent dans l'ombre, le président Daoud avait, pour plaire à cette classe,

fait libérer l'ancien premier ministre du roi, M. Nourza Shafiq, et le « général prince » Abdoul Wali, ancien chef de l'armée, qui avait rejoint le monarche en exil à Rome.

La résidence du chef de l'État était un véritable camp retranché. Le président Daoud se savait menacé. Il ne s'était guère passé d'année depuis son accession au pouvoir sans qu'on apprenne qu'un complot avait été déjoué à Kaboul. Plusieurs de ces tentatives furent l'œuvre des milieux traditionalistes, partisans d'un retour intégral à la loi coranique. Mais, en 1975, y eut aussi de nombreuses arrestations : parmi les sous-officiers « progressistes » qui avaient participé au coup d'État de 1973.

Tous les partis politiques étaient interdits en Afghanistan, mais on sait que, face à un réseau pro-chinois (évalué à un milliard d'hommes), il y avait un P.C. pro-soviétique clandestin regroupant, notamment, des agronomes et des ingénieurs du génie rural ayant fait leurs études grâce à des bourses accordées par l'U.R.S.S. Quels étaient les liens entre ce P.C. et les jeunes officiers égarés formés à Moscou ? On constate que le coup d'État eut lieu après l'assassinat, le semaine dernière, du chef du P.C. l'entourant, mercredi, avait donné lieu à des manifestations au cours desquelles furent criés des slogans contre les États-Unis et leur agent, le C.I.A.

JEAN DE LA GUERVIÈRE.

Mohamed Daoud : le prince président

Le « prince-président », disait-on souvent à Kaboul pour désigner le chef de l'État. L'expression convenait parfaitement dans le cas de Mohamed Daoud Khan. Né en 1909 dans une des familles de chefs de tribus qui se sont toujours partagé le pouvoir, devenu prince après son mariage avec la sœur du souverain, il fut choisi pour présider la République après la disparition d'une monarchie à l'égard de laquelle il avait pris ses distances. Il avait cependant consacré en démocratie le style autocratique qu'il lui fit sien alors qu'il exerçait la fonction de premier ministre grâce à la situation de prééminence que lui valut pendant un temps sa parenté par alliance avec le roi Zaher Chah.

Cet homme, devenu responsable d'un pays particulièrement difficile à gouverner en raison des luttes traditionnelles entre tribus et de son retard économique, avait un passé militaire. Gouverneur du Kandahar, province limitrophe du Pakistan, en 1932, il devint commandant en chef des forces armées en 1937. Après son mariage, il occupa des fonctions politiques. Premier ministre sous le monarchie, il défit en même temps les ministères de l'Intérieur et

de la défense. En 1963, sa politique, alors hostile au Pakistan, mécontenta les États-Unis ; ceux-ci exercèrent sur le roi des pressions qui aboutirent en partie à son départ. Il dut donner sa démission au mois de mars 1963, et attendit son heure pendant six ans. Devenu président de la République en juillet 1973, il cumula cette fonction avec celle de premier ministre, de ministre des affaires étrangères et de la défense dans un gouvernement qui avait été nommé en 1977 après l'adoption d'une Constitution. Celle-ci définissait les conditions de l'exercice du pouvoir, après une période initiale pendant laquelle l'armée — représentée au sein d'un « comité central » réunissant les membres fondateurs de la République — joua un rôle important, mais ne rétablit pas les libertés politiques.

Petit, rond, chauve, d'épaisses lunettes posées sur son nez busqué, le président Daoud était dans l'usage du Pakistan, « un père tranquille » à ses visiteurs étrangers. Francophone, cultivé, il pouvait entretenir une conversation brillante qui paraissait néanmoins un peu irréaliste à qui connaissait les problèmes immenses et immédiats du pays. — J. G.

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

M. MILOS MINIC, chef de la diplomatie yougoslave, se rendra en visite officielle et d'amitié à Cameroun du 2 au 4 mai, annonce l'agence Tanoug. La visite de M. Minic, précise l'agence yougoslave, répond à une invitation du gouvernement cambodgien. — (A.F.P.)

Costa-Rica

M. ROBERT VESCO, financier américain, poursuivi aux États-Unis pour détournement de fonds, a été blanchi mercredi 26 avril par un juge d'instruction de San José (Costa-Rica) de l'accusation d'escroquerie et de gestion frauduleuse. M. Vesco, qui vit au Costa-Rica, va ainsi récupérer la somme de 350 000 dollars qu'il avait dû verser. — (A.F.P.)

El Salvador

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, M. Alvaro Martínez, a démissionné mercredi 26 avril de ses fonctions qu'il occupait depuis juillet 1977. — (A.F.P.)

Espagne

LE GOUVERNEMENT soumettra aux Cortes, avant la fin du mois d'avril, une réforme limitant le champ d'application du code de justice militaire. C'est une réponse aux interpellations de la gauche inquiète de l'atteinte à la liberté d'expression que constitue, selon elle, la récente condamnation à deux ans de prison de quatre acteurs de la troupe théâtrale catalane Els Joglars. — (A.F.P.)

LES CORTES ont voté mercredi 26 avril une révision du code pénal légalisant du même coup la vente et la

publicité des contraceptifs en Espagne. Une tentative du gouvernement de limiter la publicité de la pilule a été repoussée par cent quarante et une voix contre cent quarante et une abstention à la suite de l'indisposition de l'assemblée au sein du groupe de l'Union du centre démocratique de M. Adolfo Suarez. — (Reuter.)

États-Unis

LE PRÉSIDENT CARTER a AUTORISÉ jeudi 27 avril la vente au gouvernement indien de 700 Kilos d'uranium et de plutonium enrichi, qui sont destinés à la centrale atomique de Tarapur. Le président s'est dit confiant que ces uranium ne servirait qu'à des fins pacifiques. Les modalités de la vente avaient été mises au point avant l'adoption par le Congrès américain d'un projet de loi rendant plus strictes les conditions de fourniture à l'étranger de carburant nucléaire. — (Reuter.)

M. BERT LANCE, ancien directeur de l'Office de l'Administration et du budget (un service rattaché à la Maison Blanche) et ami intime du président Carter, a été officiellement accusé mercredi 26 avril par la Commission américaine des opérations de Bourse de violation de la législation sur les transactions bancaires. M. Lance avait émis des chèques sans provision et fait profiter ses proches de prêts avantageux lorsqu'il était à la tête d'établissements bancaires en Géorgie. Il avait en outre omis de le signaler lorsqu'il fut nommé par M. Carter. M. Lance est passible d'une peine de prison. Il a reconnu la validité de l'accusation, mais s'est refusé à plaider coupable ou non coupable. M. Lance avait démissionné de son poste à la Maison Blanche à l'automne 1977 en

raison du scandale provoqué par ses activités bancaires (le fonds du 23 novembre 1977). — (A.F.P., U.P.I.)

Mexique

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INDUSTRIE MEXICAINE DU CAFÉ, M. Faustino Cantu Pena, et six de ses collaborateurs, ont été arrêtés pour contrefaçon. A-t-on appris mercredi 26 avril à Mexico, M. Pena est accusé d'exportations illégales de café aux États-Unis pour plus de 1 milliard et demi de dollars, ainsi que de falsification de documents. C'est le troisième haut fonctionnaire arrêté pour « délits économiques », dans le cadre d'une campagne de lutte contre la corruption entreprise par le président Lopez Portillo. — (A.F.P.)

République démocratique allemande

Mmes BRITTA ET EDDA HANISCH, deux sœurs, professeuses en R.D.A., ont été arrêtées pour raisons politiques par les autorités le 27 avril. Elles avaient toutes deux rendu leur carte au parti communiste et demandé l'autorisation d'émigrer en Allemagne fédérale. — (A.F.P.)

TROIS ÉCRIVAINS qui avaient signé, fin 1976, une pétition en faveur du chanteur contestataire Wolf Biermann, n'ont pas été désignés par l'Association des écrivains de Berlin-Est comme délégués au VIII^e congrès des écrivains de R.D.A., qui se tiendra du 29 au 31 mai. Il s'agit de Stephan Heym, Christa Wolf et Ulrich Plenzdorf. — (A.F.P.)

République fédérale d'Allemagne

LA LUTTE ANTI-TERRORISTE fait l'objet d'un livre blanc publié à Bonn par le ministère de l'Intérieur ouest-allemand, jeudi 27 avril. Selon ce document, quarante-deux personnes soupçonnées d'avoir participé à des actions terroristes sont recherchées par les services de sécurité fédéraux. Quarante-neuf autres personnes se trouvent actuellement en détention préventive ou purgent des peines de prison. Enfin, trente et un suspects ont été arrêtés depuis l'enlèvement de Hanns-Martin Schleyer, et seize d'entre eux sont sous les verrous. — (A.F.P.)

L'EXPLOSION D'UNE BOMBE, probablement larguée lors d'un bombardement allié de la dernière guerre, a fait, mercredi 26 avril, trois morts et neuf blessés, dont sept graves, sur un chantier de construction à proximité de l'hôtel de ville de Rhénie, dans le nord-est de la R.F.A. L'engin a explosé lors d'un forage. Il a endommagé une quarantaine de voitures et coupé toutes les lignes de téléphone de la localité. — (A.F.P.)

Union soviétique

M. GEORGES RATIANI, chroniqueur politique de la Pravda est décédé des suites d'une crise cardiaque, a annoncé mercredi 26 avril l'organe du P.C. soviétique. Il avait quitté la diplomatie pour entrer dans ce journal en 1963, comme correspondant à Paris. — (Reuter.)

Vietnam

M. MILOS MINITCH, vice-premier ministre et secrétaire fédéral yougoslave aux affaires étrangères, fera une visite officielle au Vietnam, du 28 avril au 1^{er} mai. — (A.F.P.)

l'heure aux barbu
MARTINEFF

et l'espoir

et l'espoir

MARCEL JOUHANDEAU

La mort d'Elise

Journaliers XXV (octobre 70 - septembre 71)

Un demi-siècle de haine amoureuse... Diable de bonhomme! Sacré écrivain!

Bertrand Poirot-Dupech - Le Monde

GALLIMARD

PROCHE-ORIENT

Emirats arabes unis

Les rivalités traditionnelles des cheikhs ne semblent plus pouvoir empêcher la création d'un État moderne

Abou-Dhabi. — La mise en place des institutions de l'État fédéral des Emirats arabes unis, créé le 2 décembre 1971, constitue une œuvre de longue haleine, et la jeune fédération est condamnée, pendant une génération au moins, à afficher « une unité de façade » entre les sept émirats qui la composent : ce point de vue exprimé brutalement par un banquier britannique qui a vécu toutes les péripéties des E.A.U. depuis sa naissance est partagé, en privé, par les responsables d'Abou-Dhabi. Ceux-ci ne dissimulent guère toutefois leur ferme volonté d'accélérer la processus de création d'un État moderne et structuré, malgré l'opposition toujours vive de certains des cheikhs traditionnels qui désirent perpétuer leur autonomie au sein d'une confédération aux contours imprécis.

Les « traditionalistes » animés par le cheikh Rached de Dubaï avaient remporté, il y a deux ans, une première victoire sur les « fédéralistes » d'Abou-Dhabi, en empêchant l'entrée en vigueur de la constitution permanente, dont la publication était prévue pour le cinquième anniversaire de la création des E.A.U. La fédération avait connu alors sa première crise et le cheikh Zayed, d'Abou-Dhabi, principal arti-

aan et berceau de l'État fédéral, avait manqué de ne pas briguer le nouveau mandat à la tête de l'État. Paradoxalement, l'autorité centrale est sortie renforcée de cette épreuve. Le cheikh Zayed a, certes, renoncé à imposer la constitution permanente, qui aurait rogné considérablement les privilèges des cheikhs traditionnels, mais il a exigé et obtenu en contrepartie l'amendement de certaines dispositions de la constitution provisoire — reconduite pour une nouvelle période de cinq années — dans le sens du renforcement du pouvoir fédéral. Depuis, les mesures de « fédéralisation », bien que souvent imparfaites, se sont succédées à une cadence accélérée, et les services de la police, de la sécurité, de l'immigration et de l'information ont été rapidement placés sous contrôle fédéral, renforçant ainsi sensiblement les pouvoirs du gouvernement central installé à Abou-Dhabi. Enfin, les « fédéralistes » viennent de remporter un important succès en imposant au début de février l'unification totale des forces armées des différents émirats sous un commandement unique relevant directement de l'état-major fédéral.

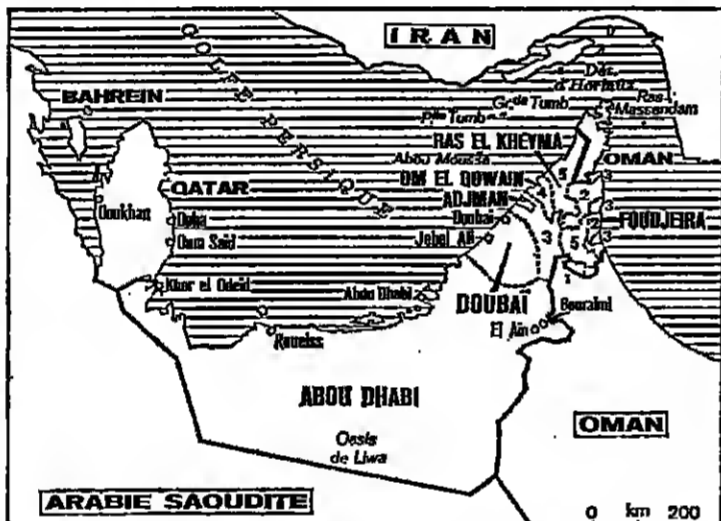
L'unification de l'armée

La décision d'unifier les différentes forces armées des Emirats avait été prise en mai 1975. On comptait à l'époque cinq « armées » indépendantes sur le territoire des E.A.U. : celle d'Abou-Dhabi, la plus puissante et la mieux équipée, estimée à environ quinze mille hommes ; les forces de défense de Dubaï groupant près de trois mille soldats, les neuf cents supplétifs de Ras-El-Khyma, commandés par un officier britannique, ainsi que les gardes nationales de Chardja et d'Om-Qowain. Cette dispersion des forces rendait presque dérisoire les forces de défense de l'Union, composée de trois mille hommes seulement.

Aux termes des amendements constitutionnels de novembre 1976, les gouverneurs des sept émirats reconnaissent que « seul l'État fédéral avait désormais le droit de lever des troupes et d'acquiescer les armements ». En toute logique, ces nouvelles dispositions auraient dû entraîner rapidement la disparition des « forces de défense locales » et leur intégration à l'armée fédérale. Dans le pratique, cependant, vraisemblablement pour ménager les susceptibilités des cheikhs, il fut décidé de créer trois régions militaires (occidentale, centrale et septentrionale) ayant leur commandement propre indépendant de l'état-major fédéral. En fait, rien n'était changé puisque les nouvelles structures militaires correspondaient grosso modo aux régions contrôlées antérieurement par les armées d'Abou-Dhabi, de Dubaï et des Emirats du Nord, qui réussissent ainsi à maintenir, sous une nouvelle appellation, leur existence autonome.

La nouvelle réorganisation des forces militaires, rendue publique au début de février, constituait donc à cet égard une véritable révolution. Les régions militaires ainsi que leurs commandements respectifs disparaissent et sont remplacés par six brigades liées organiquement au commandement général des forces fédérales à la tête duquel le cheikh Zayed, chat de l'État et commandant suprême des forces armées, a placé son fils, le cheikh Sultan. Cette soudaine décision, qui apparemment rien ne laissait prévoir, a été ressentie par certains comme un véritable coup de force. La réac-

tion fut particulièrement vive à Dubaï, où les militaires firent preuve d'une certaine nervosité. Il fut, semble-t-il, question même d'une mobilisation de certaines unités, et on parle de grave et nouvelle crise de confiance entre les deux prin-



1. AJMAN 2. FOUJERA 3. CHARDJA 4. OM EL QOWAIN 5. RAS EL KHEYMA

cipaux émirats de la fédération. Le cheikh Rached se plaignit amèrement et ouvertement du fait qu'il n'avait pas été consulté au préalable. Il fit valoir — à juste titre — que, en sa qualité de chef de l'État par intérim, il lui appartenait, en l'absence du cheikh Zayed, qui se trouvait alors en voyage officiel au Pakistan, de signer le décret portant création de la nouvelle armée. Aucune explication publique n'a été fournie pour justifier l'acte d'autorité de cheikh Zayed. Les dirigeants de Dubaï recevaient cependant des apaisements et acceptaient la tacte accomplie, à l'issue de plusieurs journées de palabres.

« Nous sommes prêts à nous engager lentement et par étapes dans le voie de la fédération, mais il existe certains principes qui ne peuvent être sacrifiés sans que soit remise en cause l'existence même des Emirats arabes unis », nous a expliqué un membre du gouvernement. « Tout État qui se respecte doit être à même de défendre l'intégrité de son territoire et la souveraineté nationale », ajoutait-il faisant clairement allusion au conflit frontalier qui a opposé au cours de 1977 l'émirat de Ras-El-Khyma au sultanat d'Oman.

En butte à de nombreuses difficultés financières dues aussi bien au déclin de la production pétrolière qu'aux dépenses somptueuses et militaires du sultanat, le sultan Cabous, d'Oman, s'était empressé, au début de 1977, de revendiquer une bande côtière de 16 kilomètres de

long, qui, au nord de Ras-El-Khyma, s'étendait en forme de doigt dans le territoire que le sultanat possédait dans la péninsule de Masendjam. Le sultan Cabous attendait ainsi réserver ses droits sur cette zone au large de laquelle deux sociétés américaines et allemandes avaient été chargées par le cheikh Saqr, de Ras-El-Khyma, de travaux de prospection pétrolière. Les incidents de frontière, mineurs à l'origine, s'étaient aggravés vers le fin de l'année, quand des concentrations de troupes omanaises avaient été signalées au nord de Ras-El-Khyma.

Le conflit n'aurait cependant pas revêtu un caractère de gravité particulière si les troupes omanaises n'étaient allées jusqu'à occuper les trois îlots stratégiques du détroit d'Homuz — Abou-Moussa, qui appartenait à Chardja, et les deux Tumb relevant de Ras-El-Khyma — marquant ainsi sa volonté de s'engager en « gendarme du Golfe ». Les dirigeants d'Abou-Dhabi ne se sont pas étonnés de ce « fâcheux incident », mais ont qualifié d'entre eux reconnaissant en privé que les tensions encouragées discrètement les différentes « oppositions » aux mesures de fédéralisation. Officiellement, on démentit lui avec la plus grande énergie les « allégations » selon lesquelles l'Iran, et dans une moindre mesure la Grande-Bretagne, ont utilisé leur « pion omanais » pour exercer des pres-

sure sur les E.A.U. En novembre dernier, cependant, l'éventualité d'un conflit armé entre Oman et Ras-El-Khyma était prise très au sérieux par les autorités d'Abou-Dhabi.

Un échange de visites officielles au plus haut niveau entre Mascate et Abou-Dhabi en décembre et en janvier 1978 déamorcea ce conflit, le cheikh Zayed épousa le sultan Cabous en offrant de reprendre et d'augmenter l'aide financière au sultanat d'Oman qu'il avait interrompue vers la fin de 1973 pour marquer son mécontentement à l'égard d'une politique qu'il estimait trop inféodée à Téhéran. En même temps, les forages au large de Ras-El-Khyma étaient suspendus et les derricks anéantis, ce qui n'était pas pour déplaire aux dirigeants d'Abou-Dhabi excédés par le comportement imprévisible du cheikh Saqr, qui, depuis son adhésion tardive aux E.A.U., trois mois après leur création, proclamait souvent son intention de quitter la fédération dès qu'il aurait découvert de substantielles réserves de pétrole dans son sous-sol. Les velléités sécessionnistes du bouillant cheikh de Ras-El-Khyma s'étaient, il est vrai, estompées, au fil des ans devant les résultats décevants des prospections pétrolières, et il serait devenu l'un des plus chauds partisans de l'armée fédérale. Le revirement du cheikh Saqr s'expliquait par les nombreuses subventions, sous forme de prêts et de dons, qu'il a reçues du cheikh Zayed pour faire face à ses nombreux engagements financiers.

Le conflit n'aurait cependant pas revêtu un caractère de gravité particulière si les troupes omanaises n'étaient allées jusqu'à occuper les trois îlots stratégiques du détroit d'Homuz — Abou-Moussa, qui appartenait à Chardja, et les deux Tumb relevant de Ras-El-Khyma — marquant ainsi sa volonté de s'engager en « gendarme du Golfe ». Les dirigeants d'Abou-Dhabi ne se sont pas étonnés de ce « fâcheux incident », mais ont qualifié d'entre eux reconnaissant en privé que les tensions encouragées discrètement les différentes « oppositions » aux mesures de fédéralisation. Officiellement, on démentit lui avec la plus grande énergie les « allégations » selon lesquelles l'Iran, et dans une moindre mesure la Grande-Bretagne, ont utilisé leur « pion omanais » pour exercer des pres-

sure sur les E.A.U. En novembre dernier, cependant, l'éventualité d'un conflit armé entre Oman et Ras-El-Khyma était prise très au sérieux par les autorités d'Abou-Dhabi.

Un échange de visites officielles au plus haut niveau entre Mascate et Abou-Dhabi en décembre et en janvier 1978 déamorcea ce conflit, le cheikh Zayed épousa le sultan Cabous en offrant de reprendre et d'augmenter l'aide financière au sultanat d'Oman qu'il avait interrompue vers la fin de 1973 pour marquer son mécontentement à l'égard d'une politique qu'il estimait trop inféodée à Téhéran. En même temps, les forages au large de Ras-El-Khyma étaient suspendus et les derricks anéantis, ce qui n'était pas pour déplaire aux dirigeants d'Abou-Dhabi excédés par le comportement imprévisible du cheikh Saqr, qui, depuis son adhésion tardive aux E.A.U., trois mois après leur création, proclamait souvent son intention de quitter la fédération dès qu'il aurait découvert de substantielles réserves de pétrole dans son sous-sol. Les velléités sécessionnistes du bouillant cheikh de Ras-El-Khyma s'étaient, il est vrai, estompées, au fil des ans devant les résultats décevants des prospections pétrolières, et il serait devenu l'un des plus chauds partisans de l'armée fédérale. Le revirement du cheikh Saqr s'expliquait par les nombreuses subventions, sous forme de prêts et de dons, qu'il a reçues du cheikh Zayed pour faire face à ses nombreux engagements financiers.

Le revirement du cheikh Saqr s'expliquait par les nombreuses subventions, sous forme de prêts et de dons, qu'il a reçues du cheikh Zayed pour faire face à ses nombreux engagements financiers.

PRÉCÉDANT LA VISITE DE M. BEGIN

Les entretiens de M. Dayan à Washington n'ont dégagé aucune perspective d'accord

M. Menahem Begin quittera Israël dimanche 30 avril pour les États-Unis, où il recontera lundi le président Carter. Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, qui vient de terminer un séjour officiel aux États-Unis, en repartira lundi après avoir fait à M. Begin le compte rendu de ses conversations avec le secrétaire d'État américain, M. Cyrus Vance. Il se rendra ensuite à Londres, où il est attendu le 8 mai pour inaugurer les manifestations du trentième anniversaire de l'État d'Israël et où il s'entretenra avec le premier ministre britannique, M. James Callaghan. M. Dayan doit ensuite faire un voyage de huit jours en Scandinavie.

À Beyrouth, M. Arafat, président de l'O.L.P., a déclaré jeudi, à l'occasion d'une cérémonie de promotion d'officiers palestiniens, que « ceux qui, dans le monde arabe, continuent à miser sur les promesses de l'administration américaine, perdront leur pari ». Il a ajouté que l'unité du Fatah était « infrançable ».

De notre correspondant

Washington. — Les entretiens que le ministre israélien des affaires étrangères a eus à Washington avec le secrétaire américain, M. Vance, mercredi 26 et jeudi 27 avril, n'ont pas fait apparaître de perspective d'accord. Sans doute, M. Dayan, vraisemblablement ce qu'il avait dit à son départ, a assuré aux journalistes israéliens qu'il avait apporté des propositions « nouvelles et imaginatives ». De fait, les émissaires américains qui l'ont rencontré — tous très pro-israéliens, il est vrai — se sont montrés optimistes, mais les responsables du gouvernement ne partagent pas cette impression.

Le sentiment quelque peu nouveau est qu'Israël attache moins d'importance aujourd'hui à la « déclaration de principe » qui restait, jusqu'à nouvel ordre, le principal objectif de la diplomatie américaine. Au lieu de chercher à rédiger un tel document — qui devait, selon Washington, inclure la Jordanie et la Syrie à se joindre à la négociation, — il préfère parler des détails d'un règlement éventuel : par exemple, du statut futur de la Cisjordanie et de Gaza, qui semble avoir occupé une bonne partie des conversations. Mais les idées avancées à ce sujet ne sont pas de nature à appeler une décision américaine à cette étape, a précisé M. Vance.

M. Dayan a d'autre part dit à qui voulait l'entendre qu'il n'avait pas parlé de l'affaire des livraisons d'armes américaines à trois pays du Proche-Orient, à propos de laquelle le président Carter doit soumettre ses projets au Congrès dans les tout prochains jours. Sans doute voudrait-il se faire entendre sur ce point d'« interférence dans les affaires américaines » qui a été lancée officieusement ici. Pour la même

raison, il a démenti avoir affirmé qu'Israël renoncera à ses avions pilotés par des F 15 livrés à l'Arabie Saoudite. Son point de vue est que si Israël, en raison de son opposition à la formule du « paquet », est privé des avions attendus, « nous acceptons la position, mais ne changerons pas de position ». On peut en déduire tout de même que Jérusalem tient plus à faire barrage aux demandes soviétiques qu'à recevoir sa propre commande, et demandera donc à ses amis au Congrès de faire usage de leur droit de veto.

Un meilleur climat

Malgré ces passes d'armes, la visite du ministre israélien s'est déroulée dans un meilleur climat que celle de M. Begin il y a un mois. M. Dayan n'a pas été reçu par M. Carter — mais il a eu un entretien avec M. Brzezinski, le conseiller du président. Il passe ici, du moins, pour quelconque avec lequel les diplomates professionnels « peuvent parler », alors que M. Begin, avec ses fastidieuses exhortations de petit pressurier, est considéré, de Paris géographiquement, comme l'ennemi avancé à ce sujet ne sont pas de nature à appeler une décision américaine à cette étape, a précisé M. Vance.

M. Dayan a d'autre part dit à qui voulait l'entendre qu'il n'avait pas parlé de l'affaire des livraisons d'armes américaines à trois pays du Proche-Orient, à propos de laquelle le président Carter doit soumettre ses projets au Congrès dans les tout prochains jours. Sans doute voudrait-il se faire entendre sur ce point d'« interférence dans les affaires américaines » qui a été lancée officieusement ici. Pour la même

M. Dayan a d'autre part dit à qui voulait l'entendre qu'il n'avait pas parlé de l'affaire des livraisons d'armes américaines à trois pays du Proche-Orient, à propos de laquelle le président Carter doit soumettre ses projets au Congrès dans les tout prochains jours. Sans doute voudrait-il se faire entendre sur ce point d'« interférence dans les affaires américaines » qui a été lancée officieusement ici. Pour la même

Le « Rotterdam du Golfe »

Les responsables de l'économie de l'émirat d'Abou-Dhabi viennent de réviser leurs plans de développement en réduisant d'une manière drastique l'importance du complexe industriel qu'ils envisagent de créer à Roussis, sur la côte, à quelque 200 kilomètres à l'ouest de la capitale. L'idée d'une usine d'engrais chimique, jugée peu rentable, ainsi que celle d'une aciérie, estimée trop coûteuse, ont d'ores et déjà été abandonnées. Le cheikh Rached, de Doubaï, en revanche, n'a, semble-t-il, nullement l'intention de réduire ou d'abandonner les ambitieux projets de développement de son émirat. Le complexe industriel de Jebel-Ali, inauguré en novembre 1976, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Doubaï, sur la côte, s'il est mené à bon terme — ce qui paraît douteux — dépassera en hardiesse tout ce que l'astucieux cheikh Rached a réalisé jusqu'à présent : un nouveau port doté de six éolants-dix quais, une fondrière d'aluminium, une usine de liquéfaction de gaz, une aciérie et raffinage, qui feraient de cette zone industrielle ce que ses promoteurs appellent déjà, un peu hâtivement, le « Rotterdam du Golfe ».

Pour tenir ce pari, le cheikh Rached, qui n'aime pas entamer son capital, a contracté une série de dettes, qui, s'ajoutant à celles faites précédemment, commencent à peser lourdement sur le budget de l'émirat. Selon des estimations concordantes, le remboursement des emprunts de Doubaï totalisera, dans quelques années, 80 % du montant du P.N.B. de l'émirat. « Voilà pourquoi, nous a expliqué un banquier d'Abou-Dhabi, Doubaï, pas plus que Chardja, en proie également à de nombreuses difficultés financières, et à plus forte raison, les émirats voisins de Ras-El-Khyma et de Fudjeira, ont décidé de passer de la fédération, même s'ils festinent contrairement ».

Avec ses revenus pétroliers annuels, qui dépassent 6 milliards et demi de dollars, l'émirat d'Abou-Dhabi finance les 90 % du budget de l'Union des émirats arabes unis. L'aide suscitée, l'occasion, les cheikhs qui, par suite de leur politique ambivalente et imprévisible d'expansion économique, se sont fourvoyés dans des situations impossibles. Tout ce qui est demandé en échange aux bénéficiaires de ces largesses est de ne pas faire opposition sur mesure de fédéralisation. En définitive, le meilleur climat de la fédération est pour l'instant l'argent d'Abou-Dhabi.

Egypte

Dix-sept nouvelles arrestations ont été opérées dans l'affaire de l'organisation terroriste récemment démantelée en Égypte, ce qui porte à quarante et un le nombre total des personnes appréhendées, a révélé, jeudi 27 avril, le procureur général égyptien Ibrahim El Kalloubi cité par le quotidien caennais *Al Akhbar*. Selon M. Kalloubi, un « membre des Brigades rouges » du nom de Pierre Leberonnet avait été chargé de perpétrer un attentat contre les membres de la délégation militaire israélienne lors de sa venue en Égypte. De son côté, M. Giorgio Bellini, a démenti jeudi, à Zurich, les accusations de terrorisme portées contre lui.

Liban

Le Parlement a adopté une résolution prévoyant l'arrêt de toute activité militaire palestinienne

Selon l'agence palestinienne Wafa, des bâtiments de guerre et des hélicoptères israéliens ont bombardé, jeudi 27 avril, le camp palestinien de Rachideh situé à 5 kilomètres au sud de la ville de Tyr. Cette information a été catégoriquement démentie jeudi soir à Tel-Aviv.

D'autre part, un premier contingent sénégalais de 175 soldats de la FINUL (Forces unies au Liban) est arrivé au Sud-Liban jeudi, via la Syrie. Depuis l'adoption, le 19 mars dernier, de la résolution 425 du Conseil de sécurité prévoyant la constitution de la FINUL, près de 3 000 « casques bleus » sur les 4 000 prévus sont arrivés au Liban, notamment 1 100 soldats français, 900 norvégiens, 600 népalais et 190 iraniens. Un bataillon de 500 soldats irlandais est également attendu.

De notre correspondant

Beyrouth. — Le Parlement libanais a voté, jeudi 27 avril, à l'unanimité, des soixante-quatorze députés présents (sur quatre-vingt-seize), la résolution concernant l'arrêt de toute activité militaire palestinienne. Le texte prévoit l'arrêt « de toute activité militaire palestinienne, ou autre que celle des forces de sécurité du territoire libanais ». Ce vote devrait, en principe, ouvrir la voie à la formation d'un gouvernement d'union ou, en tout cas, à faciliter grandement le monde du 26 avril).

Italie

UNE JOURNÉE ORDINAIRE

Le monde arabe, continuant à miser sur les promesses de l'administration américaine, perdront leur pari. Il a ajouté que l'unité du Fatah était « infrançable ».

Le sentiment quelque peu nouveau est qu'Israël attache moins d'importance aujourd'hui à la « déclaration de principe » qui restait, jusqu'à nouvel ordre, le principal objectif de la diplomatie américaine.

Liban

Le Parlement a adopté une résolution prévoyant l'arrêt de toute activité militaire palestinienne

Selon l'agence palestinienne Wafa, des bâtiments de guerre et des hélicoptères israéliens ont bombardé, jeudi 27 avril, le camp palestinien de Rachideh situé à 5 kilomètres au sud de la ville de Tyr.

D'autre part, un premier contingent sénégalais de 175 soldats de la FINUL (Forces unies au Liban) est arrivé au Sud-Liban jeudi, via la Syrie.

De notre correspondant

Beyrouth. — Le Parlement libanais a voté, jeudi 27 avril, à l'unanimité, des soixante-quatorze députés présents (sur quatre-vingt-seize), la résolution concernant l'arrêt de toute activité militaire palestinienne.

ATIGHETCHI
Tapis d'Orient
informe son aimable clientèle qu'il sera ouvert le jeudi de l'Ascension.

Griffsolde
LE PRET-A-PORTER DEGRIFFE
POUR ELLE
3, rue de Lagny / Nation
1, rue de la Plaine / Nation
2, rue du Renard / Hôtel de Ville
POUR LUI
3, rue de la Plaine / Nation
3, bd Montmartre / Montmartre
ouvert le lundi après-midi

Jocelyn
PARIS
134, bd St-Germain
78, ch. des Saules (Toto)
5, rue Charbonnet

Jocelyn
PARIS
134, bd St-Germain
78, ch. des Saules (Toto)
5, rue Charbonnet

سكننا من الاموال

Braun
Le réveil devie
06.45
23
ca 220 volts

DIPLOMATIE

LA PRÉSENCE FRANÇAISE OUTRE-MER

Le dispositif d'intervention tente de s'adapter aux situations de crise les plus variées

Les armées françaises tentent actuellement d'adapter leur dispositif d'action extérieure à toutes les hypothèses d'une intervention outre-mer qui seront retenues par le gouvernement. Ces aménagements vont dans le sens d'une professionnalisation accrue des unités engagées et d'une souplesse plus grande dans l'emploi des moyens - hommes et armements - disponibles pour les situations de crise les plus variées.

Sensible aujourd'hui en Afrique ou au Proche-Orient, dans les pays - Zaïre, Mauritanie, Tchad ou Liban - où des forces françaises ont été plus spécialement détachées à des fins opérationnelles, cet effort d'adaptation devrait

logiquement conduire, dans les prochains mois, à de nouvelles modifications de l'organisation même du dispositif militaire.

Installées en permanence au-delà des mers ou expédiées au coup par coup, ces forces d'intervention ont reçu pour consignes générales - d'assurer la sécurité des départements et territoires d'outre-mer - et - d'être capables d'actions extérieures de formes diverses - soit qu'il s'agisse de participer à des missions de présence à la demande d'organisations internationales ou à la requête des Etats impliqués, soit qu'il faille apporter une assistance militaire et technique des Etats menacés.

L'armée renforce sa position sur des îlots revendiqués par l'île Maurice et Madagascar

Tromelin, Glorieuses, Juan-de-Nova, Bassas-Indira, Europa : ces cinq îlots français, qui forment comme une couronne autour de Madagascar, ne sont pas passés à eux seuls, 50 kilomètres carrés, Points militaires perdus dans l'océan Indien, oubliés par la décolonisation, reversés désertiques dépourvus de richesse minérale, ces îles avaient, jusqu'à présent, peu

soulevé de convoitises, que ce soit de la part des grandes puissances ou des Etats riverains. Mais la récente décision française de créer une zone économique exclusive de 200 milles autour de ses dépendances dans l'océan Indien (1) vient de leur donner une importance nouvelle, en même temps qu'elle relançait le conflit à leur sujet entre la France, Madagascar et l'île Maurice.

Dès mai 1976, les étranges manœuvres en Méditerranée de certains bâtiments de guerre basés à Toulon ont été les premiers indices, sur le plan strictement militaire, d'une volonté française - confirmée ensuite par des propos de M. Giscard d'Estaing à La Nouvelle-Orléans, aux Etats-Unis - d'intervenir, déjà, au Liban.

Ces forces interarmées d'action extérieure se sont, depuis, manifestées à plusieurs reprises en maints endroits du globe et dans des styles d'opérations assez différents les uns des autres.

En Afrique, l'ensemble du dispositif repose sur la garde de quatre bases où les militaires français ont conservé leur propre uniforme (400 hommes à Djibouti, 1.300 à Dakar, 500 respectivement à Abidjan et Libreville) et sur la présence de coopérants (médecins, enseignants, assistants d'état-major, gendarmes, spécialistes de l'armement et agents du soutien logistique) sous leur propre uniforme ou sous l'uniforme de l'armée auprès de laquelle ils servent, détachés dans dix-neuf pays différents (2), à raison de quelques hommes jusqu'à plusieurs centaines selon les Etats.

Le 21 mars dernier, le gouvernement malgache a vigoureusement réagi à la décision française d'étendre sa « mer territoriale », en affirmant que les îles Glorieuses, Juan-de-Nova, Europa et Bassas-Indira faisaient partie intégrante du territoire de Madagascar et en précisant qu'il était déterminé à « préserver le caractère inaliénable de son territoire ».

Après la révolution de 1972, lorsque de nouveaux accords de coopération furent signés en juin 1973 entre la France et Madagascar, le chef de la délégation malgache, M. Didier Ratsiraka, alors ministre des affaires étrangères, déclara au cours des négociations à Paris : « La question (des îles) a été soulevée par la partie malgache au cours des négociations, mais il nous a été répondu que c'était une affaire qui serait réglée de gouvernement à gouvernement, plus tard. Le problème n'a pas été traité dans le cadre des accords de coopération, puisqu'il n'est pas possible qu'un accord ou consensus puisse être établi. Le litige pourrait être soumis jusqu'à la Cour internationale de justice. Depuis, aucun accord n'est intervenu. Bien au contraire, la France n'a fait que renforcer sa présence sur ces îles. Ceux-ci, classés « réserves naturelles » depuis 1971, n'abritaient que des stations météorologiques et les techniciens chargés de leur bon fonctionnement, lorsque en 1973, fut établie sur chacune d'eux (2) une force permanente d'une dizaine d'hommes, placée sous le commandement des Forces armées de la zone océan Indien » et chargée de prévenir une éventuelle attaque malgache.

Un groupe opérationnel

L'essentiel des moyens est fourni par la 11^e division parachutiste (à Toulouse) et la 9^e division d'infanterie de marine (à Saint-Malo), qui reçoivent, le cas échéant, des appuis aériens et navals.

Instruits par l'expérience et constatant la prolifération des armements les plus modernes dans ces zones de tension, les états-majors s'attachent, toutefois, à affiner tous les prochains ans de figure. Certains, parmi ceux qui démontrent des manques ou des faiblesses dans l'équipement et l'organisation actuels des forces d'intervention, ont mis à l'étude un projet de nouvelles unités interarmées dont les moyens en blindés, par exemple, ou l'aéro-mobilité seraient accrus par rapport à l'armement, jugé trop léger, des troupes parachutistes.

Si elles devaient aboutir un jour à la création d'un groupe opérationnel, il est vraisemblable que ces études démontreraient l'intérêt d'une telle formule dans la perspective d'une intervention dirigée moins en Afrique que dans le Bassin méditerranéen, où le gouvernement français entend se donner les instruments d'une action extérieure au profit de sa stratégie nord-sud, qui dépasse, de beaucoup, les seules considérations militaires.

Le 21 mars dernier, le gouvernement malgache a vigoureusement réagi à la décision française d'étendre sa « mer territoriale », en affirmant que les îles Glorieuses, Juan-de-Nova, Europa et Bassas-Indira faisaient partie intégrante du territoire de Madagascar et en précisant qu'il était déterminé à « préserver le caractère inaliénable de son territoire ».

L'île de Tromelin, revendiquée jusqu'alors à la fois par Maurice et Madagascar, n'était pas mentionnée dans le communiqué officiel. Cet oubli semble confirmer, en fait, l'abandon par Madagascar de ses revendications sur Tromelin, le seul des cinq îlots contestés situés à l'est de la Grande Ile. Récemment, M. Paul Bérenger, leader mauricien de l'opposition, avait affirmé, au retour d'un voyage en janvier dernier à Antananarivo, que les autorités malgaches n'avaient aucunement l'intention de s'impliquer dans le communiqué officiel. Cet oubli semble confirmer, en fait, l'abandon par Madagascar de ses revendications sur Tromelin, le seul des cinq îlots contestés situés à l'est de la Grande Ile. Récemment, M. Paul Bérenger, leader mauricien de l'opposition, avait affirmé, au retour d'un voyage en janvier dernier à Antananarivo, que les autorités malgaches n'avaient aucunement l'intention de s'impliquer dans le communiqué officiel.

Le 21 mars dernier, le gouvernement malgache a vigoureusement réagi à la décision française d'étendre sa « mer territoriale », en affirmant que les îles Glorieuses, Juan-de-Nova, Europa et Bassas-Indira faisaient partie intégrante du territoire de Madagascar et en précisant qu'il était déterminé à « préserver le caractère inaliénable de son territoire ».

L'île de Tromelin, revendiquée jusqu'alors à la fois par Maurice et Madagascar, n'était pas mentionnée dans le communiqué officiel. Cet oubli semble confirmer, en fait, l'abandon par Madagascar de ses revendications sur Tromelin, le seul des cinq îlots contestés situés à l'est de la Grande Ile. Récemment, M. Paul Bérenger, leader mauricien de l'opposition, avait affirmé, au retour d'un voyage en janvier dernier à Antananarivo, que les autorités malgaches n'avaient aucunement l'intention de s'impliquer dans le communiqué officiel.

Le 21 mars dernier, le gouvernement malgache a vigoureusement réagi à la décision française d'étendre sa « mer territoriale », en affirmant que les îles Glorieuses, Juan-de-Nova, Europa et Bassas-Indira faisaient partie intégrante du territoire de Madagascar et en précisant qu'il était déterminé à « préserver le caractère inaliénable de son territoire ».

L'île de Tromelin, revendiquée jusqu'alors à la fois par Maurice et Madagascar, n'était pas mentionnée dans le communiqué officiel. Cet oubli semble confirmer, en fait, l'abandon par Madagascar de ses revendications sur Tromelin, le seul des cinq îlots contestés situés à l'est de la Grande Ile. Récemment, M. Paul Bérenger, leader mauricien de l'opposition, avait affirmé, au retour d'un voyage en janvier dernier à Antananarivo, que les autorités malgaches n'avaient aucunement l'intention de s'impliquer dans le communiqué officiel.



Des professionnels

Pour toutes ces raisons, le dispositif d'action extérieure doit être adapté, dit-on à l'état-major de l'armée de terre, en vue « d'acquiescer et de conserver la maîtrise des opérations de mise sur pied, d'acheminement et d'engagement sur des théâtres extérieurs, dans des conditions extrêmement variées ».

Depuis la politique dite « des petits paquets » de renforts, composés de spécialistes de métier désignés pour leur compétence technique ou d'encadrement et

Des professionnels

Pour toutes ces raisons, le dispositif d'action extérieure doit être adapté, dit-on à l'état-major de l'armée de terre, en vue « d'acquiescer et de conserver la maîtrise des opérations de mise sur pied, d'acheminement et d'engagement sur des théâtres extérieurs, dans des conditions extrêmement variées ».

Depuis la politique dite « des petits paquets » de renforts, composés de spécialistes de métier désignés pour leur compétence technique ou d'encadrement et

Des professionnels

Pour toutes ces raisons, le dispositif d'action extérieure doit être adapté, dit-on à l'état-major de l'armée de terre, en vue « d'acquiescer et de conserver la maîtrise des opérations de mise sur pied, d'acheminement et d'engagement sur des théâtres extérieurs, dans des conditions extrêmement variées ».

Depuis la politique dite « des petits paquets » de renforts, composés de spécialistes de métier désignés pour leur compétence technique ou d'encadrement et

Des professionnels

Pour toutes ces raisons, le dispositif d'action extérieure doit être adapté, dit-on à l'état-major de l'armée de terre, en vue « d'acquiescer et de conserver la maîtrise des opérations de mise sur pied, d'acheminement et d'engagement sur des théâtres extérieurs, dans des conditions extrêmement variées ».

Depuis la politique dite « des petits paquets » de renforts, composés de spécialistes de métier désignés pour leur compétence technique ou d'encadrement et

Zaïre

Le Zaïre est un pays immense, riche en ressources naturelles et en potentiel humain. La France a une longue tradition d'engagement en Afrique, et le Zaïre n'est pas une exception. Des milliers de militaires français sont actuellement déployés dans ce pays, pour assurer la sécurité et la stabilité de la région. Ces forces sont composées de professionnels expérimentés, capables de faire face à toutes les situations de crise.

Zaïre

Le Zaïre est un pays immense, riche en ressources naturelles et en potentiel humain. La France a une longue tradition d'engagement en Afrique, et le Zaïre n'est pas une exception. Des milliers de militaires français sont actuellement déployés dans ce pays, pour assurer la sécurité et la stabilité de la région. Ces forces sont composées de professionnels expérimentés, capables de faire face à toutes les situations de crise.

Zaïre

Le Zaïre est un pays immense, riche en ressources naturelles et en potentiel humain. La France a une longue tradition d'engagement en Afrique, et le Zaïre n'est pas une exception. Des milliers de militaires français sont actuellement déployés dans ce pays, pour assurer la sécurité et la stabilité de la région. Ces forces sont composées de professionnels expérimentés, capables de faire face à toutes les situations de crise.

Zaïre

Le Zaïre est un pays immense, riche en ressources naturelles et en potentiel humain. La France a une longue tradition d'engagement en Afrique, et le Zaïre n'est pas une exception. Des milliers de militaires français sont actuellement déployés dans ce pays, pour assurer la sécurité et la stabilité de la région. Ces forces sont composées de professionnels expérimentés, capables de faire face à toutes les situations de crise.

La véritable Anisette des Frères Grus

Elle revient à la mode.

La véritable Anisette des Frères Grus

Elle revient à la mode.

La véritable Anisette des Frères Grus

Elle revient à la mode.

La véritable Anisette des Frères Grus

Elle revient à la mode.

LE MONDE

me changeant pour la réalisation de vos projets immobiliers.

Vous y trouverez peut-être LA MAISON que vous recherchez.

LE MONDE

me changeant pour la réalisation de vos projets immobiliers.

Vous y trouverez peut-être LA MAISON que vous recherchez.

LE MONDE

me changeant pour la réalisation de vos projets immobiliers.

Vous y trouverez peut-être LA MAISON que vous recherchez.

LE MONDE

me changeant pour la réalisation de vos projets immobiliers.

Vous y trouverez peut-être LA MAISON que vous recherchez.

TRECA EPEDA SIMMONS

CAPELOU

TRECA EPEDA SIMMONS

CAPELOU

TRECA EPEDA SIMMONS

CAPELOU

TRECA EPEDA SIMMONS

CAPELOU



FORD TAURUS
METEZ-VOUS EN SECURITE

Pour vous assurer toute la sécurité possible, pour vous et votre famille, la Ford Taurus dispose d'un équipement de sécurité rare dans une voiture de sa catégorie : regardez donc le tableau ci-dessous.

Une famille doit être sûre

- 1) Deux ceinturons et de détente
- 2) Recquet à l'avant : stabilisé.

renforcés. 3) Voies AV et AR les plus larges de sa catégorie. 4) Freins à double circuit, assistés par servo, à disque à l'avant. 5) Voyant lumineux de contrôle des freins. 6) Cassette-glace à 2 vitesses et lave-glace électrique. 7) Pare-brise en verre feuilleté. 8) Habitacle passagers renforcés avec zones déformables à l'avant et à l'arrière. 9) Colonne de direction à absorption d'énergie. 10) Vitres de sécurité. 11) Stabilisateur de bord. 12) Ceintures de sécurité à rétroviseur. 13) Siège de sécurité des portes AV pour les enfants. 14) Centre de gravité très bas. 15) Nouvelle suspension AR à ressorts à visibilité progressive. 16) Barres stabilisatrices à l'avant et à l'arrière. 17) Chauffage/ventilation à 2 vitesses, réglable et orientable pour dissiper les vitres latérales. 18) Désembuage/dégivrage de la lunette arrière. 19) Phares de recul. 20) Faux miroirs enveloppés.

Une facilité pour être belle

La Ford Taurus est une belle voiture. Regardez ses lignes tendues, très

parcs. Sa surface vitrée. Sa ceinture de caisse élégante. L'impression de race qui se dégage de la Ford Taurus n'est pas une illusion.

Une famille doit être confortable

La Ford Taurus offre cinq places spacieuses. Ses sièges sont enveloppés, moelleux. Le tableau de bord, clair et complet, est d'une finition luxueuse.

Dans son coffre (461 dm³), les bagages tiennent à l'aise. La suspension (à flexibilité progressive à l'arrière) assure une conduite souple et précise, quelle que soit la charge. Et pour la tenue de route vous pouvez avoir confiance : empâttement optimal, voies avant et arrière extra-larges (1.422 m). Tout en silence.

Il existe 5 modèles de Ford Taurus : Spécialité, GL, S et Ghia. En 3 versions possibles : coupé 2 portes, berline 4 portes, break 5 portes. Vous pouvez choisir entre 3 moteurs à 4 cylindres à arbre à came en tête : 7 CV, 9 CV et 11 CV ou un 13 CV à 6 cylindres en V. Entretien : tous les 20.000 km seulement. A l'exception de la vitange et des contrôles de routine. Et comme toutes les Ford, elle est garantie 1 an (ou plus et sans limite de kilométrage limité). Une sécurité de plus.

modèle présenté : Ford Taurus 1300 GL 4 portes
23 880 F

Taurus 1300 Spécialité 2 portes : 24 490 F
Taurus 1300 L 4 portes : 27 450 F
Taurus 1600 GL 4 portes : 29 750 F
Taurus 1600 Ghia 4 portes : 35 210 F

Prix clés en main conseillés en 22,278 francs francs d'immatriculation.

Demandez vite un essai à l'un des 610 concessionnaires agents et points de vente Ford en France.

Légitime robustesse et sécurité.

(1) Décret gouvernemental du 3 février 1978.

(2) Excepté Bassas-Indira qui est presque entièrement recouvert par la mer à marée haute.

"Auteuil, c'est la mode à ma taille"

PRET-A-PORTER
TAILLES 38 AU 58

AUTEUIL

99, rue de Passy, PARIS 16^e
41, rue La Fayette, PARIS 9^e
Champs-Élysées Arcades Lido

les robes cocktail

politique

La réunion du Comité central du parti communiste

Le rapport présenté, mercredi 26 avril, devant le comité central du P.C.F., par M. Georges Marchais, s'ouvre sur un rappel du communiqué du bureau politique et du rapport de M. Fierman réjettant sur le P.S. la responsabilité de l'échec de la gauche.

« Le bureau politique, note le secrétaire général, a ainsi apporté sa contribution à la large discussion à laquelle il a invité toutes les organisations et les membres du parti. La décision de ne convoquer le comité central que pour fin avril laissait à celle-ci tout le temps nécessaire. »

« Cette discussion qui vient d'avoir lieu, nos adversaires, et aussi — pour ne pas dire surtout, le parti socialiste, ont cru pouvoir l'utiliser, la dévoyer, en interprétant d'abord et grossièrement dans son déroulement. »

« Il faut le dire : les incertitudes, les prétentions du parti socialiste en ce domaine sont sans bornes. Il s'agit de savoir si l'on doit déterminer ce que doit être ou ne pas être les règles de fonctionnement interne de notre parti. Il faut de la liquidation de nos principes, de l'organisation d'une commission de l'union. Jamais, on le sait, notre parti ne s'est permis d'agir de la sorte à l'égard du parti socialiste. »

« Il est évident que cette idéologique campagne contre notre parti constitue la poursuite, sous des formes nouvelles, du même objectif que les élections : nous ne sommes pas venus à Paris pour nous permettre d'attendre, c'est-à-dire l'affaiblissement du parti communiste au bénéfice du parti socialiste et la création des conditions qui permettraient d'utiliser celui-ci, comme renfort ou comme recours dans la mise en œuvre de la politique du capital. Cette fois, pour y parvenir, on cherche à sembler le dans le parti et à le diviser en communistes. Eh bien, on peut d'ores et déjà le dire avec assurance : les organisateurs de cette campagne en sont et en seront pour leurs frais. »

« La discussion s'est déroulée

dans tout le parti. Elle a donc revêtu une grande ampleur. Elle a été sérieuse, intéressante et positive. Nous n'avons pas cessé de nous en féliciter. Des informations que nous avons obtenues, il ressort abondamment que l'immense majorité du parti est d'accord, à l'issue d'une phase importante de notre bataille, avec la politique du parti et avec l'activité de sa direction. »

« Un aspect de la discussion a trait à l'attitude d'un nombre limité de camarades qui ont choisi de s'exprimer à l'extérieur du parti. Ce comportement est voué à l'échec et dans le parti un mécontentement que l'on peut comprendre. »

« Cette ignorance déléguée du débat collectif dans le parti ne légitime pas le comportement de voir ses propres positions politiques repoussées par la majorité après une libre confrontation? Il est vrai que c'est plus facile de monologuer, assis derrière un bureau, et de rédiger en dehors de la vie, à l'abri de toute contestation de la part de ses camarades, des articles péremptifs qui trompent le lecteur. »

« L'explication essentielle que les tribunes de discussion ne sont ouvertes dans l'humanité qu'à la veille de chaque congrès, ou les XXIII^e assises du parti n'auront lieu, rétrospectivement, qu'en 1978, il nous est difficile de comprendre que ceux-là mêmes qui font reproche à la direction du parti de prendre des décisions sans consulter tout le parti lui demandent au même temps de modifier brusquement et de sa propre autorité une règle de fonctionnement du parti. C'est pourquoi le bureau politique propose au comité central de se réunir à l'idée que j'ai donnée à ce sujet il y a quelques semaines, à savoir qu'il appartiendra au XXIII^e congrès de se pencher sur cette règle et d'apporter la meilleure réponse à la question posée. »

La signature du programme commun

M. Georges Marchais entreprend ensuite de retracer l'histoire de l'union de la gauche depuis 1972.

« Il justifie la signature du programme commun, en notant : « A partir du moment où c'est un programme commun de gouvernement qu'il s'agit de signer, il nous fallait obtenir dans ce programme la prise en compte

des objectifs et des moyens d'une politique capable d'assurer le succès d'une expérience gouvernementale de la gauche. C'est là-dessus que nous nous sommes déterminés, et c'est parce que nous sommes arrivés à cela que le compromis a été acceptable. J'y insiste parce que des camarades ont dans la discussion montré qu'ils avaient perdu de vue cette nécessité qui a guidé

en 1972 et jusqu'au bout en 1978 notre comportement. »

« Je veux ajouter que ces camarades raisonnent à partir d'un curieux non-priori : selon eux, la gauche doit gagner. C'était en quelque sorte écrit d'avance dès lors qu'il y avait un programme commun. Un tel raisonnement est purement volontariste et n'a rien de sérieux. Qui pouvait, en 1972, sérieusement dire : « La victoire est sûre », ou bien : « l'échec est sûr »? Personne. Pour notre part, ce n'est pas ainsi que nous avons raisonné. »

« M. Marchais rappelle alors les termes du rapport qu'il avait présenté à l'époque devant le comité central et qui avait été rendu public qu'en 1972. A ce propos, il répète : « Il est vrai que nous n'avions pas publié ce rapport et que cela a pu contribuer à alimenter pendant un temps dans les milieux des illusions fondées sur la croyance qu'à partir du moment où le programme commun était signé, alors tout était réglé ; il n'y avait plus qu'à attendre et à attendre sur un tapis roulant vers le pays des merveilles ; il n'y avait plus ni bourgeoisie ni esprit de collaboration de

classes. (...) Nous avons eu tort de ne pas publier ce rapport à ce moment-là, même s'il est vrai que c'est le souci de l'effort nécessaire pour bien comprendre aux gens le sens positif du compromis que nous venions de conclure avec le parti socialiste qui nous a conduits à cette décision. (...) »

« En tout état de cause, à la question de savoir si notre attitude à l'égard de nos engagements a été positive et loyale, les faits permettent de répondre sans aucun doute par l'affirmative. Dès lors que le programme commun de gouvernement a été signé, nous n'avons eu en effet, nous communistes, qu'une seule ligne, un seul objectif : tout faire pour assurer la réussite et le succès de ce programme. Nous nous sommes rendus à la négociation de la gauche et nous n'avons commis aucune erreur qui relève d'un abandon de cette ligne ou qui soit de nature à empêcher son succès. »

« Des camarades, peu nombreux, ont mis en cause des arguments divers, et en faisant de côté ce qui est secondaire, ils défendent en fait une idée : il faut battre la droite à n'importe quel prix, quel que soit le prix de l'acceptation d'une politique qui, appliquée par une gauche dans laquelle le parti socialiste aurait pu exercer sa domination écrasante, n'aurait pas apporté au pays le changement promis. »

« Ce point de vue — disons-le franchement — est totalement irresponsable. (...) Notre stratégie ne vise pas à faire de notre parti des conditions d'une alternance à la gauche ou à l'allemand, dans laquelle il se perdrait lui-même. Il ne faut pas confondre le parti communiste et le mouvement des radicaux de gauche ou le CERES. Si le parti avait cédé à une telle sollicitation, il aurait fait reculer durablement le mouvement démocratique et révolutionnaire. »

L'accord du 13 mars

disposait de moyens supérieurs à ceux qu'il pouvait escompter en septembre pour obtenir le respect des engagements pris. C'est dans cet esprit que nous nous sommes rendus à la négociation et il est évident que nous avions prévu. (...) »

« De rappeler que le choix était



(Dessin de CHENEZ.)

entre cet accord ou pas d'accord du tout. J'ai le sentiment que nombre de ceux qui mettent aujourd'hui en cause cet accord nous auraient critiqué bien plus violemment si nous avions opté pour le second terme de l'alternative. »

aurait consacré la division de la gauche, il aurait assuré la poursuite de la politique du capital et de l'austérité pour les travailleurs pour une longue période. Quant à l'argument — qui prolonge le précédent — selon lequel il fallait céder, quitte à lutter ensuite après la victoire, il ne vaut pas mieux. D'abord parce qu'il n'est pas du tout évident que la victoire de la gauche dans son ensemble aurait été dans ces conditions acquise à coup sûr, et ensuite, en admettant que ce soit le cas, on ne voit pas comment, à ce propos, il évoque les contreparties de la victoire, à savoir le parti socialiste au respect des engagements pris, on ne parviendrait mieux après avec un

La politique du parti socialiste

M. Georges Marchais analyse ensuite l'attitude du parti socialiste. Il déclare : « C'est le comportement réel, connu, indéfectible du parti socialiste qui compte et qui rapporte à la gauche et à la France un retour du parti socialiste vers la social-démocratie, ce que nous avons appelé justement un « tournant décisif » au sein du CERES du secrétaire national des congrès de Pau en 1975 puis du congrès de Nantes ne sont pas des événements mineurs ou fortuits. Ils ont un sens, ils contiennent et ils sont la source de l'abandon de la recherche d'une union des partis communistes et socialistes de l'Europe du Sud et rapprochement de tous adhérents à la S.F.D., l'adoption d'un programme européen commun aux partis socialistes et sociaux-démocrates, ont un sens, ils contiennent et ils sont la source d'une partie prenante intégrante du tournant à droite. (...) »

« Pour attaquer le programme commun, la droite n'a rien regardé et utilisé en 1973 et 1974. Mais, à la différence de ces deux élections elle a bénéficié cette fois d'un avantage considérable. Inestimable : le relais actif, par le parti socialiste lui-même, de tous ses arguments anti-communistes et anti-programme commun. (...) Si le programme commun et l'alliance avec le parti communiste présentaient tous ces dangers que peignent le parti socialiste à longueur de journaux, il est évident que bien des électeurs ont dû penser que mieux valait garder Raymond Barre et les partis de droite. (...) »

« On voit donc aujourd'hui clairement que la gauche socialiste du parti socialiste depuis six ans : il a signé le programme commun avec l'objectif de se renforcer à notre détriment. C'est ce qu'expliquait François Mitterrand, comme je l'ai dit à l'Internationale socialiste en justifiant l'accord réalisé avec nous par la promesse de réduire l'influence de notre parti et de la marginaliser. Quand le parti socialiste s'est accordé avec nous pour attendre cet objectif, il a pris ses distances avec le programme commun jusqu'à abandonner ses engagements de 1972, cela en vue de garder les mains libres, de s'assurer une position dominante en nous réduisant au rôle de force d'appoint

sans pouvoirs, pour installer au gouvernement et faire une politique qui ne pouvait en définitive que consister à poursuivre celle de droite. (...) »

« C'est donc opérer un extraordinaire renversement des rôles qui de prétendre que nous avons, nous, communistes, donné la priorité à ce que ce soit pour faire, alors que tel a été justement, du début à la fin, le choix du parti socialiste au service des objectifs que je viens de rappeler. (...) »

« Le plus affligeant et le plus grave, c'est que les dirigeants socialistes se soient obstinés à maintenir sur cette ligne jusqu'à tout cesser à dire jusqu'à créer les conditions de la défaite qui s'est finalement produite. (...) »

« A la question de savoir si nous avons voulu si peu que ce soit la défaite, si nous avons agi de façon à porter un sérieux obstacle à la victoire et au changement dont le pays a besoin, si nous avons manqué de fidélité au programme commun et porté tort

à l'union, nous répondons non, catégoriquement non. Nous ne portons aucune responsabilité à cet égard. Le bureau politique a exposé ce point de vue le 20 mars, il le maintient et la discussion au sein de notre parti l'a confirmé. (...) »

« Après avoir noté que le P.C.F. devait, durant la campagne électorale, tout être pour battre la majorité et, en même temps, entraver au maximum le glissement social-démocrate du P.S., M. Marchais ajoute : (...) »

« Des camarades, peu nombreux, ont mis en cause des arguments divers, et en faisant de côté ce qui est secondaire, ils défendent en fait une idée : il faut battre la droite à n'importe quel prix, quel que soit le prix de l'acceptation d'une politique qui, appliquée par une gauche dans laquelle le parti socialiste aurait pu exercer sa domination écrasante, n'aurait pas apporté au pays le changement promis. (...) »

« Ce point de vue — disons-le franchement — est totalement irresponsable. (...) Notre stratégie ne vise pas à faire de notre parti des conditions d'une alternance à la gauche ou à l'allemand, dans laquelle il se perdrait lui-même. Il ne faut pas confondre le parti communiste et le mouvement des radicaux de gauche ou le CERES. Si le parti avait cédé à une telle sollicitation, il aurait fait reculer durablement le mouvement démocratique et révolutionnaire. (...) »

La campagne sur la pauvreté

Après avoir noté l'optimalité de la « grande bourgeoisie » à mobiliser ceux qui « redoutent le changement », M. Marchais note que l'union de la gauche a réalisé « l'union du peuple de France ». A ce propos, il évoque les contreparties autour du mot d'ordre : « faire payer les riches » et il déclare : « (...) Il est bien vrai qu'il faut pour résoudre les difficultés que connaît notre pays mettre en œuvre des réformes de structures permettant d'éliminer les gaschis. Mais il n'est pas moins vrai qu'on ne pourra pas résoudre ces dif-

ficultés sans attaquer dans le même temps aux inégalités sociales dont une étude officielle récente vient de démontrer qu'elles tendaient à s'aggraver, et sans avoir conscience qu'on ne pourra pas donner tout à tout le monde. C'est la raison première et fondamentale du mot d'ordre : « faire payer les riches » qui est non pas une réminiscence du siècle passé, mais un mot d'ordre juste, porteur d'une exigence indispensable de notre époque. (...) »

« C'est la même démarche fondamentale qui nous a inspirés pour traiter de ce que nous avons

rapport de forces infiniment plus favorable à celui-ci. D'autant qu'il faut aller au bout du raisonnement — que dans l'éventualité où nous aurions cédé, nous aurions été compromis au même titre que le parti socialiste dans l'abandon du programme commun. Non, évidemment, tout cela est absurde. (...) »

« (...) Seuls l'obstination du parti socialiste à poursuivre sa ligne social-démocrate de capitulation, son refus de créer les conditions d'un accord d'union multilatérale acceptable, ont conduit à la défaite. Il en porte donc la pleine et entière responsabilité. (...) »

« Six ans d'expérience montrent que le parti socialiste n'a pas vraiment changé à Epinay. Sous une phraséologie gauchisante et unitaire qui lui a permis de gagner des gens sincèrement attachés à l'union et au changement, il est resté un parti social-démocrate dont l'objectif n'était pas un réel changement démocratique. La signature du programme commun lui a permis dans une certaine mesure de le laisser croire et de masquer son orientation profonde. (...) »

M. Georges Marchais évoque les autres données de la campagne électorale. Il note, par exemple : « Peut-être avons-nous parfois quelque peu sous-estimé la résistance au changement même de la crise faisait naître en cœur des masses populaires. Il nous faut y réfléchir. (...) »

« La nouveauté de la perspective que nous proposons constitue aussi un facteur de nouveauté compte. Nouveauté au sens où cela ne s'est encore fait dans aucun autre pays. Nouveauté également en ce sens que nous avons, c'est vrai, commencé dans les années 60 à définir cette perspective et que nous l'avons précisée, développée très sensiblement avec notre XXIII^e congrès, qui s'est tenu deux ans avant les élections en février 1976. Deux années, dans une bataille dont l'enjeu est tel, cela ne représente pas un délai important. (...) »

« Autre élément qu'il faut mentionner, c'est la situation et l'union actuelles des pays socialistes. (...) »

« Sur ce dernier point, le secrétaire général du P.C.F. déclare : « Nous avons des divergences avec les partis communistes des pays socialistes, des divergences qui portent sur des questions capitales, notamment sur les modalités de la démocratie. Il faut dire avec regret qu'à cet égard, depuis le XXIII^e congrès, les choses ne se sont pas améliorées, mais détériorées, quoi que nous ayons fait. Il est évident que cette situation a pu être utilisée par nos adversaires dans la bataille que nous venons de vivre. (...) »

« An surplus, le caractère international de la crise, le fait qu'elle atteint tout les pays développés, que les pays socialistes ne sont pas épargnés par certaines de ses conséquences, tous ces éléments alimentent les théories réactionnaires sur la « fatalité de la crise » et la nécessité de l'austérité. (...) »

« (...) Il est bien vrai qu'il faut pour résoudre les difficultés que connaît notre pays mettre en œuvre des réformes de structures permettant d'éliminer les gaschis. Mais il n'est pas moins vrai qu'on ne pourra pas résoudre ces dif-

Lettre d'un militant

Nous avons reçu la lettre suivante, ainsi présentée : Quarante-six ans de parti : vive le parti!

Monsieur le rédacteur en chef,

Bien que je sois persuadé qu'il ira directement au panier, je vous fais parvenir ce mot pour qu'il ne puisse être dit qu'aucun membre du parti ne s'est élevé contre le tintamarre anticommuniste dont votre journal se fait le très complaisant véhicule.

J'ai lu ce que vous avez imprimé les premiers jours avec quelque intérêt. Il y avait des choses justes dans ce qu'a écrit notamment Silenstien. Et puis est venu l'Amorce-Cadix sous la plume d'Althusser.

Je n'ai aucune sympathie — tous ceux qui ne connaissent le savent — pour les termes obscurs ou sociologiques. Pourtant, si je veux exprimer mon sentiment sur le comportement d'Althusser, je ne trouve qu'un mot : c'est dégoûté.

J'ai adhéré au P.C.F. en 1932. Ma première carte est datée de novembre de cette année-là. Depuis janvier 1978, j'en suis donc à ma quarante-sixième — y compris les quatre cartes imprimées de 1940, 1941, 1942 et 1943. Notez-le : j'aurais pu les payer de ma vie. Cela compte.

Je n'ai jamais appartenu à ce que vous appelez l'appareil. Je ne vois d'ailleurs pas en quoi il serait moins honorable (ou plus déshonorant) d'être salarié du parti que d'être salarié de l'Etat. Je n'ai jamais exercé de fonction élective rétribuée. Je n'ai jamais été membre du C.C. Tous au plus suis-je, depuis plus de vingt ans, un collaborateur bénévole de cette « section économique » sur laquelle se déversent les sarcasmes de M. Althusser.

Je ne tenterai pas de réfuter sa prose : il me faudrait être aussi prolifique que lui et cela nous fournirait un bon motif (supplémentaire) pour publier mon papier.

Je préciserais seulement un point : lorsque Althusser écrit que l'étude sur le capitalisme monopolistique d'Etat a été commandée par la direction du parti, il ment. Je me souviens parfaitement du point de départ. C'était il y a plus de dix ans — bien avant le programme commun, qu'il ne s'agissait donc pas de justifier théoriquement, et nous nous résumons encore au 128 de la rue Lafayette. Boccara — qui gêne tant Althusser — alors

occupé principalement par l'étude des démarches initiales de la pensée de Marx — n'était pas présent au jour-là. Nous discutons de ce que nous saisis quel problème lorsque Henri Jourdain — un de ces ouvriers devenus « permanents » pour lesquels le docteur Althusser n'a que mépris — fit la remarque : « Il faudrait bien que nous mettions noir sur blanc sous une forme ou sous une autre, notre analyse d'ensemble sur ce qu'est le capitalisme aujourd'hui. (...) »

« (...) Nous avons approuvé la direction du parti à l'approuvé. On s'est mis au travail. Sans « épuration » préalable. Boccara, avec d'autres, y a participé. Un intellectuel qui se range à la suggestion d'un ouvrier : il comprends qu'Althusser ait de la peine à s'y faire ! »

Althusser condamne le contenu du manuel. Que lui oppose-t-il ? Rien. Il paraît que nos camarades italiens ne partagent pas nos analyses ? La voilà bien la démarche stalinienne : parce qu'un parti formule une analyse il faudrait donc que les partis frères aillent sur lui ?

Un dernier paragraphe. J'écris ces lignes mercredi 26 avril 1978. Ni membre ni employé du C.C., j'ignore tout de ce qui s'est dit aujourd'hui là-haut. Je n'ai pas en main l'Humanité du 27, ni encore moins, bien entendu, celle du 28. Alors, M. le rédacteur en chef, soyez gentil : si vous publiez cela, faites-le passer seulement le 28. Cela vous permettra de dire que je m'aligne sur Georges Marchais, comme tous les pions que nous sommes — à l'exception de ceux qui utilisent vos colonnes contre nous.

ROGER BIARD, section République, Paris 3^e. Carte n° 293858.

P.S. J'ai sous les yeux l'édition brochée de « Manuel » sur le C.M.E. J'y lis : « Nous avons d'exprimer le 23 février 1971 sur les presses de l'imprimerie Union-Républicain, à Mulhouse (Haut-Rhin). Le programme commun de la gauche a été rédigé et était au cours de l'été 1972. (...) »

Dans la presse parisienne

LE MATIN : « La fin d'un rêve. (...) »

« A la lecture du discours de Georges Marchais, tout indique que l'effort, est de nouveau prioritaire. En effet, dans le premier partie de son long homélie, le secrétaire général du P.C. s'en prend violemment, toutes les quinze ou vingt lignes, soit aux socialistes, soit à leurs dirigeants, soit à la personne de François Mitterrand. (...) »

« (...) Georges Marchais met également un terme définitif à un rêve : l'union de la gauche telle qu'elle s'est développée depuis 1972. Bien qu'elle continue de subsister derrière le programme commun, il renvoie l'adresse P.C.-P.S.-M.R.G. aux calendriers grecques et revendique, dans la plus pure tradition communiste, l'union du peuple de France. (...) »

« Personne ne se faisait d'illusions sur la volonté de changement de la direction du parti communiste. La fermeté du ton,

la brutalité des propos de Georges Marchais, sont néanmoins notables. (...) »

ROUGE : « Contents d'eux. (...) »

« Contents d'eux », titre Rouge, organe de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) : « (...) Une chose ou moins semble évidente et déjà à la direction du P.C.F. se refuse à faire la moindre auto-critique réelle sur sa pratique passée et accuse les militants qui ont marqué publiquement leur opposition de vouloir « liquider » le parti (...) L'auto-justification et l'auto-satisfaction semblent de rigueur. (...) »

LE QUOTIDIEN DE PARIS : « Comme si rien ne s'était passé. (...) »

« En réaffirmant et en développant les analyses déjà proposées par la direction du parti communiste dès le lendemain de l'échec de la gauche aux élections législatives, Georges Marchais revient à la case départ, comme si, ou

propre, rien ne s'était passé. Comme si la contestation interne n'émanait que de quelques intellectuels perdus dans leur philosophie, comme si les interrogations qui s'élevaient sur le mot d'ordre ou la nécessité de son fondement (...) Nier que le débat soit profond ne le fait pas disparaître. (DOMINIQUE BURD.) »

LAUREORE : « Le P.C.F. revient à son vieux gîte stalinien. (...) »

« On attendait Marchais au chapitre de fonctionnement interne du P.C. On ou nous comme le réclament d'illuminés et intellectuels », le parti communiste va-t-il pratiquer, lui aussi, la « démocratie jusqu'au bout » ? (...) »

« (...) Le P.C.F. revient à son vieux gîte stalinien. (...) »

la gauche et entiere

dateurs du

Cinq objectifs

« (...) Nous avons des divergences avec les partis communistes des pays socialistes, des divergences qui portent sur des questions capitales, notamment sur les modalités de la démocratie. Il faut dire avec regret qu'à cet égard, depuis le XXIII^e congrès, les choses ne se sont pas améliorées, mais détériorées, quoi que nous ayons fait. Il est évident que cette situation a pu être utilisée par nos adversaires dans la bataille que nous venons de vivre. (...) »

Les élus socialistes de Montargis et la démission du maire communiste

« (...) Les élus socialistes de Montargis ont décidé de démissionner du conseil municipal. (...) »

Handwritten text in Arabic script: « صك كذا من الاموال »

سكوتنا الحزين

parti socialiste port

la pleine et entière responsabilité de la défaite

Le P.C. n'accepte aucune remise en cause de sa politique et de son fonctionnement

appelé la « pauvreté » (...). En vérité, cette question de la pauvreté, de la surexploitation des travailleurs et de leur famille dans tous les domaines de leur vie est aujourd'hui une question fondamentale à la fois parce qu'elle constitue une des conséquences, une des manifestations principales de la crise du système.

appelé — que, d'une part, la question capitale de l'adhésion doit retenir l'attention de tout le parti et que, d'autre part, l'activité communiste dans le milieu intellectuel est avant tout la tâche des intellectuels communistes. Ceux-ci doivent trouver et trouveront auprès de la direction du parti toute la compréhension et l'aide nécessaires.

Dans la conclusion de son rapport, M. Georges Marchais rappelle l'objectif d'un million d'adhésifs et insiste sur la nécessité de renforcer le P.C.F. dans les entreprises. Il évoque également la question du « centralisme démocratique » en indiquant : « Renforcer le parti, cela signifie veiller au bon fonctionnement du centralisme démocratique et à son perfectionnement. Ce n'est pas par hasard que les débats contre notre parti se concentrent sur le centralisme démocratique : la mesure en cause serait le plus sûr moyen de le renforcer. »

d'autre part, elle nous sera l'occasion de faire avancer l'ensemble de la politique que nous proposons pour la France et pour l'Europe.

(Suite de la première page.) C'est la « trahison » du P.S. qui, aux yeux des dirigeants communistes, est à l'origine de l'échec électoral de la gauche. Le comité central entérine donc et la déclaration du bureau politique du 20 mars et le rapport de M. Fiterman du 29 mars, deux documents qui avaient pourtant suscité de vives critiques dans le parti.

democratique. Si nous commençons à ouvrir les portes, alors c'est toute la pyramide qui risque de s'écrouler. Les propos du secrétaire général ne sont dans pas de nature à désamorcer les critiques des communistes. Ceux-ci attendent les comptes-rendus des travaux du comité central, dans l'espoir que quelques voix se seront néanmoins élevées, au sein de cette instance, pour plaider, même prudemment, leur cause. Quant aux cinq objectifs fixés au parti, ils demeurent d'un surprenant conformisme et ne paraissent de nature ni à permettre un décollage du P.C.F. ni à favoriser un rapprochement avec les socialistes. Bien au contraire, un affrontement prochain sur l'Europe est pratiquement annoncé.

Les « liquidateurs » du P.C.F.

Dans la seconde partie de son rapport, le secrétaire général évoque les perspectives d'avenir du P.C.F. Il fait à cette occasion allusion aux « liquidateurs », à M. Altshuler et Eisenstein, et il déclare :

« Il y a quelques camarades qui nous prêtent leur propre désarroi. Certains d'entre eux vont plus loin et confondent l'esprit créateur avec le dérapage de la parole : quelques-uns nous suggèrent que le bon moyen d'avancer serait de renoncer à honorer la dictature du prolétariat ; un autre se demande gravement si le meilleur moyen ne serait pas de renoncer tout simplement à être communistes. Ce qui saute aux yeux lorsqu'on prend connaissance des écrits ou des propos de ces camarades, c'est leur faiblesse politique liée à une méconnaissance totale des réalités de la lutte dans les conditions de la France d'aujourd'hui.

« Voilà quelle a été, voilà ce qu'est aujourd'hui ce que sera demain notre politique. Nous n'avons pas à nous réinventer une stratégie sous prétexte que nous n'avons pas obtenu ce que nous voulions. Nous nous sommes attachés à la faire triompher ! (...)

« Quelques camarades voudraient que s'instaure dans le parti et dans sa presse une sorte de discussion permanente sur tous et sur n'importe quel sujet. Ils nous proposent de nous limiter à la seule question de la direction au sein du parti, de nous limiter à la seule question de la direction au sein du parti, de nous limiter à la seule question de la direction au sein du parti.

« Dernière observation : sous couvert de leur attachement à la démocratie, certains cherchent à opposer la « base » et les « dirigeants » et s'en prennent aux « permanents ». Nous l'avons déjà dit : face à la masse immense et permanente qui dispose de la grande boulangère, depuis l'appareil d'Etat jusqu'à l'information, et dans des conditions où les travailleurs sont privés du droit et des moyens de l'activité politique, l'entreprise, harassée par la dureté du travail, et disposant d'un temps libre réduit, nous sommes loin de soulever d'une manière quelconque la question du parti. Au contraire, nous n'en avons pas suffisamment. Les permanents du parti, ce sont des hommes et des femmes auxquels le parti des travailleurs a demandé de se décharger de la production pour consacrer tout leur temps et toutes leurs forces au travail du parti. Ces camarades touchent des salaires d'ouvriers, et nous sommes ravis de constater leurs revenus à ceux de leurs collègues des autres secteurs. Ils ne sont pas des dirigeants, ils sont des travailleurs. Ils ont le droit de se consacrer à leur travail du parti, et nous sommes ravis de constater leurs revenus à ceux de leurs collègues des autres secteurs.

« Cependant le secrétaire général n'a pas tout ignoré des interrogations et des critiques qui se sont exprimées dans sa formation. Sur deux points, son rapport offre une esquisse d'ouverture. Il admet que le P.C.F. a pris du retard après 1956, c'est-à-dire au lendemain du vingtième congrès du P.C. d'Union soviétique, au cours duquel furent dénoncés les crimes de Staline. Bien que Marchais ne précise pas, dans son texte, la nature de ce retard, il concerne à l'évidence les années 1956-1960. La timidité reconnaisse de cette faiblesse est loin de répondre aux demandes de MM. Eisenstein et Altshuler qui soulaient, par exemple, le retard de ce processus initié en 1952 contre André Marty et Charles Tillon.

« L'autre évolution de M. Marchais concerne l'analyse des pays communistes. Non seulement le secrétaire général rappelle la divergence qui oppose ces pays et son parti en matière de démocratie, mais il ajoute : « Il faut être très clair sur ce point, depuis le vingt-deuxième congrès, les choses ne se sont pas améliorées, mais détériorées. »

« C'est pourquoi leur démarche, quelle que soit leur motivation, est une erreur. Nous ne voulons ni le désengagement, ni la dilution du parti, ni la tour d'ivoire ni le marais.

« Sur le terrain des actions, M. Marchais précise : « L'alternative n'est pas aujourd'hui entre la division ou l'absorption par le parti de la politique social-démocrate. Il est nécessaire, il est possible de tracer la voie à une union de la gauche plus solide et plus durable autour d'objectifs transformateurs correspondant aux besoins du pays. Nous restons prêts à prendre toute initiative nationale réaliste qui permettra d'avancer dans ce sens. Nous restons prêts à toute action commune pouvant favoriser l'obtention de telle ou telle revendication sociale ou démocratique. »

« S'agit-il de ce fait que le parti communiste français, depuis plusieurs années et à l'initiative de la direction du parti elle-même, a organisé un nombre incalculable de débats publics, en direct avec tous les travailleurs, avec les masses, répondant à toutes les questions, ce qu'il n'a pas fait auparavant ? S'agit-il de ce fait que le parti communiste français, depuis plusieurs années et à l'initiative de la direction du parti elle-même, a organisé un nombre incalculable de débats publics, en direct avec tous les travailleurs, avec les masses, répondant à toutes les questions, ce qu'il n'a pas fait auparavant ?

« M. Georges Marchais termine en déclarant : « Oui, nous sommes bien décidés à aller ainsi de l'avant. Et à avancer, nous ne nous arrêterons pas dans nos conditions, ses contradictions des uns ou des autres n'y changeront rien. C'est la voie du bon sens, de l'efficacité, de l'audace réelle, c'est la voie de l'avenir. »

Une esquisse d'ouverture

Les contestataires ne résistent d'ailleurs pas l'analyse de la direction du P.C.F. en ce qui concerne le « virage à droite » du P.S. et ses responsabilités dans la défaite électorale. Leurs questions sont autres : comment est-on arrivé à l'échec ? Est-ce la seule réponse possible était de mener la gauche à l'échec et d'isoler à nouveau le parti communiste ? A ces questions, M. Georges Marchais n'a pas répondu.



(Dessin de KONK.)

« C'est dans un tout autre esprit que s'est déroulée depuis un mois la réflexion dans le parti. La question : « Et maintenant ? », cette question cruciale dont tout le reste dépend, les centaines de milliers de communistes de la gauche ont posée ensemble collectivement. Ils ont confronté leurs opinions, tiré les leçons de leur expérience, et ils ont répondu clairement. Cette réponse nous propose au comité central de faire sienne est nette : plus que jamais, il s'agit d'avancer sur la base de la politique, des buts, de la stratégie, définis par le parti.

« M. Marchais explique que le P.C.F. lutte « pour le changement démocratique ». Il ajoute :

« M. Robert Servant, maire et conseiller général de Montargis (Gironde), suppléant de M. Pierre Lagorce, député de la huitième circonscription, a été gravement blessé, le lundi 24 avril, dans un accident de la route. Ce lui-ci s'est produit, peu après 8 heures, sur la R.D. 668, alors que M. Servant était accompagné de sa fille.

« M. Robert Servant, maire et conseiller général de Montargis (Gironde), suppléant de M. Pierre Lagorce, député de la huitième circonscription, a été gravement blessé, le lundi 24 avril, dans un accident de la route. Ce lui-ci s'est produit, peu après 8 heures, sur la R.D. 668, alors que M. Servant était accompagné de sa fille.

La présidence du M.R.G.

M. FABRE SOUTIEN M. MAROSELLI Dans une lettre adressée aux militants du M.R.G., M. Robert Fabre, président démissionnaire écrit notamment : « Pourquoi ne pas reconnaître avec lucidité qu'une stratégie d'union de la gauche basée sur un programme commun de gouvernement, même renoué, est condamnée pour des années encore à l'échec. »

Remous chez les socialistes

MM. Jean-Claude Cailliot, Pierre Ciolet, Maurice Combes, Jean-Pierre Delpoit, Marc Piliand et Mme Catharine Legrand, membres de la commission exécutive de la fédération du Loiret du P.S., ont publiquement regretté, après l'échec des listes de gauche aux élections municipales partielles à Orléans, que le P.S. n'ait pas constitué une liste commune avec le P.C.F. Ils concluent : « La situation exige que le parti se ressaisisse... »

Cinq objectifs

Le secrétaire général propose alors cinq objectifs au P.C.F. Il précise :

« 1) Il s'agit en premier lieu des luttes pour les objectifs sociaux (...)

« 2) La dernière grande orientation de notre activité concerne les objectifs démocratiques (l'extension des droits des travailleurs à l'entreprise (...), la représentation des travailleurs, l'établissement des pouvoirs et des moyens des communes, ainsi que des départements et des régions (...), un statut de l'information radiodiffusée (...))

« 3) Troisième orientation : autant il faut poursuivre résolument notre action en direction de la classe ouvrière, et en particulier des travailleurs les plus dévalorisés, autant il faut donner

« 4) Enfin, la cinquième grande orientation de notre activité concerne les problèmes extérieurs. Nous mettons ici l'accent sur deux questions principales.

« 5) Enfin, la cinquième grande orientation de notre activité concerne les problèmes extérieurs. Nous mettons ici l'accent sur deux questions principales.

Les élus socialistes de Montargis demandent la démission du maire communiste

Orléans. — Une atmosphère de vive réprobation a été créée dans la municipalité de gauche de Montargis (Loiret). A l'origine de cette tension, des sollicitations demandant au maire communiste, M. Max Nublat, l'organisation d'une séance de conseil, le 20 avril, par le groupe socialiste sur l'embauche d'un peintre en bâtiment à M. Jean-François Le Barh, dans les services techniques de la ville. « M. Le Barh, président des élus socialistes, qui a été engagé par un arrêté du maire en juillet 1977, n'appartient pas au tableau des effectifs et n'a jamais été vu en travail dans notre commune, bien que son salaire lui ait été régulièrement versé. La seule activité que nous lui connaissons est celle de secrétaire permanent d'une section d'Orléans du parti communiste et de membre du bureau fédéral.

M. Mermaz : le P.C. a refusé d'aller au pouvoir

A la veille de la convention nationale du parti socialiste, l'hébdomadaire de cette formation, l'Unité, publie quatre tribunes de dirigeants socialistes.

La présidence du M.R.G.

M. FABRE SOUTIEN M. MAROSELLI Dans une lettre adressée aux militants du M.R.G., M. Robert Fabre, président démissionnaire écrit notamment : « Pourquoi ne pas reconnaître avec lucidité qu'une stratégie d'union de la gauche basée sur un programme commun de gouvernement, même renoué, est condamnée pour des années encore à l'échec. »

Remous chez les socialistes

MM. Jean-Claude Cailliot, Pierre Ciolet, Maurice Combes, Jean-Pierre Delpoit, Marc Piliand et Mme Catharine Legrand, membres de la commission exécutive de la fédération du Loiret du P.S., ont publiquement regretté, après l'échec des listes de gauche aux élections municipales partielles à Orléans, que le P.S. n'ait pas constitué une liste commune avec le P.C.F. Ils concluent : « La situation exige que le parti se ressaisisse... »

Les élus socialistes de Montargis demandent la démission du maire communiste

Orléans. — Une atmosphère de vive réprobation a été créée dans la municipalité de gauche de Montargis (Loiret). A l'origine de cette tension, des sollicitations demandant au maire communiste, M. Max Nublat, l'organisation d'une séance de conseil, le 20 avril, par le groupe socialiste sur l'embauche d'un peintre en bâtiment à M. Jean-François Le Barh, dans les services techniques de la ville. « M. Le Barh, président des élus socialistes, qui a été engagé par un arrêté du maire en juillet 1977, n'appartient pas au tableau des effectifs et n'a jamais été vu en travail dans notre commune, bien que son salaire lui ait été régulièrement versé. La seule activité que nous lui connaissons est celle de secrétaire permanent d'une section d'Orléans du parti communiste et de membre du bureau fédéral.

M. Mermaz : le P.C. a refusé d'aller au pouvoir

A la veille de la convention nationale du parti socialiste, l'hébdomadaire de cette formation, l'Unité, publie quatre tribunes de dirigeants socialistes.

Le Centre national des indépendants et paysans (CNIP)...

Le Centre national des indépendants et paysans (CNIP) formation que préside M. Bertrand Motte, proteste contre les déclarations du comité directeur du Centre indépendant Mouvement issu, après plusieurs sessions, de l'Assemblée républicaine de M. Trézier-Vignancour) publiées dans le Monde du 26 avril. Les dirigeants du CNIP notent : « Nous nous ne pas être très surpris de constater le Centre indépendant qui semble jouer sur une presqu'homonymie ne relevant pas de la projection attendue sur nous, nous ne pouvons pas laisser dire que le CNIP « sert de caution à M. Chirac ».

M. Michel Bocard, membre du secrétariat...

M. Michel Bocard, membre du secrétariat, écrit : « Loin de craindre le débat, interne et externe, notre parti doit le rechercher, le susciter, l'organiser, à partir de cette convention nationale du 29 avril. Car il nous faut aussi réfléchir à ce que doit être une organisation militante capable d'assurer dans la préséance, à l'intérieur de l'union de la gauche, du projet de société, socialiste. »

Le Centre national des indépendants et paysans (CNIP)...

Le Centre national des indépendants et paysans (CNIP) formation que préside M. Bertrand Motte, proteste contre les déclarations du comité directeur du Centre indépendant Mouvement issu, après plusieurs sessions, de l'Assemblée républicaine de M. Trézier-Vignancour) publiées dans le Monde du 26 avril. Les dirigeants du CNIP notent : « Nous nous ne pas être très surpris de constater le Centre indépendant qui semble jouer sur une presqu'homonymie ne relevant pas de la projection attendue sur nous, nous ne pouvons pas laisser dire que le CNIP « sert de caution à M. Chirac ».

M. Michel Bocard, membre du secrétariat...

M. Michel Bocard, membre du secrétariat, écrit : « Loin de craindre le débat, interne et externe, notre parti doit le rechercher, le susciter, l'organiser, à partir de cette convention nationale du 29 avril. Car il nous faut aussi réfléchir à ce que doit être une organisation militante capable d'assurer dans la préséance, à l'intérieur de l'union de la gauche, du projet de société, socialiste. »

Le Centre national des indépendants et paysans (CNIP)...

Le Centre national des indépendants et paysans (CNIP) formation que préside M. Bertrand Motte, proteste contre les déclarations du comité directeur du Centre indépendant Mouvement issu, après plusieurs sessions, de l'Assemblée républicaine de M. Trézier-Vignancour) publiées dans le Monde du 26 avril. Les dirigeants du CNIP notent : « Nous nous ne pas être très surpris de constater le Centre indépendant qui semble jouer sur une presqu'homonymie ne relevant pas de la projection attendue sur nous, nous ne pouvons pas laisser dire que le CNIP « sert de caution à M. Chirac ».

M. Michel Bocard, membre du secrétariat...

M. Michel Bocard, membre du secrétariat, écrit : « Loin de craindre le débat, interne et externe, notre parti doit le rechercher, le susciter, l'organiser, à partir de cette convention nationale du 29 avril. Car il nous faut aussi réfléchir à ce que doit être une organisation militante capable d'assurer dans la préséance, à l'intérieur de l'union de la gauche, du projet de société, socialiste. »

Le Centre national des indépendants et paysans (CNIP)...

Le Centre national des indépendants et paysans (CNIP) formation que préside M. Bertrand Motte, proteste contre les déclarations du comité directeur du Centre indépendant Mouvement issu, après plusieurs sessions, de l'Assemblée républicaine de M. Trézier-Vignancour) publiées dans le Monde du 26 avril. Les dirigeants du CNIP notent : « Nous nous ne pas être très surpris de constater le Centre indépendant qui semble jouer sur une presqu'homonymie ne relevant pas de la projection attendue sur nous, nous ne pouvons pas laisser dire que le CNIP « sert de caution à M. Chirac ».

M. Michel Bocard, membre du secrétariat...

M. Michel Bocard, membre du secrétariat, écrit : « Loin de craindre le débat, interne et externe, notre parti doit le rechercher, le susciter, l'organiser, à partir de cette convention nationale du 29 avril. Car il nous faut aussi réfléchir à ce que doit être une organisation militante capable d'assurer dans la préséance, à l'intérieur de l'union de la gauche, du projet de société, socialiste. »

Le Centre national des indépendants et paysans (CNIP)...

Le Centre national des indépendants et paysans (CNIP) formation que préside M. Bertrand Motte, proteste contre les déclarations du comité directeur du Centre indépendant Mouvement issu, après plusieurs sessions, de l'Assemblée républicaine de M. Trézier-Vignancour) publiées dans le Monde du 26 avril. Les dirigeants du CNIP notent : « Nous nous ne pas être très surpris de constater le Centre indépendant qui semble jouer sur une presqu'homonymie ne relevant pas de la projection attendue sur nous, nous ne pouvons pas laisser dire que le CNIP « sert de caution à M. Chirac ».

M. Michel Bocard, membre du secrétariat...

M. Michel Bocard, membre du secrétariat, écrit : « Loin de craindre le débat, interne et externe, notre parti doit le rechercher, le susciter, l'organiser, à partir de cette convention nationale du 29 avril. Car il nous faut aussi réfléchir à ce que doit être une organisation militante capable d'assurer dans la préséance, à l'intérieur de l'union de la gauche, du projet de société, socialiste. »

Le Centre national des indépendants et paysans (CNIP)...

Le Centre national des indépendants et paysans (CNIP) formation que préside M. Bertrand Motte, proteste contre les déclarations du comité directeur du Centre indépendant Mouvement issu, après plusieurs sessions, de l'Assemblée républicaine de M. Trézier-Vignancour) publiées dans le Monde du 26 avril. Les dirigeants du CNIP notent : « Nous nous ne pas être très surpris de constater le Centre indépendant qui semble jouer sur une presqu'homonymie ne relevant pas de la projection attendue sur nous, nous ne pouvons pas laisser dire que le CNIP « sert de caution à M. Chirac ».

M. Michel Bocard, membre du secrétariat...

M. Michel Bocard, membre du secrétariat, écrit : « Loin de craindre le débat, interne et externe, notre parti doit le rechercher, le susciter, l'organiser, à partir de cette convention nationale du 29 avril. Car il nous faut aussi réfléchir à ce que doit être une organisation militante capable d'assurer dans la préséance, à l'intérieur de l'union de la gauche, du projet de société, socialiste. »

POLITIQUE

LES DÉPENSES DE POLICE AU CONSEIL DE PARIS

M. Chirac s'oppose à l'État avec l'appui de la gauche

Réuni jeudi 27 avril en séance extraordinaire (voir nos dernières éditions du 28 avril), le Conseil de Paris a refusé, comme le maire l'y avait invité, de donner suite à l'arrêté interministériel publié le 14 avril (« Le Monde » daté 16-17 avril), fixant à 292 millions la contribution de la Ville aux dépenses de police. A l'unanimité moins six abstentions (deux communistes et quatre giscardiens), les conseillers de la capitale ont confirmé le chiffre retenu lors du vote du budget de 1978, soit 150 millions. Ils ont également mandaté le maire pour qu'il demande l'abrogation de la décision gouvernementale.

Le premier magistrat de la capitale s'est engagé à accélérer le processus de concertation mis en place par l'intermédiaire d'une « commission États-Ville » chargée de traiter l'ensemble du contentieux financier relatif à la répartition des charges entre le budget national et celui de la municipalité.

Tantefois, la prise de position de l'assemblée parisienne restera sans effet. Le ministre de l'Intérieur a en effet précisé que, malgré le vote intervenu jeudi, « l'Etat utilisera la procédure de droit commun qui est couramment mise en œuvre notamment pour les départements de la région parisienne, afin de recouvrer les sommes auxquelles il a droit, c'est-à-dire l'inscription d'office ».

Pour justifier son intention de passer outre aux volontés de l'Etat, M. Jacques Chirac a excipé de sa bannière en arguant de ses conversations avec le premier ministre et d'une lettre du 2 février

1978 signée de MM. Bonnet et Boulin (ce dernier était alors ministre délégué à l'économie et aux finances).

Cette argumentation n'a convaincu ni M. Pierre Souvella, préfet de police, qui s'appuyait sur une lettre de M. Raymond Barre datée du 27 octobre 1977, et rappelée que toute modification dans la répartition des charges entre la Ville et l'Etat ne pourrait intervenir qu'en 1979; ni M. Raymond Long (P.R.), qui a dénoncé l'« attitude volontariste » du maire, le « défi » lancé à l'Etat. Le président du groupe giscardien Paris-Renaissance s'est écrit : « Défendre pied à pied les intérêts des Parisiens, oui ! Pourfendre l'Etat sur un mauvais terrain, non ! ».

Il est vrai que M. Chirac avait mis sur son équilibre personnel pour écarter la tutelle de l'Etat et limiter à 10,5 % la hausse des impôts locaux, grâce à une répartition des charges plus favorable à la municipalité.

Pour tirer le meilleur parti possible de cette situation, M. Chirac s'est posé en défenseur de la « liberté retrouvée » de Paris, et surtout en protecteur vigilant des contribuables parisiens.

Sur un tel terrain, M. Chirac n'a eu que peu de difficultés pour réaliser autour de lui l'« union sacrée » des groupes politiques du Conseil. Les communistes et les socialistes se sont efforcés de se démarquer de la politique municipale du président du R.P.R., mais ils ont approuvé l'ensemble du texte.

Le résultat est là : seules six voix giscardiennes ont manqué à M. Chirac. Le scrutin est d'autant plus apprécié à l'Hôtel de Ville que cette affaire est apparue comme un nouvel épisode des mauvaises relations qui existent entre le président du R.P.R. et le président de la République. Ainsi, « la Lettre de la Nation », organe du parti gaulliste, note jeudi matin que l'Etat a le choix « ou bien de régler cette affaire par une procédure acceptable par les deux parties, ou bien d'oser du droit du plus fort pour des motifs de caractère politique ».

Tout se passe, en effet, comme si le gouvernement souhaitait contraindre M. Jacques Chirac, à la mairie de Paris, en mettant un frein à sa double ambition de gérer la Ville de façon exemplaire, grâce à une majorité également exemplaire. Dans l'immédiat, malgré la défection de quelques élus giscardiens, M. Chirac renforce son autorité au sein de l'assemblée parisienne, grâce à l'appui des groupes de gauche. A terme, cependant, la fermeté de l'Etat paraît de nature à affaiblir le maire, d'une part en mettant en évidence sa dépendance à l'égard du ban vaillant du gouvernement, d'autre part en faisant valoir que, tant compte fait, une étude exhaustive des relations financières dans l'optique d'un retour de Paris au droit commun des grandes agglomérations » et qui précise que « cet examen ne saurait déboucher sur des suites concrètes avant 1979 ». Il demande au Conseil « d'appliquer les réverbères antérieurs et de rétablir pour cette année et pour la dernière fois la participation de la ville ».

Après que M. Christian de La Malène (P.R.), premier adjoint, eut indiqué qu'il avait le gouvernement ne peut se prévaloir d'une loi qui n'est pas appliquée à Paris, et s'exprima en termes très clairs, d'une part, que la ville soit « mise devant le fait accompli » et d'autre part, que l'attitude du groupe Paris-Renaissance empêche le Conseil d'être unanime, le maire suspend sa séance. Jeudi après-midi, M. Chirac a proposé aux conseillers une délibération selon laquelle le Conseil de Paris maintient la somme de 150 millions au titre de la contribution municipale aux dépenses de police, et mandate le maire pour demander l'abrogation de l'arrêté ministériel fixant cette contribution à 292 millions. Il indique qu'il accepte que, à la demande du groupe socialiste, deux réunions extraordinaires soient convoquées, l'une consacrée aux questions de sécurité, l'autre à l'ensemble du contentieux entre la ville et l'Etat. Mme Schwartzbard précise : « Le groupe communiste se félicite que sa proposition visant à l'abrogation de l'arrêté ministériel ait été retenue. Il rappelle son opposition au budget antérieur de la Ville de Paris, mais il considère que la position prise aujourd'hui par le Conseil de Paris contre le décret gouvernemental constitue un acte concret contre les transferts de charges qui pèsent indûment sur Paris et l'ensemble des communes de France ».

M. Sarre assortit le soutien du groupe socialiste d'un vœu demandant l'expression de la volonté des communes et l'adoption d'un statut de Paris qui permette à la capitale de jouir d'un statut de droit commun. Finalement, la délibération proposée par le maire est adoptée par 103 voix et 6 abstentions (pour 109 votants), celles de Mme Solange Marchal et de M. Meunier (C.D.S.); de M. Talmon (P.R.) et de MM. Durieux, Goussier et Long, membres du P.R.

(1) N.D.L.R. — Il s'agit de M. Michel d'Ornano.

Dès l'ouverture de la séance, le maire donne lecture de la lettre du préfet de la région Île-de-France fixant à 292 millions de francs la contribution de la Ville aux dépenses de police. Il indique que, face à une telle mesure, le Conseil de Paris peut soit maintenir le crédit de 150 millions de francs, conformément à ce qui est prévu par le budget de 1978, soit le porter à 292 millions de francs. S'il se range à l'avis du gouvernement, le Conseil « a manifestement voté en faveur d'une solution de voter en même temps les ressources fiscales nécessaires pour faire face à cette dépense (...), soit une augmentation du taux de progressivité de l'impôt local de 10,5 % à 15 ou 16 % ». Après avoir fait l'historique de la procédure de concertation engagée depuis deux mois entre la Ville et l'Etat, le maire expose sa nouvelle répartition des charges. M. Chirac indique : « Il est donc tout à fait possible que l'Etat tienne compte de cette situation, et qu'il revienne à la table des négociations à un moment où les travaux de la commission créée à son initiative et présidée par son représentant lui permettraient de prendre en toute connaissance de cause. Ce serait à mon avis la sagesse et le bon sens. J'ai relevé récemment, dans la presse, des indications qui me laissent penser que, dans l'affaire qui nous occupe, certains ont fait religion faite par avance, et considèrent — avant même que la commission ait été de même de faire le tour de l'ensemble des problèmes qui sont de sa compétence — que ses conclusions seront défavorables à la Ville ».

Le maire de Paris rappelle

Mme CHRISTIANE SCRIVENER, secrétaire général adjoint du P.R.

Le bureau politique du parti républicain a réuni jeudi 27 avril, Mme Christiane Scrivener, secrétaire général adjoint de la formation. M. Jacques Blanc, secrétaire général, a précisé que l'ancien secrétaire d'Etat à la consommation serait chargée jusqu'en octobre, d'observer la vie du parti républicain, afin de proposer à l'autonomie un schéma définitif d'organisation.

M. Pierre Messmer a été élu président de l'annuelle parlementaire Présence et Action du gaullisme, après le retrait de M. René La Combe, député R.P.R. du Maine-et-Loire, qui présidait cette association depuis cinq ans. L'ancien premier ministre, qui a participé à la fondation de cette annuelle en 1969, après le départ du général de Gaulle de l'Elysée, a rappelé que son objet était d'« assurer le respect intransigeant des principes fondamentaux du gaullisme ». Il a annoncé qu'au mois de juin l'annuelle traitera de la politique de défense et de ses moyens.

Le Conseil constitutionnel a statué le jeudi 27 avril 1978 sur onze recours relatifs aux dernières élections. Il s'agit de onze décisions de rejet :

— Quatre sur des recours qui ne contestaient pas une élection particulière :

— Sept recours dirigés contre les élections de : MM. Barnaud (U.D.F., Mayotte), Chinsaud (U.D.F., Paris, 25^e arr.), Ganier (U.D.F., Paris, 21^e arr.), Gaudin (U.D.F., Bouches-du-Rhône, 1^{er} arr.), Labrière (P.R., Pyrénées-Atlantiques, 1^{er} arr.), Eibes (R.P.R., Yvelines, 7^e arr.), Robert-André Vivien (R.P.R., Val-de-Marne, 7^e arr.).

avec le groupe communiste

Mme Christiane Schwartzbard, qui intervient au nom du groupe communiste, propose de rejeter l'« injonction gouvernementale » et de mandater le maire pour « exiger l'abrogation » du décret incriminé. Elle rappelle que les élus du P.C. se sont toujours opposés à ces transferts de charges au profit de l'Etat qui saignent à blanc les communes. Elle estime : « La situation financière déplorables que, si la Ville de Paris se trouvait dans les mêmes conditions que la moyenne des villes de France, les Parisiens se verraient transférer pour l'année 1978 un total de 200 millions de francs ».

Mme Schwartzbard met ensuite en évidence la solidarité qui existe entre M. Chirac et le gouvernement et relève que « le caractère spectaculaire de ces transferts de charges diffèrent est peut-être une bonne affaire pour l'ensemble de la majorité ». Elle conclut : « Nous savons que vous avez joué la carte de la campagne électorale en accumulant les promesses que vous n'êtes pas sûr de tenir. (...) Et aujourd'hui l'échéance n'est plus seulement financière, elle est aussi politique. Si vous avez vous êtes pris au piège du double langage tenu en décembre et que les Parisiens y trouvent une chance nous saisissons cette chance. Il n'y a pas de convergence au sens propre du terme. Il y a rencontre entre une volonté — la nôtre, — et un hasard, une nécessité ».

Mais il est exclu qu'il puisse y avoir aujourd'hui un double langage. Il ne peut en aucun cas s'agir de la porte ouverte vers un compromis quelconque, informe. Il est exclu que nous vous donnions carte blanche ».

Après que M. Pierre Mattéi (M.R.G.) ait précisé que les élus radicaux de gauche voteront contre « la mesure autoritaire » de l'Etat, M. Raymond Long (P.R.) critique la méthode utilisée par le maire dans cette affaire. Le président du groupe Paris Renaissance estime que la commission Etat-Ville « n'a qu'un caractère préparatoire » et que « n'entrant pas dans sa compétence le soin de décider de tel ou tel transfert, les travaux devant se dérouler tout au cours de l'année 1978 pour déboucher sur des décisions politiques dont

vous savez mieux que quiconque, par la lettre qui vous avait été adressée par le premier ministre lui-même en date du 27 octobre 1977, c'est-à-dire bien avant notre discussion budgétaire, quelles ne pouvaient avoir d'incidence qu'à partir du 1^{er} janvier 1978 ».

M. SARRE : les Parisiens ont été abusés

M. Long rappelle les réserves de son groupe à l'occasion de la discussion budgétaire de décembre 1977 et indique que s'il est d'accord « sur le but à atteindre » (une meilleure répartition des charges entre la ville et l'Etat), il ne l'est pas « sur la direction prise pour y parvenir ». Il qualifie de « défi vis-à-vis de l'Etat » la tactique utilisée par M. Chirac. M. Long regrette de ne pouvoir suivre le maire « dans sa position de refus » et indique qu'il laisse aux membres du groupe Paris-Renaissance leur liberté de vote.

M. Bernard Tielès (C.D.S.) indique que le groupe centriste Libertés de Paris « votera, dans sa majorité, la proposition de M. Georges Sarre (P.S.) nabe que la capitale a été l'objet d'un statut de droit commun, ce qui permet à l'Etat de lui imposer des charges inédues ». Il affirme que le maire « a mal engagé l'affaire ».

Le président du groupe socialiste poursuit : « Malgré vos déclarations, tantôt lapidaires, tantôt conciliantes, vous n'avez pas su mener à bien la négociation délicate, mais nécessaire, du réajustement des relations financières entre l'Etat et la Ville de Paris, dont les dépenses de police constituent un des éléments les plus épineux. (...) Faut-il voir dans ces perpétuelles propositions de loi de la Ville de Paris, engagées entre les deux courants de la majorité ? Les socialistes le croient. Ils pensent que le président de la République ne s'agit qu'au bout, pour vous faire sentir le poids de la tutelle et vous enfermer dans le piège d'une position municipale devenue périlleuse. Après les charges de police, le déficit des transports, la participation de l'Etat aux dépenses d'aide sociale, la participation

aux dépenses culturelles. Tout y passera !

Par conséquent, vous ne pouvez pas tenir, monsieur le maire, la promesse de limiter à 10,5 % la hausse de l'impôt local. Vous en portez l'entière responsabilité. Les Parisiens ont été abusés ».

M. Pierre Souvella, préfet de police, rappelle la position du gouvernement telle qu'elle est contenue dans une lettre adressée au maire par le premier ministre, le 27 octobre 1977, selon laquelle « il convient d'éclaircir l'ensemble des relations financières dans l'optique d'un retour de Paris au droit commun des grandes agglomérations » et qui précise que « cet examen ne saurait déboucher sur des suites concrètes avant 1979 ». Il demande au Conseil « d'appliquer les réverbères antérieurs et de rétablir pour cette année et pour la dernière fois la participation de la ville ».

Après que M. Christian de La Malène (P.R.), premier adjoint, eut indiqué qu'il avait le gouvernement ne peut se prévaloir d'une loi qui n'est pas appliquée à Paris, et s'exprima en termes très clairs, d'une part, que la ville soit « mise devant le fait accompli » et d'autre part, que l'attitude du groupe Paris-Renaissance empêche le Conseil d'être unanime, le maire suspend sa séance. Jeudi après-midi, M. Chirac a proposé aux conseillers une délibération selon laquelle le Conseil de Paris maintient la somme de 150 millions au titre de la contribution municipale aux dépenses de police, et mandate le maire pour demander l'abrogation de l'arrêté ministériel fixant cette contribution à 292 millions. Il indique qu'il accepte que, à la demande du groupe socialiste, deux réunions extraordinaires soient convoquées, l'une consacrée aux questions de sécurité, l'autre à l'ensemble du contentieux entre la ville et l'Etat. Mme Schwartzbard précise : « Le groupe communiste se félicite que sa proposition visant à l'abrogation de l'arrêté ministériel ait été retenue. Il rappelle son opposition au budget antérieur de la Ville de Paris, mais il considère que la position prise aujourd'hui par le Conseil de Paris contre le décret gouvernemental constitue un acte concret contre les transferts de charges qui pèsent indûment sur Paris et l'ensemble des communes de France ».

M. Sarre assortit le soutien du groupe socialiste d'un vœu demandant l'expression de la volonté des communes et l'adoption d'un statut de Paris qui permette à la capitale de jouir d'un statut de droit commun. Finalement, la délibération proposée par le maire est adoptée par 103 voix et 6 abstentions (pour 109 votants), celles de Mme Solange Marchal et de M. Meunier (C.D.S.); de M. Talmon (P.R.) et de MM. Durieux, Goussier et Long, membres du P.R.

(1) N.D.L.R. — Il s'agit de M. Michel d'Ornano.

Les jeunes giscardiens pensent déjà à l'élection présidentielle de 1981

Le mouvement de jeunes giscardiens Autrement (qui a pris en octobre 1977 la suite de Génération sociale et libérale), réuni le 29 avril au 1^{er} mai à Nantes deux cent cinquante de ses responsables départementaux. Cette assemblée aura lieu à huis clos et a pour objet l'examen de la stratégie de la formation dans les trois années qui précèdent l'élection présidentielle de 1981.

Les dirigeants du mouvement Autrement estiment que vis-à-vis du monde politique, la campagne pour les élections législatives leur a permis de surmonter le scepticisme qui avait accueilli leur lancement en octobre dernier. La venue de plus de six mille jeunes au meeting auquel participait M. Raymond Barre à l'hippodrome de Paris, le 4 mars, et les « coups de main » qu'ils ont donnés ici ou là durant la campagne à tel ou tel candidat leur auraient permis d'établir leur crédibilité au regard des responsables de la majorité, sinon de la presse politique elle-même.

Les dirigeants parisiens d'Autrement se réunissent à Nantes et étudieront les moyens et la politique à mettre en œuvre pour que d'ici 1981 les jeunes giscardiens puissent valoir sur un « pont » d'une centaine de milliers de sympathisants. Ce qui est pour le moins ambitieux.

D'ores et déjà, quelques orientations se dessinent. Les dirigeants d'Autrement paraissent d'abord vouloir éviter l'insertion de leur mouvement dans la politique traditionnelle des partis. A la différence de leurs prédécesseurs de G.S.L. ils ne semblent pas tentés de traduire les progrès de leur crédibilité par la revendication de responsabilités dans l'appareil du parti républicain ou par des candidatures aux diverses élections. Ils considèrent qu'ils doivent tenir compte d'une certaine méfiance de la jeunesse à l'égard de cette politique-là. C'est ainsi que, vis-à-vis du P.R., ils affectent un désir d'indépendance accrue (adresse distincte, sigle sans référence « républicaine ») et s'efforcent d'être décalés par rapport aux autres giscardiens. Quant à l'U.D.F., ils admettent se situer « dans son orbite » mais refusent d'appartenir à sa structure.

En revanche, les responsables d'Autrement souhaitent accroître l'aspect « syndical » de leur démarche en radicalisant certaines de leurs revendications, notamment dans le domaine du service national, et ils estiment que le gouvernement ne prête pas suffisamment attention aux souhaits des jeunes. Le premier emploi, les loisirs, l'audio-visuel et les universités leurs fournissent d'autres thèmes.

Les dirigeants d'Autrement rencontreront M. Raymond Barre le 8 mai. Ils préparent une manifestation à caractère « culturel » pour le mois de juin à Paris, un « campus d'été » et ce qu'ils nomment une « démonstration de force » pour la rentrée, c'est-à-dire un rassemblement auquel ils espèrent faire participer vingt-cinq mille personnes.

Les dirigeants d'Autrement parisiens d'Autrement se réunissent à Nantes et étudieront les moyens et la politique à mettre en œuvre pour que d'ici 1981 les jeunes giscardiens puissent valoir sur un « pont » d'une centaine de milliers de sympathisants. Ce qui est pour le moins ambitieux.

D'ores et déjà, quelques orientations se dessinent. Les dirigeants d'Autrement paraissent d'abord vouloir éviter l'insertion de leur mouvement dans la politique traditionnelle des partis. A la différence de leurs prédécesseurs de G.S.L. ils ne semblent pas tentés de traduire les progrès de leur crédibilité par la revendication de responsabilités dans l'appareil du parti républicain ou par des candidatures aux diverses élections. Ils considèrent qu'ils doivent tenir compte d'une certaine méfiance de la jeunesse à l'égard de cette politique-là. C'est ainsi que, vis-à-vis du P.R., ils affectent un désir d'indépendance accrue (adresse distincte, sigle sans référence « républicaine ») et s'efforcent d'être décalés par rapport aux autres giscardiens. Quant à l'U.D.F., ils admettent se situer « dans son orbite » mais refusent d'appartenir à sa structure.

En revanche, les responsables d'Autrement souhaitent accroître l'aspect « syndical » de leur démarche en radicalisant certaines de leurs revendications, notamment dans le domaine du service national, et ils estiment que le gouvernement ne prête pas suffisamment attention aux souhaits des jeunes. Le premier emploi, les loisirs, l'audio-visuel et les universités leurs fournissent d'autres thèmes.

Les dirigeants d'Autrement rencontreront M. Raymond Barre le 8 mai. Ils préparent une manifestation à caractère « culturel » pour le mois de juin à Paris, un « campus d'été » et ce qu'ils nomment une « démonstration de force » pour la rentrée, c'est-à-dire un rassemblement auquel ils espèrent faire participer vingt-cinq mille personnes.

Les dirigeants d'Autrement parisiens d'Autrement se réunissent à Nantes et étudieront les moyens et la politique à mettre en œuvre pour que d'ici 1981 les jeunes giscardiens puissent valoir sur un « pont » d'une centaine de milliers de sympathisants. Ce qui est pour le moins ambitieux.

D'ores et déjà, quelques orientations se dessinent. Les dirigeants d'Autrement paraissent d'abord vouloir éviter l'insertion de leur mouvement dans la politique traditionnelle des partis. A la différence de leurs prédécesseurs de G.S.L. ils ne semblent pas tentés de traduire les progrès de leur crédibilité par la revendication de responsabilités dans l'appareil du parti républicain ou par des candidatures aux diverses élections. Ils considèrent qu'ils doivent tenir compte d'une certaine méfiance de la jeunesse à l'égard de cette politique-là. C'est ainsi que, vis-à-vis du P.R., ils affectent un désir d'indépendance accrue (adresse distincte, sigle sans référence « républicaine ») et s'efforcent d'être décalés par rapport aux autres giscardiens. Quant à l'U.D.F., ils admettent se situer « dans son orbite » mais refusent d'appartenir à sa structure.

En revanche, les responsables d'Autrement souhaitent accroître l'aspect « syndical » de leur démarche en radicalisant certaines de leurs revendications, notamment dans le domaine du service national, et ils estiment que le gouvernement ne prête pas suffisamment attention aux souhaits des jeunes. Le premier emploi, les loisirs, l'audio-visuel et les universités leurs fournissent d'autres thèmes.

Les dirigeants d'Autrement rencontreront M. Raymond Barre le 8 mai. Ils préparent une manifestation à caractère « culturel » pour le mois de juin à Paris, un « campus d'été » et ce qu'ils nomment une « démonstration de force » pour la rentrée, c'est-à-dire un rassemblement auquel ils espèrent faire participer vingt-cinq mille personnes.

Les dirigeants d'Autrement parisiens d'Autrement se réunissent à Nantes et étudieront les moyens et la politique à mettre en œuvre pour que d'ici 1981 les jeunes giscardiens puissent valoir sur un « pont » d'une centaine de milliers de sympathisants. Ce qui est pour le moins ambitieux.

D'ores et déjà, quelques orientations se dessinent. Les dirigeants d'Autrement paraissent d'abord vouloir éviter l'insertion de leur mouvement dans la politique traditionnelle des partis. A la différence de leurs prédécesseurs de G.S.L. ils ne semblent pas tentés de traduire les progrès de leur crédibilité par la revendication de responsabilités dans l'appareil du parti républicain ou par des candidatures aux diverses élections. Ils considèrent qu'ils doivent tenir compte d'une certaine méfiance de la jeunesse à l'égard de cette politique-là. C'est ainsi que, vis-à-vis du P.R., ils affectent un désir d'indépendance accrue (adresse distincte, sigle sans référence « républicaine ») et s'efforcent d'être décalés par rapport aux autres giscardiens. Quant à l'U.D.F., ils admettent se situer « dans son orbite » mais refusent d'appartenir à sa structure.

En revanche, les responsables d'Autrement souhaitent accroître l'aspect « syndical » de leur démarche en radicalisant certaines de leurs revendications, notamment dans le domaine du service national, et ils estiment que le gouvernement ne prête pas suffisamment attention aux souhaits des jeunes. Le premier emploi, les loisirs, l'audio-visuel et les universités leurs fournissent d'autres thèmes.

Les dirigeants d'Autrement rencontreront M. Raymond Barre le 8 mai. Ils préparent une manifestation à caractère « culturel » pour le mois de juin à Paris, un « campus d'été » et ce qu'ils nomment une « démonstration de force » pour la rentrée, c'est-à-dire un rassemblement auquel ils espèrent faire participer vingt-cinq mille personnes.

Les dirigeants d'Autrement parisiens d'Autrement se réunissent à Nantes et étudieront les moyens et la politique à mettre en œuvre pour que d'ici 1981 les jeunes giscardiens puissent valoir sur un « pont » d'une centaine de milliers de sympathisants. Ce qui est pour le moins ambitieux.

D'ores et déjà, quelques orientations se dessinent. Les dirigeants d'Autrement paraissent d'abord vouloir éviter l'insertion de leur mouvement dans la politique traditionnelle des partis. A la différence de leurs prédécesseurs de G.S.L. ils ne semblent pas tentés de traduire les progrès de leur crédibilité par la revendication de responsabilités dans l'appareil du parti républicain ou par des candidatures aux diverses élections. Ils considèrent qu'ils doivent tenir compte d'une certaine méfiance de la jeunesse à l'égard de cette politique-là. C'est ainsi que, vis-à-vis du P.R., ils affectent un désir d'indépendance accrue (adresse distincte, sigle sans référence « républicaine ») et s'efforcent d'être décalés par rapport aux autres giscardiens. Quant à l'U.D.F., ils admettent se situer « dans son orbite » mais refusent d'appartenir à sa structure.

En revanche, les responsables d'Autrement souhaitent accroître l'aspect « syndical » de leur démarche en radicalisant certaines de leurs revendications, notamment dans le domaine du service national, et ils estiment que le gouvernement ne prête pas suffisamment attention aux souhaits des jeunes. Le premier emploi, les loisirs, l'audio-visuel et les universités leurs fournissent d'autres thèmes.

Les dirigeants d'Autrement rencontreront M. Raymond Barre le 8 mai. Ils préparent une manifestation à caractère « culturel » pour le mois de juin à Paris, un « campus d'été » et ce qu'ils nomment une « démonstration de force » pour la rentrée, c'est-à-dire un rassemblement auquel ils espèrent faire participer vingt-cinq mille personnes.

Les dirigeants d'Autrement parisiens d'Autrement se réunissent à Nantes et étudieront les moyens et la politique à mettre en œuvre pour que d'ici 1981 les jeunes giscardiens puissent valoir sur un « pont » d'une centaine de milliers de sympathisants. Ce qui est pour le moins ambitieux.

D'ores et déjà, quelques orientations se dessinent. Les dirigeants d'Autrement paraissent d'abord vouloir éviter l'insertion de leur mouvement dans la politique traditionnelle des partis. A la différence de leurs prédécesseurs de G.S.L. ils ne semblent pas tentés de traduire les progrès de leur crédibilité par la revendication de responsabilités dans l'appareil du parti républicain ou par des candidatures aux diverses élections. Ils considèrent qu'ils doivent tenir compte d'une certaine méfiance de la jeunesse à l'égard de cette politique-là. C'est ainsi que, vis-à-vis du P.R., ils affectent un désir d'indépendance accrue (adresse distincte, sigle sans référence « républicaine ») et s'efforcent d'être décalés par rapport aux autres giscardiens. Quant à l'U.D.F., ils admettent se situer « dans son orbite » mais refusent d'appartenir à sa structure.

En revanche, les responsables d'Autrement souhaitent accroître l'aspect « syndical » de leur démarche en radicalisant certaines de leurs revendications, notamment dans le domaine du service national, et ils estiment que le gouvernement ne prête pas suffisamment attention aux souhaits des jeunes. Le premier emploi, les loisirs, l'audio-visuel et les universités leurs fournissent d'autres thèmes.

Les dirigeants d'Autrement rencontreront M. Raymond Barre le 8 mai. Ils préparent une manifestation à caractère « culturel » pour le mois de juin à Paris, un « campus d'été » et ce qu'ils nomment une « démonstration de force » pour la rentrée, c'est-à-dire un rassemblement auquel ils espèrent faire participer vingt-cinq mille personnes.

Les dirigeants d'Autrement parisiens d'Autrement se réunissent à Nantes et étudieront les moyens et la politique à mettre en œuvre pour que d'ici 1981 les jeunes giscardiens puissent valoir sur un « pont » d'une centaine de milliers de sympathisants. Ce qui est pour le moins ambitieux.

D'ores et déjà, quelques orientations se dessinent. Les dirigeants d'Autrement paraissent d'abord vouloir éviter l'insertion de leur mouvement dans la politique traditionnelle des partis. A la différence de leurs prédécesseurs de G.S.L. ils ne semblent pas tentés de traduire les progrès de leur crédibilité par la revendication de responsabilités dans l'appareil du parti républicain ou par des candidatures aux diverses élections. Ils considèrent qu'ils doivent tenir compte d'une certaine méfiance de la jeunesse à l'égard de cette politique-là. C'est ainsi que, vis-à-vis du P.R., ils affectent un désir d'indépendance accrue (adresse distincte, sigle sans référence « républicaine ») et s'efforcent d'être décalés par rapport aux autres giscardiens. Quant à l'U.D.F., ils admettent se situer « dans son orbite » mais refusent d'appartenir à sa structure.

Assemblée nationale sur la formation de la deuxième

Assemblée nationale sur la formation de la deuxième

Assemblée nationale sur la formation de la deuxième

Assemblée nationale sur la formation de la deuxième

Assemblée nationale sur la formation de la deuxième

Assemblée nationale sur la formation de la deuxième

Assemblée nationale sur la formation de la deuxième

Assemblée nationale sur la formation de la deuxième

Assemblée nationale sur la formation de la deuxième

VOUS N'AVEZ JAMAIS VU



UN DISQUE PAREIL !

12

Grands Chanteurs Ensemble

AU PROFIT DES ENFANTS DU CHILI

En vente au Secours Populaire 8, rue Froissart, PARIS-3^e 95 F (+ 3 F de port)

SALON DES ANTIQUAIRES

de Rouen et de H^{er}-Normandie A.A.B.H.N.

HALLE AUX TOILES-ROUEN

22 Avril au 1^{er} Mai inclus

Tous les jours de 10 à 23 heures

et FOIRE LA FERRAILLE Place du Gallarbois

LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL DE VERSAILLES A CHOISI M. CHABAN-DELMAS

Aux responsabilités qui lui avaient été confiées à la tête du tribunal de Versailles, M. Yves Monnet a préféré les fonctions de Directeur du cabinet de M. Jacques Chaban-Delmas, nouveau président de l'Assemblée nationale. L'intéressé a fait part de sa décision au cours d'une assemblée générale à laquelle ont assisté, mercredi 26 avril, tous les magistrats de Versailles. Non que le cumul apparaisse à ses yeux incompatible, mais il lui a semblé — du moins l'a-t-il assuré à ses collègues — que les deux tâches pouvaient difficilement être menées à bien simultanément.

Officiellement installé à Versailles, en présence de toutes les autorités locales, au cours d'une brillante réception, le 31 mars dernier, M. Yves Monnet acceptait, trois jours plus tard, de rester fidèle à l'amitié qu'il porte à l'ancien premier ministre, dont il fut pendant trois ans le conseiller technique à l'Hôtel Matignon.

Pour cela, M. Monnet va solliciter une autre affectation lui permettant d'obtenir un détachement et le tribunal de Versailles attendra la prochaine réunion du conseil supérieur de la magistrature pour connaître le nom de son futur président. — (Corresp.)

صحة من الاموال

Société

Le Monde

JUSTICE

APRÈS LA CASSATION DE SON PROCÈS

Un condamné à mort sera jugé à nouveau devant les assises de la Somme

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Pierre Mongin, a annulé, jeudi 27 avril, l'arrêt prononcé par la cour d'assises du Nord, à Douai, le 8 novembre 1977, condamnant à la peine de mort Michel Rousseau, accusé du meurtre d'une fillette de neuf ans, Noëlle Médahli, commise le 1^{er} avril 1978 et précédée d'un attentat à la pudeur avec violence (Le Monde du 10 novembre 1977). Les psychiatres avaient reconnu l'accusé responsable de ses actes, alors que son avocat prétendait que son client avait agi en état de fureur épileptique.

La Cour de cassation a retenu l'un des moyens développés à l'audience par le défendeur, M. Lediet, un moyen qu'avait précédemment admis l'avocat général, M. Fernand Davenas, comme constituant une violation des droits de la défense : il s'agit de la constitution du jury de jugement qui n'a pas été régulière.

Plusieurs semaines avant chaque session d'assises, le premier président de la cour d'appel procède en public à un premier tirage au sort pour désigner vingt-sept jurés titulaires et six jurés suppléants sur les listes dressées par les municipalités. Ensuite, à l'occasion de chaque affaire, un second tirage au sort est effectué par le

président des assises pour désigner les neuf jurés qui siègeront aux côtés des magistrats. Pour la première opération le premier président peut se faire remplacer par un président de chambre ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par le magistrat le plus ancien. Or, dans le cas de Michel Rousseau, le premier président de la cour d'appel de Douai s'était désigné trois magistrats suppléants, ce que ne prévoit pas le code de l'organisation judiciaire. C'est cette minime erreur de droit qu'a sanctionnée la chambre criminelle. Le deuxième procès de Michel Rousseau aura lieu devant la cour d'assises de la Somme.

M. EDOUARD BONNEFOUS PROPOSE QUE L'ON REMPLACE LA GUILLOTINE PAR UNE PIQUE MORTELLE

M. Edouard Bonnefous, sénateur des Yvelines (gauche démocratique) ancien ministre, a déposé, jeudi 27 avril, sur le bureau du Sénat une proposition de loi tendant à substituer une pique mortelle à la guillotine pour les exécutions capitales.

« Il apparaît aujourd'hui nécessaire, déclare-t-il, de rechercher des moyens d'exécution plus adaptés aux mœurs et aux idées de la société contemporaine qui appelle un mode d'exécution moins barbare. Pourquoi ne pas tenir compte des découvertes réalisées dans le domaine des substances chimiques toxiques ? Il me semble donc possible de proposer que, dorénavant, l'exécution d'une sentence de mort soit effectuée par l'injection directe dans le corps de produits hautement toxiques, qu'il conviendrait de déterminer.

Cette recherche de procédés plus humanitaires pour l'application de la plus terrible des sanctions infligées à un criminel ne supprime pas, souligne M. Edouard Bonnefous, le débat sur la nécessité ou non de maintenir cette peine dans notre droit.

DEUX AUTRES DOSSIER

Deux condamnés à mort attendent de voir leur dossier examiné par la Cour de cassation. Il s'agit de Mohammed Yablaoui, vingt-sept ans, au bouclage de nationalité tunisienne, accusé du meurtre d'un bûcheron de Vigneux (Seine-et-Marne) et de son épouse (Le Monde du 27 novembre 1975). Il a été condamné à mort le 23 novembre 1977 par la cour d'assises de l'Essonne. Jean Portais, âgé de soixante-huit ans, a été condamné à mort par la cour d'assises de la Gironde, le 18 décembre 1977, pour deux meurtres : celui de la fille d'un bijoutier de Mâcon (Saône-et-Loire), le 3 août 1969, et celui d'un sous-brigadier de police, M. Pierre Frérot, le 24 mai 1967 (Le Monde du 26 décembre 1977).

FAITS ET JUGEMENTS

Deux violeurs condamnés.

La cour d'assises du Val-d'Oise a condamné deux chauffeurs-livreurs, M.M. Michel Doucezan et Emilie Meravilles, à respectivement deux ans de prison avec sursis, dont une année avec sursis, et dix ans de réclusion criminelle. Les deux hommes, accusés de viol, d'attentat à la pudeur avec violence, et de séquestration sexuelle, ont été jugés le 28 mai 1977 en état de viol dans les bois d'Esouen une mère de famille de trois enfants, Mme Lucienne R., qui se rendait à son travail à l'hôpital d'Argenteuil. La victime a révélé au cours de l'audience qu'elle avait été éconduite au commissariat d'Argenteuil, où elle s'était rendue le jour même pour porter plainte. Au commissariat d'Herblay, où elle a pu faire enregistrer sa déposition trois jours plus tard, les policiers lui ont demandé, selon elle, de ne pas porter plainte. Le commissaire d'Argenteuil, pour lequel ce serait « terriblement pénible », l'avocat général a annoncé que le parquet de Fontainebleau ouvrirait une enquête sur l'attitude du commissaire d'Argenteuil. (Corresp.)

Trois journaux parisiens condamnés pour diffamation.

Trois journaux, le *Canard enchaîné*, *l'Humanité* et *Rouge*, ont été condamnés mercredi 26 avril par le tribunal correctionnel de Nice pour diffamation envers M. Jacques Médecin, maire de la ville. Ils devront payer 2000 francs d'amende et 1 franc symbolique à la partie civile. Le *Canard enchaîné* avait, en juillet 1977, un traquetant d'hermine, M. Urbain Ghanme, en compagnie de M. Jacques Médecin et de M. Giscard d'Estaing (Le Monde du 17 mars 1978). Il s'agissait en fait d'un commerçant nigérien. *Rouge* et *l'Humanité* ont été condamnés pour avoir repris cette fautive information, mais relaxés du chef d'imputation de diffamation. M. Jacques Médecin avait réclamé 6 millions de francs de dommages et intérêts à chacune des trois publications.

LE MONDE
meil. chaque jour à la disposition de nos abonnés. Les annonces immobilières vous y trouverez peut-être LES BUREAUX que vous reconnaîtrez

● *Suicide d'un détenu à Carcassonne.* — Détenu à la maison d'arrêt de Carcassonne, Abdelkader Abada, quarante-huit ans, ancien barde, s'est donné la mort, samedi 22 avril, en se pendant dans sa cellule. Une autopsie a été ordonnée par le parquet. Abdelkader Abada était écroué depuis le 9 octobre dernier pour avoir, au cours d'une bagarre, devant un café de Castelnaudary (Aude), blessé gravement à coups de revolver, deux légionnaires (Le Monde du 13 octobre 1977). Inculpé de tentative de meurtre, Abdelkader Abada devait être jugé prochainement par la cour d'assises de l'Aude.

● *Ministre des universités contre député R.P.R.* — Le tribunal correctionnel de Metz (Moselle) a condamné mercredi 26 avril, M. Jean-Louis Masson, député R.P.R. de la deuxième circonscription de la ville, à 500 F d'amende et 1 franc de dommages et intérêts pour diffamation envers le ministre des universités, Mme Alice Saunier-Seïté. Le ministre avait porté plainte après la publication, dans la presse locale, le 5 mars dernier, d'un communiqué dans lequel M. Masson mettait en cause l'utilisation que Mme Saunier-Seïté faisait des fonds dont elle disposait pour sa campagne.

Dans une lettre au président de la République

Les avocats français de M' Croissant dénoncent les violations du droit au procès de Stuttgart

Dans une lettre en date du 21 avril adressée au président de la République, les trois avocats français de M' Klaus Croissant, M^{rs} Robert Badinter, Joël Nordmann et Jean-Denis Bredin, exposent le souci qu'ils ont de voir appliquer les conventions internationales liant la France et la République fédérale d'Allemagne à l'occasion du procès de M' Croissant, écrit notamment :

« (...) En exécution de la convention franco-allemande, Klaus Croissant ne peut être poursuivi en République fédérale allemande que pour les seuls faits retenus par le décret d'extradition. Or, dès le début du procès, le comportement des autorités judiciaires allemandes laisse redouter qu'elles ne comprennent directement ou indirectement, dans la poursuite, les faits écartés par le décret d'extradition ; c'est ainsi qu'est la violation de la convention du 29 novembre 1951, un acte d'accusation reprenant à l'encontre de M' Croissant de nombreuses incriminations non visées au décret, et par suite illégalement soulevées.

« Les conditions de détention font elles aussi partie de la bonne exécution du décret d'extradition. Or, M' Croissant est soumis à un régime discriminatoire d'isolement et d'observation quasi permanente. Ces modalités de détention violent, elles aussi, le décret d'extradition en ce qu'elles assument M' Croissant aux détenus poursuivis pour activités terroristes et qu'elles sont jugées d'ailleurs, aux dires des experts, son état physique et psychique. La demande d'information transmise aux autorités fédérales, selon la réponse de M. le garde des Sceaux à une lettre en date du 14 décembre dernier de M^{rs} Du-mas, de Felice, Bordier et Nordmann, est restée depuis, à notre connaissance, sans suite (...).

« De la même manière, nous sommes obligés de vous signaler de la violation, par la République fédérale allemande, de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales signée le

4 novembre 1950, ratifiée par la République fédérale allemande dès le 5 décembre 1953 et par la France le 3 mai 1974. Cette convention pose en son article 6 la liberté de la défense, et la publicité des débats sous les strictes limites prévues par la convention. En son article 14, elle écarte toute discrimination dans la jouissance des droits et libertés qu'elle proclame. Or la République fédérale allemande, par application de lois d'exception, a pris son fait prendre, lors du procès de M' Croissant, commencé à Stammheim le 9 mars 1978, des mesures de fouilles corporelles frappant les avocats de M' Croissant, mais non pas les membres du tribunal ni d'ailleurs ceux du ministère public. Nous avons refusé de subir ces fouilles qui témoignent, à l'encontre des avocats, d'un soupçon inacceptable et portent atteinte à la fois à la liberté, à la dignité et à l'efficacité de la défense (...).

La « bavure » mortelle de la rue du Château-des-Rentiers : prison avec sursis pour un policier

La dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris a rendu, jeudi 27 avril, son jugement dans une affaire examinée à l'audience du 23 mars dernier (Le Monde du 26 mars) relative à ce que l'on appelle une « bavure » policière : la mort d'un automobiliste, M. Lucien Bouvier, vingt-six ans, tué le 3 avril 1975, rue du Château-des-Rentiers, à Paris-18^e, par un policier qui, par irritation, l'inspecteur Volguier, aurait dû se rendre compte qu'il ne courait aucun danger et prendre le temps de viser les pneus. Or, note le tribunal, M. Volguier n'a pas seulement fait usage de son arme, mais il a tiré dans le dos de l'automobiliste.

Le tribunal précise dans son jugement que la condamnation prononcée contre Volguier ne sera pas inscrite à son casier judiciaire, ce qui permettra à l'intéressé de conserver son emploi dans la police.

● *Le dernier des trois auteurs présumés du hold-up* commis le 16 juillet 1977 au Club Méditerranée de Corton, M. Gaston Rucquois, trente-cinq ans, a été arrêté le 15 février dernier dans une villa de Palma-de-Majorque (Iles Baléares).

POLICE

A L'ÉCOLE DES INSPECTEURS DE CANNES-ECLUSE

M. Bonnet dénonce le « piège mortel » du terrorisme pour les « régimes de liberté »

De notre envoyé spécial

Monterrau. — La police française est la meilleure du monde. C'est du moins ce qu'affirmait récemment un journal allemand, après le dénouement de l'affaire Empalm. M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, pense que cette flatteuse réputation est méritée. Il est venu le dire, jeudi 27 avril, à l'école nationale de police de Cannes-Ecluse (Seine-et-Marne) à la promotion de quatre cent quatre-vingt-neuf élèves inspecteurs (dont vingt-neuf femmes), qui vont terminer leur formation de huit mois en mai prochain.

Huit mois de scolarité après un mois de stage initial dans un commissariat proche du domicile du candidat et, à la sortie de l'école, deux mois de stage d'application dans les services où les élèves sont affectés en qualité d'inspecteurs-stagiaires, la titularisation n'intervient qu'un an plus tard.

C'est la première fois qu'un ministre de l'Intérieur visite cette école depuis son ouverture au mois de septembre 1974. En présence de M.M. Maurice Servot, directeur de cet établissement, Robert Pandraud, ancien directeur général de la police nationale — il vient d'être nommé directeur général de l'administration et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur — du successeur de ce dernier, M. Jacques Solier, ancien préfet de Seine-et-Marne, et de M. Christian Le Gumehec, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice, M. Bonnet a rappelé qu'un projet de loi doit permettre « d'obtenir, au début de leur carrière, la qualité d'officier de police judiciaire » aux inspecteurs de police. Si ce texte de loi est voté, les candidats aux fonctions d'O.P.J. seront soumis à un examen.

Le ministre de l'Intérieur a également rappelé que de récentes mesures statutaires ont créé le grade de chef d'inspecteur divisionnaire, permettant dorénavant à 35 % de commissaires d'être nommés parmi les fonctionnaires du corps des commandants et officiers et parmi les inspecteurs à raison de 21 % puis de 24 %.

Les élèves inspecteurs sont recrutés à raison de 50 % par un concours externe réservé aux candidats titulaires du baccalauréat, et pour 50 % par concours interne, intégrant les fonctionnaires ayant quatre ans de services affectifs. Outre l'école de Cannes-Ecluse, cent cinquante inspecteurs environ sont formés à Toulouse.

Ne pas confondre fermeté et régime autoritaire

M. Bonnet a souligné « le formidable enjeu de la lutte que les inspecteurs ont devant eux » face « à la violence et la contre-violence individuelles qui risquent de tout submerger, entraînant en retour la violence de l'État, dans un enchaînement fatal pour la démocratie ». « C'est le piège mortel où les groupes minoritaires voudraient faire tomber les quelques régimes de liberté qui subsistent dans le monde », a dit M. Bonnet, qui a conclu, devant ceux « qui doivent être les défenseurs intransigeants de la loi » : « la démocratie nous interdit seulement de confondre comme voudraient nous y entraîner certains (...) l'efficacité de la fermeté avec l'instauration d'un régime autoritaire ».

Après une rapide visite de cette école moderne qui s'étend sur

MÉDECINE

Au centre de cardiologie de Bordeaux

LA PANNE D'UN APPAREIL A ENTRAÎNÉ LA MORT D'UN MALADE

(De notre correspondant.)

Bordeaux. — Un appareil déficient est à l'origine du décès d'un malade, au cours de la semaine du 17 au 23 avril, au centre de cardiologie de l'hôpital sud de Bordeaux, a révélé une enquête de l'inspection générale des affaires sociales.

Selon les premiers renseignements, le malade, âgé de quarante-deux ans, est décédé alors qu'il se trouvait sous respiration assistée. Pour une raison encore inconnue l'appareil aurait subi une panne.

L'hôpital Sud est d'installation récente, et son ouverture, le 3 avril dernier, avait donné lieu à de nombreuses prises de position critiques, notamment de la part des syndicats.

Le syndicat C.G.T. des services de santé regrette, pour sa part, « une certaine précipitation dans l'installation de ce nouveau centre de cardiologie » et déplore que « les médecins et le personnel n'aient pas eu tous les moyens nécessaires pour réaliser une ouverture avec 100 % de réussite ». Il souhaite enfin que cet accident « ne termine pas les efforts accomplis par les médecins et le personnel pour mettre en œuvre cet hôpital remarquable ».

D'autres plaintes concernant des accidents ou des décès, constatés dans le même centre, font actuellement l'objet d'une enquête de l'inspection générale.

Bénis soient St-Patrick et St-Killian. Ils emmènent gratuitement les voitures en Irlande.



Allez donc en Irlande au printemps, c'est la belle époque : rhododendrons, routes désertes et bonnes affaires : le transport de votre voiture sera gratuit si vous êtes quatre et diminué de 50% si vous êtes deux ou trois. Votre caravane n'est pas oubliée : elle voyage à 50% si vous êtes quatre. Vous choisissez votre date. Il y a un départ tous les jours, du Havre ou de Cherbourg.

Vous embarquez sur le Saint-Patrick ou sur le Saint-Killian et là, c'est déjà l'Irlande : bars bien garnis, sun decks, atmosphère très irlandaise, boutiques hors taxes (pour acheter ce qu'on boit au bar). Décidément oui, vous avez fait une bonne affaire. Tout va bien.

Gloire à Saint-Patrick et à Saint-Killian.

Irish Continental Line

Agent Général : Transports et Voyages : 8 rue Auber 75441 Paris Cedex 09 - Tél. 742.31.49

Nom _____

Adresse _____

AUSTIN College (Texas) vous attend cet été TOUT EST PRÊT

PARIS - NEW-YORK - DALLAS et retour en avion UNE SEMAINE A NEW-YORK ET WASHINGTON QUATRE SEMAINES AU TEXAS

AUSTIN COLLEGE c'est :

- Un campus où tout est prévu pour rendre votre séjour agréable et inoubliable ;
- Un équipement sportif complet (piscine, tennis, sports d'équipe, ping-pong, squash, soccer, saunas, etc.), une plage privée au bord du lac Texoma ;
- Un staff sympathique, des habitants accueillants ;
- Des excursions, des visites (théâtre, usines, fermes...), des manifestations folkloriques, des conférences ;
- Et, aux portes du Texas : La Louisiane, le Colorado, la Californie, le Mexique.

Séjours de 4 à 5 semaines entre le 5 juillet et le 10 août Venez vivre aux États-Unis autrement qu'en touristes !

Tout le monde peut venir. Alors, pourquoi pas vous ?

Le délégué d'AUSTIN COLLEGE en France est M. J.-M. BONNET, 4, rue Félix-Faure, 54000 NANCY - Tél. : (28) 28-33-65.

POINT DE VUE

faire la

Ayez pitié dont

ORGANISATION DU TRAVAIL : UN PROBLEME SIMPLE ENCORE MAL RESOLU

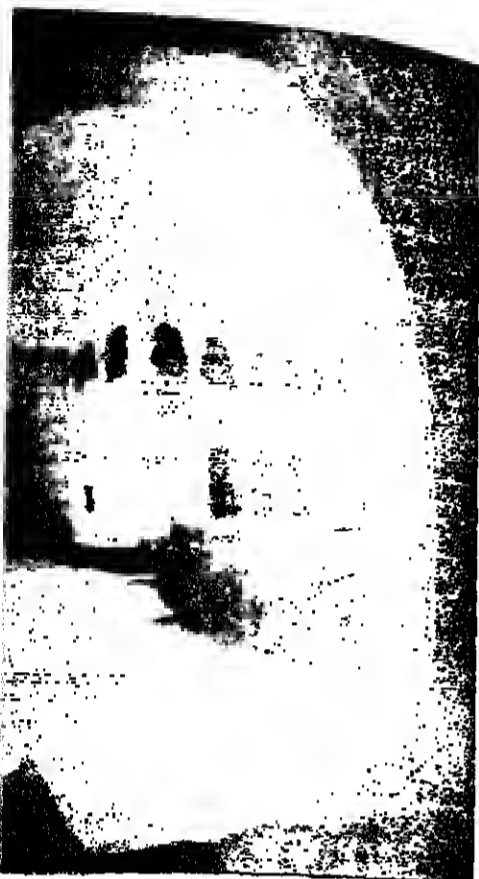
ECOSYSTEME FORESTIER : LES ECHANGES D'ENERGIE

POUR LA SCIENCE Edition française de SCIENTIFIC AMERICAN

حکومت الامارات

Le Monde des loisirs et du tourisme

LOCHE.



A Grenoble, un patron de musée bouscule les convenances

LE PASSÉ DANS LES VITRINES DU PRÉSENT

CELLI de ses nombreux projets qui lui tiennent actuellement le plus à cœur, c'est faire traverser Grenoble, au mois de juin prochain, par des troupeaux en transhumance vers leurs pâturages d'été, bergers en tête et chiens au serrail, comme on pouvait en voir autrefois chaque année à pareille époque. Pas au nom du folklore ou d'une publicité douteuse, mais « pour le geste » et, plus encore, pour donner aux citadins matière à réflexion quant à l'espace montagnard, « un espace habité par des gens qui l'entraînent pour en vivre et pour le faire vivre, eux... » Un monde qui, finalement, ils ignorent, basé sur un système « qui tout projet instantané risquerait de détraquer et dont ils seraient les premières victimes ».

Pas militant écologiste, encore moins porte-parole d'un quelconque parti politique ou membre d'une association de défense des alpages et des sommets, l'homme qui se veut le promoteur de cette prise de conscience — « qui s'impose, à l'heure où le bal équilibré naturel de la montagne est gravement compromis par les recherches d'énergie nouvelles, la bouillie des promoteurs, le

besoin impérieux d'espaces nouveaux » — est le conservateur en chef du musée dauphinois de Grenoble. Il y a maintenant six ans que Jean-Pierre Laurant, cinquante ans, est le « patron » de la petite équipe de cinq personnes qui fait « tourner » le musée, « un musée régional qui se veut particulièrement orienté vers la culture paysanne ». Un musée régional, c'est beaucoup plus passionnant qu'un musée des beaux-arts : il le sait bien, pour être resté vingt ans à Annecy, au sortir de l'École du Louvre, puis des Hautes Études, où son goût profond pour la sociologie et l'ethnologie s'était manifesté.

« Notre tâche ? Enregistrer méticuleusement le patrimoine des gens qui ont vécu et vivent encore dans cette montagne à cheval sur trois départements, les Hautes-Alpes, l'Isère et la Drôme. Enregistrer les mémoires après les avoir ramassés ; aller toujours très au-delà de l'objet rare ou « curieux » qui prendra place plutôt, au laboratoire que dans la vitrine : pousser notre quête jusqu'à constituer, bric à bric, toute l'immense somme de savoir, le langage, les comporte-

ments d'une société encore vivante au début de ce siècle et que la progrès a eu vite fait d'effacer... » Si on lui demande un exemple, il citera le berger : « Homme de connaissance : mener un troupeau c'est mener un grand atelier. Le savoir du pasteur, celui de l'artisan, du cultivateur, du coureur, ne sont-ils pas le fruit d'une prodigieuse accumulation de connaissances étalées sur des siècles, mais non décrites, non écrites et, parfois, pas même « parlées » ?

Du perlimpinpin aux Amériques

Ce musée qui se veut avant tout « musée vivant » et dont les responsables vont être tour à tour enquêteurs, animateurs et « interprètes », trois idées-clés, trois impératifs la guident : expliquer, montrer, informer. Il faut, explique Jean-Pierre Laurant, faire comprendre aux gens que nous sommes chez eux, dans leur village, leur hameau, leur ferme, que nous ne sommes pas venus pour tenter de retrouver dans leurs greniers des objets anciens, mais que, chercheurs scientifiques, nous

sommes sur la piste des gens du passé, et que dans leur concours — le concours de leur mémoire — nous ne pourrions pas grand-chose. » L'été, l'exposition consacrée aux colporteurs-touristes de l'Oisans, que le Musée du Dauphiné (1) a présentée récemment avec un très grand succès (le Musée du 18 février), a été éditée de toutes pièces avec la collaboration des petits-enfants de ces montagnards hardis qui allaient vendre des graines de perlimpinpin jusqu'aux Amériques. Les souvenirs, très contents au début de l'enquête, ne sont pas à peu près, multipliés ; de vieux décalés, des lettres, sont sortis des tiroirs poussiéreux des commodes, et des anecdotes — transmises oralement la nuit, à la veillée — ont raconté surface dans les souvenirs des plus âgés. Tout un pan de la vie de la montagne a été reconstitué, et, désormais, sa survivance est assurée. « L'évolution muséographique, nous Jean-Pierre Laurant, devait forcément passer par cette vision anthropologique indispensable. »

Mais, juste retour des choses, le musée s'attache, dans tous les cas, à rendre aux villageois ce bien qui leur appartient : la maison de toile, un chapiteau qui pourrait être celui d'un cirque, emprunté à la belle saison les routes en Jacot et se retrouve planté sur la place, devant l'église. Souvent, sa seule présence ravive les mémoires, réveille l'envie qu'on croyait abolie, suscite de nouvelles approches, de nouvelles recherches, et les magnétophones se mettent à tourner, les cassettes et les dossiers à s'emplier de données précieuses parce qu'introuvables ailleurs. Être le véhicule qui va leur permettre de se retrouver, de se reconnaître, « redonner aux gens la conscience de ce qu'ils sont », comme le dit Jean-Pierre Laurant, l'enjeu quotidien (l'aventure, pourrait-on dire) est passionnant. L'an dernier, pour le centenaire de l'expédition de La Môle, les hommes du musée ont monté à Saint-Christophe-en-Oisans, dans le petit cimetière ne compte plus les tombes où reposent des guides morts en course, et s'y sont installés pour trois semaines.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND. (Lire la suite p. 19.)

(1) 2, place du Théâtre-Français, 75001 Paris. Tél. : 266-08-83 et 26-26.

Actualité d'un dossier L'aide à la personne

P ARMI les dossiers les plus importants et les plus délicats qui se trouvent sur le bureau de M. Jean-Pierre Solson, ministre de la Jeunesse, des sports et des loisirs, figure celui de l'aide à la personne en vacances. Dans la charte de la qualité de la vie proposée par le président de la République, il est noté que « les loisirs occupent une place de plus en plus considérable dans la vie des Français et constituent un élément primordial de la qualité de la vie ». C'est pourquoi la charte prévoit une augmentation sensible des bons-vacances des colosses d'allocataires familiales et, surtout, « l'étude et la mise en place d'un dispositif d'aide à la personne ». Cette dernière mesure, préconisée par le rapport Blanc sur le tourisme social et familial, consiste en l'émission de titres-vacances achetées par les entreprises, par les comités d'entreprise ou les caisses de retraites et revendus aux salariés à un prix moindre. Ces titres permettraient à leurs détenteurs de payer aussi bien les hôtels et les restaurants, que les transporteurs et les agents de voyage.

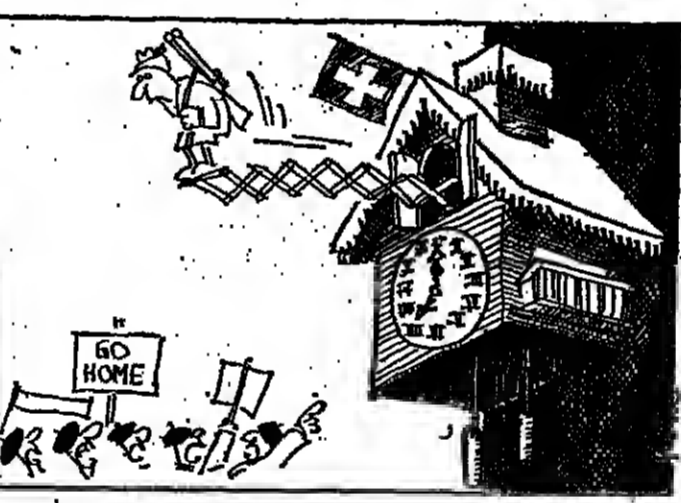
Les partenaires (gouvernement, syndicats professionnels du tourisme) devront s'entendre pour mettre au point un mécanisme aussi délicat. Malheureusement, les arrière-pensées risquent de rendre difficile la création d'une aide à la personne qui a reçu le soutien de la majorité des formations politiques au cours de la dernière campagne électorale. Le gouvernement redoute que les syndicats les plus politisés mettent la main sur la future institution. Les syndicats craignent que les puissances d'argent contrôlent un mécanisme destiné à favoriser le tourisme social. Les professionnels ont peur de voir leurs bénéfices écornés par le système de titres-vacances. Les uns et les autres pourraient s'inspirer de l'exemple de la Colombie de voyage qui a émis, en 1977, des chèques de vacances pour une valeur de 110 millions de francs suisses à l'usage de 274 500 familles, helvétiques. (Voir en page 16.)

A L'APPROCHE DES MISES EN ADJUDICATION

Les chasseurs d'Alsace veulent convaincre ou vaincre

LES chasseurs d'Alsace ont peur, les chasseurs d'Alsace se mobilisent. A l'automne prochain et pour neuf ans, le droit de chasse sur leurs territoires va être remis en adjudication, une échéance qui donne la fièvre. Ici, chasser, c'est entrer en une sorte de religion, et d'abord se soumettre aux règles d'un droit local bien différentes de celles qui régissent d'autres contrées, celles où le droit général régit.

rennité cynégétique sans faille. Et voilà que tout risque d'être remis en cause. Certes, on avait connu des alertes, plus des incursions — tel ce droit de préférence accordé lors du renouvellement des baux au locataire sortant, dont l'attitude avait répondu aux canons de la morale des « coureurs de forêts ». Certes, on avait pressenti les effets du pouvoir de l'argent, mais pas au point qu'il puisse mettre en sérieusement en péril des territoires abondamment peuplés et préservés par ceux qui en avaient assuré la gestion « en bon père de famille ». C'était sous-estimer le risque. Longtemps l'illégal, l'argent est devenu l'ennemi.



Dessin de PLANTU.

Les récentes difficultés monétaires qu'a connues le pays ajoutent, assure-t-on, au risque de voir dans quelques mois déferler des voisins trop fortunés que la manne sylvestre attire, soit parce qu'ils ne peuvent plus chasser chez eux comme c'est le cas dans le canton de Genève, soit parce qu'il est bien difficile pour un nouveau à haut pouvoir d'achat de résister à la tentation de connaître, à bon compte, les promesses d'un territoire giboyeux et les plaisirs de la douce France.

Menaces Voici quelques semaines, nombre de touristes helvétiques trouvaient au petit matin collées sur le pare-brise de leur voiture une affolante vengeance où l'on pouvait lire : « Allez chasser en Suisse. Nous ne tolérerons plus que les chasseurs alsaciens servent de territoire de safari aux tireurs suisses. Nous récupérerons notre patrimoine et ferons cesser cette invasion à sens unique. » Cette mise en garde était signée « Les chasseurs d'Alsace et de Moselle, en lutte pour la survie de leur faune ».

Et l'on murmure même des choses plus graves : si lors des prochaines adjudications, Suisses ou Allemands venaient à emporter le marché, certains n'hésiteraient pas à abattre les miradors qui ponctuent la forêt, observatoires ou tours de tir et lanceraient des expéditions sur les terres perdues, pour y extirper cerfs, biches, faons, chevreuils et sangliers qu'une gestion équilibrée avait pu faire proliférer, mais que l'on n'abandonnera pas au plus offrant. Dans ce mouvement passé de la théorie à l'offensive, les maîtres

alsaciens sont dans une position inconfortable. Il faut savoir, en effet, que le système consistait à confier aux communes, par mandat légal, l'administration du droit de chasse au nom et pour le compte des propriétaires. Le « fermage » perçu est, soit redistribué aux propriétaires au prorata de leurs terres respectives, soit attribué à la caisse communale qui utilisera les fonds pour l'entretien des chemins ruraux ou le paiement de diverses taxes et cotisations qui incombent autrement aux intéressés.

Les maîtres du Haut-Rhin viennent de recevoir de la Fédération départementale des chasseurs une lettre signée par son président, M. Christian Wagner, qui expose principes, thèses et craintes de ceux qui se voient aujourd'hui menacés de perdre

un acquis obtenu après des années d'efforts et dont la compétence n'est pas discutable. Le « rendement économique » y est placé au second plan, après l'aménagement des territoires, après la participation à la gestion des chasseurs locaux. « Cela implique, écrit M. Wagner, l'adoption de mesures propres à combattre la cause du « désintérêt » des chasseurs locaux, à savoir le rôle, jusqu'à ce jour exclusif, de l'argent. La moyenne des chasseurs locaux ne peut plus suivre les prix du marché noir proposés par les gros revenus accourus à la curée, de la France entière et de l'étranger. » Il faut souligner, ajoute le

président de la Fédération du Haut-Rhin, que l'aspect « loisir » de la chasse est dépassé depuis longtemps pour les chasseurs de culture cynégétique. Par l'aménagement qu'elle poursuit la chasse moderne tend à acquérir un aspect de service public dévolu qui s'accroît à mesure qu'une opinion publique éclairée prend conscience d'une évolution et la réclame. »

Et de dénoncer certains écus locaux qui estimeraient que la faune est une calamité parce qu'elle dévore des deniers communaux. Il ne semble pas à l'heure actuelle que ces arguments aient convaincu les maires dont l'esprit de corps ne facilite pas, dit-on, le dialogue.

Il reste que pour les chasseurs du Haut-Rhin un certain nombre de mesures sont à prendre rapidement pour « revitaliser » le système local. Assurer l'imbrication entre domiciliés et non-domiciliés en n'admettant aux adjudications que des groupes dont les détenteurs des membres sont domiciliés ; Exiger la réciprocité des droits de chasse avec les étrangers dans le respect des droits acquis ; Respecter l'actuel découpage des lots de chasse et donc s'abstenir de les multiplier pour des raisons évidentes de rendement financier.

CLAUDE LAMOTTE. (Lire la suite page 17.)

Rivages insolites en Méditerranée

La navigation est le seul moyen de réaliser une découverte authentique des îles et des rives lumineuses de la Méditerranée orientale. Nous vous y proposons 3 destinations ; les côtes sud de la Turquie, en bateau de pêcheurs d'éponges aménagés pour la croisière, les îles ioniennes, sur un voilier tracé de 20 m, la Dodecanèse, sur un ketch spacieux de 21 m. Croisières de 14 ou 15 jours, de 4 000 à 4 500 F, 6 à 12 participants. Affrètements possibles pour groupes constitués. Lc. A 690

EXPLORATOR 16, place de la Madeleine 75008 Paris - Tél. 266 66 24

AMSTERDAM BANGKOK 1850 F

Départ Paris A-R

| | |
|-------------|---------|
| TANGER | 595 F |
| CATANE | 690 F |
| LISBONNE | 695 F |
| ATHÈNES | 700 F |
| NEW YORK | 1 285 F |
| MONTREAL | 1 390 F |
| TEHERAN | 1 700 F |
| BOMBAY | 2 250 F |
| LOS ANGELES | 2 350 F |

A vol V.A.R.A.

VOLS A DATES FIXES

SÉNÉGAL 2500 F

M'Bour 80 km de Dakar

Séjour 1 semaine

Départ tous les mercredis

Retour tous les jeudis du 14-6 au 14-9

NOUVELLES FRONTIÈRES TOURAVENTURE

166, boulevard du Montparnasse 75014 PARIS

Tel. 329.12.14

2, rue Auguste-Brizeux 44000 NANTES

Tel. 71.09.07

83, rue Sainte 13007 MARSEILLE

Tel. 54.18.46

DÉCOUVREZ LA POLYNÉSIE

ILES-SOUS-LE-VENT, ATOLLS, TAHITI

Du 5 août au 1^{er} sept. 1978

UN TOUR DU MONDE EXCEPTIONNEL

ALLER par SINGAPOUR, SYDNEY, NOUVELLE-ZÉLANDE.

RETOUR par LOS ANGELES, SAN-FRANCISCO, NEW-YORK.

28 jours de Paris à Paris. **11.500 F**

LA CROIX DU SUD

3, rue d'Amboise, 75002 Paris

Tel. : 742-64-56

LE SEUL GUIDE QUI PARAIT APRES LES AUTRES !

Où, mais aussi qui révèle les talents inconnus, secoue la cuisine et les cuisiniers, tire les vieilles barbes, s'enthousiasme, se fâche, fait rire, se trompe... et a souvent raison avec un an d'avance.

Plus grand, plus clair, plus riche et moins cher que l'an passé.

à trouver dans les kiosques et les librairies

VOLS SPECIAUX

TUNIS 790 F

NEW YORK 1.500 F

BANGKOK 1.980 F

KABUL 2.500 F

CIRCUITS CHOCS

LA TRANS-AFGHANE 22 j. 4.190 F

JAVA-BALI 17 j. 4.990 F

LE PETIT TIBET (LADAKH) 17 j. 5.550 F

ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR

4, rue de l'Étoile - 75001 PARIS

Tel. 260 14 30 - 24 39

21, rue Jouffroy - 75002 PARIS

Tel. 262 25 10 - 24 24

Safaris-Photo de la Vanoise

Découvrez les parcs nationaux.
leur faune, leur flore, leurs plantes médicinales,
leur avifaune, leurs traditions alpines avec
IMAGES et CONNAISSANCE de la MONTAGNE

Au libre choix de chacun 10 à 15 sorties quotidiennes dirigées par des spécialistes : guides de montagne, ornithologues, photographes, botanistes, etc. Prêt gratuit de matériel photo et optique, initiation et perfectionnement, laboratoires photo, projections. Refuges privés.

DU 18 JUIN AU 9 SEPTEMBRE

La semaine catégorie A : chambre double 1090 F ; chambre single, 1240 F - Catégorie B : chambre double, 1010 F ; chambre single, 1160 F. En juin, approche facile des animaux et des oiseaux. Flore exubérante. Un conseil pour ceux qui le peuvent : choisissez JUIN le mois des belles photos.

Renseignements et inscriptions : luges et connaissance de la montagne, B.P. 47 - 73160 VAL-D'ISÈRE - Tél. : (79) 06.00.03

Paris-Turin

Aller et retour dans la journée.

Alitalia AZ 325 Air France AF 641
décollage 8 h 05 décollage 19 h 45
à Orly Ouest à Turin

Alitalia

79 vols par semaine vers l'Italie.

UN SYSTÈME D'AIDE FINANCIÈRE NÉ EN 1939

Chèques suisses sur la banque des vacances

I NSTITUTION de tourisme social, la Caisse suisse de voyage (Reka) a pour but selon l'article 2 de ses statuts, « de promouvoir le tourisme, en facilitant les voyages et les vacances, plus particulièrement en Suisse, surtout dans les milieux de la population qui ne disposent à cet effet que de moyens restreints ».

Fondé en 1939, par les professionnels du tourisme, par les syndicats ouvriers et par les représentants patronaux, Reka s'est préoccupé de créer une aide à la personne. La première cause de sa réussite doit être recherchée dans l'accord entre les représentants des employeurs (327 sur 535 sociétaires), des salariés (35), des coopératives (35), des sociétés d'achats, services d'escompte (38) et des professionnels (75).

Depuis 1968, Reka émet des chèques de 5 ou 10 francs suisses (1) « pour vacances et voyages ». Ces chèques sont vendus avec 3 % de rabais (« pour montrer l'exemple ») par rapport à leur valeur nominale à 2450 employeurs, à 150 associations de salariés et à 900 commerces d'alimentation qui, à leur tour, les revendent aux travailleurs avec une bonification supplémentaire.

Celle-ci atteint en moyenne 16,2 % de la valeur du chèque. Toutefois, certaines branches industrielles ont introduit dans leurs conventions collectives des rabais de 20 % (chimie) et même de 30 % (industrie chocolatière). Les services du personnel se chargent de la revente des chèques qui peuvent être acquis chaque mois ou une fois par an. Le montant maximal des chèques est fixé, par an et par salarié, à 600 F plus 200 F par enfant. A l'instar de l'imprimerie, certaines professions imposent un salaire-plafond au-delà duquel elles n'attribuent plus le titre, mais la bonification n'est jamais modulée en fonction du salaire afin de ne pas compromettre l'utilisation du chèque. 74 % des chèques Reka sont vendus par l'intermédiaire des entreprises, 12 % par l'intermédiaire des coopératives, 10 % par l'intermédiaire des syndicats et 4 % par le canal des sociétés d'escompte.

Un véritable billet de banque

M. Henri Risch, son directeur, souligne la raison du succès de la Caisse suisse de voyages : la confiance qui a été placée dans son chèque par tous les utilisateurs. « Il ne pouvait y avoir qu'une seule institution reconnue par tout le monde, affirme-t-il. Cette confiance a été d'autant plus facile à acquiescer que nous avons obtenu du gouvernement l'exonération fiscale aussi bien pour les entreprises que pour les salariés. Nous avons aussi reçu l'autorisation de la banque fédérale d'imprimer un véritable monnaie. »

En effet, le chèque Reka est un véritable billet de banque imprimé selon les canons des instituts d'émission monétaire, avec notamment une trame métallique. Il n'est pas omissif et bénéficie d'une durée d'utilisation illimitée. Dans les locaux de Reka, le personnel manipule les chèques expédiés aux entreprises avec un luxe de précautions digne d'une banque.

Qui accepte le chèque Reka en paiement des produits ou des prestations ?

Sont concernés 1 034 entreprises de transport, 2 037 hôtels-restaurants, 6 000 logements de vacances et campings, 132 écoles de ski et d'alpinisme, 160 agences de voyages, 197 autocars privés. Il convient d'ajouter à cette énumération 1 500 postes à essence puisqu'un chèque spécial permet d'acheter du carburant. Il n'est pas possible de régler un voyage à l'étranger avec plus de 500 francs en chèques Reka par personne et par voyage ; 30 % des chèques sont utilisés par leurs porteurs pour les billets de chemin de fer, 20 % pour ceux de téléski, téléphonique et chemins de fer à crémaillère, 15 % pour l'hébergement, 15 % pour des déplacements privés (essence, cars privés), 17 % dans les agences de voyages et 3 % dans les écoles de ski ou d'alpinisme.

La Caisse suisse de voyages se rémunère en prélevant 3 % sur le montant des chèques retournés par les commerçants et prestataires de services qu'elle s'engage à régler cash dans les huit jours suivant la réception des chèques au siège de Reka. La Caisse place aussi les fonds qui lui sont remis par les entreprises en paiement des chèques. Enfin, elle reçoit de ses 275 000 adhérents une cotisation annuelle de 20 francs suisses. Elle a émis, en 1977, pour 110 millions de francs, mais ses recettes propres s'élevaient à 6 millions de francs, consacrés pour 43 % à son fonctionnement.

Les 57 % restants servent à la bonification initiale des chèques, à l'impression d'un magnifique album suisse de vacances (315 000 exemplaires), à celle du guide annuel distribué à tous les adhérents et au financement des vacances de trois cent cinquante familles nécessiteuses par an.

Le montant du bénéfice est obligatoirement réinvesti dans des installations de vacances familiales avec un régime privilégié d'amortissement fiscal. Grâce à ce système, Reka propose à ses adhérents des vacances dans six villages d'une capacité totale de deux mille lits. Trois prix de location y sont pratiqués en fonction du revenu du salarié.

A ce jour, il semble que la Caisse suisse de voyages soit la seule organisation au monde à avoir réussi à combiner une aide financière à la personne, avec la liberté de choix des vacances. Peut-être parce qu'elle a su manier avec tact les mécanismes financiers, l'information touristique et les investissements immobiliers. Peut-être aussi parce que gouvernement, syndicats et patronat helvétiques se refusent à choisir à la place du travailleur les vacances dont il a besoin.

A. F.

(1) Un franc suisse = 2,33 F.

Rien ne vous oblige à choisir British Caledonian. Sauf peut-être le service.




Un nombre sans cesse croissant de voyageurs choisissent British Caledonian pour aller à Londres ou vers l'une des 36 destinations que nous desservons en Europe, en Amérique et en Afrique.

Nos tarifs sont les mêmes, nos avions vont aussi vite, nos sièges sont aussi confortables que ceux de nos concurrents. La raison de notre succès? Nous n'oublions jamais que vous avez le choix. Etant une compagnie privée, nous devons d'être les meilleurs. Sur chaque vol British Caledonian, nos passagers sont traités comme des invités et ils sont de plus en plus nombreux à nous rester fidèles.

Pour redécouvrir le charme et l'efficacité d'une compagnie aérienne privée, appelez votre Agent de Voyages ou British Caledonian Airways, 5 rue de la Paix, 75002 Paris. Tél. 261.50.21.

British Caledonian

Nous n'oublions jamais que vous avez le choix.

Ça marche pour les randonneurs

Le Comité national des sentiers de grande randonnée (C.N.S.G.R.) a tenu pour la première fois son assemblée générale en province, à Lille, le samedi 22 avril. Après une assemblée « classique » pour approbation des différents rapports, le comité siégeant en assemblée extraordinaire sous la présidence de M. Henri Viaux a décidé de disparaître pour céder la place à la Fédération française de la randonnée pédestre qui regroupera toutes les associations qui, de près ou de loin, s'intéressent aux activités de randonnée. Cette fédération souhaite devenir l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics mais aussi des randonneurs.

Ces marcheurs sont de plus en plus nombreux. On estime que 500.000 personnes ont utilisé, en 1977, les itinéraires tracés par le C.N.S.G.R. La fédération poursuivra la prospection des itinéraires, les balisera et publiera des topos-guides. Elle s'intéressera surtout aux véritables randonneurs, ceux qui n'hésitent pas à parcourir de très longues distances, empruntant ces pistes qui mènent du Luxembourg à la Méditerranée, qui serrent le Mont-Blanc ou suivent les vallées de la Loire. Actuellement, la question la plus importante est de trouver des lieux d'hébergement, aussi veut-on lancer sans attente une campagne destinée à aboutir à la création de ces hébergements avec l'aide d'associations mais aussi des collectivités locales. — G. S.

| VOLS AMÉRIQUE LATINE | |
|----------------------|-------------|
| BOGOTA | 2 850 F A/R |
| QUITO | 2 980 F A/R |
| LA PAZ | 3 750 F A/R |
| MONTEVIDEO | 3 980 F A/R |
| LIMA | 2 750 F A/R |
| CIRCUITS-EXPÉDITIONS | |
| ILES GALAPAGOS .. | 5 180 F |
| COLOMBIE | 4 950 F |
| ANDES-AMAZONIE .. | 5 750 F |
| PEROU | 4 750 F |

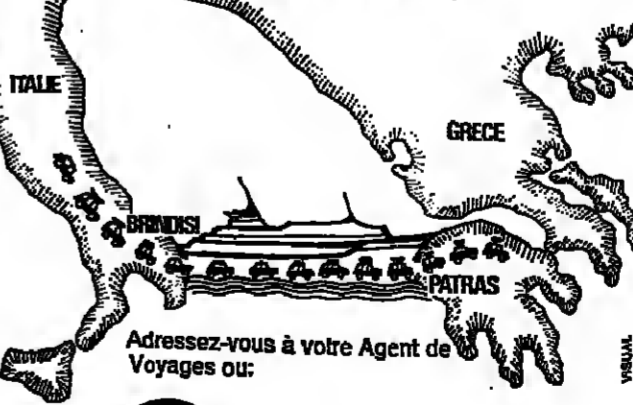
NOUVEAU MONDE 329-40-40
8, rue Mabillon, 75006 PARIS

un pont entre l'Italie et la Grèce

pour vous rendre plus vite et agréablement sur les lieux de vos vacances avec votre voiture.

Les nombreux car-ferries (M.S. Egnatia, Castalia, Appia, etc.) des compagnies H.M.L. et ADRIATICA assurent plusieurs départs quotidiens de Brindisi vers Patras, via Corfou et Igoumenitsa, avec un maximum de fréquence et de confort.

Prix à partir de 140 f (passagers) et 170 f (voiture).
50 % de réduction sur le passage retour de la voiture.
30 % de réduction pour jeunes et étudiants (suivant catégories).



Adressez-vous à votre Agent de Voyages ou :

Agent général H.M.L.
19, rue de la Michodière 75002 Paris
Tél. 742.22.84/073.60.45 -

Agent général ADRIATICA
5, bd des Capucines 75002 Paris
Tél. 266.00.90/266.46.50

سكنا من الامم

LE NEOUV

seurs d'Als

ETIQUE GYNEGÉTIQ

NATIONAL DES F

ieux de l'Angleter

tez en voiture

les car-ferries

THORES

WARRINGTON PARADE CAR FERRIES

10000 PARIS

LE MONDE DES LOISIRS
TÈRE NÉ EN 1939
que des vacances

ET DU TOURISME

VISITE AU PAYS DES AIGLES

Le Néouvielle au péril de la foule

C'est l'un des plus étranges des plus beaux paysages de France. Tout à l'heure, à 3000 mètres, pointe le Néouvielle d'où l'on aperçoit l'Espagne et, d'est en ouest, le déboulé grandiose de la chaîne des Pyrénées. C'est le pays des aigles, des vautours et des isards. A l'étage au-dessous, au milieu des blocs de granite, pointent d'énormes pins à crochets sept fois centenaires, refuges des coqs de bruyère. Puis voici l'océan des rhododendrons et — vingt cents mètres plus bas — cinq cents autres espèces de plantes. Enfin, comme sentinelle sur ce paysage d'altitude, des diablons de lacs et de tourbières où grouillent poissons, reptiles et batraciens.

Cet admirable musée vivant est aussi une mine d'observations pour les scientifiques qui, dès 1935, ont obtenu que, sur 2300 hectares, — un mouchoir de poche, — le secteur du Néouvielle soit classé en réserve naturelle. Bien entendu lorsque fut créé, en 1967, le Parc national des Pyrénées, sur 40 000 hectares, on lui accolait la réserve qui en forme aujourd'hui l'extrémité orientale.

Une route montait déjà jusqu'au lac d'Ordon, au pied de la réserve. En une heure, sac au dos, les marcheurs grignolaient le paradis. C'était encore trop sans doute. On a prolongé le ruban de goudron sur 7 kilomètres. Sans consulter le ministère de l'Environnement. Puis, comme elle était d'utilité publique, on a classé la route en chemin départemental. Arrivant par trois-tourées entières, les visiteurs ont afflué : 280 000 en 1976. Les gardes du parc ont passé trois semaines à ramasser leurs papiers gras et leurs boîtes de conserve. Le tintamarre des autos gêne la reproduction des animaux, le piétinement des touristes écrase

la flore. La réserve du Néouvielle paraît condamnée à mort. Cependant, comme le rapporte notre correspondant dans les Hautes-Pyrénées, Gilbert Dupont, le Club alpin français, fort de ses quatre vingt mille adhérents, va tenter de sauver la réserve. Au cours d'une conférence de presse, le mercredi 19 avril à Tarbes, M. André Etchelecou, maître-assistant à l'université de Bordeaux, a déposé le plan de bataille du CAF. Il s'agit d'abord de stopper la circulation sur la route menant du lac d'Ordon au cœur de la zone protégée. Une requête a été adressée dans ce sens par le club alpin au préfet des Hautes-Pyrénées, le 23 mars dernier. Four l'heure, aucune réponse.

Les défenseurs de la montagne demandent également au conseil général de bien vouloir déclarer la route pour lui être son caractère de voie publique. L'assemblée départementale sera saisie de ce problème lors de sa session d'automne. M. Etchelecou est prêt à venir plaider la cause de la réserve devant les conseillers généraux. Au cas où ces deux démarches n'aboutiraient pas, le CAF engagerait une procédure devant les tribunaux administratifs. « Notre dossier juridique est constitué », a dit M. Etchelecou. La construction de la route a été entachée de plusieurs irrégularités. Elle est plus longue que le conseil général ne l'avait décidé ; elle a été prolongée sans l'accord du ministère compétent ; elle ne remplit aucune mission d'intérêt général puisqu'elle ne sert ni aux bergers ni aux agriculteurs de montagne, mais seulement aux touristes qui concourent à la destruction de la réserve, ce qui est contraire à toute la législation de protection.

DEVENEZ VOTRE PROPRE CAPITAINE A BORD D'UNE DE NOS BARGES SUR LA MAGNIFIQUE RIVIERE SHANNON, EN IRLANDE. Sans permis, sans formalités. Vous serez libre d'aller où et quand bon vous semble. Vous découvrirez les villages tranquilles et ferrez la connaissance du peuple irlandais et accueillant. Nos barges modernes et luxueuses à 4, 5, 6, 7 et 8 cabanons vous attendent. Pour plus amples détails, écrire à : Emerald River Line Dept. St. James Gate, Dublin 8 (Irlande).

jsf VOLS SPECIAUX PARIS MEXICO A.R. 2.650 F MONTRÉAL 1.340 F NEW YORK 1.515 F LIMA 2.490 F CARACAS 2.800 F

USA 281 PAPOOSE PST 2.960 F MEXIQUE 101 1.110 F CANADA 201 Circuit Ecologique 3.190 F VENEZUELA 291 4.330 F PEROU-EQUATEUR 221 7.660 F

Les chasseurs d'Alsace veulent convaincre ou vaincre

(Suite de la page 15.) Voilà un an les chasseurs locaux avaient déjà, dans un souci de dissuasion que l'on devine, réclamé que tous les candidats adjudicataires soient soumis à un examen de haut niveau, mesure indispensable à leurs yeux, tant sont grandes les responsabilités particulières en matière

d'aménagement qui les attendent. Il est remarquable que dans cette mobilisation face aux « envahisseurs » déjà représentés largement d'ailleurs dans les départements de l'Est (1), les arguments, qu'ils émanent de chasseurs ou de protecteurs de la nature, se rejoignent, bien qu'ils ne soient pas tous inspirés

par les mêmes préoccupations. Une sorte d'union sacrée ? Ainsi, faisant profit des principes qui régissent les chasses de leurs voisins, l'Union des chasseurs de l'Est, qui regroupe mille trois cents domoiliés dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle, demande que l'on prenne les dispositions suivantes où l'on retrouve nombre de solutions avancées plus haut :

chasseurs soient mises en application. C'est aussi M. Christian Kempf, membre de la Société française pour l'étude et la protection des mammifères, qui déclare : « On ne vient pas en week-end tirer quelques coups de fusil. C'est contraire à l'esprit de la chasse alsacienne (3). » Angoisse, peur de lendemains qui les priveraient des fruits d'une passion qui touche à la raison d'être, le malaise est grand chez les chasseurs d'Alsace. Qui sait jusqu'où peut aller la rage de convaincre ou de vaincre ?

CLAUDE LAMOTTE.

LA POLITIQUE CYNÉGÉTIQUE DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

La prolongation de nuit à douze ans de la durée des heures de chasse en forêts domaniales vient d'être décidée par l'Office national des forêts. Au cours d'une conférence de presse, M. Yves Bétolaud, directeur général de l'O.N.F., a précisé que cette mesure, applicable dans la majeure partie des cas, entrera en vigueur lors de la prochaine campagne d'adjudication, qui se déroulera du 15 janvier au 15 mars 1979. L'O.N.F. a mis au point pour ces adjudications, a indiqué le chef du département « chasse et pêche », M. Lavigne, un nouveau cahier des charges qui prévoit l'indexation annuelle des prix de chasse qui était jusqu'alors triennale. Cette indexation, avec l'accord du ministère des finances, prendra en compte pour 50 % les salaires des gardes-chasse, pour 30 % l'indice I.N.S.E.E. des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles (P.I.N.E.A) et pour 20 % le coût des fermages.

La politique générale de l'O.N.F. en matière cynégétique, selon M. Yves Bétolaud, pour objectif de « réaliser un équilibre judicieux entre une faune sauvage abondante, variée et de la meilleure qualité possible, et des populations forestières et des cultures riveraines dont l'avancé et la pérennité ne seraient pas compromises ». Un tel équilibre sera recherché par la création de nouvelles réserves destinées soit à préserver des espèces en voie de disparition (têtards, goélands), soit à accueillir certaines espèces sur de nouveaux territoires (chevreuil, chamois, mouflon), soit à aider à la migration ou le nidification de l'avifaune migratrice.

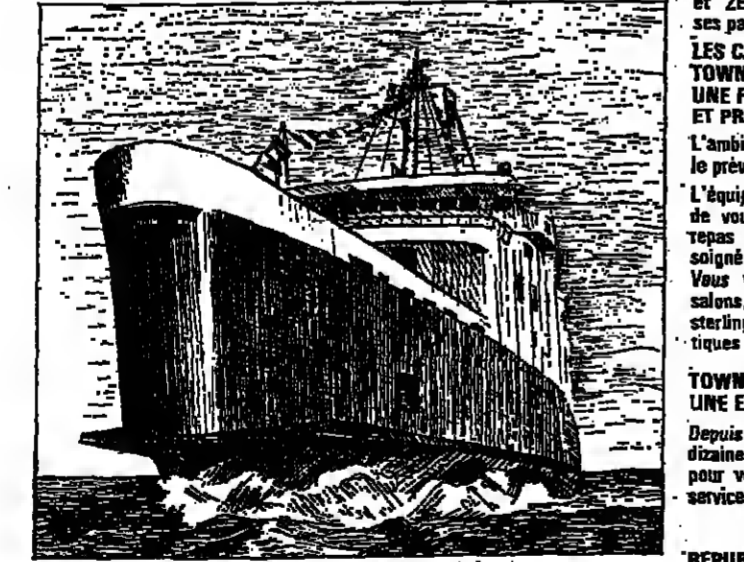
Les forêts gérées par l'O.N.F. représentent 8 % du territoire national, soit 1700 000 hectares domaniaux et des forêts communales, à raison de 2500 000 hectares. La surface totale des forêts métropolitaines a pratiquement doublé au cours du siècle écoulé.

Prendre conscience du danger

Tout autant, des naturalistes prennent position. C'est le professeur Ernest Hell, biologiste et spécialiste des cervidés, qui ne voit pas comment dans une gestion rationnelle la première place n'irait pas aux chasseurs locaux. Ce sont ces étudiants en sciences qui écrivent : « Pour que la chasse en Alsace reste et devienne le Grand naturaliste de Strasbourg appelle la population à prendre conscience du danger que court la faune régionale et demande que les mesures proposées par les fédérations de

profitez mieux de l'Angleterre partez en voiture avec les car-ferries TOWNSEND THORESEN

Vos vacances en Grande-Bretagne commencent avec TOWNSEND THORESEN qui vous propose le choix entre 5 ports au départ du continent et 4 ports d'arrivée en Angleterre.



Documentation couleur et tarifs sur simple demande. TOWNSEND THORESEN CAR FERRIES 41, bd des Capucines - 75002 PARIS Tél. : 261.51.75

TOWNSEND THORESEN : 8 LIGNES DONT 5 AU DÉPART DE LA FRANCE. Nous assurons jusqu'à 64 traversées par jour de continent vers l'Angleterre.

LES CAR-FERRIES TOWNSEND THORESEN : UNE FORMULE AGREABLE ET PRATIQUE. L'ambiance à bord est chaleureuse grâce à la prévenance de l'équipage.

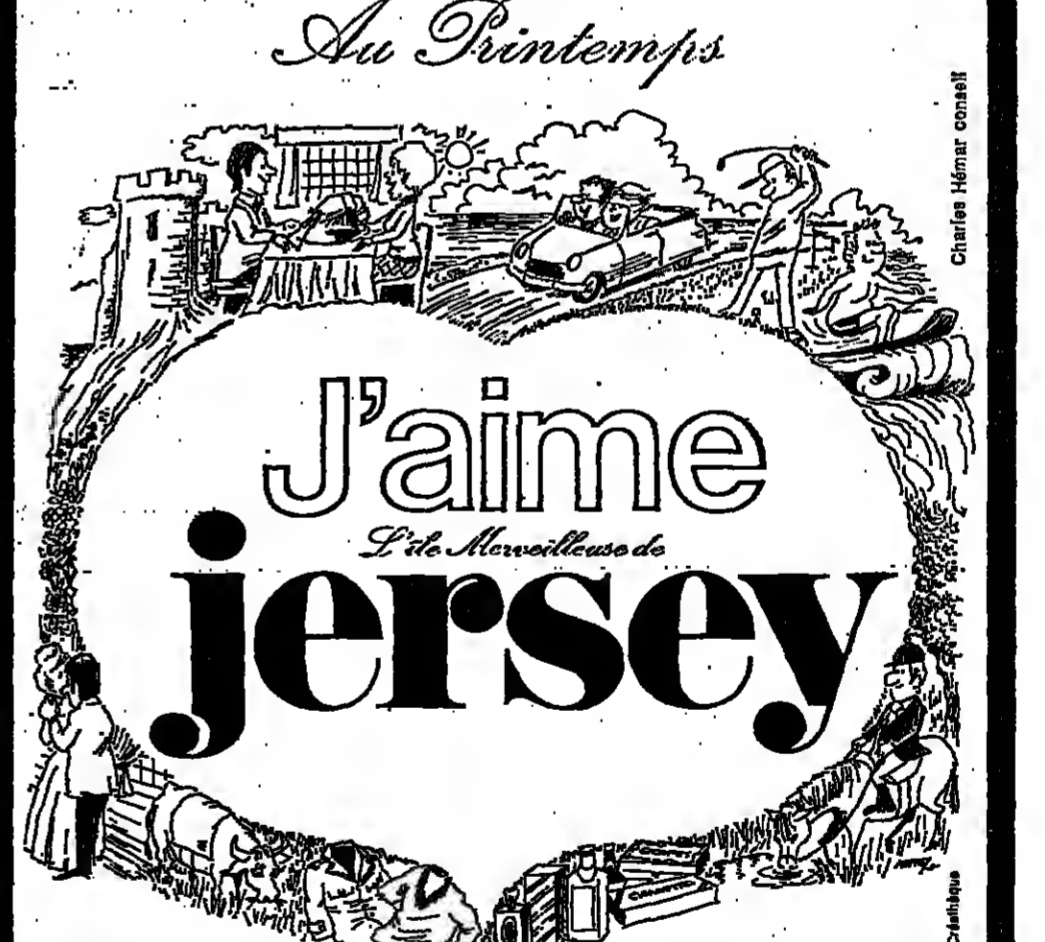
L'équipement raffiné de nos navires permet de vous rafraîchir au bar, de prendre un repas rapide au self-service ou un repas soigné dans l'élégant restaurant du bord. Vous vous reposez dans de confortables salons ; vous changez votre argent en livres sterling pour payer moins cher dans les boutiques et hors taxes à bord.

TOWNSEND THORESEN : UNE EXPERIENCE INEGALEE. Depuis 50 ans, nous avons transporté des dizaines de millions de passagers. C'est pour vous la sécurité et l'assurance d'un service de qualité.

REPUBLIQUE IRLANDAISE VIA TOWNSEND THORESEN, agent général de la Compagnie B.I.A. Ligne directe de votre traversée vers l'IRLANDE sur les lignes : LIVERPOOL/DUBLIN et SWANSEA/CORK.

TOWNSEND THORESEN

J'aime Jersey... Comme nous, vous n'échapperez pas au "coup de cœur" pour cette petite île de 20 km sur 10 km, petit Etat indépendant rattaché à la Couronne d'Angleterre et ancré à 20 km seulement des côtes de France. Ensoleillement remarquable, fleurs à profusion, immenses plages de sable fin, hautes falaises couvertes de bruyère, campagne ravissante, petits ports de pêche... Les hôtels de très grande classe voisinent avec de charmantes petites pensions... Et dans la capitale Saint-Hélier un shopping "free of taxes" à faire rêver. Jersey vous attend dès demain. Tout y est doux : la nature, les gens... et les prix.



Jersey est présent Stand 1 H 48 à la Foire de Paris 29 avril - 15 mai

Consultez votre Agence de Voyages. Jersey par avion : Paris, grandes villes de l'Ouest. Par bateau, par hydrogasseur : Saint-Malo, Carantec, Portbail, Granville. Par car : Saint-Malo. BIA British Island Airways réservation 034.50.08

Ca marche pour les randonneurs

Un pont entre l'Italie et la Grèce

CIT

Construira-t-on au pied des Pyramides ?

LA RÉPONSE DU PROMOTEUR

Après l'article de notre correspondant au Caire Jean-Pierre Péroncel-Hugoz...

Nous souhaitons présenter à vos lecteurs une mise au point...

D'abord, les égyptologues s'accordent depuis longtemps pour considérer qu'il n'existe pas de tombes ou de lieux funéraires au-delà des tombes du pharaon...

Il faut signaler, enfin, que nous nous sommes cependant livrés à une ultime vérification consistant à effectuer des sondages dans l'ensemble des terrains prévus par le projet...

ou des objets seraient trouvés, afin de permettre aux archéologues de prendre toutes mesures utiles de protection.

L'article du Financial Post, de Toronto, dont votre texte se présente comme inspiré, est, en réalité, complètement détourné de son sens général...

En réalité, votre article s'inscrit dans le cadre d'une campagne dont les inspirations et les finalités sont aussi peu culturelles ou artistiques que possible.

Ce projet a été étudié dans tous ses détails au cours de trois années de recherches intensives, menées conjointement entre, d'une part, le gouvernement égyptien et ses meilleurs spécialistes en matière architecturale,

de notre société, dont le groupe emploie cinq mille personnes dans toutes les branches de l'industrie du tourisme, et qui comporte parmi les personnes qui en sont membres ou qui ont été associées avec elle dans certaines opérations des groupes financiers ou industriels considérables des États étrangers et même des congrégations religieuses.

« Garantie à perpétuité »

archéologique, etc., et, d'autre part, les plus grands architectes et hommes de l'art mondiaux, parmi lesquels l'architecte français François Spoerry.

Actuellement, les abords immédiats des Pyramides sont, ainsi que le mentionne d'ailleurs l'an-

teur de votre article, défigurés par des baraquements, des meubles lépreux et des ruines de casernes; or, grâce à notre projet, la nouvelle politique du gouvernement égyptien prévoit que l'ensemble du terrain compris entre les Pyramides et une bande de 2 kilomètres au début des Oases sera remis en état et transformé en réserve nationale.

Notre projet fournit donc en réalité une garantie d'invulnérabilité à perpétuité des pyramides, et même assure une véritable mise en valeur culturelle et historique de celles-ci.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, après avoir pris connaissance du texte de M. Gilmour, fait les observations suivantes :

Il est possible que d'autres « intérêts financiers » que ceux représentés par la Southern Pacific Properties aient souhaité se voir confier la réalisation du complexe touristique des Pyramides de Guizeh. Cependant, il semble que ce soit plutôt à la liberté d'expression renouveau que l'on doit attribuer le mouvement d'opposition à ce projet qui se manifeste avec de plus en plus de vigueur en Égypte au sein du gouvernement, au Parlement, dans la presse officielle et dans celle de l'opposition, à l'université, dans les corporations professionnelles, à la municipalité et au gouvernement de Guizeh, etc.

M. Miriti Boutros-Ghali, ancien ministre et ancien député égyptien, président de la Société d'archéologie copte, paraît résumer l'opinion de nombre de ses compatriotes lorsqu'il écrit : « L'Égypte a grand besoin de peupler et de planter ses déserts, afin de nourrir sa population grandissante, mais pas le désert des Pyramides, et pas en golf et lac artificiels ».

prouvé les plans de la Southern Pacific. Mais l'ordre des architectes et ingénieurs égyptiens, sans parler de la Cour des comptes du Caire, ont émis des opinions tout à fait défavorables à l'encontre du projet. MM. Jean-Philippe Lauer, architecte chargé depuis cinquante ans de la restauration de la Pyramide de Saqqarah, et Jean-Leclanc, membre de l'Institut, secrétaire général de l'Association internationale d'égyptologie (qui compte environ deux mille affiliés) se sont montrés littéralement horrifiés en découvrant le plan d'aménagement touristique des Pyramides. Ils nous ont affirmé, comme tous les autres égyptologues interrogés, que « la bande de désert d'une centaine de kilomètres de long allant d'Abou-Ranouch à Méidoun, et incluant Guizeh, appartenait à un même champ archéologique encore non totalement fouillé ».

Nous avons d'ailleurs pu voir les tombes pharaoniques découvertes lors des premières excavations entreprises pour implanter les villages touristiques sur le plateau de Guizeh. Il n'est même pas certain que la réalisation de ceux-ci entraînerait la disparition des sabanons privés qui délimitent déjà le site des Pyramides, puisque les six cents propriétaires de ces « chalets » ont opposé « par tous les moyens » au projet de la Southern Pacific.

Des « architectes et hommes de l'art mondiaux », ainsi que « les plus grands égyptologues, aussi bien à Londres qu'au Caire » (Desquels ?) ont peut-être ap-

Travailleurs algériens POUR DES VACANCES AU PAYS

L'été approchant, les travailleurs algériens résidant en France commencent à se préoccuper de leurs vacances au pays. Chaque année, ils partent par dizaines de milliers en bateau ou en avion retrouver pour quelques trop courtes semaines leurs familles et leurs villages ou leurs quartiers nataux.

Depuis plus d'un mois, des milliers de candidats aux vacances ont ainsi pris le chemin des agences de voyages, souvent tenues par leurs compatriotes. Ceux qui souhaitent transporter leur voiture de l'autre côté de la Méditerranée, ont décidé d'emprunter la voie maritime, n'ont pu encore retenir leurs places. La C.N.A.N. vient seulement de communiquer, avec plusieurs semaines de retard, ses horaires à la Société de navigation Corse-Méditerranée (S.N.C.M.), filiale de la Tramat, qui la représente en France. Cette dernière, qui assure elle-même chaque mois deux liaisons avec Alger et deux avec Annaba, met au point le calendrier définitif des rotations.

WEEK-END VERT au château de la Roche (Berry / Sologne) 300 F tout compris: Paris/Paris • Equitation Artisanat • Poney Valley • etc.

CARNET DE VOYAGES

La Chine en long et en large. — Lorsqu'on veut obtenir des visas, le plus simple est d'aller les demander là où ils se délivrent: à Kuoni France n'a pas hésité à le dépêcher l'un de ses collaborateurs à Pékin, d'où ils est revenu avec trois cent cinquante autorisations en poche. Moraliété, huit départs sont inscrits sur la brochure « Chine populaire, été-automne 78 », dont le premier est fixé au 24 juin.

Les plages Adriatiques dorées de Venise 100 km de pinèdes et de larges plages de sable. Une plage couronnée qui descend doucement vers la mer. Lido di Jesolo - Eraclea-Mare - Corfù et Bibione vers le Nord, Chioggia-Sottomarina et Rosolina Mare vers le Sud.

Cavaliers, venez smasher. 138F la semaine. A ISOLA 2000, il y a aussi un cinéma, des magasins, un sauna, une discothèque, des bals, des hôtels et des appartements.

Cette année en Israël... Et pourquoi cette année? Pour faire ou refaire connaissance. Voilà trente ans que les touristes français sont habitués à Israël. Trente ans: le bel âge de la jeunesse, le bel âge de la maturité.

Croisière en mer de Chine Bali-Java-Malaisie-Singapour Hong-Kong-Chine-Philippines-Borneo de 18 à 23 jours Paris/Paris: de 7400 F à 17800 F

WEEK-END VOILE SUR LA COTE D'AZUR 2 jours de croisière sur GIN FIZZ 10 couchettes 890 F* p. pers. PARIS-PARIS par AVION

Tempo... Enrichissement Riviera d'Emilia... Marche... (Large vertical advertisement on the right side of the page)

Handwritten text at the bottom of the page: 5000 من الاصل

ET DU TOURISME

PRINTEMPS DANS LES HIGHLANDS

« Rempportez une petite laine... »

PRINTEMPS tardif, printemps hâtif, mais printemps quand même : voici venu le temps des week-ends outre-frontières. Sur ce marché relativement étroit des voyages de fin de semaine, British Tourist Authority (B.T.A.) a décidé de promouvoir une destination originale : l'Écosse. Le week-end à Londres se développe sans encombre depuis dix ans. Les Highlands restent oubliés des agents de voyages et de leurs clients.

Pourant, 30 % des demandes de renseignements reçues par l'Office britannique de tourisme à Paris concernent la « vieille » Calédonie. Cent cinquante mille Français choisissent, chaque année, le pays des lochs, des fjords (estuaires) et des greens les plus verts du monde. La durée moyenne du séjour est d'une semaine. Alors pourquoi pas Edimbourg et ses environs le temps d'un week-end pour 900 F ?

Le charme de la capitale écossaise ne réside pas tant dans ses monuments. La flèche gothique à la gloire de Sir Wal-

ter Scott est, comme l'indiquent les dépliant touristiques, celui « qui se remarque le plus ». On peut aussi citer l'énorme colonne d'un gentleman du nom de Dundas à sa se faire élever par ses concitoyens à St Andrew Square en échange du don à la ville de son jardin et de ses maisons. On encaira le redoutable Farthington qui occupe la colline orientale de la cité.

La haute des collines

Le palais d'Edimbourg, résidence officielle de Sa Majesté la reine, repose de certaines fantaisies gothiques par son classicisme. Plus que les tapisseries, les peintures et les plafonds, on y admirera les superbes carreaux de Delft qui ornent les autres des cheminées. Une mention spéciale pour la galerie des portraits des Stuart : le roi d'Écosse d'alors tenait absolument à faire remonter le pouvoir de sa famille... avant Jésus-Christ ! L'artiste s'est plu à ce désir en répétant le même nez à travers ses toiles et, surtout, « en élevant qu'il qu'a s'a vols Stuart inconus », comme le note le cliché.

Edimbourg séduit le visiteur par la beauté des collines qui s'élèvent au-dessus de la ville. Les plus escarpées, d'entre elles, « la place d'Arthur », venue du port et du nord, voici la première qui porte la « new town » et ses rues tirées au cordeau entre Queen Street, George Street et Princes Street. Quartier résidentiel, la « ville nouvelle » est aussi le royaume du shopping où il est possible de choisir sur des « annuals » spéciaux un tartan en fonction de son clan. A condition de s'apprêter Bruce, Ogilvy ou Mac Farlane, bien sûr. Les touristes trouveront toutes les laines des montons d'Écosse — Dieu sait s'il y en a ! — sous toutes leurs formes : shetland ou cachemire, poil de chameau ou d'agneau, mohair ou tweed, pull, cardigan, robe, écharpe, béret. La foule des chalandes du samedi ne gâche pas les plaisirs des bonnes affaires, surtout quand on profite du calme de la zone piétonnière de Rose Street.

Dans un creux se nichent les jardins de Dean Street, qui partent à l'assaut du roc et de la « vieille ville ». Les immeubles noirs de lave, de suie et de tradi-

tion composent un ensemble minéral assis sur le fond vert des pentes herbeuses. Ici, plus d'angle droit, mais des lignes tordues et des escaliers rythmés par des placettes.

En haut de Royal Mile, « le château » accueille, en vrac, une école militaire de cornemuses, les bijoux de la couronne d'Écosse, un monument aux morts, un musée du costume militaire, une ravissante et minuscule chapelle romane du XI^e siècle fondée par la reine Margaret, et un canon qui tonne à une heure de l'après-midi parce que, d'après les Écossais, ça coûte moins de munitions qu'à midi.

Lorsque les magasins auront tiré leur rideau pour accueillir au milieu du week-end, lorsqu'il ne sera plus loisible d'acheter du whisky pur malt en bouteilles triangulaires, carrées ou rondes, les visiteurs étrangers pourront succomber à leurs démons familiaux.

N'importe qui peut apprécier les parcours de golf des environs d'Edimbourg. Il en coûte de 20 à 50 F pour la journée. Dans les

plus happés, il est recommandé de présenter une lettre émanant du président de son club français : cette introduction garantira aux hôtes écossais que l'animateur étranger ne joue pas de façon trop meurtrière.

Réservoirs, rivières, lochs, domineront aux spectacles de la montagne et de la colline l'occasion de faire connaissance avec les truites calédoniennes (50 F par personne et par jour). Le samedi demande qu'on lui consacre au moins une semaine, qui coûtera de 3 000 à 6 000 F par personne.

Enfin, ceux qui ont « les doigts verts » visiteront, avec un plaisir sans cesse renouvelé, les jardins botaniques, royaux, de curé et privés, où lupins, jonquilles et jacinthes composent leurs couleurs sur des partitions de gazon.

ALAIN FAUJAS.

* Office britannique de tourisme : 4, place Vendôme, 75001 Paris. Tél. : 266-47-00.
* British Caledonian : 5, rue de la Paix, 75002 Paris. Tél. : 261-50-21.
* Britair : 4, rue de Surène, 75008 Paris. Tél. : 265-52-14.

Atelier de poterie « LE CRU ET LE CUI »... accueille en groupe, toute l'année... les amateurs de 3 à 83 ans... 5, RUE LAFAYETTE, PARIS-8^e... Téléphone. (le soir) : 707-55-04

Istanbul 1190 FR
Tel Aviv 1450 FR
Ile Maurice 3 895 FR
PASSEPORT Lic A 899
137, rue de Rennes - 75006 PARIS
Tél. : 543-20-43
Parking P.N.A.C.

BOGOTA 2.980 F
RIO 4.150 F
Validité de 1 à 6 mois
Prix nets et définitifs
ALLER RETOUR
EL CONDOR
(Lic. A 899)
28, rue Tolbiac - 75014 PARIS
322-30-36 et 42

LE MONDE DES LOISIRS

Travailleurs algériens POUR DES VACANCES AU PAYS

L'Algérie propose aux travailleurs algériens des vacances au pays... Les vacances au pays sont une excellente occasion de retrouver sa famille et ses amis... Les tarifs sont très avantageux... Pour plus d'informations, contactez votre agence de voyage.

DE VOYAGES

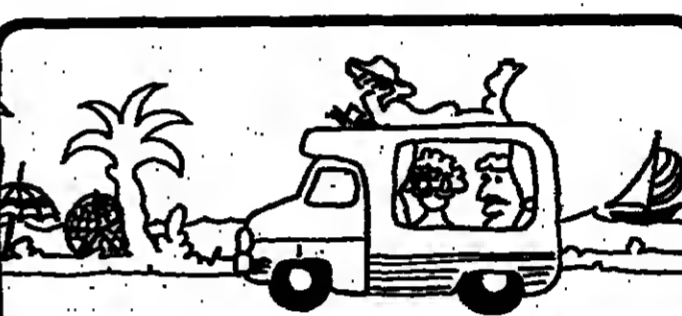
On a sorti de vieux bromures, décrochés, des cadres jaunés par les ans, bavardé, questionné : « Dites-nous ce qu'il y a de changé ici, à Saint-Christophe, depuis votre départ, comment c'était, ce qu'on faisait, ce qu'on disait, ce qu'on pensait... » La machine s'est mise à tourner, lentement, adroitement, même s'il y avait de temps à autre des « blancs » dans les souvenirs. De fil en aiguille, on a débouché, chercheurs et montagnards penchés sur des pages, la vallée, les sommets, les pentes, les maisons, sur une nouvelle lecture du paysage, qui a tout naturellement débouché à son tour sur les problèmes de sauvegarde.

LE PASSÉ DANS LES VITRINES DU PRÉSENT

(Suite de la page 15.)
On a sorti de vieux bromures, décrochés, des cadres jaunés par les ans, bavardé, questionné : « Dites-nous ce qu'il y a de changé ici, à Saint-Christophe, depuis votre départ, comment c'était, ce qu'on faisait, ce qu'on disait, ce qu'on pensait... » La machine s'est mise à tourner, lentement, adroitement, même s'il y avait de temps à autre des « blancs » dans les souvenirs. De fil en aiguille, on a débouché, chercheurs et montagnards penchés sur des pages, la vallée, les sommets, les pentes, les maisons, sur une nouvelle lecture du paysage, qui a tout naturellement débouché à son tour sur les problèmes de sauvegarde.

Railair Paris-Southampton
Le rapport qualité prix.
Réservations 934-50-08
ou votre agence voyage
BIA
British Island Airways.

Kathmandou Cachemire Rajasthan en un seul voyage
20 jours de Paris à Paris
Départs les 1-5-29 juillet de 7990 F à 8200 F
Jet tours à Montparnasse
Gemini Voyages
80 av. du Maine 75014 Paris
centre Gull-Montparnasse
M. 201.63.07
à Boulogne Sambat Tourisme
1 av. André-Morin 92100 Boulogne
médiocentre-Sambat
M. 805.3.190
surveys
AIR FRANCE



camping-car LUT la liberté
Assez de contraintes !
Vive les vacances libres, décontractées et imprévisibles !
Louez votre camping-car LUT et... bon voyage !
Pour recevoir une documentation complète sur la location des camping-cars LUT, remplissez le bon à découper ci-dessous et renvoyez-le à :
LUT 49, av. Aristide Briand 92120 MONTROUGE
M. Adresse

Croisière en mer de Chine
à Boulogne
Jet tours

Jet tours à Boulogne
Sambat Tourisme

WEEK-END VOILE SUR LA CÔTE D'AZUR
2 DUFOUR DE
GIN FIZZ
890 F*
PARIS-PAV
630 F*
PARIS-PARIS
737-2748

Marcheurs, venez nager.
Gratuits à ISOLA 2000 : les randonnées avec guide, le piscine, le tir à l'arc, l'école d'escalade, le tennis, le volley, le ping-pong, la gymnastique, la garderie d'enfants, le club junior.
Le soleil, c'est celui de la Côte d'Azur (Nice est à 90 km). Et le shopping italien est tout proche, on peut même y aller à cheval !
À ISOLA 2000, il y a aussi un cinéma, des magasins, un sauna, une discothèque, des bars, des hôtels et des appartements.
Prix par personne, dans un 2 places occupé par 4 personnes, du 25 Juin au 2 Juillet et du 20 Août au 3 Septembre.
isola 2000
Le soleil y est déjà
Maison d'Isola 38, rue de Liabonne - 75008 PARIS - Tél. 387.65.09

Enrichissez vos vacances Riviera Adriatique d'Emilie Romagne
Quelques bonnes raisons pour nous connaître
Visites aux monuments étrusques, byzantins, romans, médiévaux. Pêche en mer - Gastronomie - Shopping - Concerts dans la basilique - Excursions en colline et aux châteaux - Vins typiques - théâtre sur la place - bois, pinèdes et parcs - navigation sur le fleuve Po - artisanat traditionnel (céramiques, toiles imprimées, fer forgé, etc.) - centres historiques (Ravenna, Ferrara, etc.)
Voilà autant de motifs, joints à une mer calme et sûre, à 100 km de plages sableuses et ensoleillées, pour découvrir et aimer les localités de la Côte Adriatique.
STATIONS BALNEAIRES - Lido de Comacchio, Ravenna et ses plages, Cervia-Milano Marittima, Cesenatico, Gatteo Mare, San Mauro Mare, Bellaria-Igea Marina, Fimiri, Riccione, Miseno, Cattolica.
STATIONS THERMALES - Brisighella, Fiolo Terme, Bagno di Romagna, Castrocaro, Cervia.
Renseignements : EN.I.T. (Office National Italien de Tourisme) - Paris : 23, rue de la Paix - Nice : 14, av. de Verdun - Consorzio di propaganda, Collettiva Emilia-Romagna piazzale C. Battisti, Rimini.

trois petits tours au pays des 7 merveilles : la Flandre et le littoral belge
En un éclair (ou presque, la France est toute proche), vous vous retrouverez dans un fabuleux Brucel. Un plat pays avec ses plages aux dunes ondulantes, ses stations côtières et vivantes toute l'année, ses villes, Arrives, Bruges, Gand, d'un agencement des trèves artistiques, ces merveilleuses plus particulièrement mises en valeur cette année. Un week-end suffit, les distances sont courtes et les communications faciles.
Pour en rêver avant d'y aller, demandez toute la documentation dont la Flandre, les Villes d'Art, les 7 Merveilles, etc., et des suggestions de séjours avec forfait.
Office National Belge de Tourisme (Service MO) 21, bd des Capucins / 75002 Paris / Tél. 075.44.30

Tennismen, venez grimper.
Gratuits à ISOLA 2000 : le tennis, l'école d'escalade, la piscine, le tir à l'arc, les randonnées avec guide, le volley, le ping-pong, la gymnastique, la garderie d'enfants, le club junior.
Le soleil, c'est celui de la Côte d'Azur (Nice est à 90 km). Et le shopping italien est tout proche, on peut même y aller à cheval !
À ISOLA 2000, il y a aussi un cinéma, des magasins, un sauna, une discothèque, des bars, des hôtels et des appartements.
Prix par personne, dans un 2 places occupé par 4 personnes, du 25 Juin au 2 Juillet et du 20 Août au 3 Septembre.
isola 2000
Le soleil y est déjà
Maison d'Isola 38, rue de Liabonne - 75008 PARIS - Tél. 387.65.09

LE MONDE DES LOISIRS
DUP DE BON SENS
ROMÉO-FOX

ET DU TOURISME

FERIA DE SEVILLE

SEÑORITAS ET VAGABONDS DANS LE MÊME SOLEIL

SEVILLE, avril. — Quel est plus beau que celui de la fête ? Quel est plus grand dans un peuple que de savoir ensemble et librement vivre une tradition mouvante et une sociabilité créatrice, rita gravement de soi et de ce qui vous a fait ce que vous êtes ? Cette Espagne qui se libère ardemment de mois en mois du vieux corset féodal, militaire et clérical, réécrit son mode populaire, égalité, les rites de son passé ; et, de sa liberté paisante, offre fait un balancement.

de l'Alcazar et de San-Fernando, la feria sévillane se déroule en un ampleur, un spontanéité, un vif intérêt. Nequere, sur le noble paseo à portée d'accolade des ramparts de Séville et de la Bodega de Lillas Pastia, n'importe quel touriste barichon pourra se prendre pour Escamillo. Désormais, il lui faut se croire simplement en Espagne, au milieu des Espagnols. Et pour être un peu moins attentif de Séville sur leurs beaux chevaux de la Marzana n'en ont qu'un plus vives. C'est le feria pour tout un peuple, saforitas et vagabonds, ouvriers et techniques mêlés.

se déroulent sous nos yeux le panorama ample et noble, le plus lyrique que puisse découvrir regard d'alloctone : car l'Alcazar va à la terre et aux eaux et aux gens d'Espagne s'étant qu'aux fêtes qu'ils ont inventées. Les corridos, pourtant ? Des cinq soirées que nous avons vues : le mémoire ne garde le souvenir d'aucun taureau, mais celui de plusieurs toreros : un banderillero exceptionnel, Pirri, qui fut acclamé le 18 avril comme eul saut le faire ce public sans égal ; un cavalier, le jeune Portugais José Moura, qui, dans un savante qui m'adresse personnellement assez peu, li montre d'une aisance et d'une maîtrise éblouissantes ; et cinq ou six matadors : José-Mani Manzanera, artiste raffiné au style le plus sé, le plus coulé qui soit, Mateo Cortés, qui tenta l'impossible face à l'un des adversaires les plus redoutés qui aient paru sur ce sable, et surtout trois matros, qui, chacun à sa manière, marquèrent le feria : le Gitano Rafael de Peule, le Castillan Viti, l'Andalou Paquirri. Trois hommes, trois climats, trois tempéraments,

on dirait même trois taureaux-machés. Du premier, on peut dire qu'il en fit le poète. Du second le docteur. Du troisième le champion (dans un genre qui n'en devrât pas comporter). S'étonnerait-on que cet ordre d'énumération voulu par la chronologie soit aussi celui des ordres de mérite que l'on s'accorde sur ? Quand Rafael de Peule (- Rafé) comme on dit chez les siens à Jerez), quand « Rafé » reçut le taureau de Marie Petharés dans les pils de sa muette tenue à deux mains, comme pour saisir à bras-le-corps et à mort ce taureau, fêter mieux et plus longtemps et plus volontiers l'animal, quand il entama ainsi ce long accord complexe qui est celui de la guitare dans le creux du bras de Segovía, des deux danseurs flamencos face à face, dans à trois, quand il embarqua ainsi le taureau dans son long mouvement allongé par sa silhouette affaissée de danseur de taverne, le tempo s'arrête. Ce qui ne se passe ainsi qu'une fois, deux fois l'an, s'accroît.

La triomphal, l'ébouriffant Paquirri

On dit que ce Gitano ne soit pas torero, c'est-à-dire matriser, guider, dominer un taureau par le logique et le technique, qu'il ne soit que le charmer, que faire des passes, imbriquer de plastique et d'effets. Le 18 avril, dans le soleil couchant, celui qu'on ne peut voir qu'au sud du Guadalquivir fut très exactement l'enchanteur. Du taureau envoûté et du public ébahi, en proie à la jubilation. Ces quelques minutes-là valaient bien le voyage à Séville.

Il paraît ce Gitano et genoux devant l'entrée du toril, balayant l'arène de ses larges alarabados, et le taureau monte d'un coup de tête, quand il est avec une impression de facilité prodigieuse. Quantité plus que qualité, démesure, prodigalité de gestes, d'effets, baroquisme à bon marché ? Au jansénisme du VII, il était difficile d'opposer ce ruissellement inspiré des idées d'églises sévillanes de Chiriquero, Verónica, Alameda ? Qui, mais il est qu'il Paquirri, si maître de son jeu, si dominé.

Deux jours plus tard, pourtant, le maître castillan Santiago Morin, dit El Viti de Salamanca — où une chaire de tauromachie appliquée dans l'université de Séville — présida le grand séminaire qu'est l'encierro. Un encierro devant un jour être créé pour lui, — étole devant le taureau corvetero sa maîtrise un peu pédante, un peu tardif, un peu collet moifié et didactique, cette tauromachie de l'homme à la trépass monothématique ou corrélatrice, qui litte un peu quand elle se rappelle à l'ordre, mais un peu moins formidables que les Serrazins qu'entraînent le Cid campador. Mais quelle quelle, quelle tenue, quelle réponse à ceux qui ne volent dans la tauromachie que cirque et boucherie ! La grece docteur de Salamanca donna le comme une anthologie de vingt ans de combats sévillans où s'alignent ce sens de « temple », l'accord entre le geste de l'homme et l'élan du taureau, chef de la grande tauromachie. Merci, docteur ! La leçon était belle. Si belle que le public andalou, léry de grâce figure et d'élégance laventive, déclame cette rigueur venue du Nord.

Je n'ai pu aller à la feria de Séville, mais j'ai pu aller à la feria de Madrid, à la feria de Valence, à la feria de Saragosse, à la feria de Grenade, à la feria de Cordoue, à la feria de Séville. C'est une fête qui se fait partout en Espagne, et elle est toujours la même. Elle est une fête de la terre et de l'homme, une fête de la vie et de la mort. Elle est une fête de la liberté et de la discipline, une fête de la joie et de la tristesse. Elle est une fête de l'homme et de la bête, une fête de l'homme et de l'animal. Elle est une fête de l'homme et de l'homme, une fête de l'homme et de l'homme. Elle est une fête de l'homme et de l'homme, une fête de l'homme et de l'homme.

La gloire de l'Andalous

Ce qui aura marqué cette année le feria de toros, ce n'est pas tant le déséquilibre entre les bêtes et les hommes, de long-temps établi (au moins depuis trente-cinq ans et le règne de Menelao), mais la modification de ce déséquilibre. Depuis quelques années, les taureaux avaient tendance à tomber. Cus le cause en soit leur régime alimentaire, la livre apte ou — théorie d'un bon expert, notre confrère Georges Dubois — l'excès de sévérité d'où vient le constamment effectuant la résistance de ces aristocrates amoureux, comme naguère celle des infants royaux, cette faiblesse défigurait honteusement un combat inventé par l'homme, et pour l'homme. Cette année, on e vu des taureaux aux pattes plus assurées ; mais leurs efforts graçant le sol signalaient une grave manœuvre qui est chez cet animal le forme élémentaire de l'objection de conscience. Telle corria portant la marque du grand Antonio Ordoñez et de ad ille fut à le jeu romanche de qu'est à le boxe le combat des Lumières de la ville. Signe de retour, d'appauvrissement ? Voici venu peut-être le temps des taureaux de gouttière qui, nous dit un ami andalou, rabâtaient les nobles arènes sévillanes au rang de collas de Torremolinos.

serait fauve de la pieza qu'elle se déroule ; mais dans tout le pays alentour où, en présence et avec la participation de tout ce que l'Europe compte d'officionados cette année, lie venaient notamment des clubs de Londres et de Manchester, sont organisés chaque jour des tertias (essais) où les vachettes qui dans l'entourage les animaux combattants affrontent cavaliers et toreros à pied, désempés. Chez José Marube, propriétaire d'un élevage qui fut volé un demi-céleste l'un des plus fameux et "répand" petit à petit son lustre, et chez Luis Algarrá, qui vient de partager avec le madao Juan-Pedro Domeca, nous avons vu charger des bêtes (hires dans de petites arènes de campagne ; nouvelles de chambre de la tauromachie. Le domaine de Marube semble dessiné par ou pour Marimón.

Que de soins pourtant pour préserver le race qui, de Jerez à Algeiras, et fait le gloire du taureau de combat andalou. A Séville une feria de taureaux, ce n'est pas seulement dans le

Pour aller en Corse
4 lignes de car-ferries
à partir de la riviera italienne :
GENES - BASTIA
LIVOURNE - BASTIA
SAN REMO - BASTIA
SAN REMO - CALVI
corsica ferries
"l'autre solution"
bars, restaurants, boutiques hors-taxes, etc...
SOGEDIS B.P. 239 20294 BASTIA
et toutes agences de voyages

SUISSE+ LA BONNE ADRESSE
EDUCATION INDIVIDUALISÉE AU BORD DU LAC LEMAN, SUISSE. Ecole privée, de la classe enfantine à l'entrée aux universités ; • Maturités fédérales suisses • Baccalauréats International • American High School • General Certificate of Education • Tous les sports. Yves Le Pin, dir., répondra volontiers à toutes vos demandes de renseignements ; ECOLE NOUVELLE, CH-1012 Châtigny-sur-Lausanne 41, tél. 1941/21-22-23-24.
CHAMPEY - 1.500 lits. Calme et nature au cœur d'une authentique station valaisanne. Après une journée en promenade (200 km) au centre sportif (12 tennis, 2 piscines chauffées, patinoire d'été, curling, etc) aux sommets (école d'alpinisme), OFFICE DU TOURISME, CH-1874 Champey, téléphone : 1941/25-81-41.
1.500-2.200 m. Vallée Lémont - ETE-HIVER LA NATURE A VOTRE PORTÉE. Piscine, tennis, pêche, Têtiège, 200 km de promenades balisées. Pension complète de 20 F.S. à 80 F.S. par jour. OFFICE DU TOURISME CH-1888 Champey-lac, tél. 1941/26-13-27.
HÔTEL VICTORIA LAUSANNE
190 lits tout confort dans situation très tranquille Bar-Dancing et La Paddock R. Haebler, propriétaire, av. de la Gare 46, tél. 1941/21-20-27-71 en face de la gare centrale.

une vie folle de soleil, de détente, et d'évasion...
Rif Djebba au Maroc
Pour 1 semaine :
Paris-Paris à partir de : 1.590 F.
Lyon-Lyon à partir de : 1.460 F.
Un village de vacances typique. La Méditerranée à la marocaine.
Voile et ski nautique gratuits. Piscine et pataugeoire. Club-enfants. Bar, soirées, night-club, excursions.
Pour vous procurer notre brochure, adressez-vous à nos bureaux de Paris ou de Lyon ou envoyez-nous le coupon ci-dessous.
voyages vacances tourisme
5, bd de Vaugirard 75015 Paris tél. : 538.20.00
11, quai des Célestins 69002 Lyon tél. : (78) 37.83.90
Bon pour une brochure gratuite M 3
Nom : _____
Adresse : _____

allons à MOSCOU
LENINGRAD-VLADIMIR-SOULZAL
9 JOURS PARIS 2.765 F.
MOSCOU ET LA SAINTE-RUSSIE
15 JOURS PARIS 4.235 F.
MOSCOU ET L'ASIE CENTRALE
15 JOURS PARIS 4.235 F.
FRANCE VOYAGES
74, RUE OLIVIER DE SERRES
PARIS CEDEX 13 - 75013
PORTES 21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32

KUONI le spécialiste du voyage long courrier vous propose :
La Chine populaire
départ le 24 Juin 1978
Pékin/Shanghai/Canton/Hong Kong
20 jours Paris - Paris 10 950 F
KUONI dans toutes les agences de voyages

TURQUIE 8 jours 1180 F
Yannopoulos U.R.S.S.
Orléans 8 J. 1.185 F 15 J. 2.785 F
Cannes 8 J. 1.200 F 15 J. 2.850 F
Marseille 8 J. 1.200 F 15 J. 2.850 F
Cannes 25 J. 4.800 F
Bordeaux 8 J. 1.045 F
Marseille 8 J. 1.325 F Tunisie 8 J. 1.230 F 14 J. 2.900 F
et : Brésil, U.S.A., Pérou, Bolivie, Scandinavie, Philippines, Thaïlande, etc.
Prix comprenant : voyage par avion, séjour en hôtel ou centre de vacances, ou circuits découverte. Vols à tarifs réduits ou vols spéciaux.
payscope international
6, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.02
Veuillez m'envoyer gratuitement votre brochure «Voyages 78»
nom : _____ prénom : _____
adresse : _____ ville : _____ code postale : _____
des prix pour aller plus loin plus longtemps

la République Démocratique Allemande
un nouvel horizon touristique et des formules originales pour le découvrir.
Voyages et séjours pour touristes individuels ou groupes. Séjours de 4 à 14 jours permettant de découvrir les curiosités et villes les plus importantes : Berlin, Dresde, Meissen, Leipzig, Weimar, Erfurt, Eisenach, Wittenberg, Potsdam.
Départ de Berlin, de nuit à septembre, tous les jours pour les circuits de 3 jours et tous les 2 jours pour les autres circuits.
Prix par personne, Berlin/Berlin, avec voiture ou en autocar, à partir de 170 F.
Voyages spécialisés
Différents thèmes sont proposés aux amateurs de musique, d'architecture ou de chemins de fer.
Pour tous renseignements, consultez votre agence de voyages ou :
REISEBURO
Direction générale : BP 77 - DDR - 1026 BERLIN (R.D.A.)
Tél. 2150 - Téléfax : 114652
DOCUMENTATION "R.D.A. 78" à adresser à :
Nom : _____
M : _____
Adresse : _____



ZERMATT, 1620 m, au pied du Cervin, Vasolet sur mesure. La station sans automobiles. Nombreux moyens de transports dans la région des excursions. 300 km de sentiers pédestres. 8 pistes couvertes privées, 1 bois saulé, cannes et centre fitness, bois de curling, tennis et Parcours-Vita, 50 hôtels, pensions, appartements, 252 d'été, 9 hôtels. 3000-3000 m. Office du Tourisme, CH-3929 Zermatt, téléphone 1941/26/27 13 51. Tél. 39 133.

SAAZ-FEE, 1800 m. Sans voitures. En hiver : skis, ski de fond, de lais, de Frs. 275 - à Frs. 480. (hôtel, passeport de ski, piscine, tennis). Tél. 1941/26/27 14 57.

VERBIER, 1500-2023 m. «FITNESS +NATURE» au cœur des Alpes les plus merveilleuses de Suisse. Office du Tourisme, CH-1938 VERBIER, tél. 1941/26/27 15 22.

GRANDES-MONTAINES, 1500-3000 m. La terrasse la plus ensoleillée de Suisse et Seminars à la carte: GOLF - PROMENADES - TENNIS - PATINAGE - SKI d'ÉTÉ - 0191 (activités dès Frs. 195. - (d'été)). Renseignements et prospectus: OFFICE DU TOURISME CH-3962 CRANS Tél. 1941/27/41 21 22 CH-3962 MONTANA Tél. 1941/27/41 30 41

TORIGNON, 1200-2000 m. Balcon sur la mer Léman. Vacances actives, tennis, piscine, voile sur le lac Léman (à 20 min.), pêche. Tél. 1941/27 57 57.

Renseignements: Agences de voyages Office National Suisse du Tourisme à Paris (2e), 71bis rue Scribou, ou Union Valaisanne du Tourisme, CH-1951 Sion.

LEOCHE-LES-BAINS, 1411 m. Station thermique et climatique. 14 bains thermaux couverts et 9 en plein air. Clinique pour rhumatisme. Halls de sports. Remontées mécaniques. Office du Tourisme, tél. 1941/27/31 14 13.

REGION D'EVOLINE
 Station 400-hiver. Air pur, costumes et traditions, promenades variées, excursions, alpinisme, centre alpin des jeunes.
 Office du Tourisme Tél. 1941/27 12 33
EVOLINE (1380 m) 83 12 33
LES HAUGRES (1460 m) 83 12 29
AROLLA (2000 m) 83 12 78
LA SAGE, LA FORCLAZ,
VILLA (1700 m) 83 12 87

ANZERE, 1500-2000 m, quatre saisons, à 15 km de Sion, routes d'accès faciles, climats ensoleillés sur la vallée du Rhône. Grande variété de sites de ski et promenades balnéaires. Piscines. 80000 appartements et chalets, hôtels, pensions. Ambiance sympathique sur la place du village (sans voitures). Office du Tourisme, CH-1972 Anzère, tél. 1941/27/28 25 10

SIERRE-SALOUENEN, 620 m — Station climatique, 14 hôtels et sans Lacs, piscines, 4 campings. Office du Tourisme, tél. 1941/27/35 01 70/71, tél. 35 330

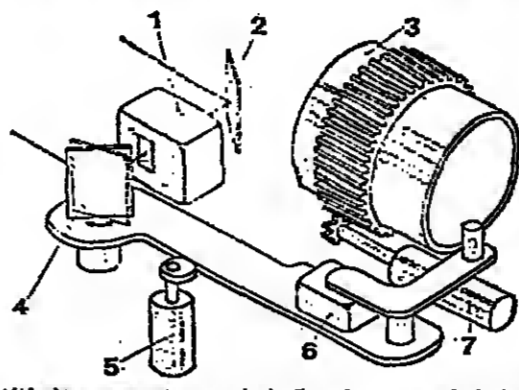
ST. NICOLAS, 1100 m — Herbergiers 7000 m. Garantie, 1600 m d'altitude des vacances reposantes proche des grandes stations. Office Tourisme, tél. 1941/26/56 16 15

Nom _____
 Adresse _____
 Lieu _____

Photo-cinéma

Des super-8 qui prennent leurs distances

Des informations provenant de Tokyo et de l'exposition de matériel photographique organisée au début de ce mois à Chicago par la Photo Marketing Association font état du lancement de plusieurs caméras super-8 à mise au point automatique de la distance. Sur ces appareils, le cinéaste n'a donc plus à tourner de bague sur l'objectif pour obtenir une image nette en fonction de la distance à laquelle se trouve le sujet.



LES nouvelles caméras sont produites par les principaux fabricants japonais. Il s'agit de l'Elmo 3000 AF, modèle sonore d'Elmo Company, à Nagoya; Sankyo ES 88 XL-NAF, autre modèle sonore de Sankyo Sanki Company, à Tokyo; Fujica 300 AF-S, également sonore, mais destiné au procédé dit « simple 8 » particulier à Fuji Photo Film, à Tokyo. Une autre firme, Chicon International Corporation, aurait également réalisé un prototype de caméra à mise au point automatique, mais n'a encore diffusé aucune caractéristique de l'appareil.

Ainsi, apparaît ce qui va être le nouvel argument de vente des prochains mois : des caméras à mise au point automatique. Cette tendance s'amplifiera probablement à l'occasion de la prochaine Photokina de septembre, la plus grande exposition mondiale de matériel photo et cinéma, qui se tient tous les deux ans à Cologne (R.F.A.). Le lancement de ces matériels, toutefois, ne constitue pas une nouveauté technique.

En fait, à chaque Photokina, et depuis plus de dix ans, des construc-

Tout télémetre comporte un miroir fixe (2) et un miroir tournant (4). La rotation de ce miroir permet d'amener en coïncidence les deux images qui se forment au centre, sur un plan où l'on a placé un détecteur à deux cellules (1). Le signal électrique produit par ce détecteur est transmis à un moteur (7) qui règle l'objectif (3). Celui-ci, en tournant, commande la rotation du miroir (4) par l'intermédiaire de son moteur (5). Le rotation de ce miroir amène les images en coïncidence dans le détecteur (1). Les signaux électriques s'annulent, coupant l'alimentation des moteurs : la mise au point est achevée.

teurs ont présenté des prototypes d'appareils à mise au point automatique. Le plus connu fut le Canon Autofocus, petit appareil 24 x 36 exposé à la Photokina de 1963. A la Photokina de 1976, Pentax avait montré un reflex 24 x 36 équipé d'un système voisin. On peut encore mentionner le système A.I.R. (Automatisé Infrarouge Rangefinder) de Bolex, pour caméras 18 mm, présenté en 1968, la Bauer-Lonay, exposé en 1972, sur une caméra Bauer super-8, le Bolex L.R. (Laser Rangefinder), fonctionnant avec un laser (Photokina de 1972 également), le Letz Corrafot destiné aux reflex du type Leicafilm, qui fut en démonstration en 1976.

En 1976 encore, Sankyo avait présenté un prototype de sa caméra VAF. Depuis quelques semaines deux modèles figurent au catalogue de l'importateur français, les Sankyo XL-ES 44 VAF (prix : 2 500 F environ) et XL 400 S VAF (prix : 3 350 F environ). Au dernier Salon de la photo de Paris, en novembre, la firme japonaise Konishiroku Photo Industry avait montré durant quelques jours un petit 24 x 36 compact, le Konifca C 35 AF, comportant aussi une mise au point automatique.

cet instant que la mise au point s'opère sous l'action du moteur. Ainsi les amateurs ne doivent se faire aucune illusion, le système d'asservissement ne sera efficace que s'ils savent choisir le bon détail sur lequel l'appareil devra se régler.

Mais il y a plus : dans plusieurs hypothèses, l'appareil peut se tromper. C'est le cas, par exemple, lorsque le détail choisi pour la mise au point est fin et qu'il existe d'autres détails en avant ou en arrière qui se trouvent intégrés dans le champ de télémetre : les cellules « s'affolent » alors, ne sachant plus sur quel plan faire la point.

L'imprécision de certains réglages automatiques, lorsque le système ne peut pas travailler sur un plan de mise au point bien défini, peut ne pas être gênante si l'appareil est équipé d'un objectif grand angulaire dont la profondeur de champ est grande (cas par exemple des appareils 24 x 36 compact). Elle l'est, par contre, avec les longues focales (50 millimètres de caméra en position téléobjectif) ou lorsque la diaphragme employé est très souvent ouvert. Dans ces deux cas, la profondeur de champ est très faible et la mise au point doit être faite avec rigueur pour que l'image soit nette.

Dans ces conditions, et en admettant que les systèmes réalisés soient fiables (ce qui n'est pas certain pour l'instant), on peut s'interroger sur l'utilité réelle de la mise au point automatique pour les amateurs. Ne vaut-on pas leur faire payer une simple illusion ?

ROGER BELLOE.

Entrez par NEW-YORK, sortez par MEXICO.

Au choix, 7 bases pour l'arrivée ou le retour, à un prix charter.

| RETOUR | ALLER | NEWYORK | SAN FRANCISCO | MEXICO | MENIDA | CANACAS | BUQUITA | LIMA |
|---------------------------------|---------|---------|---------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| NEW YORK | 1.990 F | 2.000 F | 2.450 F | 2.550 F | 2.550 F | 3.540 F | 2.000 F | 1.900 F |
| SAN FRANCISCO | 2.000 F | 2.500 F | 2.500 F | 2.500 F | 2.500 F | 3.530 F | 2.000 F | 1.900 F |
| MEXICO | 2.450 F | 2.500 F | 2.500 F | 2.500 F | 2.500 F | 2.500 F | 2.000 F | 1.900 F |
| MENIDA | 2.550 F | 2.500 F | 2.500 F | 2.500 F | 2.500 F | 2.500 F | 2.000 F | 1.900 F |
| CANACAS | 3.540 F | 2.500 F | 2.500 F | 2.500 F | 2.500 F | 2.500 F | 2.000 F | 1.900 F |
| BUQUITA | 2.000 F | 2.500 F | 2.500 F | 2.500 F | 2.500 F | 2.500 F | 2.000 F | 1.900 F |
| LIMA | 1.900 F | 2.500 F | 2.500 F | 2.500 F | 2.500 F | 2.500 F | 2.000 F | 1.900 F |
| Nécessaire pour aller au retour | | 735 F | 1.990 F | 1.700 F | 1.700 F | 1.700 F | 1.950 F | 1.800 F |

Tarif minimum, départ Bruxelles, car inclus de Paris (A.R.).

SYTOUR : Les Chemins de la liberté. Pour visiter l'Amérique, il n'est plus nécessaire de tourner en rond, sous prétexte que "le New-York Aller-Retour" est à un prix imbattable. En vous offrant la possibilité de choisir votre ville d'arrivée comme celle du retour, SYTOUR vous trace les chemins de la liberté, au prix de charter.

Les Amériques "POUR TOUS"*** Plus de 35.000 personnes voyagent chaque année avec la Coopérative SYTOUR, dans des conditions optima de sécurité, avec un système de réservations informatisé. Quelque soit votre âge, SYTOUR peut vous faire profiter de tarifs charters sur plus de 9 destinations des Amériques.

*Tarifs ci-dessus. **Tarifs sur demande.

Les Amériques au prix du charter :

SYTOUR S.C.
 Belgique - Lie A Tour Operator 1246 - France Lie A 493.

BRUXELLES - Jeunes : T.E.J. - 20, rue de la Sablonnière - 1000 Bruxelles - tél. : 219.02.44
 BRUXELLES - Pour tous : A.C.L. - 4, rue de l'Association - 1000 Bruxelles - tél. : 218.58.84
 LILLE - TOURS 33/T.E.J. - 157, rue Nationale - 59000 Lille - tél. : (20) 54.55.60
 MONTPELLIER - ATOLL VOYAGES - 1, rue de l'Université - 34000 Montpellier - tél. : (67) 72.53.23
 NICE - ONCLE SAM VOYAGES - 39, promenade des Anglais - 06000 Nice - tél. : (93) 88.00.18
 PARIS - TOURS 33/T.E.J. - 85, boulevard St Michel - 75005 Paris - tél. : 329.89.50
 PARIS - M.D.V. - 24, avenue de l'Opéra - 75001 Paris - tél. : 296.14.12
 REIMS - TOURS 33/T.E.J. - 8, rue Chanzy - 51100 Reims - tél. : (26) 88.47.98

Je désire faire connaissance de façon détaillée, avec les Vols SYTOUR

Nom _____

Adresse _____

Jeunes - Etudiants - Enseignants Vols pour tous

Système américain

Ce qui caractérise les appareils et caméras à mise au point automatique lancés depuis le début de l'année ou devant l'être prochainement, c'est qu'ils utilisent tous le même système, réalisé par la firme américaine Honeywell sous le nom de Viatronic. Les autres systèmes, notamment la mise au point par laser et par infrarouge (Bolex notamment), par onde radio (Polaroid), par détecteur photoélectrique de contraste (Canon), n'ont jamais été commercialisés ou l'ont été sur des appareils spéciaux en raison de leur encombrement très important.

A la base du procédé Honeywell Viatronic, il y a l'image formée par un télémetre. Celui-ci, utilisé sur tous les 24 x 36 non reflex, dédouble l'image apparente dans la viseur lorsque la mise au point n'est pas faite sur la distance à laquelle se trouve le sujet. Les deux images viennent en coïncidence lorsque cette mise au point est parfaite.

Si deux cellules sont disposées à l'empilement où se forme cette image téléométrique, elles reçoivent alors la même quantité de lumière et émettent des signaux électriques identiques qui, utilisés en opposition, s'annulent. Lorsque la mise au point n'est pas assurée et qu'il y a

RÉSIDENCES secondaires ou principales
 Campagne • Mer • Montagne

Mer

OPPEDE Très beau mas caractéristique air 22.000 m². Prix : 600.000 francs.

DROME Propriété 100 ha - Mas caractéristique. Bergerie, sources. - Prix : 750.000 F.

CABINET ALPES PROVENCE
 42, avenue du Maréchal-Joffre, 34700 Cavailhon. Tél. (90) 71-23-31.

COTE D'AZUR
 GRACIEUSEMENT sur simple demande OFFI NICE (Nuitée basique) vous adresse son édition spéciale SÉLECTION VILLAS 06000 NICE. Tél. : (93) 87-19-07.

ROUSSILLON SAINT-CYPRIEN
 Belle villa réo., 4 p., dépend. tout conf. Matér. 1^{er} choix. Px 380.000 F
 ETUDE ARAGO, tél. 38-40-21
 66200 SAINT-CYPRIEN Plage

LES HAUTS DE ROUSSET VILLAGE PRÈS D'AIX-EN-PROVENCE
 DERNIÈRE TRANCHE : 10 VILLAS traditionnelles
 Situation dominante pinède Sud - Terrains closurés - Garage Cuisine équipée - Dépendances - 170 m² : 380.000 francs.
 Chemin de Sauveterre
 RÉALISATION VISCONTI, 13329 Sous-Bel-Air - Tél. 22-06-71

Quercy - MOISSAC
 Propriétés - Résidences
 Ag. LOUARD, 2, place R.-Dallier, 82 Moissac - Tél. : 04-03-13

ITALIE DES SIECLES D'OR: aujourd'hui en toutes saisons

L'art de l'hospitalité au pays de l'art

Dans ses vingt régions l'Italie vous propose, par dizaines, des villes belles comme des musées et animées comme des fêtes. Si vous connaissez les plus grandes : Venise, Florence, Rome, Naples, Palerme, etc., venez découvrir les autres. A l'infini, des paysages évocateurs sous les plus beaux climats, de merveilleuses plages sur 8.000 km de côtes, une cuisine savoureuse, la plus authentique folklore. Et encore : 1.335 terrains de camping, 45.000 hôtels, 180 ports de plaisance, 4 parcs nationaux, 6.000 km d'autoroutes dont 80 % font payer le tarif des deux-roues aux voitures immatriculées à l'étranger, et dont le réseau au-dessous de Salerne est gratuit.

Essence 30% moins chère pour les automobilistes étrangers
 Avant de partir : achetez vos bons d'essence à prix réduit dans les Banques et Agences de Voyages agréées.

Renseignez-vous à l'E.N.I.T. (Office National Italien de Tourisme),
 06048 NICE, 14, avenue de Verdun - 87.73.81 75002 PARIS, 23, rue de la Paix - 266.66.68

حکومتی الاصل

Grande-Bretagne - U.S.A. - Allemagne
 Une organisation spécialisée, sûre et sérieuse
 Tarifs tout compris au départ de Paris

ÉTÉ 1978 :
3 et 4 semaines à partir de 1 696 F } **PRIX pour l'Angleterre**

Association Linguistique et Culturelle Franco-Britannique (euroculture)
 11, rue de l'Anabette, 78200 MANTES-LA-VILLE - Tél. : 477-53-23

hors des sentiers battus



voyages vacances tourisme
 5, bd de Vaugirard 11, quai des Célestins
 75015 Paris 69002 Lyon
 Tél. : 538.20.00 Tél. : (78) 37.83.90

Bon pour une brochure gratuite G.V.
 Nom : _____
 Adresse : _____

SÉJOURS D'ÉTUDES ET DE VACANCES

Angleterre Séjours linguistiques pour élèves de 10 à 20 ans - Cours quotidiens - Sports - Animation
 Allemagne Espagne U.S.A. Ski-Club Vacances d'été Agr. n° 74059
ESTO 14, rue Clément-Marot, PARIS (8^e) - Tél. : 225-10-27

Parents ! Êtes-vous à la recherche du cours de vacances approprié pour votre enfant ?
LA FÉDÉRATION SUISSE DES ÉCOLES PRIVÉES
 vous renseignera volontiers
 48, rue des Volantes, case postale 171,
 CH-1211 Genève 6, Tél. 1941/22/23 57 06.

VACANCES VOYAGES 78

TOUS LES TARIFS DE L'ÉTÉ 78
 UN DICTIONNAIRE DES ORGANISMES DE VOYAGES...

les dossiers de **l'étudiant**
N° 4
 en vente partout 10 f.

OU SUR COMMANDE A L'ÉTUDIANT 7, RUE THOREL, 75002 PARIS, TEL. 236 94 41.

Veuillez me faire parvenir votre dossier "Vacances-Voyages" (à joint mon règlement, 10 F, à l'ordre de l'étudiant).

Nom Prénom
 Adresse

LA MER, LA CAMPAGNE

Les vacances : un moment privilégié pour respirer au grand air et se délasser les muscles. A la mer, à la campagne ou sur les côtes.

A la barre
 Centre nautique des Glénans. Grande variété de stages et de croisières de débutants ou de perfectionnement en Bretagne, dans le Languedoc, en Corse et en Irlande. Prix : de 590 F à 700 F pour une semaine et de 995 à 1 150 F pour deux semaines.
 * Ponton des Glénans, quai Louis-Briot, 75781 Paris Cedex 16. Tél. : 520-01-42.
 Centre d'études sous-marines (C.E.S.M.) Saint-Florent. Stages de voile en Corse, pour les jeunes de plus de dix-sept ans. Initiation, perfectionnement, régates, école de croisière. Du 3 juillet au 10 septembre. En externat, demi-pension ou internat. Prix : de 990 F (externat) à 1 480 F (internat) pour deux semaines. Croisière côtière. Prix : 1 060 F, nourriture non comprise.
 * 23, rue du Four, 75006 Paris. Tél. : 222-52-88. Base de La Roya, 20217 Saint-Florent (Haute-Corse). Tél. : (83) 37-00-81.
 Club nautique de Bréhat. Stages de découverte de la mer (navigation sur Optimiste et découverte du milieu marin, avec étude de la faune et de la flore) pour les enfants de dix à quatorze ans. Prix : 950 F pour deux semaines, tout compris, sauf le voyage. Ecole de dérivés pour les jeunes à partir de douze ans, et d'école-croisière à partir de

quatorze ans. Prix : de 1 000 à 1 250 F pour deux semaines. Stages franco-britanniques (à Jersey du 16 au 30 juillet) et franco-allemands (à Uting du 19 août au 2 septembre) pour les jeunes de quatorze à dix-sept ans. Prix : 1 150 et 1 480 F.
 * Ile de Bréhat, 22270 Bréhat. Tél. : (98) 20-01-59 et 20-00-49.
 Fédération unie des Auberges de jeunesse (F.U.A.J.). Stages de voile (initiation, perfectionnement, régates, croisière côtière) dans les Côtes-du-Nord, la Finistère, l'Hérault et les Hautes-Alpes. Prix : 619 F pour une semaine.
 * F.U.A.J., 8, rue Mesail, 75116 Paris. Tél. : 251-84-03.
 Jeunesse et marine. Voile pour les adolescents de treize à dix-sept ans. Découverte de la navigation et de la vie en équipage; entraînement à la croisière dans le Morbihan (Grolx), en Gironde (Hourtin) et près de Toulon (Saint-Mandrier). De juin à septembre. Prix : de 815 à 885 F pour deux semaines (voyage non compris).
 * F.U.A.J., 8, rue Mesail, 75116 Paris. Tél. : 251-84-03.
 Ligue française pour les Auberges de la jeunesse (L.F.A.J.). Initiation à la voile à Marennes-Plage (Charente-Maritime) en juillet et août. Prix : 740 F pour douze jours, comprenant hébergement en pension complète, école de voile sur Caravelle et Vaurien, assurance, voyage non compris.
 * L.F.A.J., 33, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : 548-89-84.

En plongée
 Centre d'études sous-marines (C.E.S.M.) Saint-Florent. Stages de plongée sous-marine en Corse, du 3 au 16 juillet et du 14 au 27 août. Prix : 1 580 F. Voile et plongée, du 17 au 30 juillet et du 31 juillet au 13 août. Prix : 1 530 F. Adresse ci-dessus.
 * 52, rue de la Glacière, 75004 Paris Cedex 13. Tél. : 336-05-20.

A la pagaie
 Unions chrétiennes de jeunes gens (U.C.J.G.). Canoë et randonnée en Ecosse pour les jeunes de quinze à dix-sept ans. Du 14 juillet au 8 août. Prix : 2 000 F tout compris.
 * 5, place de Violette, 75013 Paris Cedex 13. Tél. : 383-34-97.
 Union nationale des centres sportifs de plein air (U.C.P.A.). Randonnées en canoë et en kayak (descente de l'Allier, de l'Aveyron, du Lot, de la Dordogne ou du Tarn) pour les jeunes de quatorze à dix-sept ans. Du 2 juillet au 26 août. Prix : 770 F pour deux semaines. Adresse ci-dessus.
 * Chambry d'agriculture, route de Moyrazès, 12009 Rodez. Tél. : (65) 08-11-38.



LA CARAVANE CYCLISTE DES CLAJ

Sur deux roues entre copains

ELLE est disparatée et peu ordinaire, cette caravane de dix-huit garçons et filles âgés de quatorze à trente ans, juchés sur leurs bicyclettes, roulettis, parfois groupés, parfois échelonnés, selon la configuration du terrain, sur les routes pittoresques de l'Aveyron. Paris de Romans, ils accompliront 1 000 kilomètres en trois semaines, sous le « drapeau » de Koko, alias Jacques, personnage pittoresque et jovial, avec son âneron banné vert planté sur des cheveux noirs et emmêlés. Car ils sont loin d'être impeccables et tirés à quatre épingles, roulant parfois durant plusieurs jours sans rencontrer de point d'eau et faisant du « camping sauvage ».

L'aventure, c'est d'ailleurs moins le vélo - considéré comme « moyen de se déplacer » - que le fait de se trouver ensemble « entre copains », et surtout de nouer des contacts tout au long de la route avec les gens du pays. L'objectif des CLAJ (Clubs de loisirs et d'action de la jeunesse), qui organisent cette randonnée, est avant tout de rapprocher travailleurs des villes et travailleurs des champs. C'est ainsi que la caravane a rencontré successivement une famille d'anciens résistants du Vercors, les agriculteurs d'un G. A. E. C. (Groupe agricole d'exploitation en commun), des campeurs de Palavas et les « copains du Buhari », une auberge hippique située à 20 kilomètres de Boyne, sur la cause de l'usine, gens y vivant en collectivité, partageant leur temps entre le travail et l'auberge et des activités extérieures (ouvrir agricole, typographie, aide-soignant); seul moyen d'échapper à l'exode rural.

Au Buhari, la caravane a troqué le vélo contre le cheval, le temps d'une randonnée. Elle a participé à la construction de la future école et aux travaux des champs, avant de s'installer devant un gigantesque machoul.

« Construire un mur ou cueillir des haricots durant les vacances, ce n'est pas du travail. Ce n'est pas le même ambiance qu'à l'usine », explique Colette, ouvrière dans l'Est. Ces journées qui « prennent en main leurs vacances » ont d'ailleurs chacun leur tâche ou sein de la caravane : montage et démontage des tentes, ravitaillement, cuisine et vaisselle, rangement du matériel. A cela, il faut ajouter l'équipe des « mécanos » chargés de dépanner les bicyclettes lorsqu'un pépin se produit, et le « trésorier », responsable des finances. Corinne, jeune électromécanicienne, apprend ainsi « sur le tas » à gérer un budget.

Ce que les randonneurs apprécient avant tout, c'est la liberté : « Ours une colonie de vacances ou un camp d' « edes », c'est toujours les moniteurs qui décident; on n'est pas libre de s'exprimer, tandis qu'ici, on a droit à la parole. On se réunit tous les matins pour décider du programme de la journée », explique Pascal. « On apprend beaucoup au contact des autres, remarque Agnès, c'est une école vivante pendant les vacances. Pendant les vacances, certes, mais aussi après, car l'un des objectifs des CLAJ est la continuité. Cet hiver, on se retrouvera entre copains d'une même région pour d'autres activités.

MICHAELA BOBASCH.
 * Cet été la caravane cycliste des CLAJ parcourt la Bretagne au mois de juillet. Prix : 55 F par jour. CLAJ, 89, rue Condorcet, 75009 Paris. Tél. : 878-59-46.

Institut international « Le Rosey » - 1180 ROLLE
 Lac Léman - SUISSE - Tél. 1941/21/75 15 37

CAMP D'ÉTÉ
 pour garçons et filles de 9 à 15 ans
 DU 12 JUILLET AU 15 AOÛT 1978

Cours de méthodes et d'anglais avec méthodes audio-visuelles. Très vaste propriété avec 3 piscines et installations nautiques pour la pratique de la voile, du ski nautique et de l'aviron. Occasion unique de pratiquer des sports d'été favorisant intensément 19 sports au choix.
 Nombreuses activités et excursions

Pour l'anglais en Angleterre, choisissez
DE VRAIES ÉCOLES ANGLAISES

Regent School Séjours en collèges ou universités
 Nombre de Français limité

Anglo World
 Renseignements en France :
 Nadine HARK 56, rue de Chezy
 92200 Neuilly - 747.70.16

PRÉPAREZ VOTRE SÉJOUR EN GRANDE-BRETAGNE

e.h.h.
english home holiday
 SÉJOURS LINGUISTIQUES EN GRANDE-BRETAGNE

vous y aide avec une cassette longue durée et une documentation détaillée qui seront envoyées gracieusement à tous les élèves étudiant l'anglais qui nous en feront la demande, jusqu'à épuisement du stock existant

Utilisez le coupon ci-dessous
 Veuillez m'adresser gracieusement votre cassette longue durée et votre documentation

NOM PRÉNOM
 ADRESSE
 CODE POSTAL VILLE ÂGE
 30 rue N-Dame-des-Victoires 75002 Paris tél. : 260.06.29 261.54.20

Le Monde DE L'ÉDUCATION

NUMÉRO DE MAI
MAI 68 - MAI 78

UNE SÉLECTION DE CENTRES DE VACANCES ET DE SÉJOURS LINGUISTIQUES POUR L'ÉTÉ

Des adresses, des prix, des programmes, des conseils pratiques.

— Les métiers d'éducateur spécialisé

Le numéro 8 F. En vente partout. 5, rue des Italiens, 75247 Paris Cedex 09

LE MONDE DES LOISIRS

LES CAMES

POUR les chèques

Recevez davantage de la Fédération d'Alle...

Carte touristique

سكز من الاجل

Plaisirs de la table

« Allez les blancs ! »

Après des années de purgatoire il semble que, lorsque le vin blanc paraît, le cercle de famille gourmand applaudit à grands cris. Pourtant Bordeaux a encore à se plaindre. En fait, pour le consommateur, Bordeaux reste synonyme de rouge. Et si de hasard ledit consommateur pense blanc, il est persuadé qu'il s'agit de vins exotiques, donc. Alors, qu'ils sont quelquefois liquoreux et moelleux, certes, mais souvent aussi secs. D'où, pour les producteurs, une campagne d'information sur ce thème qui rappellera aux sportifs quelque chose : « Avec Bordeaux, allez les blancs ! ».

Après un déjeuner « tout blanc » au Petit Colombier (42, rue des Acacias (17^e), tél. : 874-28-54), excellente maison d'un rapport « qualité-prix » non moins excellent, où vins d'Entre-Deux-Mers et des Graves sont présentés parfaitement le choc sur des saint-jacques beurre blanc, un foie de veau à la paysanne et les fromages, ne fallait-il pas aller sur place ?

C'est autour de la Sauvage-Majeune (cruines de l'abbaye de la Grande Saune) que le vignoble d'Entre-Deux-Mers déploie les pentes escarpées de Sémillon, Sauvignon et Muscadelle. Sauvage-Majeune, ancienne bastide de 1281, célèbre de reste, les derniers samedi et dimanche de juillet, la Fête des vins.

Tout près de Nœuxan, sur la rive droite de la Gironde, la région de Blaye produit des vins légers, secs et nerveux, autour de cette cité-fortifiée (un des plus beaux exemples d'architecture militaire du dix-septième siècle) où fut enfermée la duchesse de Berry en 1832.

Faut-il évoquer le Sauternes ? Quelques 2 000 hectares répartis sur cinq communes produisant ce vin unique grâce au micro-climat, mais aussi à cette surmaturation qui permet des bouteilles jaunes d'or d'un nectar sévère, raot, dont le chapeau d'yeux est le fanion. Il ne faut pas, en tout cas, oublier les cotéaux de la rive droite de la Garonne, les vins de Loup, Sainte-Croix-du-Mont (le « Monastère » fausse formée à la fin du dix-huitième par

la fossilisation d'un énorme banc de coquilles d'huîtres. Des plates, bien sûr, à cette époque, de celles qu'Ausone envoyait à Rome dans des poignées de neige 1). Cadillac, enfin, construit par d'Espéran entre 1598 et 1615.

Enfin, les Graves. Dans ce territoire de rochers, les mêmes cépages Sémillon, Sauvignon, Muscadelle produisent de remarquables blancs qui, au contraire des autres blancs se bonifient en vieillissant. Éléphants et racés, de Pessac jusqu'à Langon, les châteaux ne manquent point. Puis le dire non affection particulière pour le Domaine de Chevaliers ?

Étoiles et couronnes

Bordeaux même, où l'on vit, a été, cette année, bien soigné par les guides. Étoiles du Michelin, couronnes du Kléber. A ces classiques que sont devenus le Saint-James (2, cours de l'Intendance, tél. : 82-89-79), Dubern (42, allées de Tourny, tél. : 48-03-44) et « Réserve » à Pessac, l'Alouette (tél. : 45-13-23), la gentille Tupins (6, rue de la Porte-Monnaie, tél. : 91-58-37) et le néo-Chapon fin (5, rue Montcaquel, tél. : 44-78-01), il faut ajouter le très beau restaurant du Frantal (Le Méridien, 5, rue Robert-Lafont, tél. : 90-92-37) qui console des tristesses du quartier du lac.

Mais je veux signaler, à Bazas, la Relais de l'Empereur (route de Mont-de-Marsan, tél. : 81-04-60). Hôtel de bon confort, dans un parc ombragé, on y mange mieux que bien les classiques du coin : lamproie et foie de canard aux raisins, mais aussi le saumon frais du Gave à la crème (ils arrivent, les saumons !), une purée de palombes, cuisinée par M. Paul Mora. Menu : 35 F à 70 F et carte.

P. S. — Et pour découvrir, ou retrouver, bref pour se promener au pays des « blancs », le nouveau guide de Jacques-Louis Delpech : l'Aquitaine, le Périgord, le Quercy aujourd'hui (édition J.A., prix : 60 F) vous sera utile. Que dis-je ? Indispensable. C'est un très bon livre, magnifiquement illustré.

LA REYNIÈRE.

CACAO

ABORD, une lettre (1) du cacao Barry me disait que le cacao est né au Mexique et non en Amérique du Sud (comme que certains disent vouloir au Venezuela). Mlle, surtout, M. Delchet, qui affirme que son chocolat est fait de cacao broyé à l'instant de la fabrication (nous n'avons jamais dit le contraire, mais que certains préparateurs trichent les ingrédients à l'avance et qu'il n'est pas le cacao — comme il en est du café — perdant rapidement de leur saveur). M. Delchet dit encore que les livres du Brésil, par leur goût, conviennent mal à la fabrication du chocolat pour le goût européen. On pourrait peut-être lui faire remarquer qu'il en est tel comme des industriels du vin, qui prétendent décider du goût de la clientèle. Mais, en réponse à cette affirmation, M. Bernachon, qui pour moi reste un chocolatier bien supérieur à ceux que le cacao Barry cite pour ses clients, écrit que M. Delchet ne le considère point comme un « vrai spécialiste ». M. Bernachon, donc, estime que le Para brésilien est un des grands crus de cacao.

Enfin, et le cacao Barry, qui plus est le chocolat qu'il produit, ne comporte actuellement pas plus de sucre qu'« auparavant ». Cela ne nous dit pas combien il en contient. Et que même un peu d'eau, pour moi, pour M. Bernachon, pour les vrais amateurs (qui n'ont peut-être pas le goût européen, mais, après tout le cacao ne fait pas lui-même, en plus, c'est encore trop ! Et que pour cuisiner, en pâtisserie comme dans les saucées, un cacao amer est bien meilleur. Et nous ne sommes pas les seuls.

C'est pourquoi je remercie un lecteur qui signale un « Baker's Unsweetened », chocolat non sucré, au Supermarché américain (288, rue Marabout, Paris-18^e). Il sera bien utile aux ménagères et aux restaurateurs qui, comme Fami Bourgeois (Le Gourmet de l'île, 42, rue Saint-Louis-en-l'Île (4^e), tél. : 326-79-27), préparent leur sauce de profiteroles avec du cacao amer. Il le payait 8 F le kilo 1) et a trois ans, 40 F aujourd'hui. Melle son menu reste à 35 F — L. R.

(1) En réponse à la chronique « Trop de sucre dans le chocolat » (le 30 août 77, p. 47).

Philatélie

Autriche : Programme philatélique pour 1978

Programme philatélique pour 1978. Vingt-neuf figurines postales composent le programme philatélique de l'Administration autrichienne des Postes. Le début de l'année doit être consacré à un thème de programme à caractère « postal » : 3 S Egon Friedell ; 3 S métré de Vienne ; 4 S championnat mondial de biathlon ; 3 S Leopold Kunz ; 2 S musée ethnographique de Vienne ; 3 S Wilhelm Lothner ; 2 S exposition de chasse à Marchegg ; 2 S Europe à Ragnsburg et 4 S. Tronçons confédérés interparlementaire sur la sécurité et la coopération européenne. La cadence des émissions affectées aux envois mensuels sera — pour les vingt et un autres — est comme suit : — Mai : 4 timbres : 1,50 S. Congrès de la Fédération internationale des travailleurs du bâtiment de la ville de Graz ; 2 S. Exposition provinciale « L'art gothique en Styrie » (Erika d'Adami) ; 2 S. Vingt-cinq ans de tourisme social ; 3 S. Septième Centenaire de la ville de Opatowitz. — Juin : 1 timbre, 6 S. Exposition internationale consacrée à la métropole de Graz. — Juillet : 3 timbres, 2 S. Championnat mondial de pêche sportive ; 3 S. Septième Centenaire de la bataille de Dürnitz et Jedespitz. — Septembre : 2 timbres, 4 S. Expo cinquante ans anniversaire de la ville de Graz ; 2 S. Congrès international du béton manufacturé ; 2 S. Sépulture consacrée à la Ligue internationale des associations de handicapés mentaux. — Octobre : 5 timbres, 3 S. Soixante ans anniversaire de la mort du poète Victor Adler ; 1,50 S. Centenaire du Club alpin d'Autriche ; 2 S. Congrès européen de la famille ; 2 S. Exposition internationale de la mort de compositeur Franz Schubert ; 2 S. Centenaire de la mort de la physicienne Lise Meitner.

Nouvelles brèves

Belgique : 175^e anniversaire de la Chambre de commerce «Océan» de F. — Belgique : Deux timbres « Chemins de fer » belges à l'occasion royale, avec monogramme « B. R. F. » et 30 F (type «Eclair»). — Mali : musée international pour la lutte contre l'apartheid, trois valeurs en francs maliens : 120 F, 120 F et 120 F. Les vignettes



Postage stamp from Mali.

Bureaux temporaires

16 mai — 3^e Exp. philatélique (cachet non illustré).

26 mai — 3^e Exp. philatélique (cachet non illustré).

26 mai — 3^e Exp. philatélique (cachet non illustré).

26 mai — 3^e Exp. philatélique (cachet non illustré).

26 mai — 3^e Exp. philatélique (cachet non illustré).

26 mai — 3^e Exp. philatélique (cachet non illustré).

26 mai — 3^e Exp. philatélique (cachet non illustré).

26 mai — 3^e Exp. philatélique (cachet non illustré).

26 mai — 3^e Exp. philatélique (cachet non illustré).

26 mai — 3^e Exp. philatélique (cachet non illustré).

26 mai — 3^e Exp. philatélique (cachet non illustré).

26 mai — 3^e Exp. philatélique (cachet non illustré).

26 mai — 3^e Exp. philatélique (cachet non illustré).

26 mai — 3^e Exp. philatélique (cachet non illustré).

26 mai — 3^e Exp. philatélique (cachet non illustré).

26 mai — 3^e Exp. philatélique (cachet non illustré).

26 mai — 3^e Exp. philatélique (cachet non illustré).

26 mai — 3^e Exp. philatélique (cachet non illustré).

26 mai — 3^e Exp. philatélique (cachet non illustré).

26 mai — 3^e Exp. philatélique (cachet non illustré).

26 mai — 3^e Exp. philatélique (cachet non illustré).

TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

AIT 1.350 m, à 25 km de Montreux. Climat Sports. Espace, 60 km de promenade balnéaire. Piscine, piscine, tennis et minigolf. Offres détaillées par Office du Tourisme, CH 1854 Leyrat, tél. 194/25/6244.

8840 LUIGANO-ROVIO HOTEL DU PARC - Situation tranquille - Vue magnifique - Piscine - Cuisine soignée - Tél. : 194/25/6272.

MIAMI-BEACH (Floride) HOTEL MONTE-CARLO, bord océan, chambre avec bain, w.c., T.V., piscine, 60 km de promenade balnéaire. Piscine, piscine, tennis et minigolf. Offres détaillées par Office du Tourisme, CH 1854 Leyrat, tél. 194/25/6244.

MIAMI-BEACH (Floride) HOTEL MONTE-CARLO, bord océan, chambre avec bain, w.c., T.V., piscine, 60 km de promenade balnéaire. Piscine, piscine, tennis et minigolf. Offres détaillées par Office du Tourisme, CH 1854 Leyrat, tél. 194/25/6244.

MIAMI-BEACH (Floride) HOTEL MONTE-CARLO, bord océan, chambre avec bain, w.c., T.V., piscine, 60 km de promenade balnéaire. Piscine, piscine, tennis et minigolf. Offres détaillées par Office du Tourisme, CH 1854 Leyrat, tél. 194/25/6244.

MIAMI-BEACH (Floride) HOTEL MONTE-CARLO, bord océan, chambre avec bain, w.c., T.V., piscine, 60 km de promenade balnéaire. Piscine, piscine, tennis et minigolf. Offres détaillées par Office du Tourisme, CH 1854 Leyrat, tél. 194/25/6244.

MIAMI-BEACH (Floride) HOTEL MONTE-CARLO, bord océan, chambre avec bain, w.c., T.V., piscine, 60 km de promenade balnéaire. Piscine, piscine, tennis et minigolf. Offres détaillées par Office du Tourisme, CH 1854 Leyrat, tél. 194/25/6244.

MIAMI-BEACH (Floride) HOTEL MONTE-CARLO, bord océan, chambre avec bain, w.c., T.V., piscine, 60 km de promenade balnéaire. Piscine, piscine, tennis et minigolf. Offres détaillées par Office du Tourisme, CH 1854 Leyrat, tél. 194/25/6244.

MIAMI-BEACH (Floride) HOTEL MONTE-CARLO, bord océan, chambre avec bain, w.c., T.V., piscine, 60 km de promenade balnéaire. Piscine, piscine, tennis et minigolf. Offres détaillées par Office du Tourisme, CH 1854 Leyrat, tél. 194/25/6244.

MIAMI-BEACH (Floride) HOTEL MONTE-CARLO, bord océan, chambre avec bain, w.c., T.V., piscine, 60 km de promenade balnéaire. Piscine, piscine, tennis et minigolf. Offres détaillées par Office du Tourisme, CH 1854 Leyrat, tél. 194/25/6244.

MIAMI-BEACH (Floride) HOTEL MONTE-CARLO, bord océan, chambre avec bain, w.c., T.V., piscine, 60 km de promenade balnéaire. Piscine, piscine, tennis et minigolf. Offres détaillées par Office du Tourisme, CH 1854 Leyrat, tél. 194/25/6244.

MIAMI-BEACH (Floride) HOTEL MONTE-CARLO, bord océan, chambre avec bain, w.c., T.V., piscine, 60 km de promenade balnéaire. Piscine, piscine, tennis et minigolf. Offres détaillées par Office du Tourisme, CH 1854 Leyrat, tél. 194/25/6244.

MIAMI-BEACH (Floride) HOTEL MONTE-CARLO, bord océan, chambre avec bain, w.c., T.V., piscine, 60 km de promenade balnéaire. Piscine, piscine, tennis et minigolf. Offres détaillées par Office du Tourisme, CH 1854 Leyrat, tél. 194/25/6244.

MIAMI-BEACH (Floride) HOTEL MONTE-CARLO, bord océan, chambre avec bain, w.c., T.V., piscine, 60 km de promenade balnéaire. Piscine, piscine, tennis et minigolf. Offres détaillées par Office du Tourisme, CH 1854 Leyrat, tél. 194/25/6244.

MIAMI-BEACH (Floride) HOTEL MONTE-CARLO, bord océan, chambre avec bain, w.c., T.V., piscine, 60 km de promenade balnéaire. Piscine, piscine, tennis et minigolf. Offres détaillées par Office du Tourisme, CH 1854 Leyrat, tél. 194/25/6244.

MIAMI-BEACH (Floride) HOTEL MONTE-CARLO, bord océan, chambre avec bain, w.c., T.V., piscine, 60 km de promenade balnéaire. Piscine, piscine, tennis et minigolf. Offres détaillées par Office du Tourisme, CH 1854 Leyrat, tél. 194/25/6244.

MIAMI-BEACH (Floride) HOTEL MONTE-CARLO, bord océan, chambre avec bain, w.c., T.V., piscine, 60 km de promenade balnéaire. Piscine, piscine, tennis et minigolf. Offres détaillées par Office du Tourisme, CH 1854 Leyrat, tél. 194/25/6244.

MIAMI-BEACH (Floride) HOTEL MONTE-CARLO, bord océan, chambre avec bain, w.c., T.V., piscine, 60 km de promenade balnéaire. Piscine, piscine, tennis et minigolf. Offres détaillées par Office du Tourisme, CH 1854 Leyrat, tél. 194/25/6244.

MIAMI-BEACH (Floride) HOTEL MONTE-CARLO, bord océan, chambre avec bain, w.c., T.V., piscine, 60 km de promenade balnéaire. Piscine, piscine, tennis et minigolf. Offres détaillées par Office du Tourisme, CH 1854 Leyrat, tél. 194/25/6244.

MIAMI-BEACH (Floride) HOTEL MONTE-CARLO, bord océan, chambre avec bain, w.c., T.V., piscine, 60 km de promenade balnéaire. Piscine, piscine, tennis et minigolf. Offres détaillées par Office du Tourisme, CH 1854 Leyrat, tél. 194/25/6244.

MIAMI-BEACH (Floride) HOTEL MONTE-CARLO, bord océan, chambre avec bain, w.c., T.V., piscine, 60 km de promenade balnéaire. Piscine, piscine, tennis et minigolf. Offres détaillées par Office du Tourisme, CH 1854 Leyrat, tél. 194/25/6244.

l'Epicurien

LE PETIT ZINC

LEFEBVRE

LA TAVERNE BASQUE

« La côte de bœuf »

Terrasse Fleuve

Julien

TERMINUS NORD

FLO

Dessirier

Charlot

AUBERGE SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT

LE CHATEAUBRIANT

MARIUS et JANETTE

Le Chalut

Le Réve

LE RÊVE

LE RÊVE

WEPLER

LES RESTAURANTS OUVERTS

L'ALSACE

OPEN DAY AND NIGHT

LE RÊVE

LE RÊVE

Montagne

Paris

Allemagne

Angleterre

Italie

Suisse

CHATEAUX HOTELS INDEPENDANTS

Yvelines

Essonne

Val-de-Loire

Berry

Normandie

Seine-Maritime

Bretagne

Jeux

échecs N° 759

RUPTURES FRONTALES

1. d4 Cx6 14. d5 l(k) Cx6 (l)
2. c3 15. S (l) m
3. Cg3 c3 a1 d x e5 (n)
4. d5 d5 f6 f6 g6 (o)
5. cxd5 d6 f7 Fg3 h6 (p)
6. e4 18. h4 h4 i1 Cx7 d5
7. f4 (b) Ff7 19. Ta-d1 e4 (r)
8. Fb5+ (c) 20. Cx6 d5 (s)
9. Cf-d7 (d) 21. Cx7 d7 Rb6 (t)
10. 0-0 (r) 22. Cx6 h5 Ff5 (u)
11. 0-0 Cx6 23. Tx6 h5 Fx6 (v)
12. Fd3 24. Tx6 e1 abandon (w)
13. Dd1 (l) Td8 (j)

NOTES
a) Remenant à la « défense Nimzovitch » pour entrer dans une « Benoni ».
b) Cette avance du pion l donne aux Blancs une certaine supériorité au centre et leur offre de riches perspectives s'ils parviennent à la rupture de son pied géométrique d'un ou deux sacrifices de pions. En revanche, cette structure de pions comporte, dans leur camp, quelques points vulnérables. D'autres possibilités sont 7. Fg3 ; 7. Ff4 ; 7. Cc3 ; 7. e5 et 7. Fd3.
c) La suite 8. e5 est toujours à considérer ; 8. Cf-d7 est non...
d) Après 12... Cx6 ; 13. Fx4 ; Fg3 ; 14. h3 ; Fx3 ; 15. Df3 ; Cf1 ; 16. Td2 ; a5 ; 17. Dd3 ; Td8 ; 18. l. Df3 ; 19. f5 ; 20. Cx4 ; 21. Cx3 ; 22. Cx4 ; 23. Cx3 ; 24. Cx4 ; 25. Cx3 ; 26. Cx4 ; 27. Cx3 ; 28. Cx4 ; 29. Cx3 ; 30. Cx4 ; 31. Cx3 ; 32. Cx4 ; 33. Cx3 ; 34. Cx4 ; 35. Cx3 ; 36. Cx4 ; 37. Cx3 ; 38. Cx4 ; 39. Cx3 ; 40. Cx4 ; 41. Cx3 ; 42. Cx4 ; 43. Cx3 ; 44. Cx4 ; 45. Cx3 ; 46. Cx4 ; 47. Cx3 ; 48. Cx4 ; 49. Cx3 ; 50. Cx4 ; 51. Cx3 ; 52. Cx4 ; 53. Cx3 ; 54. Cx4 ; 55. Cx3 ; 56. Cx4 ; 57. Cx3 ; 58. Cx4 ; 59. Cx3 ; 60. Cx4 ; 61. Cx3 ; 62. Cx4 ; 63. Cx3 ; 64. Cx4 ; 65. Cx3 ; 66. Cx4 ; 67. Cx3 ; 68. Cx4 ; 69. Cx3 ; 70. Cx4 ; 71. Cx3 ; 72. Cx4 ; 73. Cx3 ; 74. Cx4 ; 75. Cx3 ; 76. Cx4 ; 77. Cx3 ; 78. Cx4 ; 79. Cx3 ; 80. Cx4 ; 81. Cx3 ; 82. Cx4 ; 83. Cx3 ; 84. Cx4 ; 85. Cx3 ; 86. Cx4 ; 87. Cx3 ; 88. Cx4 ; 89. Cx3 ; 90. Cx4 ; 91. Cx3 ; 92. Cx4 ; 93. Cx3 ; 94. Cx4 ; 95. Cx3 ; 96. Cx4 ; 97. Cx3 ; 98. Cx4 ; 99. Cx3 ; 100. Cx4 ; 101. Cx3 ; 102. Cx4 ; 103. Cx3 ; 104. Cx4 ; 105. Cx3 ; 106. Cx4 ; 107. Cx3 ; 108. Cx4 ; 109. Cx3 ; 110. Cx4 ; 111. Cx3 ; 112. Cx4 ; 113. Cx3 ; 114. Cx4 ; 115. Cx3 ; 116. Cx4 ; 117. Cx3 ; 118. Cx4 ; 119. Cx3 ; 120. Cx4 ; 121. Cx3 ; 122. Cx4 ; 123. Cx3 ; 124. Cx4 ; 125. Cx3 ; 126. Cx4 ; 127. Cx3 ; 128. Cx4 ; 129. Cx3 ; 130. Cx4 ; 131. Cx3 ; 132. Cx4 ; 133. Cx3 ; 134. Cx4 ; 135. Cx3 ; 136. Cx4 ; 137. Cx3 ; 138. Cx4 ; 139. Cx3 ; 140. Cx4 ; 141. Cx3 ; 142. Cx4 ; 143. Cx3 ; 144. Cx4 ; 145. Cx3 ; 146. Cx4 ; 147. Cx3 ; 148. Cx4 ; 149. Cx3 ; 150. Cx4 ; 151. Cx3 ; 152. Cx4 ; 153. Cx3 ; 154. Cx4 ; 155. Cx3 ; 156. Cx4 ; 157. Cx3 ; 158. Cx4 ; 159. Cx3 ; 160. Cx4 ; 161. Cx3 ; 162. Cx4 ; 163. Cx3 ; 164. Cx4 ; 165. Cx3 ; 166. Cx4 ; 167. Cx3 ; 168. Cx4 ; 169. Cx3 ; 170. Cx4 ; 171. Cx3 ; 172. Cx4 ; 173. Cx3 ; 174. Cx4 ; 175. Cx3 ; 176. Cx4 ; 177. Cx3 ; 178. Cx4 ; 179. Cx3 ; 180. Cx4 ; 181. Cx3 ; 182. Cx4 ; 183. Cx3 ; 184. Cx4 ; 185. Cx3 ; 186. Cx4 ; 187. Cx3 ; 188. Cx4 ; 189. Cx3 ; 190. Cx4 ; 191. Cx3 ; 192. Cx4 ; 193. Cx3 ; 194. Cx4 ; 195. Cx3 ; 196. Cx4 ; 197. Cx3 ; 198. Cx4 ; 199. Cx3 ; 200. Cx4 ; 201. Cx3 ; 202. Cx4 ; 203. Cx3 ; 204. Cx4 ; 205. Cx3 ; 206. Cx4 ; 207. Cx3 ; 208. Cx4 ; 209. Cx3 ; 210. Cx4 ; 211. Cx3 ; 212. Cx4 ; 213. Cx3 ; 214. Cx4 ; 215. Cx3 ; 216. Cx4 ; 217. Cx3 ; 218. Cx4 ; 219. Cx3 ; 220. Cx4 ; 221. Cx3 ; 222. Cx4 ; 223. Cx3 ; 224. Cx4 ; 225. Cx3 ; 226. Cx4 ; 227. Cx3 ; 228. Cx4 ; 229. Cx3 ; 230. Cx4 ; 231. Cx3 ; 232. Cx4 ; 233. Cx3 ; 234. Cx4 ; 235. Cx3 ; 236. Cx4 ; 237. Cx3 ; 238. Cx4 ; 239. Cx3 ; 240. Cx4 ; 241. Cx3 ; 242. Cx4 ; 243. Cx3 ; 244. Cx4 ; 245. Cx3 ; 246. Cx4 ; 247. Cx3 ; 248. Cx4 ; 249. Cx3 ; 250. Cx4 ; 251. Cx3 ; 252. Cx4 ; 253. Cx3 ; 254. Cx4 ; 255. Cx3 ; 256. Cx4 ; 257. Cx3 ; 258. Cx4 ; 259. Cx3 ; 260. Cx4 ; 261. Cx3 ; 262. Cx4 ; 263. Cx3 ; 264. Cx4 ; 265. Cx3 ; 266. Cx4 ; 267. Cx3 ; 268. Cx4 ; 269. Cx3 ; 270. Cx4 ; 271. Cx3 ; 272. Cx4 ; 273. Cx3 ; 274. Cx4 ; 275. Cx3 ; 276. Cx4 ; 277. Cx3 ; 278. Cx4 ; 279. Cx3 ; 280. Cx4 ; 281. Cx3 ; 282. Cx4 ; 283. Cx3 ; 284. Cx4 ; 285. Cx3 ; 286. Cx4 ; 287. Cx3 ; 288. Cx4 ; 289. Cx3 ; 290. Cx4 ; 291. Cx3 ; 292. Cx4 ; 293. Cx3 ; 294. Cx4 ; 295. Cx3 ; 296. Cx4 ; 297. Cx3 ; 298. Cx4 ; 299. Cx3 ; 300. Cx4 ; 301. Cx3 ; 302. Cx4 ; 303. Cx3 ; 304. Cx4 ; 305. Cx3 ; 306. Cx4 ; 307. Cx3 ; 308. Cx4 ; 309. Cx3 ; 310. Cx4 ; 311. Cx3 ; 312. Cx4 ; 313. Cx3 ; 314. Cx4 ; 315. Cx3 ; 316. Cx4 ; 317. Cx3 ; 318. Cx4 ; 319. Cx3 ; 320. Cx4 ; 321. Cx3 ; 322. Cx4 ; 323. Cx3 ; 324. Cx4 ; 325. Cx3 ; 326. Cx4 ; 327. Cx3 ; 328. Cx4 ; 329. Cx3 ; 330. Cx4 ; 331. Cx3 ; 332. Cx4 ; 333. Cx3 ; 334. Cx4 ; 335. Cx3 ; 336. Cx4 ; 337. Cx3 ; 338. Cx4 ; 339. Cx3 ; 340. Cx4 ; 341. Cx3 ; 342. Cx4 ; 343. Cx3 ; 344. Cx4 ; 345. Cx3 ; 346. Cx4 ; 347. Cx3 ; 348. Cx4 ; 349. Cx3 ; 350. Cx4 ; 351. Cx3 ; 352. Cx4 ; 353. Cx3 ; 354. Cx4 ; 355. Cx3 ; 356. Cx4 ; 357. Cx3 ; 358. Cx4 ; 359. Cx3 ; 360. Cx4 ; 361. Cx3 ; 362. Cx4 ; 363. Cx3 ; 364. Cx4 ; 365. Cx3 ; 366. Cx4 ; 367. Cx3 ; 368. Cx4 ; 369. Cx3 ; 370. Cx4 ; 371. Cx3 ; 372. Cx4 ; 373. Cx3 ; 374. Cx4 ; 375. Cx3 ; 376. Cx4 ; 377. Cx3 ; 378. Cx4 ; 379. Cx3 ; 380. Cx4 ; 381. Cx3 ; 382. Cx4 ; 383. Cx3 ; 384. Cx4 ; 385. Cx3 ; 386. Cx4 ; 387. Cx3 ; 388. Cx4 ; 389. Cx3 ; 390. Cx4 ; 391. Cx3 ; 392. Cx4 ; 393. Cx3 ; 394. Cx4 ; 395. Cx3 ; 396. Cx4 ; 397. Cx3 ; 398. Cx4 ; 399. Cx3 ; 400. Cx4 ; 401. Cx3 ; 402. Cx4 ; 403. Cx3 ; 404. Cx4 ; 405. Cx3 ; 406. Cx4 ; 407. Cx3 ; 408. Cx4 ; 409. Cx3 ; 410. Cx4 ; 411. Cx3 ; 412. Cx4 ; 413. Cx3 ; 414. Cx4 ; 415. Cx3 ; 416. Cx4 ; 417. Cx3 ; 418. Cx4 ; 419. Cx3 ; 420. Cx4 ; 421. Cx3 ; 422. Cx4 ; 423. Cx3 ; 424. Cx4 ; 425. Cx3 ; 426. Cx4 ; 427. Cx3 ; 428. Cx4 ; 429. Cx3 ; 430. Cx4 ; 431. Cx3 ; 432. Cx4 ; 433. Cx3 ; 434. Cx4 ; 435. Cx3 ; 436. Cx4 ; 437. Cx3 ; 438. Cx4 ; 439. Cx3 ; 440. Cx4 ; 441. Cx3 ; 442. Cx4 ; 443. Cx3 ; 444. Cx4 ; 445. Cx3 ; 446. Cx4 ; 447. Cx3 ; 448. Cx4 ; 449. Cx3 ; 450. Cx4 ; 451. Cx3 ; 452. Cx4 ; 453. Cx3 ; 454. Cx4 ; 455. Cx3 ; 456. Cx4 ; 457. Cx3 ; 458. Cx4 ; 459. Cx3 ; 460. Cx4 ; 461. Cx3 ; 462. Cx4 ; 463. Cx3 ; 464. Cx4 ; 465. Cx3 ; 466. Cx4 ; 467. Cx3 ; 468. Cx4 ; 469. Cx3 ; 470. Cx4 ; 471. Cx3 ; 472. Cx4 ; 473. Cx3 ; 474. Cx4 ; 475. Cx3 ; 476. Cx4 ; 477. Cx3 ; 478. Cx4 ; 479. Cx3 ; 480. Cx4 ; 481. Cx3 ; 482. Cx4 ; 483. Cx3 ; 484. Cx4 ; 485. Cx3 ; 486. Cx4 ; 487. Cx3 ; 488. Cx4 ; 489. Cx3 ; 490. Cx4 ; 491. Cx3 ; 492. Cx4 ; 493. Cx3 ; 494. Cx4 ; 495. Cx3 ; 496. Cx4 ; 497. Cx3 ; 498. Cx4 ; 499. Cx3 ; 500. Cx4 ; 501. Cx3 ; 502. Cx4 ; 503. Cx3 ; 504. Cx4 ; 505. Cx3 ; 506. Cx4 ; 507. Cx3 ; 508. Cx4 ; 509. Cx3 ; 510. Cx4 ; 511. Cx3 ; 512. Cx4 ; 513. Cx3 ; 514. Cx4 ; 515. Cx3 ; 516. Cx4 ; 517. Cx3 ; 518. Cx4 ; 519. Cx3 ; 520. Cx4 ; 521. Cx3 ; 522. Cx4 ; 523. Cx3 ; 524. Cx4 ; 525. Cx3 ; 526. Cx4 ; 527. Cx3 ; 528. Cx4 ; 529. Cx3 ; 530. Cx4 ; 531. Cx3 ; 532. Cx4 ; 533. Cx3 ; 534. Cx4 ; 535. Cx3 ; 536. Cx4 ; 537. Cx3 ; 538. Cx4 ; 539. Cx3 ; 540. Cx4 ; 541. Cx3 ; 542. Cx4 ; 543. Cx3 ; 544. Cx4 ; 545. Cx3 ; 546. Cx4 ; 547. Cx3 ; 548. Cx4 ; 549. Cx3 ; 550. Cx4 ; 551. Cx3 ; 552. Cx4 ; 553. Cx3 ; 554. Cx4 ; 555. Cx3 ; 556. Cx4 ; 557. Cx3 ; 558. Cx4 ; 559. Cx3 ; 560. Cx4 ; 561. Cx3 ; 562. Cx4 ; 563. Cx3 ; 564. Cx4 ; 565. Cx3 ; 566. Cx4 ; 567. Cx3 ; 568. Cx4 ; 569. Cx3 ; 570. Cx4 ; 571. Cx3 ; 572. Cx4 ; 573. Cx3 ; 574. Cx4 ; 575. Cx3 ; 576. Cx4 ; 577. Cx3 ; 578. Cx4 ; 579. Cx3 ; 580. Cx4 ; 581. Cx3 ; 582. Cx4 ; 583. Cx3 ; 584. Cx4 ; 585. Cx3 ; 586. Cx4 ; 587. Cx3 ; 588. Cx4 ; 589. Cx3 ; 590. Cx4 ; 591. Cx3 ; 592. Cx4 ; 593. Cx3 ; 594. Cx4 ; 595. Cx3 ; 596. Cx4 ; 597. Cx3 ; 598. Cx4 ; 599. Cx3 ; 600. Cx4 ; 601. Cx3 ; 602. Cx4 ; 603. Cx3 ; 604. Cx4 ; 605. Cx3 ; 606. Cx4 ; 607. Cx3 ; 608. Cx4 ; 609. Cx3 ; 610. Cx4 ; 611. Cx3 ; 612. Cx4 ; 613. Cx3 ; 614. Cx4 ; 615. Cx3 ; 616. Cx4 ; 617. Cx3 ; 618. Cx4 ; 619. Cx3 ; 620. Cx4 ; 621. Cx3 ; 622. Cx4 ; 623. Cx3 ; 624. Cx4 ; 625. Cx3 ; 626. Cx4 ; 627. Cx3 ; 628. Cx4 ; 629. Cx3 ; 630. Cx4 ; 631. Cx3 ; 632. Cx4 ; 633. Cx3 ; 634. Cx4 ; 635. Cx3 ; 636. Cx4 ; 637. Cx3 ; 638. Cx4 ; 639. Cx3 ; 640. Cx4 ; 641. Cx3 ; 642. Cx4 ; 643. Cx3 ; 644. Cx4 ; 645. Cx3 ; 646. Cx4 ; 647. Cx3 ; 648. Cx4 ; 649. Cx3 ; 650. Cx4 ; 651. Cx3 ; 652. Cx4 ; 653. Cx3 ; 654. Cx4 ; 655. Cx3 ; 656. Cx4 ; 657. Cx3 ; 658. Cx4 ; 659. Cx3 ; 660. Cx4 ; 661. Cx3 ; 662. Cx4 ; 663. Cx3 ; 664. Cx4 ; 665. Cx3 ; 666. Cx4 ; 667. Cx3 ; 668. Cx4 ; 669. Cx3 ; 670. Cx4 ; 671. Cx3 ; 672. Cx4 ; 673. Cx3 ; 674. Cx4 ; 675. Cx3 ; 676. Cx4 ; 677. Cx3 ; 678. Cx4 ; 679. Cx3 ; 680. Cx4 ; 681. Cx3 ; 682. Cx4 ; 683. Cx3 ; 684. Cx4 ; 685. Cx3 ; 686. Cx4 ; 687. Cx3 ; 688. Cx4 ; 689. Cx3 ; 690. Cx4 ; 691. Cx3 ; 692. Cx4 ; 693. Cx3 ; 694. Cx4 ; 695. Cx3 ; 696. Cx4 ; 697. Cx3 ; 698. Cx4 ; 699. Cx3 ; 700. Cx4 ; 701. Cx3 ; 702. Cx4 ; 703. Cx3 ; 704. Cx4 ; 705. Cx3 ; 706. Cx4 ; 707. Cx3 ; 708. Cx4 ; 709. Cx3 ; 710. Cx4 ; 711. Cx3 ; 712. Cx4 ; 713. Cx3 ; 714. Cx4 ; 715. Cx3 ; 716. Cx4 ; 717. Cx3 ; 718. Cx4 ; 719. Cx3 ; 720. Cx4 ; 721. Cx3 ; 722. Cx4 ; 723. Cx3 ; 724. Cx4 ; 725. Cx3 ; 726. Cx4 ; 727. Cx3 ; 728. Cx4 ; 729. Cx3 ; 730. Cx4 ; 731. Cx3 ; 732. Cx4 ; 733. Cx3 ; 734. Cx4 ; 735. Cx3 ; 736. Cx4 ; 737. Cx3 ; 738. Cx4 ; 739. Cx3 ; 740. Cx4 ; 741. Cx3 ; 742. Cx4 ; 743. Cx3 ; 744. Cx4 ; 745. Cx3 ; 746. Cx4 ; 747. Cx3 ; 748. Cx4 ; 749. Cx3 ; 750. Cx4 ; 751. Cx3 ; 752. Cx4 ; 753. Cx3 ; 754. Cx4 ; 755. Cx3 ; 756. Cx4 ; 757. Cx3 ; 758. Cx4 ; 759. Cx3 ; 760. Cx4 ; 761. Cx3 ; 762. Cx4 ; 763. Cx3 ; 764. Cx4 ; 765. Cx3 ; 766. Cx4 ; 767. Cx3 ; 768. Cx4 ; 769. Cx3 ; 770. Cx4 ; 771. Cx3 ; 772. Cx4 ; 773. Cx3 ; 774. Cx4 ; 775. Cx3 ; 776. Cx4 ; 777. Cx3 ; 778. Cx4 ; 779. Cx3 ; 780. Cx4 ; 781. Cx3 ; 782. Cx4 ; 783. Cx3 ; 784. Cx4 ; 785. Cx3 ; 786. Cx4 ; 787. Cx3 ; 788. Cx4 ; 789. Cx3 ; 790. Cx4 ; 791. Cx3 ; 792. Cx4 ; 793. Cx3 ; 794. Cx4 ; 795. Cx3 ; 796. Cx4 ; 797. Cx3 ; 798. Cx4 ; 799. Cx3 ; 800. Cx4 ; 801. Cx3 ; 802. Cx4 ; 803. Cx3 ; 804. Cx4 ; 805. Cx3 ; 806. Cx4 ; 807. Cx3 ; 808. Cx4 ; 809. Cx3 ; 810. Cx4 ; 811. Cx3 ; 812. Cx4 ; 813. Cx3 ; 814. Cx4 ; 815. Cx3 ; 816. Cx4 ; 817. Cx3 ; 818. Cx4 ; 819. Cx3 ; 820. Cx4 ; 821. Cx3 ; 822. Cx4 ; 823. Cx3 ; 824. Cx4 ; 825. Cx3 ; 826. Cx4 ; 827. Cx3 ; 828. Cx4 ; 829. Cx3 ; 830. Cx4 ; 831. Cx3 ; 832. Cx4 ; 833. Cx3 ; 834. Cx4 ; 835. Cx3 ; 836. Cx4 ; 837. Cx3 ; 838. Cx4 ; 839. Cx3 ; 840. Cx4 ; 841. Cx3 ; 842. Cx4 ; 843. Cx3 ; 844. Cx4 ; 845. Cx3 ; 846. Cx4 ; 847. Cx3 ; 848. Cx4 ; 849. Cx3 ; 850. Cx4 ; 851. Cx3 ; 852. Cx4 ; 853. Cx3 ; 854. Cx4 ; 855. Cx3 ; 856. Cx4 ; 857. Cx3 ; 858. Cx4 ; 859. Cx3 ; 860. Cx4 ; 861. Cx3 ; 862. Cx4 ; 863. Cx3 ; 864. Cx4 ; 865. Cx3 ; 866. Cx4 ; 867. Cx3 ; 868. Cx4 ; 869. Cx3 ; 870. Cx4 ; 871. Cx3 ; 872. Cx4 ; 873. Cx3 ; 874. Cx4 ; 875. Cx3 ; 876. Cx4 ; 877. Cx3 ; 878. Cx4 ; 879. Cx3 ; 880. Cx4 ; 881. Cx3 ; 882. Cx4 ; 883. Cx3 ; 884. Cx4 ; 885. Cx3 ; 886. Cx4 ; 887. Cx3 ; 888. Cx4 ; 889. Cx3 ; 890. Cx4 ; 891. Cx3 ; 892. Cx4 ; 893. Cx3 ; 894. Cx4 ; 895. Cx3 ; 896. Cx4 ; 897. Cx3 ; 898. Cx4 ; 899. Cx3 ; 900. Cx4 ; 901. Cx3 ; 902. Cx4 ; 903. Cx3 ; 904. Cx4 ; 905. Cx3 ; 906. Cx4 ; 907. Cx3 ; 908. Cx4 ; 909. Cx3 ; 910. Cx4 ; 911. Cx3 ; 912. Cx4 ; 913. Cx3 ; 914. Cx4 ; 915. Cx3 ; 916. Cx4 ; 917. Cx3 ; 918. Cx4 ; 919. Cx3 ; 920. Cx4 ; 921. Cx3 ; 922. Cx4 ; 923. Cx3 ; 924. Cx4 ; 925. Cx3 ; 926. Cx4 ; 927. Cx3 ; 928. Cx4 ; 929. Cx3 ; 930. Cx4 ; 931. Cx3 ; 932. Cx4 ; 933. Cx3 ; 934. Cx4 ; 935. Cx3 ; 936. Cx4 ; 937. Cx3 ; 938. Cx4 ; 939. Cx3 ; 940. Cx4 ; 941. Cx3 ; 942. Cx4 ; 943. Cx3 ; 944. Cx4 ; 945. Cx3 ; 946. Cx4 ; 947. Cx3 ; 948. Cx4 ; 949. Cx3 ; 950. Cx4 ; 951. Cx3 ; 952. Cx4 ; 953. Cx3 ; 954. Cx4 ; 955. Cx3 ; 956. Cx4 ; 957. Cx3 ; 958. Cx4 ; 959. Cx3 ; 960. Cx4 ; 961. Cx3 ; 962. Cx4 ; 963. Cx3 ; 964. Cx4 ; 965. Cx3 ; 966. Cx4 ; 967. Cx3 ; 968. Cx4 ; 969. Cx3 ; 970. Cx4 ; 971. Cx3 ; 972. Cx4 ; 973. Cx3 ; 974. Cx4 ; 975. Cx3 ; 976. Cx4 ; 977. Cx3 ; 978. Cx4 ; 979. Cx3 ; 980. Cx4 ; 981. Cx3 ; 982. Cx4 ; 983. Cx3 ; 984. Cx4 ; 985. Cx3 ; 986. Cx4 ; 987. Cx3 ; 988. Cx4 ; 989. Cx3 ; 990. Cx4 ; 991. Cx3 ; 992. Cx4 ; 993. Cx3 ; 994. Cx4 ; 995. Cx3 ; 996. Cx4 ; 997. Cx3 ; 998. Cx4 ; 999. Cx3 ; 1000. Cx4 ;

TOURNOI ZONAL DE LYON (1978)
Blancs : B. OULCO
Noirs : Y. SAVON
Défense Benoni moderne
Système Talmanov

bridge N° 756

LOCALISATION D'UN AS

Il arrive qu'un contre de pénalité, parfaitement justifié, fournisse une indication qui permette de gagner le contrat.
Voici un exemple joué il y a trois ans dans un club parisien.
♠ 8 7 5 4
♥ A D 8 4
♦ R 10 7
♣ R 5
Ann. : O. don. E.-O. vuln.
Ouest Nord Est Sud
X. Beudon Méjanès Delorme
1 ♣ contre 2 ♠ 4 ♥
4 ♠ contre passe 5 ♥
passe passe contre passe...
Ouest a entamé l'as de pique (dans la tierce majeure), le déclara-

dames N° 66

UNE BRILLANTE COMBINAISON

1. 32-28 18-21 14. 32-27 26x37
2. 33-29 (a) 23x32 15. 42x31 12-17
3. 37x28 (b) 16. 45-42 8-13 (k)
4. 28x17 17-22 (c) 17. 46-41 (l)
5. 11x22 (d) 18. 24x13 23-30
6. 31x27 19-21 19. 31x25 22x34
7. 35-30 6-11 20. 32-27 16-21
8. 49-35 (j) 11-17 21. 22x11 (m)
9. 25-21 11-19 22. 13x11 (n)
10. 42-38 (g) 20-25 1-6 (p)
11. 38-24 (h) 18x39 23. 31x22
12. 39x27 17-21 24. 44x11 (q)
13. 47-42 (f) 21-26 (j)
NOTES
a) Sur la réplique Barteling, les Blancs adoptent la variante Chetouze, laquelle donne une grande liberté d'action pour les deux camps.
b) Le développement de l'aile gauche se présente dès lors comme difficile.
c) Et non (12-18) 23-23 (19x28) 23-24 (20 x 29) 34 x 21 (16 x 27) 31x31+.

Tournoi international d'Amsterdam, décembre 1977.
Blancs : B. GURVICS (U.S.A.)
Noirs : M. NYIAZE (Mal)
Couverture : RAPHAËL
Réplique : BARTELING

panther's UN VERITABLE SPECIALISTE HI-FI VIDEO
SCOTT - AKAI - ULTRALINEAR 2 x 60 W RMS
Ampli-tuner SCOTT 357 AM/FM 2 x 60 W RMS / Ω + Platine disque AKAI APD06 - entraînement direct - cellule ADC XLM MK II - complète avec capot + 2 enceintes ULTRALINEAR Blaco Monitor 260 - 2 x 75 W - 3 voies - 1 boomer 38 cm - 1 médium - 2 tweeters + dôme.
PRIX super promotion : 7650 F
Des dizaines de chaînes super promotion - installation gratuite et personnalisée (Région Parisienne) - Service après-vente exceptionnel.

EN PARTIE GABRIEL 1955

Les Blancs jouent et gagnent en quatre temps.
1 2 3 4
5 6 7 8 9 10
11 12 13 14 15 16 17 18 19 20
21 22 23 24 25 26 27 28 29 30
31 32 33 34 35 36 37 38 39 40
41 42 43 44 45 46 47 48 49 50

SOLUTION DU PROBLEME N° 65
[Notes - pions à 11 et 39 - Blancs : un pion à 28 et une dame à 40] :
40-35 (6-11) 35-40 (11-17) 38-31 (39x28) 40-48 (32-39) 48-43 (17-22) 43-18 (12-18) 18-21 (16-21) 17-22 (32-32) 44-33 (32-37) 33-47+.

ANGLERE
OPERA FRANAISE DES SCIENCES CULTURELLES ET LINGUISTIQUES dirigé par des membres de l'enseignement
3 SEMAINES ETÉ 78 de la 6^e à la Terminale PARIS-PARIS T.T.C. 1.990 F
Encadrement - Assurance Voyage - Hébergement - Cours Excursions - Activités sportives

ETUDES ET LOISIRS
7, rue Sainte-Eve, 75006 PARIS
Téléphone : 447-19-65 - 548-62-85 004-19-65

Hippisme

L'ORDRE REGNE A LONGCHAMP

LONGCHAMP remet de l'ordre dans ses écuries : la première grande « classique » pour « trois ans » revient à un « Aga Khan ».
Nishapur - c'est de lui qu'il s'agit - avait, lors de sa course de rentrée, volé un mois, été sacrifié à son camarade d'écurie Kaldoun. On l'avait confié à un apprenti, et qui on avait donné pour instruction d'imprimer à la course un rythme soutenu au profit dudit Kaldoun, mais, quant à lui, par le jeu de la main, Samani, l'apprenti s'était tant et si bien débarrassé des bras - et Nishapur des jambes - que les deux sacrifiés avaient failli garder le tête du peloton jusqu'à la ligne d'arrivée, ne la perdant, au passage de celle-ci, que d'une tête au profit du « Rothschild » Kamama. Samani et Kaldoun n'avaient pu seulement accrocher au sillage de leur coéquipiers.

Les princesses du stud-book
D'autres destins, déjà, s'achèvent. Par exemple, celui de Miska El Hava, qui semblait devoir être le porte-lantern de la jeune écurie arabe Fustok. Il a terminé parmi les derniers. Rien ne va plus pour son écurie, qui, ten passé, aux ventes de Deauville, avait acheté les sujets les plus chers, et n'a pas encore réussi, depuis le début de la saison, à gagner une seule course. A cet égard aussi, Longchamp remet de l'ordre : les péro-dollars ne suffisent pas. Il faut aussi, pour réussir, beaucoup d'expérience, beaucoup de discernement, un plan d'instruction, de la science et de la chance.

Apachée et Reine de Saba, respectivement gagnantes du Prix de Chaillet et du Prix de la Seine, sont probablement deux bonnes pouliches. La première dispose d'un lot qui sort tout droit du Gotha : on y trouve une fille de Vive la Reine, elle-même propre sœur de Vaguelly Noble ; une petite-fille de Miss Diaco, sœur du grand Bold Ruler ; une fille de Bubania ; une demi-sœur de Béghin - Rusticaro, lui-même sœur de l'anglais Pyram Hurl et du « Rothschild » Kenmare (lsmé), le sacre, la City et la banque aux quatre premières places : oui, Longchamp remet de l'ordre.

COURRIER DES LECTEURS

La chute mystérieuse (n° 747) : « Je brûlais de savoir, écrit Schaffhauser, comment un champion avait pu chuter le contrat. Hélas ! je n'ai resté sur ce mystère. Cependant, à considérer la façon compliquée dont ont joué ceux qui l'ont gagné, je comprends que l'un, sans doute fatigué, ait pu le perdre... C'est exact, seul Garozzo, à la troisième table, avait joué d'une façon simple.
PHIL

سكينة الجليل

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Comédie-Française, 20 h. 30 : Les
Autres de bonne foi; Ou ne
battre pas avec l'ennemi.

Les salles municipales

Mouvement Carré, 21 h. : Kibbutz
Dance Company; Pagan, 20 h. 30 :
Tudor Henry; 22 h. 30 : La Vague.

Les autres salles

Aire Libre, 18 h. 30 : Les Amours de
Jacques le Fataliste; 20 h. 15 :
Parade.

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(De 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 28 avril

Studio des Champs-Élysées, 19 h. 30 :
Aryeuchou.

Les cafés-théâtres

Ac Sec fin, 20 h. 45 : le Grand
Séart; 22 h. : la Femme rompue;
22 h. 15 : B. Vitse.

Les théâtres de banlieue

Argenteuil, C.C. 20 h. 45 : Valérie
Munarriz.

La danse

Théâtre de la Porte-Saint-Martin,
21 h. : Fiesta flamenco.

Les concerts

Salle Cortot, 20 h. 30 : M. Taglia-
ferro; 22 h. 30 : M. Tagliaferro.

cinémas

Les films marqués (*) sont
interdits aux moins de treize ans,
(**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet, 15 h. : Les Espions de
Chaillet; 18 h. 30 : Les Espions de
Chaillet.

Les exclusivités

ADIEU A ELVIS (A.V.G.) : Vidéo-
gramme de la mort de Elvis Presley.
A LA RECHERCHE DE MR GOODBAR
(A.V.G.) : Vidéo-gramme de la mort
de Mr Goodbar.

THEATRE DE LA VILLE

ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCIER

20 h 30
places 18 F et 32 F

dernière le 29
matinée supplémentaire
samedi 29 à 14 h 30

les derniers
de Gorki

adaptation française
Georges Arout
mise en scène
Lucian Pintilie

du 2 au 8 mai
murray louis
dance company

18 h 30
une heure sans entracte 14 F
du 25 au 29 avril
toto bissainthe

chants populaires d'Ho Chi
du 2 au 6 mai
X^e semaine
internationale
de guitare

2, place du Châtelet
tel. 274.11.24

TR. LUCERNAIRE

PUNK ET PUNK ET COLEGRAM
ARRABAL

« Rire non-stop... »
(Frère Bourgeois)

NOUVEAU

Cet ouvrage s'adresse à tous les res-
ponsables audiovisuels d'entreprises,
d'associations, de maisons de jeunes
et de la Culture et à tous ceux qui pra-
tiquent le Super 8-son.

INTRODUCTION
AU CINEMA
SUPER 8-SONORE
PROFESSIONNEL

Éd. OLLIVARRIC
79, Champs-Élysées, 75008
Tél. : 723.70.09
Format : 140 x 215
Prix : 48 F TTC + Port 6,90 F.

Adresse-moi l'ouvrage ci-dessus contre le che-
que ci-joint.

M. :

Adresse :

2 et 7 mai 20h30 2 représentations exceptionnelles

KATHAKALI

théâtre dansé de l'Inde
THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS
59 bd Jules-Guesde loc. 243 00 59 Inac agences copar

adamov

si l'été revenait
compagnie les ateliers gilles chavassieux

ODEON

THEATRE NATIONAL
Dernières
LE JEUNE THEATRE NATIONAL
présente

LA MANIFESTATION

de Philippe MADRAL
d'après « Le Cheval de Troie », de Paul NIZAN
mise en scène Jacques ROSNER

RENDEZ-VOUS ET LOCATION : 325-70-32
Tous les soirs à 20 h 30, sauf dimanches et jours fériés. Matinée, dimanche à 15 h.

COLISÉE GAUMONT v.o. - BALZAC v.o.
MONTPARNASSE 83 v.f. - IMPÉRIAL PATHÉ v.f.
NATION v.f. - CONVENTION GAUMONT v.f.
LUXEMBOURG v.o. - QUINTETTE v.o. - THIAIS Belle-Epine

« Impressionnant. Interprétation incompara-
ble de Diane Keaton, devenue meilleure comé-
dienne américaine de sa génération. »
Robert Rabinovitch - LE POINT

A LA RECHERCHE DE MR GOODBAR

AL LA RECHERCHE DE MR GOODBAR... DIANE KEATON
TUESDAY WELD WILLIAM A. HERTON RICHARD KILEY RICHARD GERE

GAUMONT COLISÉE - MONTPARNASSE PATHÉ - STUDIO GALANDE - BUXY BOUSSY

GAUMONT YVES GASSER et YVES PEYROT
PRESENTENT

MARLENE JOBERT - PHILIPPE LÉOTARD

Va voir maman

papa travaille
un film de
FRANÇOIS LETERRIER

du 9 au 28 mai
jennifer muller
and the works

THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS
59 bd Jules-Guesde loc. 243 00 59 Inac agences copar

ÉLYSÉES LINCOLN v.o. - QUARTIER LATIN v.o. - HAUTEFVILLE v.o.
14-JUILLET BASTILLE v.o. - ST-LAZARE PASQUIER v.f. - MAYFAIR v.o.
BOSQUET v.f. - GAUMONT RIVE GAUCHE v.f. - CAMBRONNE v.f.

ALBERTO SORDI / BERNARD BLIER / NINO MANFREDI

ETTORE SCOLA

NOS HEROS

REUSSIRONT-ILS A RETROUVER
LEUR AMI MYSTERIEUSEMENT
DISPARU EN AFRIQUE ?

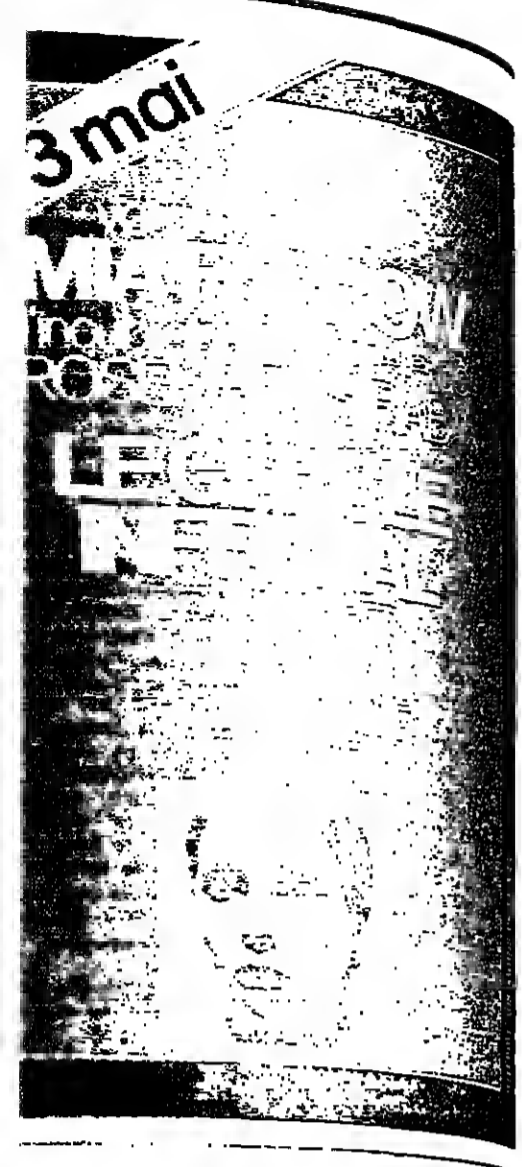


MANIER ZANZO - SCARFELLI SCOLA - FALTO SPANCONI
GIANNI HECHT LUCAR

U.G.C. BIARRITZ - U.G.C. DANTON - U.G.C. OPÉRA - PARAMOUNT OPÉRA -
BIENVENUE MONTPARNASSE - CONVENTION SAINT-CHARLES - PARAMOUNT
GALAXIE - ARTEL Rosny

« On n'a pas fini d'entendre parler de
JOYCE BUNUEL (la réalisatrice de La Jument Vapeur)
la première Woody Allen française... »
Claire Clouzot (Le Matin de Paris)

LA JUMENT VAPEUR



A. CLÉRY PATRICK... PATRICK... ARGENTUM

TYBAC



ABY - PARAMOUNT MAR... UGG OPERA

AL - MOD. V... PARAMOUNT GALANDE

S - UGG SA - DE L'OPÉRA - 3 SECRETAN

YL - MONT... PHILIPPE MADRAL

ARTS - MONT... PARAMOUNT DU

ROUY - L'OPÉRA - 3 SECRETAN

ONE

WO

WO

2 RUE

BOYENNE

VENTION - DES... RUSTRAL

BADE

TAT

MONICAVIT

SPECTACLES

EMMANUELLE 2 (Fr.) (**) : Capri, 2^e (308-11-90); Paramount-Montparnasse, 2^e (742-93-90); Publics-Méditerranée, 2^e (338-31-97); Paramount-Gala, 1^{er} (380-10-95); Paramount-Montparnasse, 1^{er} (326-22-17); Paramount-Madinet, 1^{er} (762-24-24).

L'ESPÉRANCE DE FORCE (A.) (**) v.o. : Publics-Champs-Élysées, 2^e (720-76-23), jusqu'à jeudi - v.f. : Capri, 2^e (308-11-90); Boulevard, 2^e (308-46-28), jusqu'à jeudi; Paramount-Élysées, 2^e (338-48-34); Paramount-Opéra, 2^e (773-34-37); Paramount-Gobelins, 1^{er} (107-18-28), jusqu'à jeudi; Paramount-Orléans, 1^{er} (540-45-91), jusqu'à jeudi; Paramount - Montparnasse, 1^{er} (326-22-17); Convention - Saint-Charles, 1^{er} (578-33-00), jusqu'à jeudi.

EUROPA (A. v.o.) : Cinoche-Saint-Germain, 2^e (623-10-82).

L'ÉTÉ SAUVAGE (Fr.) : Pathé, 2^e (03-15-64); Saint-Germain-Studio, 2^e (03-42-72); Quintette, 2^e (03-35-40); Colisée, 2^e (352-37-37); Saint-Lazare-Pasquier, 2^e (387-35-42); Lumière, 2^e (770-94-84); Montparnasse-Pasquier, 1^{er} (48-45-13); Gaumont-Convention, 1^{er} (623-42-27); Victor-Eugé, 1^{er} (774-49-75); Wexlar, 1^{er} (30-50-70); Gaumont-Gambetta, 2^e (797-02-74).

LA PIERRE DU SAHÉRI SOIE (A.) (**) : Saint-Michel, 2^e (325-79-17); O.G.C.-Odéon, 2^e (25-71-08); Normandie, 2^e (38-41-19); V. E. 2^e (24-42-53); Hélior, 2^e (770-11-24); D.O.C. Gare-de-Lyon, 1^{er} (345-01-51); O.G.C. Gobelins, 1^{er} (21-45-19); Miramar, 1^{er} (220-89-21); Mistral, 1^{er} (539-02-13); Gaumont-Convention, 1^{er} (623-42-27); Musée, 1^{er} (623-99-75); Clichy-Pasquier, 1^{er} (623-79-42); Gaumont-Gambetta, 2^e (797-02-74).

LA FRANCE DE GISCARD (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1^{er} (308-94-14).

FREUD (Fr.) : Paramount-Opéra, 2^e (073-34-37); Paramount-Montparnasse, 1^{er} (326-22-17).

LA GUERRA DES STILES (A.) (**) : Marbeuf, 2^e (22-47-15); Haussmann, 2^e (770-47-55).

L'HOMME-ARAIGNE (A. v.o.) : Les Tourlourous, 2^e (308-47-10).

JULIA (A. v.o.) : Saint-Germain-Village, 2^e (623-87-59); France-Élysées, 2^e (723-71-11); Studio Raspail, 1^{er} (338-38-96); - v.f. : Franc-Com, 2^e (70-33-88).

LA JUMENT VAPEUR (Fr.) : O.G.C.-Opéra, 2^e (261-50-23); O.G.C.-Danubio, 2^e (328-42-42); Biarritz, 2^e (723-88-23); Paramount-Gobelins, 1^{er} (107-18-28); Boulevard-Montparnasse, 1^{er} (326-22-17); Convention-Saint-Charles, 1^{er} (578-33-00); Paramount-Opéra, 2^e (773-34-37).

MAIS QU'EST-CE QUE LES VERTUEUX ? (Fr.) : Bonaparte, 2^e (326-12-12).

LA MAITRESSE LÉGITIME (Fr.) (**) : Scénario de (326-15-71); Clichy-Écoles, 2^e (033-20-12).

LE MIROIR (Sov. v.o.) : Cinoche-Saint-Germain, 2^e (623-10-82).

LES MYSTÈRES DU TRIANGLE DES HERMÈS (Mex. v.o.) : Clichy-Écoles, 2^e (033-20-12); Élysées-Lumière, 2^e (338-15-71); Rex, 2^e (238-83-93); Les Images, 1^{er} (523-47-94).

LES HEROS BRUSSELIENS (It. v.o.) : Haussmann, 2^e (326-79-38); Quartier-Latin, 2^e (326-84-03); Gaumont-Six-Gaucha, 2^e (348-28-28); Élysées-Lumière, 2^e (338-15-71); Mayfair, 1^{er} (823-27-08); 14-Juillet-Bastille, 1^{er} (387-90-31); - v.f. : Bonaparte, 2^e (326-12-12); Saint-Lazare-Pasquier, 2^e (387-35-42); Cambronna, 1^{er} (734-32-58).

L'ŒUVRE DU SERPENT (A. v.o.) (**) : Studio de la Harpe, 2^e (033-24-83).

POUR QUI LES PRISONS (Fr.) : Le Sain, 2^e (326-85-93), h. sp.

POURQUOI PAS ? (Fr.) (**) : Clichy-Écoles, 2^e (033-20-12).

QUI A VU LE CRAYON ? (It. v.o.) : O.G.C.-Odéon, 2^e (25-71-08); Biarritz, 2^e (723-88-23); - v.f. : Hélior, 2^e (770-11-24).

RENCONTRES OÙ TROISIÈME TYPE (A.), v.o. : Haussmann, 2^e (326-79-38); - v.f. : Élysées, 2^e (338-15-71); - v.f. : Richelieu, 2^e (232-56-70); Franc-Com, 2^e (70-33-88); Athènes, 1^{er} (343-07-48); Panvelta, 1^{er} (331-59-88); Gaumont-Sud, 1^{er} (331-51-16); Cambronna, 1^{er} (734-32-58); Clichy-Pasquier, 2^e (387-35-42); Gaumont-Opéra, 2^e (773-34-37); Gaumont-Gambetta, 2^e (797-02-74).

SALE BEVER (Fr.) : Omnia, 2^e (223-39-38); Styx, 2^e (344-14-27); Biarritz, 2^e (723-88-23); Marignan, 2^e (338-22-83); Gaumont-Opéra, 2^e (773-34-37); Diderot, 1^{er} (343-19-29).

STYX HUNGRY (A.), v.o. : Racine, 2^e (633-43-71); Olympia, 1^{er} (542-67-42); Mac-Mahon, 1^{er} (380-74-81).

STYLÉ (A.), v.o. : Publics-Saint-Germain, 2^e (623-79-80), jusqu'à jeudi; Arcadia, 2^e (648-65-25).

TENDRE FOULET (Fr.) : O.G.C.-Marbeuf, 2^e (22-47-15).

LA TERRE DE NOS ANCIÈTRES (Fr.) (**) : v.o. : Studio Loggia, 2^e (033-25-43).

LE TOURNANT DE LA VIE (A.), v.o. : Haussmann, 2^e (326-79-38); Marignan, 2^e (338-22-83); V. E. 2^e (24-42-53); Impérial, 2^e (742-72-52); Saint-Ambroise, 1^{er} (700-86-18).

LA TRAPPE A NANAS (A.) (**) v.o. : Marbeuf, 2^e (22-47-15); - v.f. : Marbeuf, 2^e (22-47-15).

TRAS OS MONTES (Port.), v.o. : Action-République, 1^{er} (880-51-23); VA VOIR, MAMAN, PAPA, TRAVAILLE (Fr.) : Studio Galand, 2^e (033-72-71); Colisée, 2^e (338-29-48); Montparnasse-Pasquier, 1^{er} (326-22-17).

VERA ROMÉYKE N'EST PAS DANS LES NORMES (All.), v.o. : le Setna, 2^e (225-95-99), h. sp.

LA VIE DEVANT SOI (Fr.) : Marbeuf, 2^e (22-47-15); Paramount-Matignon, 2^e (773-43-90); Studio Alpha, 2^e (633-38-22).

VOLANTA (Suisse), v. f. : Haussmann, 2^e (326-79-38).

VIVA ABBA (Suède), v. f. : Marbeuf, 2^e (22-47-15).

VOYAGE A TOKYO (Jap.), v.o. : Saint-André-des-Arts, 2^e (326-48-18).

VOYAGE AU JARDIN DES MORTS (Fr.) : le Setna, 2^e (225-95-99), h. sp.

LA ZIZANIE (Fr.) : Ambassade, 2^e (339-49-08); Athènes, 1^{er} (343-07-48); Franc-Com, 2^e (70-33-88); Montparnasse-Pasquier, 1^{er} (326-22-17); Gaumont-Sud, 1^{er} (331-51-16); Wexlar, 1^{er} (30-50-70); Richelieu, 2^e (232-56-70).

RADIO-TÉLÉVISION

Une sélection pour le week-end

● **Emile Zola**
Le premier des quatre films de Stelio Lorenzi et Armand Lanoux campe Zola dans sa vie très bourgeoise, entre sa femme et sa maîtresse, avec ses deux enfants, le montre à bicyclette au bois de Boulogne, chez différents savants qui l'examinent, chez Daudet où l'on parle entre amis de la dégradation de Dreyfus. L'engagement de Zola commence ici, quand il dit : « Je n'aime pas la férocité des foules déchaînées contre un seul homme. » (Samedi, Antenne 2, 20 h. 35.)

● **Prêtres pour l'Irlande**
Des nouvelles du drame irlandais, au cours d'une émission commune de « Présence protestante » et du « Jour du Seigneur ». Une équipe est allée filmer en Ulster la présence quotidienne de la violence, a recueilli le témoignage des catholiques et des protestants, tous pauvres et broyés dans la colère qui les jette les uns contre les autres. « L'Irlande sans nom » (c'est le titre du document) tente de retrouver les causes du drame. (Dimanche, TF1, 10 h.)

VENREDI 28 AVRIL

CHAÎNE I : TF 1
18 h. 25. Pour les petits : 18 h. 30. L'île aux enfants ; 18 h. 50. Comment faire ? ; 19 h. 15. Feuilletton : Le village enfiévré ; 19 h. 15. Une minute pour les femmes : à la Foire de Paris on peut aussi s'informer ; 19 h. 45. Eh bien... raconte !
20 h. 30. Au théâtre ce soir : LE BON NUMÉRO, d'E. de Filippo ; adapt. J. Michaud ; mise en scène J. Fabry ; avec J. Fabry, M. Villalonga, Cl. Vêga, G. Jabbour.
M. Ferdinand, patron d'une agence de Loto nepotisme, et le mystère des 40 millions de francs enlevés par un homme.
21 h. 55. Documentaire de création : Engène Guillevic, par S. Moati (production de l'INA).
22 h. 50. Jazz à Juan.
23 h. 15. Journal.

CHAÎNE II : A 2
18 h. 25. Dessins animés ; 18 h. 40. C'est la vie ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Top-club ; 20 h. Journal.
20 h. 30. Feuilletton : Les Brigades du tigre (Les émissaires du Vésinet) de C. Desailly, réal. V. Vicas.
D'innombrables victimes démolies enlevées des débris pour contraindre la Chambre à accepter le statut des femmes. Brigades rouges et vieilles dentelles.

GASTON BONHEUR LE SOLEIL OBLIQUE
Un grand "bonheur"
ROMAN/JULLIARD
21 h. 30. Émission littéraire : Apostrophes (Personnages insolites).

Avec M. H. Audier (le Chant du départ), G. Bonheur (Soie oblique), D. Bouzanger (Entrance notère), C. Lepetit (la Main rouge), J. Ricardou (Nouveaux problèmes du roman), et Mme H. Dufour (la Marie-Marraine).

22 h. 45. FILM (ciné-club) : LES VITELLONI, de F. Fellini (1953), avec F. Fabrizi, F. Interlenghi, A. Sordi, L. Trieste, R. Fellini, L. Ruffo. (V.o. sous titre N. Rediffusion.)
Dans une ville de province, deux hommes approchent la trentaine, ont des femmes et l'instinct, comme s'ils ne pouvaient se détacher de leur adolescence.

CHAÎNE III : FR 3
18 h. 35. Pour les jeunes : 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Non sa révérence, non un totalitarisme (le journal - Présent) ; 20 h. Les Jeux.
20 h. 30. Les dossiers noirs : Le mystère Kennedy - La vérité en marche, par J.-M. Charlier ; 21 h. 40. Débat : L'assassinat du président Kennedy.
On pourra peut-être mieux comprendre tout le mystère Kennedy grâce, en particulier, à la déposition de J.-M. Charlier de la copie intégrale d'un film d'actualité qui avait été tourné par le F.B.I.
22 h. 45. Journal.

FRANCE-CULTURE
18 h. 30. Feuilletton : « De la vie d'un vaurien », de Barthe ; 19 h. 25. Les grandes aventures de la science moderne ;
20 h. Les maîtres du roman populaire de 1918 à 1950, par P. Dupuy et S. Martz ; 21 h. 30. Musique de chambre (Storino, Arma, Fauré, Roland-Manze) ; 22 h. 30. Nuits magiques : à 22 h. 33. Voyage retour Paris-Bruxelles.

FRANCE-MUSIQUE
18 h. 2. Musique magazine ; 19 h. Jazz Time ; 19 h. 45. Thèmes variés - le romantisme : Schumann, Mendelssohn, Brahms, Liszt ;
20 h. 30. Grands crus ; 21 h. 30. Échanges franco-allemands : Orchestre de Stuttgart, dir. N. Martinov, avec M. Rostropovitch : « Symphonie n° 23, en si bémol majeur K. 319 » (Mozart) ; « Concerto pour violoncelle et piano » (Haydn) ; « Symphonie n° 40, en la mineur » (Mendelssohn) ; 23 h. 15. France-Musique la nuit : Rita Streich, le désir du chant ; 0 h. 5. Le compositeur C. Messiaen ; 1 h. Sclarer. Sclarer : Godard, Rautava, F.T. Kirchner, Moussorgski.

SAMEDI 29 AVRIL

CHAÎNE I : TF 1
11 h. 15. Émission pédagogique ; 12 h. 10. Émissions régionales ; 12 h. 30. Dis-moi ce que tu m'aimes ; 12 h. 45. Jeunes pratiques ; 13 h. Journal ; 13 h. 35. Le monde de l'accordéon ; 13 h. 50. La France défigurée ; 14 h. 10. Hésitez donc avec nous le samedi ; 15 h. L'île perdue ; 15 h. 45. Feuilletton : Vidocq ; 17 h. Les hommes de la vie ; 18 h. 5. Trente millions d'amis ; 18 h. 40. Magazine auto-moto ; 19 h. 15. Six minutes pour vous défendre : sécurité électrique ; 19 h. 45. Eh bien... raconte ! ; 20 h. Journal.
20 h. 30. Variétés : Numéro 1. Charles Aznavour ; 21 h. 45. Série : Serpico (dixième épisode : L'enfant tragique).
22 h. 30. Sports : Téléfoot 1.
23 h. 35. Journal.

CHAÎNE II : A 2
11 h. 45. La télévision des téléspectateurs en super-8 ; 12 h. 15. Journal des sourds et des malentendants ; 12 h. 30. Samedi et demi ; 13 h. 35. Loto chansons.
14 h. 35. Les Jeux du Samedi : 17 h. Loto chansons (résultats) ; 17 h. 10. Des animaux et des hommes ; les lévriers ; 18 h. Chroniques du temps de l'ombre : Ce jour-là, l'en témoignage.
Hiver 1940-1941 : après l'arrestation de Pierre Leval, la création des premiers réseaux de Résistance.
18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : Top-club ; 20 h. Journal.
21 h. 35. Les Jeux du Samedi : La conscience humaine. Première partie Un homme assez courageux, de S. Lorenzi. Scénario, adapt. et dialogues A. Lanoux et S. Lorenzi. Avec J. Topark, D. Davray, M. Schiltz, F. Chaumette, P. Vernier, J. Monod, A. Valmy.

22 h. 40. Magazine de l'image : Voir.
23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3
18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Samedi entre nous ; 20 h. Les Jeux.
20 h. 30. Théâtre : LE SCENARIO, de Jean Anouilh avec D. Gélis, J. Péraud, J. Fabry, S. Azéma.
1939. Deux émissaires français préparent un scénario pour la production d'un film domestique, aristocratique, éternel, éternel, ses rêves de pureté aux nostalgies d'Anouilh.
22 h. 45. Journal.

FRANCE-CULTURE
20 h. L'Épopée de Gilgamesh, de B. Banks (de grand Chanaan), avec A. Balaud, C. Charat, J.-F. Boudreau ; 21 h. 55. Ad lib. ; 22 h. 5. La fugue du samedi ou mi-fugue, mi-raïst ; 23 h. Pâques orthodoxes.

FRANCE-MUSIQUE
13 h. 30. Chasseurs de son stéréo ; 14 h. Disco-thèque 72 ; 15 h. En direct du studio 101 : récital de jeunes solistes ; 15 h. 45. Discothèque 72 ; 18 h. 30. L'art des bruits, par le O.R.M. de l'INA ; 17 h. 15. Après-midi lyrique : « Benvenuto Cellini » (Berlioz), avec N. Gedda, C. Eda-Pierre, les Chœurs de Concerto-Gardes et l'Orchestre de la O.R.C. dir. Colin Davis ;
20 h. 5. Musiques oubliées : 20 h. 30. Échanges internationaux de Radio-France. Journées de musique de chambre contemporaine de Witton 1977 ; œuvres de Tristan Murali et Björk Ödman ; 22 h. 30. France-Musique la nuit : Pianissimo imaginaire pour révéler l'impensable : « Sérénade » et « Étude n° 1 » (Haydn) ; « Les piacettes : suite pour grand orchestre » (Chabrier) ; 23 h. 15. Jazz forum ; 0 h. 5. Concert de musique : Orchestre philharmonique de la radio islandaise, dir. M. Tabachnik ; Serio ; 1 h. Un profil au soleil ; D. Milhaud.

DIMANCHE 30 AVRIL

CHAÎNE I : TF 1
9 h. 15. Émissions religieuses et philosophiques : A bible ouverte ; à 9 h. 30. Orthodoxie ; à 10 h. Deux heures de prière autour du drame irlandais, documents : « L'Irlande sans nom » ; 12 h. 15. Sports : 18 h. 25. Dramatique : Le jeune homme et le lion ; 20 h. Journal.
20 h. 30. FILM : FAUT PAS PRENDRE LES ENFANTS DU BON DIEU POUR DES CANARDS SAUVAGES, de M. Audier (1968) ; avec F. Rosay, M. Jober, B. Blar, A. Pousse, C. Rollet, R. Dalban, P. Frankeur. (Rediffusion.)
Percs qu'elle n'a pas obtenu le million d'un Ançois qu'elle revendiquait pour sa part dans un hold-up, une jeune fille fait appel à son frère, ancienne femme-pompier, pour le récupérer.
Série pour un peu laborieuse, d'un film de Série noire. La première réalisation de Michel Audier. De remarquables numéros d'auteurs.
21 h. 45. Concert : Orchestre national de France, dir. Ph. Entremont (Concerto pour piano en ré majeur, de Mozart, Suite du « Chevalier à la rose », de R. Strauss).
22 h. 45. Journal.

CHAÎNE II : A 2
10 h. Émission pédagogique : Cousins, cousines ; 11 h. 20. Concert par l'Orchestre de Strasbourg, dir. A. Lombard, soliste : C. Ducrocq (le Harold d'Italie de Berlioz).
12 h. Bon dimanche ; 12 h. 5. Blue jeans ; 13 h. Journal ; 13 h. 25. Grand album ; 14 h. Pom, pom, pom, pom (reprises) à 15 h. 18 h. 17 h. 20 et 18 h.) ; 14 h. 25. Dessins animés ; 14 h. 30. Série : Super Jaimé ; 15 h. 25. La lorgnette et Variétés de province ; 18 h. 15. Muppet show ; 18 h. 45. École des fans ; 17 h. 25. Monsieur Cinéma ; 18 h. 15. Petit théâtre du dimanche ; 19 h. Stade 2 ; 20 h. Journal.
20 h. 30. Musique and music ; 21 h. 40. Un homme, un jour ; 15 mai 1939, avec Martin Szasz, la guerre d'Espagne.
22 h. 55. Journal.

CHAÎNE III : FR 3
10 h. Émission de l'ICEI pour les travailleurs immigrés : Images du Maroc ; 10 h. 30. Magazine : Mosaique ; 10 h. 35. Documentaire : Tigre, tigre, flamme dans la nuit, par J.-P. Blondel ; 17 h. 30. Espace musical : Sonata en si mineur pour piano, de F. Liszt, avec Bismolman ; 18 h. 25. Cheval, mon ami ; 18 h. 50. Plein air ; 19 h. 20. Spécial DOM-TOM ; 19 h. 35. Feuilletton Broche.
20 h. 5. Histoire de France d'A. Conto : La fin des Girondins dans les griffes de Saintr-Emilion, réal. F. Strouve ; 20 h. 30. Les derniers témoins : Henri Fabre, marin du ciel, par R. Ariaud et J.-J. Sirkis ; 21 h. 20. Journal ; 21 h. 35. L'homme en question : Alfred Sauvy ; 22 h. 40. FILM (cinéma de minute) : LE CURASSE - POTEMKINE, de S.M. Eisenstein (1926), avec A. Antonov, V. Barsky, C. Alexandrov, A. Levchin. (Muet. N. Rediffusion.)
En 1905, à Odessa, les marins, mal traités, du cuirassé Potemkine se révoltent contre leurs officiers. La population les soutient. Des répressions suivent.
Le plus célèbre des films d'Eisenstein. Un événement historique réel devenu épopée révolutionnaire par la force des images, le rythme haletant qui les lie.

FRANCE-CULTURE
20 h. Poésie : Marc Petit et Dominique Grandmot ; 20 h. 40. Atelier de création radiophonique : « Ceprice pour quatre chemins d'or », par R. Jentz ; 22 h. Black and blue ; 23 h. 50. Poésie : Jean Le Oan.

FRANCE-MUSIQUE
13 h. 40. Jour « J » de la musique ; 14 h. La tribune des critiques de disques : Capote et Come you sons of hart, via la reine Mary (S. Parcell) ; 17 h. Le concert égypte de Dode Gouard ; J.-S. Bach, Concerto pour piano ; 18 h. 30. Espace musical : Sonata en si mineur pour piano, de F. Liszt, avec Bismolman ; 18 h. 25. Cheval, mon ami ; 18 h. 50. Plein air ; 19 h. 20. Spécial DOM-TOM ; 19 h. 35. Feuilletton Broche.
20 h. 5. Histoire de France d'A. Conto : La fin des Girondins dans les griffes de Saintr-Emilion, réal. F. Strouve ; 20 h. 30. Les derniers témoins : Henri Fabre, marin du ciel, par R. Ariaud et J.-J. Sirkis ; 21 h. 20. Journal ; 21 h. 35. L'homme en question : Alfred Sauvy ; 22 h. 40. FILM (cinéma de minute) : LE CURASSE - POTEMKINE, de S.M. Eisenstein (1926), avec A. Antonov, V. Barsky, C. Alexandrov, A. Levchin. (Muet. N. Rediffusion.)
En 1905, à Odessa, les marins, mal traités, du cuirassé Potemkine se révoltent contre leurs officiers. La population les soutient. Des répressions suivent.
Le plus célèbre des films d'Eisenstein. Un événement historique réel devenu épopée révolutionnaire par la force des images, le rythme haletant qui les lie.

GIT-LE-CŒUR - OLYMPIC ENTREPOT

UN FILM DE RAINER WERNER FASSBINDER

LE ROTI DE SATAN

MARIGNAN PATHÉ - U.G.C. BIARRITZ - GAUMONT OPÉRA - OMNIA MONTPARNASSE - U.C. CLICHY. PATHÉ - DIDEROT - STYX ARTEL Critéil - FRANÇAIS - Enghien - AVIATIC Le Bourget LE PERRYAS Soignies-Gennevilliers-Des-Bois

Sale Raveur

Vive Dutronc...

MICHEL PEREZ LE MATIN

Déborde de sensibilité lucide.

J.-L. BORY DE SAINT-VINCENT

De l'excellent ciné.

REMO FORLANI ORIL

J'ai marché à fond!

JOSÉ M. BESCOS partiscop

Dutronc-la-joie.

PIERRE BILLARD Le Journal

Sale Raveur

Sanctuaire Perrier, le haut de la FONDATION PHILIP MORRIS

pour le cinéma

PUBLICATION DU RAPPORT CAILLAVET

● Le rapport d'information sur « Les conditions de la qualité et de la création à la radio-télévision française » vient d'être publié par le Sénat. Présenté par M. Henri Caillaud, sénateur du Lot-et-Garonne (Gauche démocratique), ce document de deux cent quatre-vingt-cinq pages propose une analyse des conséquences de la loi du 7 juillet 1974 et des remèdes à une situation « dégradée ».

● Il faut, écrit M. Henri Caillaud, que la télévision soit un véritable forum de la création. Autant il convient de centraliser le plus possible la gestion administrative et technique afin de la simplifier — et même de l'informatiser — et autant il est nécessaire de décentraliser réellement et efficacement les mécanismes de la production. Selon M. Henri Caillaud, qui suggère la mise en place d'« unités de programme », les dispositions concernant l'implantation de ces programmes sont à revoir, ainsi que le statut et les conditions de travail des réalisateurs.

TRIBUNES ET DÉBATS

SAMEDI 29 AVRIL
— Mme Alice Saunier - S&A, ministre des universités, est le rédacteur en chef du journal inattendu de R.T.L., à 19 heures.

DIMANCHE 30 AVRIL
— M. Michel Rocard, membre du secrétariat du P.S., député des Yvelines, est l'invité d'un Club de la presse à l'Europe 1, à 19 heures.

LOTO

Vous pouvez jouer toute la semaine jusqu'au mardi après-midi précédent le tirage du mercredi.

VENTE A VERSAILLES

M^{me} F. et J. MARTIN, C. Fr. ass. 3, imp. Chevau-Légers - 950-88-08

DIMANCHE 30 AVRIL
GALERIE CHEVAU-LÉGERS 10 h. et 14 h.

TABLEAUX MODERNES
HOTEL CHEVAU-LÉGERS - 14 h. Bielles et Membres anciens Exposition : Vendredi et Samedi.

RADIO-TÉLÉVISION

Le bon en avant des cop

Le bon en avant des cop

D'étranges en

D'étranges en

صكنا من الامم

RADIO-TÉLÉVISION

INSTITUT

CARNET

28 AVRIL

LES VITRINES... FRANCE CULTURE... FRANCE MUSIQUE

FRANCE CULTURE... FRANCE MUSIQUE

FRANCE MUSIQUE

FRANCE MUSIQUE

FRANCE MUSIQUE

FRANCE MUSIQUE

FRANCE MUSIQUE

FRANCE MUSIQUE

FRANCE MUSIQUE

FRANCE MUSIQUE

AU MIP DE CANNES
Le bond en avant des coproductions

Le succès commercial du Marché international des programmes de télévision (MIP-TV), imaginé il y a quelque ans par M. Bernard Chevry...

M. Michel Déon pose sa candidature à l'Académie française

L'Académie française a enregistré, ce matin de sa séance du 27 avril, la candidature de l'écrivain Michel Déon...

Une série de prix littéraires

L'Académie a également décerné les prix littéraires suivants: Prix Dr Binet-Sangle; Charles Lefebvre...

Réceptions

L'ambassadeur des Pays-Bas et Mme de Banitz ont offert, jeudi soir, la traditionnelle réception des couples.

Naissances

M. et Mme Michel AUBOILLANT, Maire et Anne-Sophie ont la joie d'annoncer la naissance de Rafale...

Finances

On nous prie d'annoncer les fiançailles de Mlle Aline de BARRIN...

Mariages

Maurice BOURJOL, professeur à la faculté de Tours, et Mme ont la joie d'annoncer le mariage de leur fille...

Décès

Le docteur Pierre KOVALEVSKY, décédé en son domicile, villa Notre-Dame, 28, rue Fribant, 75014 Paris, le 27 avril 1978...

LETTRES

vertige d'un méandre, la splendeur hypnotique... Mais cette hypnose est la seule expérience métaphysique à laquelle il puisse prétendre...

D'étranges enchantements

(Suite de la première page.) Une partie de l'œuvre de Roger Caillols est, ce soir, consacrée à une description méticuleuse et quasi maniaque des pierres...

COMMUNICATIONS DIVERSES

Le Président du conseil d'administration, M. Jean GANIVET, a l'honneur de vous annoncer le décès de...

LATREILLE
SPECIALISTE
DU TRÈS BEAU VÊTEMENT
RAYON SPÉCIAL
POUR PERSONNES FORTES

LE MONDE
L'APPARTEMENT
qui vous réconcilie

Le Monde
Service des Abonnements
75277 PARIS - CEDEX 19

rustiques
sur mont st-michel

| | | |
|----------------------|----------|---------------|
| | La ligne | La ligne T.C. |
| OFFRES D'EMPLOI | 43,00 | 49,19 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 10,00 | 11,44 |
| IMMOBILIER | 30,00 | 34,32 |
| AUTOMOBILES | 30,00 | 34,32 |
| AGENDA | 30,00 | 34,32 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 80,00 | 91,52 |

ANNONCES CLASSEES

| | | |
|--------------------|--------------|-------|
| ANNONCES ENCOREES | Le m/m. vol. | T.C. |
| OFFRES D'EMPLOIS | 24,00 | 27,45 |
| DEMANDES D'EMPLOIS | 5,00 | 5,72 |
| IMMOBILIER | 20,00 | 22,88 |
| AUTOMOBILES | 20,00 | 22,88 |
| AGENDA | 20,00 | 22,88 |

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

Dans le cadre du programme de Coopération technique, l'Organisation des Nations unies recherche un

EXPERT EN ADMINISTRATION FISCALE

Pour un poste d'un an (avec possibilité de prorogation) à Kigali, Rwanda, dès que possible.

L'expert, titulaire d'une licence en droit ou en économie, devra justifier d'une vaste expérience des services fiscaux et douaniers ainsi que de la tenue et de la vérification de la comptabilité de caisse de bureaux publics. Il travaillera en liaison étroite avec le Directeur Général des Impôts et sera placé auprès du Secrétaire Général du Ministère des Finances et de l'Economie. Les conditions d'emploi et de rémunération seront celles qui régissent les contrats d'expertise des Nations unies. La langue de travail est le français.

Les candidats doivent se mettre en rapport avec :
La Direction Générale des Relations Culturelles, Scientifiques et Techniques,
Ministère des Affaires Étrangères,
38, rue La Pérouse,
Paris (19^e),
qui transmettra les formulaires de notices personnelles des Nations unies.

Chef des Ventes

Conditionnement moulage - injection Région parisienne 130.000+

Nous sommes une société française, filiale d'un groupe international, qui recherche son Chef des Ventes. Il dépendra directement du Directeur Commercial auquel il sera appelé à succéder. Le candidat retenu, âgé de 35 ans minimum aura un esprit mandant, accrocheur et dynamique. Il aura une formation supérieure et une très bonne connaissance de l'anglais (l'allemand serait apprécié). Il justifiera d'une expérience concrète d'une dizaine d'années environ en milieu industriel traitant de moulage plastique-injection, soufflage ou thermo-injectable et de bonnes introductions dans les marchés de la pharmacie industrielle et produits d'entretien.

Adr. C.V., photo et prêt, sous réf. 4790/AL à : A.M.P. - 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra)

IMPORTANT CABINET JURIDIQUE RECHERCHE POUR PARIS

FISCALISTE

ayant 3 ou 4 années d'expérience. Anglais et expérience administrative souhaités. Ecrire N° T 0459 M - BREVES-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

NOUVELLE ECOLE cherche enseignants qualifiés d'origine ANGLAIS et ALLEMANDS.

Adr. C.V. et photo à Heldenreich 185, rue Saint-Jacques, 75005.

MUTUALITE AGRICOLE

370-352/3 K-005-VS en informatique de gestion recherche

ANALYSES

OE INGENIEUR Maître ou équivalent avec 2 à 3 années d'expérience en analyse programmation. Ecr. avec C.V. et prêt à : Direction Informatique F.M.A. ILE-DE-FRANCE, 22, rue de la Tourne-lisotte 75014 PARIS

INGENIEUR

disposant d'une expérience pratique en tant que chef d'équipe d'ingénierie et de développement du secteur formation à caractère militaire de sécurité. Adr. C.V., photo et prêt à : IFTVA, 44, rue Travençolo 92200 SEVRES

Recherchons pour Secteur BORDEAUX

AGENT TECHNICO-COMMERCIAL Jeune, dynamique, ayant expérience de la clientèle

POUR ASSURER dans le DOMAINE MEDICAL :

● promotion et vente matériel médical spécialisé et pas médicaux ● aide et surveillance travaux de distribution de fluides médicaux par canalisation

Sitè Conseils Juridiques

Normandie, cherche Collaborateur Fiscaliste Formations C. Infirmière ou certifi. Sup. J. et F. Ecrire : AGENCIE HAVAS, 14000 CAEN, n° 793

Pour SAVOIE, rech. Comptables et Secrétaires qualifiés. Situations stables et intéressantes. Possibilité logement. Ecrire P.P.H. 72000 CHAMBERY, n° 20

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

secrétaires

Importante Entreprise Bâtiment PARIS SUD recherche d'urgence **UNE SECRÉTAIRE STENOGRAPHE**

Pour service juridique et administratif. Horaires : 8 h à 12 h. Ticks restaurant. Ecrire sous le n° 34254 B, à BLEU - 17, rue Label, 92000 Vincennes, qui transmettra.

CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE-DE-FRANCE

recherche **SECRÉTAIRES MÉDICO-SOCIALES** Titulaires du BAC P. E. Préfèrent le sténodactylo. Adresseur C.V. détaillé à : Mme Jo Chef du Personnel 17-19, rue de Plandre, 75008 Paris Cedex 18.

LABORATOIRE RECHERCHES SCIENTIFIQUES 75005 PARIS

recherche **SECRÉTAIRE** pour un emploi contractuel de remplacement (peuvent se transformer en emploi stable ultérieurement).

JEUNES FEMMES : STENOGRAPHE

Titulaire du BAC G I. Possédant B.T.S. Dynamiques et bonne présentation. Mme Lindi, SELECTION, 40, r. de Chabrol (10^e), 75044-07

IMPORTANTE STE OPERA

recherche **SECRÉTAIRE BILINGUE ANGLAIS** Poste varié et équilibré. 288-64-66 - 288-62-38

Sténodactylo

STENOGRAPHE BILINGUE ANGLAIS-FRANÇAIS débrouillée, connaissance anglaise parfaite. 70464, 1973-25

capitaux ou proposit. com.

Garage Auto Pantin 161, rue de Paris 93-BOBIGNY, 844-36-42, rech. associés ou financiers pour affaire en plein essor. Étude toutes propositions.

GRUPE FINANCIER PRIVE

desirent investir. Étudierait toutes propositions associatives participation dans affaire existante ou à créer. Pour premier contact, écrire au Cabinet International Claude Mansuète, 81, avenue Raymond-Poincaré - PARIS-16^e.

Marchand de biens demande

30.000 F par tranche de 20.000 F sur garanties immobilières. F. B. M. P. R. C. O. 105-10-62 ou bureau : 489-20-20, poste 277.

demandes d'emploi

Étudiant Anglais, 18 a., cherche trav. est. v. juil.-sept. 1978. Franc. Allem. Disp. à faire 47 Greave Ave, Rochdale, Lancs, Angleterre.

Jeune Femme, 33 ans, cherche emploi stable poste secrétaire cdi, sans respons., 15 ans expér., bant nord est. Ecrire avec curriculum vitae à : REGIE-PRESSE, n° 82.077 AL 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

Étudiante allemande trilingue (français, anglais) cherche emploi temporaire pendant l'été dans l'hôtellerie, tourisme, entreprise privée. Ecr. Mme A. HONIG, Th. Heuss str. 67, 6728 Germersheim, RFA

Jeune Cadre de direction D.E.C.S., lic. Sc. E.C.P., I.R.G., 13 ans expérience complète avec concours complète direction/organisation personnel organisation services généraux assistant directeur. Librairie 1979.

39 ans - Langue Italienne Masseur professionnel international parfait anglais, franc., espagn. avec connaissances complètes direction/organisation personnel organisation services généraux assistant directeur. Librairie 1979.

Instruments

de musique

PIANO CENTER

tous les meilleurs marques, modiales PIANOS-ORGUES neufs, occasion récente

« LOCATION-VENTE PIANO-BAR » en cas d'achat, dès six mois récupération totale des versements (caution, location, transport).

PARIS-OUEST : piano. TEL : 729-74-47. PARIS-EST : piano, orgues. TEL : 857-63-36.

ACHETONS PIANOS

Daniot, 75, av. de Wagram, 17^e. T. WAG. 34-17. Vente-Location.

Offres de particuliers

Particulier vend mini-tracteur autopropulsé Heli B CV. Lave, de coupe 92 cm, 2 lames. Tél. : 974-84-74 de 18 h. à 20 h.

Agencement

Agencement Décoration pose revêtement sols murs. Cuisines, meubles sur mesure. Travail rapide et soigné. RDLLH. Téléphones : 287-66-58.

Ameublement

Sur TOUT l'ameublement REMISE 15 % prix livré ou 20 % prix emporté literies, salons, toutes marques.

MOBILIA

30, bd de Valenciennes, Paris-15^e (à 60 m. vers Montparnasse), ou 9, avenue d'Italie, Paris-13^e. TEL : 533-62-38.

Appareil ménager

2 SUPERBES AFFAIRES ● Gdes marques, neuf garanti NOTTES, SPYRANTES cuisine modula à recruter, val. 850 F. PRIX : 290 F. ● AIGUO, RADIOS, cassinettes touches pré-régulées, complet avec accessoires. Vente 575 F. PRIX : 220 F. CIRATEL : 49, r. de la Convention, T. 578-94-44.

Armes de chasse

CAUSE DOUBLE EMPLOI Ventes carabines grande classe saive EXPRESS « HEM » calibre 9,3 x 74,2. Valeur 1.000 F. Vente 500 F. Ecr. n° 6.006, « le Monde » Paris-5, r. des Italiens, 75027 Paris-5.

Bijoux

ACHAT COMPTANT, beaux bijoux, même importants, brillants, pierres fines, objets d'art. J. NORSTEN, 14, r. Royale, 8^e.

BIJOUX ANCIENS

BAGUES ROMANTQUES se choisissent chez GILLET, 19, r. d'Arcole, 4^e. T. 833-01-83.

Artisans

Artisan exerce rapidement peintures, papiers peints, tissu moquette, vitrification. Téléphone : 966-01-96.

Cadeaux

Nouv. bout. Meud 56, r. Verneuil 7^e, talenceaux, assort, pastels moucheux, vit à la p. verre, glivres, tab., chaises « bistrot », etc. Prix intéressants.

Débarras

DÉBARRAS 2000 TEL : 326-61-33.

Cours

INSTITUT FRANÇAIS DE LANGUES VIVANTES cours audio-visuel privé. Démonstrations gratuites, 46, bd Saint-Michel, Paris, T. 234-42-42.

Modes

Les plus belles collections COSTUMES et SPORTSWEAR 5, av. de Villiers, M^e Villiers.

Plongée

Montage de verre correcteur SUR MASQUE SOUS-MARIN. ALLEIGHY opticien, 73, bd de Strasbourg, Paris-10^e. TEL : 776-20-66.

ALISON CLAY

CONSEIL MARIAGEAL Rencontres - Mariages - Loisirs. SOIRÉES DANSAANTES. 35, RUE LA SÉDITE, 75008 PARIS. TELEPH. : 236-04-02

Mme DUMONTE

MARIAGES - direction 22 r. du 4 Septembre, Paris-2^e - 742.63.44

CELIBATAIRES rencontres

immédiatement - directement. FAIT-PLAY. Téléph. : 226-62-42.

Relations

ILE TUDY

Sud-Finistère, 5 km Bénodet. A louer SEPTIEMBRE maison indépendante, possibilité 6 pers., 1200 m. piscine privée, maître suite fin et sans danger, climat sable fin et sans danger, climat sable fin et sans danger, climat sable fin et sans danger.

VACANCES MÉRIDIENES

En super-séjour de luxe tout installé. Passez des vacances originales, insouciantes, sans contrainte et plus économiquement qu'à l'hôtel.

SAISON ÉTÉ 78

LOCALS NEUFS PROX. PLAIDE LOGEM. NEUFS TOUT CONF. S'adresser à : AGENCIE PROVENSAL, 85, rue de la DRACHE-PLAIDE, 85000 Saint-Gilles-Croix-de-Vie. TEL : 150 35-14-25.

SAINT-MAXIME, FACE MER

Splendide villa 9 ch. Tr. Jolie vue (réf. 102). Disponible en août. AGENCIE PROVENSAL, 85200 Sainte-Maxime.

PORTUGAL VILLAS et APPTS

à louer au bord de la mer, Ecr. MARQUES, av. 5-October, 118 - N E - LISBOA/HRH.

CAMPAGNE TOSCANNE pr. mer

1000 F par mois. T. : 651-74-90.

BRETAGNE-SUD

PRESTIGE DE RHUYS CHOIX DE LOCATIONS. CABINET BENEAT - CHAUVEL 5640 P-NAVALO (97) 26-22-00. 5670 SARZEAU (97) 261-19-11.

NICE, Loue F4 de villa

soit, septembre. Ecr. Ghoulon, 26, av. J.-Gaspard, 92100 Toulon.

vacances - tourisme - loisirs

Mer - Montagne - Campagne

Maître Ruckebusch

depuis 36 ans 5, rue du Cirque 4 & 6 (Rond-Point des Champs-Élysées) PARIS. TEL : 720.02.78 / 720.02.97 161-54.86 / 161.54.77.42

propose, avec le tact et la discrétion qui s'imposent, des rencontres entre personnes libres se distinguant par le bon équilibre, l'intelligence du cœur, l'excellence de l'éducation, selon leurs aspirations et leurs valeurs communes.

VACANCES MÉRIDIENES

En super-séjour de luxe tout installé. Passez des vacances originales, insouciantes, sans contrainte et plus économiquement qu'à l'hôtel.

SAISON ÉTÉ 78

LOCALS NEUFS PROX. PLAIDE LOGEM. NEUFS TOUT CONF. S'adresser à : AGENCIE PROVENSAL, 85, rue de la DRACHE-PLAIDE, 85000 Saint-Gilles-Croix-de-Vie. TEL : 150 35-14-25.

SAINT-MAXIME, FACE MER

Splendide villa 9 ch. Tr. Jolie vue (réf. 102). Disponible en août. AGENCIE PROVENSAL, 85200 Sainte-Maxime.

PORTUGAL VILLAS et APPTS

à louer au bord de la mer, Ecr. MARQUES, av. 5-October, 118 - N E - LISBOA/HRH.

CAMPAGNE TOSCANNE pr. mer

1000 F par mois. T. : 651-74-90.

BRETAGNE-SUD

PRESTIGE DE RHUYS CHOIX DE LOCATIONS. CABINET BENEAT - CHAUVEL 5640 P-NAVALO (97) 26-22-00. 5670 SARZEAU (97) 261-19-11.

NICE, Loue F4 de villa

soit, septembre. Ecr. Ghoulon, 26, av. J.-Gaspard, 92100 Toulon.

immobiliers

Paris Rive gauche

appartements

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

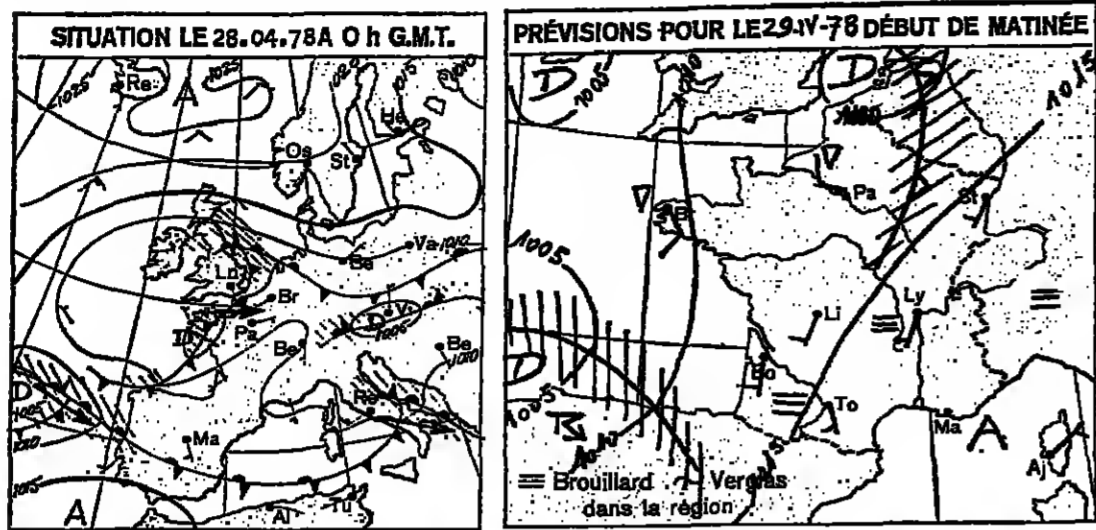
Paris

Paris

Paris

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



— Lignes d'égalité hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
 // Zone de pluie ou neige ▽ aversees ☉ orages → Sens de la marche des fronts
 — Front chaud ▲▲▲ Front froid ▲▲▲▲ Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 28 avril à 6 heures et le samedi 29 avril à 24 heures :

Le champ de pression continuera à s'élever du Bassin méditerranéen occidental au massif alpin, tandis que des basses pressions se maintiendront sur le proche Océan et les îles Britanniques. Il en résultera une orientation du flux général au secteur sud sur la France, des perturbations du type orageux affectant encore le nord du pays, puis nos régions occidentales.

Samedi, des Pyrénées centrales et de la Méditerranée au Massif Central, au Jura et aux Alpes, le temps sera bien ensoleillé après la disparition des brouillards et de quelques nuages locaux surtout le matin dans les vallées. Sur ces régions, les vents seront faibles et les températures seront en hausse. Sur le reste de la France, le temps sera plus changeant. Le matin, on notera des nuages assez abondants de la Manche orientale aux frontières du Nord et du Nord-Est avec quelques pluies ou aversees, puis nos régions occidentales.

lopperont. Sur les autres régions, on notera le matin quelques éclaircies et des formations nuageuses, puis le temps deviendra nuageux. Quelques pluies ou ondées orageuses se produiront, surtout sur la Bretagne, puis sur le Bassin aquitain. Les vents tourneront au secteur sud et deviendront modérés sur les côtes atlantiques. Les températures maximales marqueront aussi dans ces régions une légère hausse.

Vendredi 28 avril, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1007,8 millibars, soit 733,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 avril ; le second, le minimum de la nuit du 27 au 28) : Ajaccio, 17 et 8 degrés ; Biarritz, 16 et 8 ; Bordeaux, 16 et 8 ; Brest, 11 et 5 ; Caen, 11 et 5 ; Chambourg, 8 et 3 ; Clermont-Ferrand, 13 et 1 ; Dijon, 15 et 5 ; Grenoble, 12 et 7 ; Lille, 11 et 1 ; Lyon, 11 et 4 ; Marseille, 17 et 8 ; Nancy, 14 et 4 ; Nantes, 14 et 7 ; Nice, 19 et 8 ; Paris-Le Bourget, 15 et 7 ; Pau, 16 et 8 ; Perpignan, 18 et 7 ; Rennes, 13 et 8 ; Strasbourg, 17 et 7 ; Tours, 14 et 8 ; Toulouse, 18 et 7 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 10 degrés ; Amsterdam, 11 et 5 ; Athènes, 21 et 14 ; Berlin, 12 et 2 ; Bonn, 17 et 7 ; Bruxelles, 12 et 3 ; Le Caire, 34 et 18 ; Les Canaries, 22 et 14 ; Copenhague, 9 et 0 ; Genève, 10 et 5 ; Lisbonne, 18 et 11 ; Londres, 7 et 0 ; Madrid, 15 et 7 ; Moscou, 3 et 0 ; Nairobi, max. 22 ; New-York, 11 et 8 ; Palma-de-Majorque, 18 et 3 ; Rome, 18 et 9 ; Stockholm, 5 et -6 ; Téhéran, 21 et 13.

Circulation

● Ouverture d'un tronçon de la future autoroute Lille-Valenciennes. — Un tronçon, long de 17 kilomètres, de la future autoroute Lille-Valenciennes est ouvert à la circulation depuis le 21 avril. Les automobilistes pourront désormais faire le trajet Lille-Crochies par autoroute et sans péage. Valenciennes, déjà reliée à Paris par l'autoroute Paris-Bruxelles, voit son « desserrement » routier se préciser. Il sera complété par la liaison définitive, d'ici à 1982, de l'autoroute Lille-Valenciennes.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 060 HORIZONTALEMENT

I. Possède encore un certain nombre de secrets ; Virtuose du manche à balai. — II. Appliquent plus d'une couche ; Bien construits. — III. Indique que tout va mal ; Méprisés par les progressistes. — IV. Article étranger ; Fin de parti-cipe ; Elevés à titre posthume. — V. Le don du jour ; Pour boncher. — VI. Symbols ; Ne peuvent donc se disputer ; Finit ses jours dans un caboulot. — VII. Peuple ; On le dit superbe, mais est-il souvent généreux ? — VIII. Fatales à la sent tôte-ménu ; Ravire. — IX. Maintient une prise ; Curiosités naturelles ; Permet de joindre des capitales. — X. Y com pris la caisse ; N'est qu'exceptionnellement employé pour le travail des stades. — XI. Conseil d'avocat ; A le geste auguste ; Lettres de félicitations. — XII. Conjonction ; Titre abrégé ; Coule en France. — XIII. Habits anglais ; Provoquent une certaine agitation. — XIV. Ne compromet donc pas la grâce ; Dut trouver Jupiter venant antipathique ; Annonçait la fin d'un sacrifice. — XV. Se promettent monts et merveilles.

| | | | | | | | | | | | | | | |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 |
| I | | | | | | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | | | | | | | |
| XI | | | | | | | | | | | | | | |
| XII | | | | | | | | | | | | | | |
| XIII | | | | | | | | | | | | | | |
| XIV | | | | | | | | | | | | | | |
| XV | | | | | | | | | | | | | | |

facilement ; Est infidèle. — 5. Très fins ; En entier ; Préparation. — 6. Sont cossus ; En état de pouvoir se reposer ; Pronom. — 7. Eau de Javel ; Auteurs au souffle puissant. — 8. Figure oblique ; Dans le Var ; Possession portugaise. — 9. Fouce ; Chef d'élite ; Chaudes dépouilles. — 10. S'opposent ; Familier au marin ; Département. — 11. Permettent de ménager ses effets ; Sans aucun doute ; Prend généralement ce qui est au-dessous de lui. — 12. Canton ; Désigne un prélat ; Infime partie de la grande Muraille ; Abréviation. — 13. Plante ; Se montrait procédurier. — 14. Roulerions ; En Italie. — 15. Forme d'étre ; En Suisse ; Modeste signe d'opulence ; Embellit un curriculum vitae.

Salut du problème n° 2 059

Horizontalement
 I. Circaète. — II. Az [au] ; Les. — III. Opéra ; II. — IV. Porrons. — V. III ; Tr ; Es. — VI. NI ; Ernest. — VII. Ecures. — VIII. Ems ; Erel. — IX. Osée ; Seul. — X. Al [synonyme du poignet] ; Réa. — XI. Ecoulées.

Verticalement

1. Chopine ; Ode. — 2. Polces. — 3. Ruell ; Ume. — 4. Car s ; Erseau. — 5. Astre ; II. — 6. El ; Ornées. — 7. Train ; Estère. — 8. Emises ; Eues. — 9. Sa ; Stelle.
 GUY BROUTY.

Visites, conférences

SAMEDI 29 AVRIL

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 14 h. 30 : entrée du passage des Deux-Portes, à Versailles. M. Eral. — Passages du vieux marché Notre-Dame. — 15 h. : Musée Hébert : « Mystique et poésie dans l'œuvre d'Hébert ». — 15 h. : 2, rue de Sévigné : « Place des Vosges (à travers Paris) ». — 15 h. : 13, rue Dupuy : « Maison de Robespierre, couvents et clubs de la rue Saint-Homère ». — 15 h. : devant Saint-Julien-le-Pauvre : « Atelier d'un restaurateur de meubles ». (Connaissance d'ici et d'ailleurs). — 15 h. : 1, 20, rue de Tournon, M. Eiby-Henlon : « Palais du Luxembourg ». (Connaissance de Paris). — 15 h. : place du Puits-de-Ferme : « Mosquée de Paris, souk et café maure ». (Anne Ferrand). — 15 h. : places des Etats-Unis, Mme Vackie : « Les salles khmer du musée Guimet ». (Promenades et conférences, M. Eager). — 15 h. : 1, rue Saint-Julien-le-Pauvre : « Le douzième siècle à Saint-Julien-le-Pauvre et à Notre-Dame ». (Histoire et archéologie). — 15 h. 30 : métro Cité ; L'Œuvre de la Cité ». (M. de La Roche). — 15 h. : métro Clémence : « Les cités fleuries ». (Paris Inconnu). — 15 h. 30 : sortie gare d'Anglyen : Sur les sentiers du promeneur solitaire à Montmorency. — 15 h. : 45, quai Bourbon : « L'Œuvre Saint-Louis ». — 15 h. : 32, boulevard d'Argenson : « Le château de Neuilly ». (Paris et son histoire). — 15 h. : métro Saint-Paul : « La place des Vosges et son quartier ». (Templia). — 15 h. 30 : 87, rue Vieille-du-Temple : « Cent ans de République à l'hôtel de Bohan ». (Tourisme culturel). — 15 h. : 13, rue Etienne-Marcel : « La technique de méditation transcendantale ou com-

ment gagner l'énergie intérieure » (entrée libre). — 15 h. : pavillon de Flore : « Dessins de Rubens et de ses contemporains ». (Art et histoire). — 14 h. 45 : 64, rue du Rocher, M. Fontemps : « Le surpopulation conduit-elle au massacre ? ». J.-C. Rémy : « La naissance de Sarah ; peut-il y avoir plusieurs thèmes dans un roman ? ». et C. Marcus : « Tour d'horizon de la situation politique ». (Club du Faubourg). — 15 h. : palais de la Découverte, Pr Aymard : « Les maladies infectieuses et la grippe ». — 17 h. : 20, rue Hermet, M. Briquet : « L'explosion de la musique russe ». (Bibliothèque-discothèque Clignancourt).

DIMANCHE 30 AVRIL

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 13 h. 29, rue de Condé : « Le palais du Luxembourg ». (Mme Canus). — 10 h. : Grand Palais : « Réalisme et poésie dans la peinture russe ». — 13 h. : 121, rue du Faubourg-Poissonnière : « Les lycées Lakanal ». (L'Art pour Tous). — 10 h. : 4, rue Mähler : « Synagogues du quartier des Roisets et couvent des Blancs-Manteaux ». (A travers Paris). — 15 h. : 15, 24, rue des Archives : « Hôtels Le Rebours, de Montmor, de Braque et algie d'or ». (Mme Barbier). — 10 h. 30 : Métro Palais-Royal : « La Comédie-Française ». — 15 h. : devant l'Opéra : « L'Opéra ». (Connaissance de Paris). — 15 h. : devant l'église : « Jardins privés de Saint-Germain-des-Près ». (Connaissance de Paris). — 15 h. : 65, rue du Cardinal-Lemoine : « L'ancien collège des Ecoles et Saint-Etienne-du-Mont ». (Anne Ferrand). — 15 h. : place du Palais-Royal, devant les grilles : « Le Conseil d'Etat ». — 15 h. : métro Eglise d'Auteuil : « Le vieux village d'Auteuil ». (Promenades et conférences, M. Eager). — 15 h. : portail central de Notre-

Dame : « Alchimie et symbolisme des tailleurs d'images ». (Histoire et Archéologie). — 15 h. 23, quai Conti : « L'Académie française ». (M. de La Roche). — 8 h. 30 : place de la Concorde, côté Tuilleries : « Le Château de Champ-de-Bataille et Honfleur - Déjeuner normand ». (sur inscription seulement ; Paris et son histoire, 326-26-77). — 13 h. : place de la Concorde, côté Tuilleries : « Châteaux de Rambouillet et Chapelle de Dreux ». — 15 h. : métro Pont-Mouly : « Hôtels de Sens et de La Brinvilliers ». — 15 h. : 2, rue André-Picard : « Le château de la Muette ». (Paris et son histoire). — 7 h. 30 : métro Frameries, M. Guasco : « Notre-Dame de Sées et les Templiers ». (Templia). — 14 h. 45, 1, quai de l'Horloge : « La Conciergerie ». — 15 h. 30, 35, rue de Picpus : « Le cimetière de Picpus ». (Tourisme culturel). — 15 h. et 17 h. : 13, rue Etienne-Marcel : « L'expérience de l'être et l'art de vivre ». (Méditation transcendantale, entrée libre). — 15 h. 30, 13, rue de la Tour-des-Dames : « Réalisation du Sol et méditation transcendantale ». (entrée libre). — 15 h. 30, 15, rue de la Boucherie, comte Barozzi : « Regards sur les Etats-Unis ». (Artisan de l'Esprit). — 15 h. 54, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie : « Le mystère de l'âme ». (Ecole internationale de la Rose-Croix d'Or).

Journal officiel

Est publiée au Journal officiel du vendredi 28 avril 1978 : Une liste ● D'admission à l'école militaire de l'air en 1978.

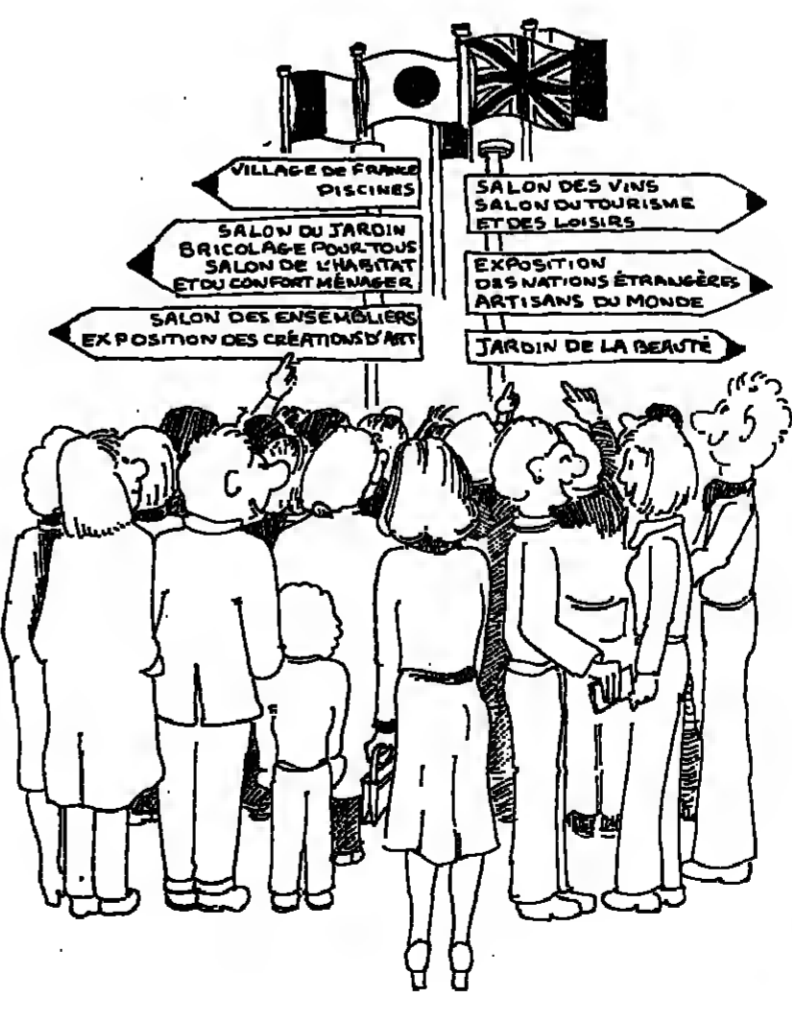
LA FÊTE AUX IDÉES

Des idées par milliers, des idées folles, des idées sages, des idées pratiques, toutes les idées sont à la fête à la Foire de Paris

FOIRE DE PARIS

Samedi 29 AVRIL - Lundi 15 MAI

10h-19h - nocturnes mardis et vendredis



Che...
 pour prem...
 le plus ha...
 c'est plus q...
 Alon...
 Mais nous...
 Après...



صكذامن الاصل

سكرا من الاجل

Y-a-t'il encore en France une place pour le travail bien fait?



Chez MANUFRANCE, artisans, ouvriers qualifiés et employés ont pour premier objectif d'élever la qualité de leurs produits au niveau le plus haut. Dans un marché troublé par le mercantilisme à tout-va, c'est plus qu'une gageure : c'est une philosophie.

Alors, la réponse à la question posée dépend beaucoup de vous. Mais nous avons bien des raisons d'être optimistes. Après tout, ce texte vous l'avez lu, n'est-ce pas?

M^F Manufrance, une certaine idée de la France.

Le Monde

régions

Bretagne

Le Sénat décide de créer une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences de la marée noire

Pour « examiner les décisions prises et les moyens mis en œuvre par les autorités compétentes » lors de l'échouement de l'Amoco-Cadiz, les sénateurs ont décidé, jeudi 27 avril, de créer une commission d'enquête. Composée de vingt et un membres, elle se réunira pour la première fois le mardi 2 mai et disposera de six mois pour déposer son rapport.

Selon M. Mandelhay (non inscrit, Charente), rapporteur de la commission des lois qui avait proposé la création de cette commission, celle-ci devra « faire le point des événements tels qu'ils sont dévolus », en tirer des conclusions positives sur le plan du droit interne et de la bonne gestion administrative ; suggérer toute amélioration au droit international de la mer pour éviter le retour de semblables catastrophes ».

L'Assemblée nationale s'approprie à agir de même. Sa commission des lois a décidé à l'unanimité de proposer aux députés la création d'une commission d'enquête sur la marée noire. Sa mission porterait plutôt sur la surveillance des pétroliers, les moyens d'intervention et l'indemnisation des dommages.

M. Georges Tendon, sous-directeur au Muséum d'histoire naturelle et spécialiste de la pollution marine, a déclaré devant l'Association des Journalistes et écrivains pour la protection de la nature et de l'environnement : « Il faut considérer tout acte de pollution de la mer comme un acte de piraterie ». M. Tendon propose la mise en place d'une police internationale de la mer, ayant droit d'intervention hors des eaux territoriales.

La Commission européenne vient d'adopter un programme en sept points pour combattre la pollution pétrolière. Ces propositions seront soumises à l'approbation du conseil des ministres des affaires étrangères de la C.E.E., mardi 2 mai à Bruxelles. La Commission propose :

— Un fichier électronique des équipes, du matériel et des produits anti-marée noire dont disposent les neuf pays de la Communauté ;

— Des exercices combinés pilonniers pour les équipes anti-marée noire ;

— Un casier judiciaire sur ordinateur des navires susceptibles de polluer, ainsi que de leurs caractéristiques ;

— La participation des Neuf à la construction de navires dépollueurs ;

— La participation des Neuf aux besoins de remorquage en haute mer ;

— L'amélioration des règles d'assurances antipollution ;

— La recherche de meilleurs produits dépolluants.

Bien que ce plan soit relativement modeste, on doute qu'il soit intégralement adopté par les ministres de la Communauté.

Le Congrès mondial des Bretons décerna deux prix. Le neuvième Congrès mondial des Bretons de la dispersion, dont le président est M. Olivier Lossonn, vient de décerner ses deux prix annuels. Prix Morvan-Lévesque 78 (« attribué à un Breton qui par son art ou son action contribue au rayonnement de la Bretagne dans le monde »), à Yves Rocher (esthéticien) Prix Jack-Kerouac 78 (« attribué à un Breton affirmant la fierté de ses origines »), à Le Minor (couturier).

Rhône-Alpes

APRÈS L'INAUGURATION DU MÉTRO L'État décentralisera de nouveaux services à Lyon promet M. Giscard d'Estaing

A l'occasion de l'inauguration ce vendredi 28 avril par le chef de l'Etat du métro de Lyon, l'ensemble du personnel du réseau des transports en commun lyonnais (T.C.L.) s'est vu accorder 150 F. Mais, répondant à l'appel de quatre associations de handicapés, quelque trois cent cinquante personnes se sont rassemblées, jeudi soir, place Bellecour, pour manifester leur mécontentement et rappeler que les inventeurs du métro lyonnais avaient oublié d'installer des rampes d'accès pour les handicapés.

M. Giscard d'Estaing a été accueilli à l'aéroport de Bron par MM. François Colomb, sénateur (non inscrit) du Rhône, maire de Lyon, et Raymond Barre, premier ministre. Dans le discours prononcé à La Part-Dieu, le chef de l'Etat, après avoir insisté sur le « caractère exemplaire de ce métro », a parlé du rôle de Lyon :

« La métropole de Lyon est à l'honneur. Elle devient une place bancaire grâce aux efforts tenaces entrepris par l'Etat et les responsables régionaux depuis 1972. Des résultats significatifs ont été obtenus. Mais ils ne sont pas encore suffisants. Il faut s'attacher à promouvoir une véritable délégation des compétences et des responsabilités. La décentralisation doit porter à la fois sur les fonctions et sur les hommes. Il faut aussi que soient étudiées des dispositions pour « raccourcir » les circuits de collecte et de redistribution de l'épargne, et favoriser le développement de l'initiative financière locale et le renouveau des Bourses de province. »

M. Giscard d'Estaing estime que l'arrêt du transfert des sièges sociaux d'entreprises vers la région parisienne est un impératif : « L'Etat fera un effort pour décentraliser ses services. C'est le cas de l'enseignement. Le transfert de l'École normale supérieure de Saint-Cloud a été décidé par le gouvernement. Il sera réalisé, je le confirme. L'élaboration du programme pédagogique du futur établissement lyonnais sera terminée d'ici à la fin de l'été. Les crédits nécessaires seront inscrits à partir de 1979. L'école ouvrira ses portes au plus tard à la rentrée de 1982. Je souhaite que elle puisse alors travailler en étroite liaison avec les universités de la région Rhône-Alpes. »

Après avoir rappelé qu'une charte de la région urbaine était en cours d'élaboration, M. Giscard d'Estaing a conclu : « Si une métropole internationale signifie aussi être capable d'accueillir des sièges sociaux étrangers. Depuis longtemps installées à Londres, en Belgique et en Suisse, des sociétés étrangères prospectent actuellement des implantations en France. Je demande que l'on étudie les conditions permettant de faire de Lyon une cité d'accueil équivalente à Paris ou à Genève. »

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.
Vous y trouverez également **LA MAISON** que vous recherchez.

Basse-Normandie

«COMPLAISANCE» A LA PETITE SEMAINE Des Panaméens sur la Manche

De notre correspondant

Cherbourg. — Le tribunal de grande instance de Cherbourg a condamné à trois ans et deux ans de prison avec sursis et des amendes de 20 000 F et 10 000 F. M. Bernard de Saint-Denis et son épouse Jeanne, propriétaires des deux vedettes qui assurent une liaison estivale régulière entre Carteret (Manche) et l'île de Jersey (1).

L'armateur normand avait décidé, en 1958, de « louer » son premier bateau — la vedette les Deux-Léopards — à une société panaméenne fictive : la Compania Nueva de la Mancha.

Un contrôle de routine, opéré quatre années plus tard par l'administration des douanes, allait mettre au jour le mécanisme peu subtil d'une fraude que les prévenus, plaçant la bonne foi, n'ont pas contestée puisqu'ils ont aussitôt payé le redressement fiscal adressé par l'administration. M. de Saint-Denis, qui avait « oublié » de déposer les statuts de sa compagnie à Panama, ne bénéficiait même pas de tous les avantages conférés par un pavillon de complaisance, ces vedettes constituant à naviguer sous pavillon français.

En fait de société panaméenne, le Compania Nueva de la Mancha n'était... qu'une simple feuille de papier, non inscrite au registre du commerce, qui ne payait pas d'impôt et n'avait, en France comme à Panama, ni actionnaire ni représentant légal. Selon l'armateur, cette idée lui était venue à l'occasion du conseil de ce pays à Paris rencontré, par hasard, au cours d'un voyage en Argentine.

Le premier avantage de l'opération avait été d'obtenir, par cet intermédiaire, un prêt de 1,2 million de francs qui a permis à l'armateur normand d'acheter une seconde vedette plus importante, les Trois-Léopards. Deuxième avantage : l'achat, dans les îles anglo-normandes, d'alcools et de cigarettes à des prix détaxés. Et, par la même occasion, l'armateur a échappé à l'impôt sur les sociétés et s'est soustrait au paiement de la T.V.A.

De notre correspondant

Le premier avantage de l'opération avait été d'obtenir, par cet intermédiaire, un prêt de 1,2 million de francs qui a permis à l'armateur normand d'acheter une seconde vedette plus importante, les Trois-Léopards. Deuxième avantage : l'achat, dans les îles anglo-normandes, d'alcools et de cigarettes à des prix détaxés. Et, par la même occasion, l'armateur a échappé à l'impôt sur les sociétés et s'est soustrait au paiement de la T.V.A.

Le premier avantage de l'opération avait été d'obtenir, par cet intermédiaire, un prêt de 1,2 million de francs qui a permis à l'armateur normand d'acheter une seconde vedette plus importante, les Trois-Léopards. Deuxième avantage : l'achat, dans les îles anglo-normandes, d'alcools et de cigarettes à des prix détaxés. Et, par la même occasion, l'armateur a échappé à l'impôt sur les sociétés et s'est soustrait au paiement de la T.V.A.

Le premier avantage de l'opération avait été d'obtenir, par cet intermédiaire, un prêt de 1,2 million de francs qui a permis à l'armateur normand d'acheter une seconde vedette plus importante, les Trois-Léopards. Deuxième avantage : l'achat, dans les îles anglo-normandes, d'alcools et de cigarettes à des prix détaxés. Et, par la même occasion, l'armateur a échappé à l'impôt sur les sociétés et s'est soustrait au paiement de la T.V.A.

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

La crise de la réparation navale marseillaise

Ayant occupé leur entreprise des ouvriers de Terrin en appellent à l'Assemblée nationale

Le climat s'est aggravé jeudi 27 avril, à Marseille, après l'occupation en fin d'après-midi, par un millier d'ouvriers, des locaux de la Société provençale des ateliers Terrin (SPAT). La direction avait annoncé peu avant que la totalité des salaires d'avril ne pourrait être payée.

Pour sa part, le secrétaire national de la Fédération de la métallurgie (C.G.T.), M. André Sainjon, a annoncé une « riposte d'ampleur nationale dans toute l'industrie de la réparation et de la construction navales ».

L'affaire Terrin a des répercussions néfastes sur l'ensemble des entreprises de réparation navale marseillaises, dont l'activité est perturbée par la dégradation de la situation sociale et la « mauvaise réputation » qu'elle donne actuellement au port de Marseille. Ainsi, la Compagnie marseillaise de réparation (C.M.R.) vient d'enregistrer l'annulation de travaux prévus sur quatre pétroliers.

Une délégation de la SPAT devait se rendre ce vendredi à l'Assemblée nationale pour être reçue par les présidents des groupes parlementaires et entendre le ministre des transports répondre à une question sur la crise de l'industrie navale.

De notre correspondant

Marseille. — La journée de jeudi a été marquée par deux manifestations organisées à Marseille et à la Ciotat, au cours desquelles les travailleurs de la réparation et de la construction navales ont exprimé leurs inquiétudes face à la dégradation de l'emploi dans ces secteurs d'activités essentielles à l'économie des Bouches-du-Rhône. A la Ciotat, les ouvriers des chantiers navals ont débrayé de 10 heures à midi et ont défilé derrière les élus locaux et les délégués syndicaux C.G.T. et C.F.D.T.

A Marseille, un meeting a été organisé à 15 heures place de la Joliette, qui a rassemblé quelque 2 500 travailleurs du groupe Terrin et du port de Marseille. Dans le secteur du remorquage, un arrêt d'activité a été observé de 15 heures à 18 heures. Mais contrairement à ce qui avait été annoncé, aucune consigne de grève générale n'a affecté le port de Marseille.

L'inquiétude atteint aussi les quelque 250 entreprises sous-traitantes de la réparation navale, tributaires de l'activité du groupe Terrin et dont la survie leur est étroitement liée. Leur groupement vient de faire savoir qu'une assemblée générale des sous-traitants aura lieu la semaine prochaine.

Dans la matinée de jeudi, une délégation intersyndicale du groupe Terrin avait été reçue par M. Gaston Desferre. Le maire de Marseille n'a pas caché son in-

UNE PROPOSITION EN FAVEUR DES SALAIRES ÉLUS MUNICIPAUX
Mme Brigitte Gros, sénateur (non-inscrit) des Yvelines, maire de Meulan, vient de déposer, sur le bureau du Sénat, une proposition de loi visant à accorder aux salariés membres d'un conseil municipal le temps nécessaire à l'exercice de leur mandat. Les conseillers des communes de plus de dix mille habitants recevraient de dix mille habitants recevraient l'équivalent horaire d'une journée de travail. Dans les communes de moins de dix mille habitants, ce serait une demi-journée par semaine ou par semaine. Pour financer cette mesure, il serait fait appel à la solidarité des entreprises par la création d'une « caisse nationale de compensation interentreprises », au profit de laquelle serait prélevé forfaitairement chaque année, auprès des chefs d'entreprise, un pourcentage de la masse salariale.

La bibliothèque du futur

base. aviation. navigation. topographic. statistiques.

Une révolution de Texas Instruments. Le module préprogrammé enfichable (5.000 instructions disponibles).

Événement est B. Signé Texas Instruments, le module préprogrammé enfichable. Une fois de plus, avec Texas Instruments, la technologie des calculateurs franchit une étape décisive.

Le module. Sa taille : celle d'un morceau de sucre. Sa capacité : 5000 instructions disponibles. Le module : la solution la plus avancée au problème de stockage des programmes. Déjà 90 programmes prêts à être exploités.

Les points-clés du module de base :

- Mathématiques (12 programmes). Calcul matriciel, fonctions complexes, fonctions trigonométriques complexes, calcul d'un polynôme, etc.
- Statistiques (4 programmes). Génération de nombres aléatoires, combinaisons, permutations factorielles, moyennes mobiles, etc.
- France (3 programmes). Tableaux composés, annuaires, etc.
- Programmes d'intérêt général (6 programmes).

Jeu de nombre mystérieux, vérification de relevés bancaires, conversions, etc.

Les points-clés du module statistiques :

- Échantillonnage : génération de nombres aléatoires.
- Introduction des données unit, bi ou tridimensionnelles.
- Exploitation des données enregistrées :
 - Caractéristiques statistiques : moments, construction d'histogrammes.
 - Comparaison d'échantillons : (test de Student...).
 - Test d'indépendance de deux classifications.
- Ajustements.
- Distribution théorique : lois binomiale, normale, χ^2 , Student, F.

La TI 58 et TI 59, véritables ordinateurs de poche, utilisent le module préprogrammé enfichable. Ce sont les plus puissantes calculatrices de poche existant actuellement au monde.

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE
La Bourdonnière - Bldiment A - RN 186 - 92350 Le Plessis-Robinson - Tél. 650.23.43.

Ce coupon vaut 100 F
à déduire de tout achat d'une TI. 58 chez votre revendeur Texas Instruments. Remettez-lui ce coupon. Offre valable du 1^{er} au 31 mai 1978.

J.-M. PERES et Coll.
La pollution des eaux marines
Collection "Géobiologie, écologie, aménagement"
Gaulthier-Villars 166 F

M. BARRE
Accueil mitigé aux recom...
La lettre
LE TAVU DE COTISATION
PAGE DE 2 20 % A 3 %
MAINTIEN A L'USINE R...
PANAI

سكوتيا لالول

Le Monde

économie

SOCIAL

CONJONCTURE

M. BARRE ET LES NEGOCIATIONS SOCIALES

LES CHAMBRES DE COMMERCE A MATTIGNON

Accueil mitigé des syndicats et du patronat aux recommandations du premier ministre

M. Barre a proposé à M. Delorozoy des rencontres semestrielles

La lettre adressée le 27 avril par M. Barre aux dirigeants des organisations professionnelles et syndicales, tirant les conclusions des entretiens qu'il vient d'avoir avec elles, semble au premier abord, découvrir ses destinataires sur un bon nombre de points. Seule l'absence de tout fait précis d'un relatif optimisme en estimant que le texte contient « les éléments permettant l'engagement de négociations dans tous les domaines », malgré le contexte économique, « concis de la politique et de la perspective, il doit être possible d'obtenir les résultats souhaitables », conclut M. Barre. A la C.G.C., M. Charpentier déclare que « il ne faudrait pas que la montagne accouche d'une souris ».

notamment en retrait sur ce qu'il avait dit au cours de l'audience du 25 avril. L'idée d'empêcher des discussions sur l'emploi et les perspectives d'évolution des diverses branches industrielles, ajoute le syndicat, « est sérieusement altérée par l'utilisation de « termes équivoques de concertation et de réflexion » plus souvent que celui de négociation. A la C.F.D.T., acclamement tenu en comité national, on indique que la lettre du premier ministre pourra être prise en considération dans la résolution que votera cet organisme, texte qui sera publié le 2 mai.

« L'ombre de la statue du Commandeur n'est pas de nature à favoriser une bonne négociation contractuelle », affirme-t-on à l'avenue Pierre-I^{er}-de-Serbis. Comme pour marquer sa volonté de conserver l'initiative, le C.N.F.P. avait fait savoir, dès le jeudi 27, en cartes postales, qu'il recevrait le 3 mai et P.O. le 4 les rendez-vous avec les autres centrales étant en cours de fixation. Le premier ministre, dans sa lettre, prend soin de préciser qu'il ne veut pas fixer à l'avance le détail des modalités de discussion. Les procédures concernant l'emploi dites « classiques », dans les quinze jours ; un projet de loi concernant l'emploi des jeunes sera déposé à l'Assemblée nationale. Le 2^e et 3^e procédures sera observée, avant l'été, pour ce qui concerne le placement, la formation, les cadres, etc. D'autre part, les procédures concernant l'emploi dites « nouvelles », dans les quinze jours ; un projet de loi concernant l'emploi des jeunes sera déposé à l'Assemblée nationale. Le 2^e et 3^e procédures sera observée, avant l'été, pour ce qui concerne le placement, la formation, les cadres, etc. D'autre part, les procédures concernant l'emploi dites « nouvelles », dans les quinze jours ; un projet de loi concernant l'emploi des jeunes sera déposé à l'Assemblée nationale.

ressées étant associées à une réflexion en commun » dont le commissaire général au Plan précisera les modalités. Pour le second volet, celui des salaires, le premier ministre rappelle la priorité à donner aux recommandations les plus basses, comme il l'avait déjà fait dans sa lettre du 24 novembre dernier. Il place dans les urgences les secteurs suivants : bâtiment et travaux publics, réparation automobile, certaines branches agricoles et alimentaires, nettoyage, ameublement, habillement. Une révision de la législation sur le SMIC est annoncée fin 1978. Les modalités des actions : morales en faveur des recommandations les plus faibles. Les plus élevées vont être bloquées en leur nominal, à partir de 30 000 francs (hors 24 000 francs).

M. Robert Delorozoy, président de l'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, a été reçu le jeudi 27 avril à 15 h 30 par M. Raymond Barre. Selon M. Delorozoy, le premier ministre « a accueilli avec intérêt » les propositions de la délégation et « en a reconnu le bien-fondé ». Il s'agissait d'un jour de cabinet de suggestions et de souhaits comprenant : l'extension au commerce et aux services de la liberté des prix ; l'élaboration d'un projet de loi remplaçant les ordonnances de 1945 ; la fiscalisation des prestations familiales ; la réforme de la taxe pro-

portionnelle et de la fiscalité directe de l'entreprise (I.A.P.C.C.I. étudie un projet d'impôt général sur la valeur ajoutée) ; la classification du statut des jeunes en cours d'insertion professionnelle, etc. Selon l'A.P.C.C.I. « le premier ministre a proposé aux membres de la délégation d'organiser des rencontres semestrielles à son niveau et s'est déclaré prêt à étudier toutes les propositions allant dans le sens d'une plus grande efficacité des mesures annoncées dans la déclaration de politique générale ».

La croissance des investissements a marqué une nette décélération en 1977

En raison d'une conjoncture peu favorable, les investissements des entreprises françaises en 1977 ont été nettement inférieurs à ceux de 1976. Selon M. de Latre, président du Crédit national, leur croissance a même marqué une nette décélération par rapport à 1976, atteignant 3,1 % contre 7,3 % précédemment, et ne dépassant que légèrement le niveau de 1973, dernière année de progression régulière. De plus, une part appréciable de cette croissance est due aux huit grandes entreprises nationales, dont l'effort d'équipement dans les domaines de l'énergie et des télécommunications, notamment à la construction de centrales nucléaires. Dans ces conditions, les investissements produits du secteur concerné n'ont augmenté que de 1,3 %, de sorte que leur volume demeure inférieur de 6 % à celui de 1973, le produit intérieur brut ayant augmenté de 11,6 %.

prises une enveloppe de crédits s'élevant à 14,5 milliards de francs ; 635 milliards de francs de prêts directs ; 63 milliards de francs de crédits mobiliables et 1,4 milliard de francs en prêts pour le compte de l'Etat, ce qui représente plus de 10 % du total des investissements produits des entreprises du secteur concerné. Le montant des concours destinés à la réalisation de grands projets d'investissement s'élève à un milliard de francs. Environ cent vingt projets en ont bénéficié, les investissements atteignant 10 milliards de francs et entraînant la création de cinquante mille à soixante-dix mille emplois.

LE CHARBON AUGMENTERA DE 4 A 6 % POUR LE CONSOMMATEUR DOMESTIQUE

Le charbon va lui aussi augmenter de 4 à 6 % dans le prix moyen de 8,7 des prix au départ de la mine des charbons domestiques et industriels — dont les barèmes d'avant-guerre ont été révisés le 1^{er} avril 1977 — se traduira par une hausse de 4 à 6 % pour le consommateur domestique et de 7 à 8 % pour le consommateur industriel. Cette hausse sera compensée, selon un communiqué des Charbonnages de France, par le fait que le prix au départ de la mine s'élève plus pour une fraction plus faible dans le prix de vente au consommateur, les frais de transport, de distribution et les taxes constituant les autres éléments.

Le gouvernement, conclut M. Barre, souhaite que ces recommandations soient prises en compte dans la mesure où elles sont compatibles avec la volonté d'aboutir à des résultats. Il est sûr de la détermination française qui sera tirée des conséquences pour l'ensemble des entreprises et l'expérience se révélera positive.

Le gouvernement, conclut M. Barre, souhaite que ces recommandations soient prises en compte dans la mesure où elles sont compatibles avec la volonté d'aboutir à des résultats. Il est sûr de la détermination française qui sera tirée des conséquences pour l'ensemble des entreprises et l'expérience se révélera positive.

Le contrat entre l'Etat et les Charbonnages de France, signé le 22 janvier 1978, redonnait certes à l'entreprise publique « la liberté de gestion et la liberté d'entreprendre » ; mais la liberté ne prendra plein effet que le 1^{er} juillet prochain. C.D.F. avait annoncé son intention d'augmenter alors les barèmes de 30 % à la mine (soit de 15 % pour le consommateur). Le rappel de la différence de prix entre les charbons français et étrangers semble révéler cette intention. Ce n'est donc qu'en juillet que l'on verra si l'Etat est à même de respecter le contrat signé en février.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

Table with columns: COURS DU JOUR, UN MOIS, DEUX MOIS, SIX MOIS. Rows include S.E.C., F.F.A., F.F.C., F.F.D., F.F.E., F.F.F., F.F.G., F.F.H., F.F.I., F.F.J., F.F.K., F.F.L., F.F.M., F.F.N., F.F.O., F.F.P., F.F.Q., F.F.R., F.F.S., F.F.T., F.F.U., F.F.V., F.F.W., F.F.X, F.F.Y, F.F.Z.

TAUX DES EURO-MONNAIES

Table with columns: D.M., S.E.C., F.F.A., F.F.C., F.F.D., F.F.E., F.F.F., F.F.G., F.F.H., F.F.I., F.F.J., F.F.K., F.F.L., F.F.M., F.F.N., F.F.O., F.F.P., F.F.Q., F.F.R., F.F.S., F.F.T., F.F.U., F.F.V., F.F.W., F.F.X, F.F.Y, F.F.Z.

La lettre du premier ministre

Après avoir rappelé les « grands axes de la politique sociale » qu'il avait définis dans sa déclaration de politique nationale, M. Barre écrit : « Au moment où s'échouent les discussions approfondies et constructives que j'ai eues avec les principales organisations professionnelles et syndicales, il m'appartient au nom du gouvernement, de vous proposer des procédures concrètes de concertation et de négociation portant sur les sujets dont fut en l'occurrence le point de départ. Mais en ne jugeant pas à l'ensemble des procédures et des thèmes de discussion, je souhaite que les marges de négociation par lesquelles s'exercera la liberté et la responsabilité des organisations professionnelles et syndicales. Le premier ministre développe ensuite quatre thèmes :

LES REMUNERATIONS. — La poursuite d'une expansion modérée doit permettre en 1978 le maintien du pouvoir d'achat des salariés, calculé en fonction de l'évolution des prix mesurés par l'indice de l'INSEE. (...) La poursuite d'une expansion modérée doit permettre en 1978 le maintien du pouvoir d'achat des salariés, calculé en fonction de l'évolution des prix mesurés par l'indice de l'INSEE. (...) La poursuite d'une expansion modérée doit permettre en 1978 le maintien du pouvoir d'achat des salariés, calculé en fonction de l'évolution des prix mesurés par l'indice de l'INSEE.

LES NEGOCIATIONS CONTRACTUELLES. — M. Barre suggère « le développement des négociations » en particulier en matière d'aménagement du temps de travail et d'amélioration des conditions de travail et notamment le travail posté ou la part de salaire au rendement. Le gouvernement prendra en considération les résultats de ces diverses négociations et adoptera, le cas échéant, la législation existante.

LA PARTICIPATION. — Le premier ministre confirme l'engagement du gouvernement en faveur de la participation et l'intérêt de celle-ci pour consolider les positions individuelles conquises ces dernières années.

LE TAUX DE COTISATION A L'UNEDIC PASSE DE 2,40 % A 3 %

Le taux de cotisation à l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce) est porté, à compter du 1^{er} mai, de 2,40 % à 3 %. Cette cotisation est pour les quatre cinquièmes, soit désormais 2,40 %, à la charge de l'employeur et pour un cinquième, soit 0,6 %, à la charge du salarié.

Les élections professionnelles

LA C.G.T. MAINTIEN SES POSITIONS A L'USINE RENAULT DU MANS (De notre correspondant.) Le Mans. — Les résultats des élections de délégués du personnel, dans le collège ouvriers, aux usines Renault du Mans n'apportent pas de modifications très sensibles dans le rapport des forces syndicales en présence. La C.G.T., qui, ces derniers mois, avait enregistré de nets succès notamment aux usines Renault de Billancourt et de Douai, maintient ici ses positions, obtenant 58,8 % des suffrages ouvriers au lieu de 52,1 % en 1977 et 58,8 % en 1976. La C.F.D.T. progresse légèrement sans retrouver son score d'il y a deux ans (37,9 % des suffrages au lieu de 38,4 % en 1977 et de 32,9 % en 1976). Enfin, F.O. et la C.F.T.C., qui faisaient liste commune, perdent un peu plus d'un point par rapport aux suffrages obtenus séparément l'an dernier.

DANS QUATRE USINES CITROËN PROGRESSION DE LA C.S.L. (ex-C.F.T.)

Les élections des délégués du personnel, qui viennent d'avoir lieu dans quatre usines Citroën de la région parisienne (Aubry-sur-Seine, Cléry, Nanterre et Saint-Denis), marquent une progression de la Confédération des syndicats libres (C.S.L., ex-C.F.T.) et de F.O., qui n'était représentée que dans les deux premiers établissements cités, — au détriment de la C.G.T.

Grève dans les aéroports parisiens

Le syndicat C.G.T. des douaniers a lancé un ordre de grève intéressant le personnel des aéroports de Roissy-Charles-de-Gaulle, Orly et Le Bourget à partir de samedi 28 avril, le dimanche 30 avril et le lundi 1^{er} mai, grève du sale du 2 au 7 mai. Motifs essentiels de ce mouvement, selon le syndicat : effectifs insuffisants, mauvaises conditions de travail.

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FONDERIE (Chapoyé-Jacob Deloroy)

La Société générale de fonderie (Chapoyé-Jacob Deloroy), dont le siège est à Paris, a annoncé la fermeture de ses deux usines du Nord : celle du Capelle et celle de Valenciennes. Les quatre-vingt personnes et fabri- que des appareils à gaz et celle de Valenciennes (articles cellulaires) qui occupent soixante-huit salariés, ont été licenciés. Les quatre-vingt personnes et fabri- que des appareils à gaz et celle de Valenciennes (articles cellulaires) qui occupent soixante-huit salariés, ont été licenciés.

Grève dans les aéroports parisiens

Le syndicat C.G.T. des douaniers a lancé un ordre de grève intéressant le personnel des aéroports de Roissy-Charles-de-Gaulle, Orly et Le Bourget à partir de samedi 28 avril, le dimanche 30 avril et le lundi 1^{er} mai, grève du sale du 2 au 7 mai. Motifs essentiels de ce mouvement, selon le syndicat : effectifs insuffisants, mauvaises conditions de travail.

Grève dans les aéroports parisiens

Le syndicat C.G.T. des douaniers a lancé un ordre de grève intéressant le personnel des aéroports de Roissy-Charles-de-Gaulle, Orly et Le Bourget à partir de samedi 28 avril, le dimanche 30 avril et le lundi 1^{er} mai, grève du sale du 2 au 7 mai. Motifs essentiels de ce mouvement, selon le syndicat : effectifs insuffisants, mauvaises conditions de travail.

Grève dans les aéroports parisiens

Le syndicat C.G.T. des douaniers a lancé un ordre de grève intéressant le personnel des aéroports de Roissy-Charles-de-Gaulle, Orly et Le Bourget à partir de samedi 28 avril, le dimanche 30 avril et le lundi 1^{er} mai, grève du sale du 2 au 7 mai. Motifs essentiels de ce mouvement, selon le syndicat : effectifs insuffisants, mauvaises conditions de travail.

Normandie

COMPLAISANCE A LA PETITE SEMAINE

Des Panaméens sur la Manche

Des Panaméens sur la Manche. De notre correspondant. Les Panaméens de la région de la Manche ont été accueillis avec une grande sympathie par les habitants de la région. Les Panaméens de la région de la Manche ont été accueillis avec une grande sympathie par les habitants de la région.

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Un cri de révolte des ouvriers de la région

Ayant occupé leur entreprise les ouvriers de Terrin en attendant l'Assemblée nationale

Ayant occupé leur entreprise les ouvriers de Terrin en attendant l'Assemblée nationale. Les ouvriers de la région de la Provence-Alpes-Côte-d'Azur ont occupé leur entreprise de Terrin en attendant l'Assemblée nationale.

LE TAUX DE COTISATION A L'UNEDIC PASSE DE 2,40 % A 3 %

Le taux de cotisation à l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce) est porté, à compter du 1^{er} mai, de 2,40 % à 3 %. Cette cotisation est pour les quatre cinquièmes, soit désormais 2,40 %, à la charge de l'employeur et pour un cinquième, soit 0,6 %, à la charge du salarié.

M. PERES et Co. La pollution des deux rives de la Seine. Les déchets de la Seine. Les déchets de la Seine.

PANAM: "A HOU DEUX PARIS"

MONNAIES

La Banque nationale suisse n'allègera pas son dispositif anti-spéculation

De notre correspondant

Berne. — Maintien du dispositif de lutte contre l'afflux de fonds étrangers, renforcement de la politique d'intervention sur les marchés des changes, opposition à l'instauration d'un double marché des changes et refus d'envisager la transformation du franc suisse en monnaie de réserve : tels sont les principaux points du discours prononcé jeudi 27 avril, à Berne, par M. Fritz Leutwiler, président de la Banque nationale suisse (B.N.S.).

Evocant les mesures prises en février, le président de la B.N.S. a indiqué qu'il serait prématuré de s'écarter d'une application stricte de l'interdiction de placer des capitaux étrangers en Suisse. Le marché des changes est encore instable, tout allègement du dispositif de lutte contre l'afflux de fonds étrangers pourrait entraîner une nouvelle hausse du cours du franc suisse. M. Leutwiler a toutefois rappelé que les autorités helvétiques avaient l'intention de démanteler ce dispositif « dès que l'évolution du cours du franc serait de nouveau plus conforme aux conditions économiques réelles ».

En raison des pressions qui continuent de s'exercer sur le franc suisse, la politique de change reste la principale préoccupation de l'institut d'émission. A plus long terme, la Banque nationale envisage de renforcer ses moyens d'intervention sur les marchés des changes. S'il est vrai qu'une certaine correction des distorsions de changes est déjà perceptible, M. Leutwiler a estimé que « les perspectives d'évolution des cours restent cependant très incertaines sous certaines réserves qui concernent en particulier l'évolution de la situation aux Etats-Unis ».

Après s'être montré fermement opposé à l'établissement d'un double marché des changes, M. Leutwiler s'est montré très sceptique sur tout le projet visant à substituer au dollar un autre instrument de réserve. « Il faut se garder de l'illusion, a-t-il dit, que la politique de change pourrait se fonder sur un substitut quelconque du dollar américain, voire en faire abstraction ». En se félicitant de la relance des discussions relatives au renforcement de la coordination des politiques de change entre pays européens, M. Leutwiler a adressé une mise en garde à « ceux qui placent dans de telles discussions des espoirs excessifs. Il est nécessaire de s'attacher au préalable aux causes fondamentales des perturbations sur le marché des changes ».

Evocant ensuite la politique que l'institut d'émission entend mener à l'avenir, son président a déclaré que « la gestion de la masse monétaire ne saurait être sacrifiée à la politique de change ». D'ailleurs, pour accueillir la masse monétaire, la B.N.S. envisage de recourir davantage à l'acquisition d'actifs en Suisse plutôt qu'à des achats de dollars. Des études sont également en cours sur la création progressive d'un marché monétaire suisse.

Enfin, les responsables de la B.N.S. prévoient un léger fléchissement de la conjoncture helvétique en 1978. Cependant, le chômage et l'inflation se maintiendront à de bas niveaux. « Même pour un pays dont l'économie est dépendante des exportations, a conclu philosophiquement M. Leutwiler, une monnaie forte accompagnée d'un faible taux d'inflation est préférable à une monnaie faible jointe à un taux d'inflation élevé. » — J.-C. B.

ÉTRANGER

ETATS UNIS

La commission des finances du Sénat a rejeté par onze voix contre six un volet important de la loi énergétique du président Jimmy Carter, celui relatif aux impôts destinés à freiner la consommation de pétrole. Selon la commission, ces impôts coteraient aux consommateurs de 12 à 15 milliards de dollars par an, ce qui aurait des conséquences inflationnistes, sans pour autant réduire la dépendance des Etats-Unis à l'égard du pétrole importé. Cette décision sera communiquée au Sénat et à la Chambre des représentants. En cas d'adoption, le président aurait toujours la possibilité d'imposer une taxe sur le pétrole importé qui pourrait être de 5 à 6 dollars par baril, ce qui ferait monter le prix du pétrole importé à quelque 20 dollars par baril. — (A.F.P.)

AGRICULTURE

PRIX, VIN, MONTANTS COMPENSATOIRES

Les ministres de l'agriculture des Neuf repoussent leurs décisions au 9 mai

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). — Les ministres de l'agriculture de la C.E.E. ont interrompu leurs travaux dans la soirée de jeudi 27 avril sans avoir pris de décisions. Ils se reverront à Bruxelles les 8 et 9 mai.

Les nouvelles campagnes qui, pour les produits laitiers et la viande bovine, auraient dû normalement commencer le 1^{er} avril, se trouvent donc encore repoussées de quelques semaines. Cependant, c'est surtout en raison des tensions existant en France sur le marché du porc, que M. Méhaignerie a repoussé l'ajournement. Il redoute que les Néerlandais et les Belges, sachant que les décisions qui seront prises le 9 mai rendront leurs exportations vers la France moins faciles qu'aujourd'hui, les accroissent artificiellement au cours des jours à venir.

M. Gundelach, le commissaire chargé des affaires agricoles, a justifié l'interruption des travaux par l'apparition de difficultés nouvelles venues d'Allemagne : M. Ertl, le ministre fédéral, faisant écho, dit-on, à une prise de position du chancelier Schmidt, a déclaré en fin de parcours, qu'il était préoccupé par les conséquences financières de l'ensemble des mesures « méditerranéennes » envisagées, et qu'il était en particulier opposé à ce que la part des dépenses en faveur de la modernisation des structures dans le « Mezzogiorno » et dans le Midi français, prise en charge par le fonds européen d'orientation et de garanties agricoles, soit portée de 25 % à 35 %, comme c'est l'usage, à 35 % pour la France et 50 % pour l'Italie. « Nous sommes bloqués », tant que les Allemands n'auront pas reconstruit leurs positions. Cette affaire mise à part, des progrès avaient été faits, et je suis raisonnablement optimiste quant aux résultats des 8 et 9 mai », a déclaré M. Gundelach.

A l'issue de ces quatre jours presque exclusivement passés en contacts bilatéraux, la Commission européenne a publié « un document sur l'état des travaux » qui servira de point de départ à la négociation des 8 et 9 mai.

« C'est là une base de travail plus réaliste, un document plus équilibré que le premier projet présenté lundi par la présidence française », a estimé M. Méhaignerie. Selon celui-ci, trois dossiers font encore problème :

● Le taux d'augmentation des prix communs fixé en unités de compte. — D'après les calculs faits par les Français, la hausse moyenne que la Commission préconise dans son nouveau document de travail se situerait autour de 2,2 % au lieu de 2 %. L'Allemagne et les pays du Benelux réclament avec insistance une augmentation moyenne de 3,5 % et un relèvement du prix du blé plus important que prévu. La Commission, appuyée par plusieurs Etats membres, dont la France, est fortement défavorable à ces propositions. En effet, plus la hausse des prix en unités

de compte sera forte, plus étroite sera la marge de manœuvre laissée à M. Méhaignerie pour augmenter les prix en France par le biais d'une dévaluation du « franc fort ». Cette seconde formule présente l'avantage, par rapport au relèvement des prix communs, d'avoir pour corollaire une diminution des montants compensatoires monétaires (M.C.M.), qui est un des objectifs du gouvernement. En ce qui concerne le « prix d'orientation » de la viande bovine, la Commission préconise dans son document de travail une augmentation de 2,5 %, au lieu de 1,25 % initialement.

● Le dossier méditerranéen. — En ce qui concerne le renforcement des disciplines de la réglementation viticole, l'accord n'est pas encore fait entre la France, l'Italie et la Commission. Mais les positions se sont rapprochées en

ce qui concerne l'application, au moins en période de crise, d'un prix-plancher au-dessous duquel le vin ne pourra pas être commercialisé (le Monde du 28 avril). La Commission propose que ce prix-plancher soit fixé à 80 % du « prix d'orientation » du vin. M. Méhaignerie trouve que c'est insuffisant.

● La réforme de la base de calcul des M.C.M. — « On s'orientait vers une cote moyenne forte de plusieurs éléments », a constaté le ministre français : un renforcement de la base de calcul des M.C.M., mais moins importante que celle réclamée par la France ; pour le porc, une dévaluation du « franc fort » plus importante que pour les autres productions (par anticipation de ce qui devrait être fait à cet égard jusqu'à novembre 1978.), entraînant une forte hausse du prix de base du porc et une réduction d'autant de M.C.M. — PHILIPPE LEMAITRE.

CONSUMMATION

Le SEITA prend des mesures d'information

Conformément à la loi du 9 juillet 1976, qui prévoit des mesures de lutte contre le tabacisme, le SEITA, qui a le monopole de la fabrication des cigarettes en France, vient de révéler les taux de goudrons et de nicotine contenus dans toutes les cigarettes françaises. Ces chiffres figurent à l'avenir sur chaque paquet de cigarettes, mais il est déjà possible d'obtenir des renseignements sur la teneur des deux principaux composants du tabac, grâce à un service téléphonique d'information au public au n° 555-45 (de 14 à 18 heures). Ces taux varient de 8,5 mg de goudrons (en anglais « tar ») par cigarette pour la Gallia, à 45 mg pour la Bnyard mais. La teneur en nicotine varie elle-même souvent en proportion identique, la Gallia ayant le chiffre le plus bas (0,45 mg) et la Bnyard le plus haut (2,95 mg). Le SEITA a précisé que la plupart des produits qu'elle fabrique ont bénéficié des recherches effectuées pour diminuer la toxicité

de la fumée de cigarette : il y a vingt ans, toutes les cigarettes avaient des taux dépassant 30 mg de goudrons et 2,5 mg de nicotine. Les tabacs « bruns », qui sont une des caractéristiques du « goût » français, et qui représentent 50 % du marché des cigarettes en France, paraissent plus pauvres en goudrons et nicotine que les tabacs blonds. Le filtre réduit de façon significative ces taux, en retenant 40 % des goudrons par exemple. En revanche, les cigarettes mâles, dont le papier spécial ralentit la combustion, ont des taux beaucoup plus élevés. Des conseils sur la « bonne manière de fumer » seront, d'autre part, diffusés par le SEITA. Par exemple, celui de fumer par petites bouffées en évitant d'inhaler, et d'éteindre la cigarette avant le dernier tiers. Une nouvelle marque de cigarette, à faible taux de goudrons et de nicotine a été annoncée à cette occasion. Il s'agit d'une cigarette

blonde, la « Rich and light », dont le nom anglais rappelle les marques « low tar », actuellement en vogue aux Etats-Unis. Pour la première fois, une mention « abus dangereux » figure sur les nouveaux paquets, qui seront mis en vente dans quelques jours. [Les goudrons et la nicotine sont les constituants suides les plus classiques de la fumée de cigarette, et l'affichage de leur taux est une pratique familière dans de nombreux pays anglo-saxons. On a tenté, avec un succès médiocre, de réduire l'incidence des maladies cardiovasculaires, à la teneur en nicotine des cigarettes, tandis que les goudrons seraient responsables du risque de causer des bronchites. Mais les travaux les plus modernes attribuent une part importante de la responsabilité des deux maladies à l'oxyde de carbone dégagé par la combustion et aux propriétés physiques des particules constituantes de la fumée. Mais ces deux facteurs, difficilement quantifiables, ne peuvent pas faire l'objet d'un affichage informatif.]

ARABIE SAOUDITE PARTENAIRE MONDIAL

LES AUTORITÉS PORTUAIRES DU ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE

ont confié la construction de la quatrième phase des importants travaux d'agrandissement du Port de Jeddah à un groupement franco-greco-suédois réunissant en Joint Venture des entreprises de niveau international.

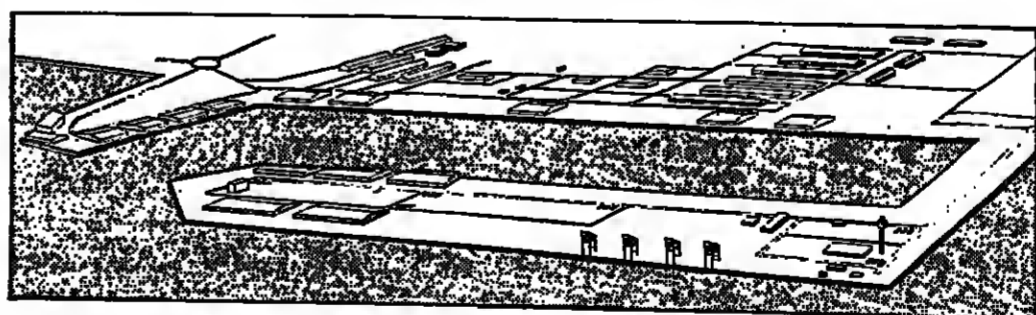
Ces travaux d'agrandissement d'une taille considérable nécessitent de gagner sur la mer une superficie de 900.000 m² entourée d'un mur de quai de 4.300 m de long. La plateforme ainsi obtenue sera parcourue par un réseau de routes desservant des zones revêtues, des entrepôts, des hangars et autres bâtiments annexes, elle sera également équipée d'un réseau d'eau potable, d'un système de lutte contre l'incendie à l'eau de mer, d'une installation téléphonique au service des bateaux, d'un système de soutage des combustibles et d'une installation

électrique complète. L'ensemble de ces installations constituera un port parfaitement opérationnel. Ce seul aménagement est une extension du port existant qui s'accroîtra ainsi de 20 postes à quais. Cela signifie que le Port de Jeddah sera pourvu au total de 37 postes à quais en eau profonde de 11, 12 et 14 m de tirant d'eau sur une longueur totale de 7,4 km. L'aire de stockage dans les hangars et entrepôts sera portée de 325.000 m² à 440.000 m² et les aires de stockage revêtues ou non seront portées de 2.300.000 m² à 3.500.000 m².

Cette extension comprendra également un terminal à conteneur complet, comprenant les grues à conteneur et tout l'équipement de levage moderne nécessaire. Ainsi, la capacité du port de Jeddah en moyens de levage sera des plus satisfaisantes avec 6 grues à conteneur de 40 t, 9 grues de 15 t, 21 grues de 6 t et 12 grues de 3 t.

En tant que plus gros exportateur mondial de pétrole, l'Arabie Saoudite

a une économie très solide. De gros investissements sont en cours pour réaliser un développement rapide et important du Royaume, avec un effort tout particulier en ce qui concerne les communications, la santé publique, l'éducation et la fourniture d'eau. L'agrandissement du Port de Jeddah, qui n'est cependant qu'une partie des vastes projets qui permettront le grand développement en cours actuellement en Arabie Saoudite, aura pour résultat de fournir un port d'une grande capacité d'accueil aux installations extrêmement modernes qui contribueront d'une façon substantielle à l'expansion sans précédent du Royaume.

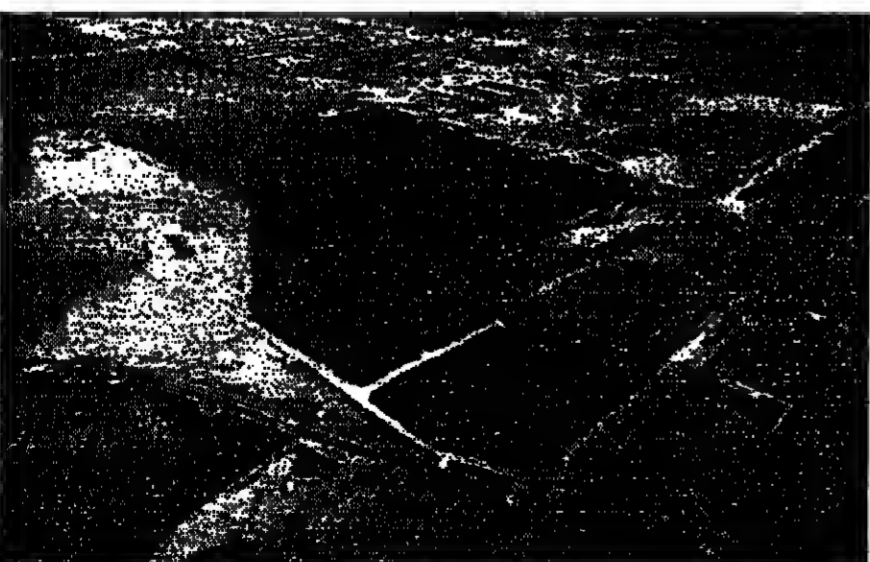


Croquis du port après achèvement des travaux.



En novembre 1977, 500 mètres de quai sont déjà en service.

L'ingénieur Conseil qui dirige les travaux est Sir William Halcrow & Partners, Angleterre. Les travaux sont réalisés par ARMASKA Joint Venture, une association de Archirodon Construction (Overseas) Co. S.A., Grèce. Société des Grands Travaux de Marseille, France. AB Skanska Cementgjuteriet, Suède.



Port de Jeddah.

سكنيا من الاعمال

Des 3 P

Ile Conneta
Deux immeubles qui ont du p
18-15, avenue de la République
CHANTILLY Centre V
DU STUDIO AU 6 PI
BEAU DUPLEX

PAN

PHOTOS CONTACT

PHOTOS de P. Comminet / publiées avec l'autorisation de l'Association de Jeddah et de Sir W. Halcrow and Partners.

PENSATOIRES

liture des Neuf
ons au 9 mai

l'Etat commence-t-il à se rendre compte qu'une nouvelle orientation de la technologie est nécessaire ? L'Agence nationale de valorisation de la recherche va bientôt fêter son dixième anniversaire, et son rapport d'activité pour l'année 1977 sera publié prochainement. La préface de Jean-Pierre Bérard, actuel directeur de l'ANVAR, montre qu'un effort appréciable a été accompli dans des directions nouvelles, et surtout qu'un esprit moins « classique » souffle maintenant sur le développement de la recherche.

TA prend des mesures d'information

« Small is beautiful »
Nous retrouvons ainsi un thème bien connu des Anglo-Saxons depuis le succès de librairie de Small is beautiful, de F. Schumacher, qui vient d'être traduit en français (3). « Aujourd'hui encore, écrit-il, on nous présente généralement les organisations gigantesques comme inévitables. Pourtant, si nous y regardons de plus près, nous pouvons remarquer que, stôt l'élément de grande taille créé, nous sommes en mesure de retrouver le petit à l'intérieur du grand. La grande trouvaillie de M. Sloan, de la General Motors, a été de structurer cette firme gigantesque pour en faire en réalité une fédération de firmes de taille à peu près raisonnable. » Ce n'est pas l'attrait incontestable pour le « petit » modèle qui est à l'origine du plaidoyer de Schumacher, mais le fait que les entreprises « petites » sont, en fait, une idylle de la petitesse l'empêchant, indépendamment du sujet ou du but, on devrait chercher à exercer une influence en direction inverse.

MONDIAL

Le Connetable
Deux immeubles qui ont du panache
13-15, av. du Maréchal Joffre
CHANTILLY Centre Ville
DU STUDIO AU 6 PIECES.
BEAU DUPLEX.
Quelques appartements et parkings encore disponibles.
PRX: FERMES ET DÉFINITIFS. LIVRAISONS EN COURS.
cogeor
Mme Hunziken, 50, rue d'Aumale (15.4) 457.05.13.
Pour recevoir cette documentation, adressez ce bon à: COGEOR,
30, av. George V, 75008 PARIS. Tél. 261.51.86.
Nom _____ Profession _____
Adresse _____ Tél. _____

ÉCONOMIE

Des « 3P » aux « 3B »

(Suite de la première page.)

L'Etat commence-t-il à se rendre compte qu'une nouvelle orientation de la technologie est nécessaire ? L'Agence nationale de valorisation de la recherche va bientôt fêter son dixième anniversaire, et son rapport d'activité pour l'année 1977 sera publié prochainement. La préface de Jean-Pierre Bérard, actuel directeur de l'ANVAR, montre qu'un effort appréciable a été accompli dans des directions nouvelles, et surtout qu'un esprit moins « classique » souffle maintenant sur le développement de la recherche.

Parmi les principes dégagés par M. Bérard, signalons-en quatre :
1) La valeur d'une technologie ne se mesure pas toujours à son effet de masse. La concentration des moyens, l'idée de record synonyme de progrès, ne sont plus forcément nécessaires pour innover. L'ANVAR s'est attachée à mettre en évidence des solutions favorisant des moyens de production « à taille humaine », qu'il s'agisse de pompes solaires, de micro-ordinateurs, de petites machines à commande numérique, de mini-machines à vendanger, qui retiennent enfin l'attention de l'industrie du machinisme agricole.

« Small is beautiful »
Nous retrouvons ainsi un thème bien connu des Anglo-Saxons depuis le succès de librairie de Small is beautiful, de F. Schumacher, qui vient d'être traduit en français (3). « Aujourd'hui encore, écrit-il, on nous présente généralement les organisations gigantesques comme inévitables. Pourtant, si nous y regardons de plus près, nous pouvons remarquer que, stôt l'élément de grande taille créé, nous sommes en mesure de retrouver le petit à l'intérieur du grand. La grande trouvaillie de M. Sloan, de la General Motors, a été de structurer cette firme gigantesque pour en faire en réalité une fédération de firmes de taille à peu près raisonnable. » Ce n'est pas l'attrait incontestable pour le « petit » modèle qui est à l'origine du plaidoyer de Schumacher, mais le fait que les entreprises « petites » sont, en fait, une idylle de la petitesse l'empêchant, indépendamment du sujet ou du but, on devrait chercher à exercer une influence en direction inverse.

comités de valorisation de la recherche au niveau des régions (Covar), mais c'est seulement depuis l'an dernier qu'a été amorcée une politique de décentralisation des décisions et des moyens financiers.
L'accent mis sur la faculté d'innovation des P.M.E. rejoint le souci du gouvernement de leur donner de meilleures chances dans l'aventure industrielle française. Il ne faut pas oublier que, dans l'ensemble des entreprises de plus de cinquante salariés, les entreprises moyennes (en dessous de cinq cents personnes) occupent plus du quart des effectifs.
Certaines sont aisément sorties de l'ombre par leur dynamisme propre, d'autres ont moins besoin d'un coup de pouce que de ne pas être tenues hors des circuits économiques vitaux.

Quelle société post-industrielle ?
3) Les résultats de la recherche doivent tendre à améliorer la qualité de la vie. Qu'il s'agisse de transports urbains, de santé ou d'alimentation, etc. Ce domaine est impuissable, et c'est peut-être là que le bât blesse davantage.

Il y a en effet deux visions (4) de la société post-industrielle : selon l'une, elle est conçue, notamment par Daniel Bell, comme une société de technologie sophistiquée, riche, pourvoyeuse de services ; selon l'autre, comme une société décentralisée, plutôt agricole et née de l'échec de la société industrielle. Aux Etats-Unis, moins de 4 % des personnes actives sont occupées dans l'agriculture en 1977, et le bureau des statistiques de travail prévoit un chiffre inférieur à 3 % en 1985. « Mais il n'existe aucune raison pour qu'une société de services n'ait pas 10 % ou peut-être même 20 % de sa population active employée dans l'agriculture — en effectuant le calcul sur la base d'un travail à plein temps. »
Tout donne à penser que la première conception l'emportera, mais avec des inflexions dues à la seconde. Après tout, les Américains ont noté, dès le début des années 70, l'augmentation de la population dans des zones grandes agglomérations et la croissance de l'économie de marché. L'économiste Scott Burns a noté que les ménages reprennent de l'importance en tant qu'unités productives actives. Il estime que « la valeur du travail des ménages s'élève à presque un tiers du produit national brut et à environ la moitié du revenu des consommateurs disposent réellement ». La technologie doit aussi tenir

compte de cette évolution, où le cadre de vie, la cellule familiale, l'« outil » perfectionné mais d'un usage simple, la détente, la culture et la communication s'affirment de plus en plus parmi les besoins essentiels.
4) La technologie doit être repensée en vue d'une meilleure utilisation des ressources disponibles. Réutiliser ce qui est perdu ou jeté, économiser les matières premières, prolonger la durée de vie des biens et marchandises, voilà toutes choses que l'on entend être de plus en plus maintenant quelques années, mais ce n'est pas une raison pour l'oublier. Le rapport Gruson sur la lutte contre le gaspillage avait dressé un catalogue d'actions. Beaucoup reste à faire, précisément dans l'orientation de la technologie vers l'organisation de la survie. Comme se le demandait Robert Latrès dans un rapport sur les perspectives énergétiques mondiales (5), est-il possible de briser l'apparente relation entre besoins énergétiques et développement économique, jusqu'ici, et comment le faire ? Si l'on regarde l'évolution de 1950 à 1975, à une croissance économique de 1 % a toujours correspondu une croissance énergétique de 1 %.

De nouveaux moyens
Il faut donc mener de front une série d'actions parfois contradictoires (valoriser la recherche qui nous permettra de conquérir tout de suite de nouveaux marchés et travailler à la technologie de l'an 2000 en prospectant les nouveaux besoins). L'ANVAR, malgré les bons principes définis par son directeur, n'est sans doute pas de taille à assumer toutes ces fonctions.
C'est ce qui ressort d'un rapport non publié de M. Pierre Mayer sur l'innovation et la valorisation de la recherche adressé le 20 février dernier à M. René Monory, alors ministre de l'Industrie. Sans mettre en cause les hommes, et reconnaissant que l'ANVAR a inféchi favorablement l'attitude des chercheurs à l'égard des applications industrielles de leurs recherches, le groupe de travail animé par M. Mayer déplorait l'insuffisance du rayonnement de l'agence à l'extérieur : l'adaptation des régimes budgétaires et comptables, la prise en charge de données dont la valeur économique se révèle nulle, l'accent mis sur la protection des inventions plus que sur leur mise en valeur, etc.
Mais que peut-on faire vraiment si le modèle socio-culturel est peu propice à l'innovation, si la politique industrielle et celle de recherche scientifique ne sont pas coordonnées, comme on le constate en France ?
Le rapport de M. Mayer insiste sur la nécessité d'une politique contractuelle active entre l'université et l'industrie et sur la nécessaire décentralisation dans l'espace (plus forte régionalisation) et dans les fonctions, car il n'est pas bon d'organiser une césure entre l'invention et son développement industriel. Le but serait de rendre aux organismes de recherche la pleine responsabilité de leur politique de valorisation.
Peu importe la méthode : plus libérale, comme celle que préconise le groupe de M. Mayer, ou plus dirigée, comme l'Etat l'avait voulu pour l'ANVAR au départ. Ce qui compte, c'est de savoir prospecter les marchés, les besoins d'aujourd'hui et de l'an 2000, pour y répondre maintenant et plus tard, c'est de regarder si, quand et comment, on bascule de l'âge des « 3P » à celui des « 3B ».

PIERRE DROUIN.
(3) Sous le titre algérien aux Editions du Seuil.
(4) Article de M. Michel Mager, directeur de l'Information for Policy Design, dans Perspectives de l'économie 1977.
(5) Commissariat à l'énergie atomique, MATS 1978.

LOTO



SUISSE
VILLARS-SUR-OLLON
altitude 1.300 m
A VENDRE
dans domaine privé avec environnement protégé
APARTEMENTS DE LUXE dans
CHALETs TYPIQUES de 5 à 10 appart. seulement
VUE PANORAMIQUE
Créd. 78 % à 28 a., max 1 1/2 %
Directement du constructeur
IMMOBILIER DE VILLARS SA
Case postale 62
CH-1884 VILLARS-s.-OLLON
Tél. 25/81039 et 32206

Société américaine cherche des distributeurs européens pour de petits systèmes d'ordinateurs d'affaires.
Nous recherchons sur le continent des distributeurs possédant des équipes de vente des services fiables. Un logiciel d'application doit être développé, les données doivent être compatibles avec les mini-ordinateurs, systèmes d'ordinateurs existants qui ont déjà été introduits avec succès dans le monde entier.
Les produits sont destinés à la gestion de base de données, pour les usages et programmes multiples, avec des systèmes opérationnels à mémoire virtuelle. Ce sont des systèmes existants qui ont déjà été introduits avec succès dans le monde entier.

Les distributeurs qualifiés sont invités à nous contacter en écrivant au Monde, sous le n° 10153 qui transmettra.

104 GL Peugeot
Econome et sobre
555 F
PAR MOIS EN CREDIT BANCAIRE
Peugeot fait confiance à Loca-Din
Comptabilité à vitesse établie, essence ordinaire
A 90 km/h A 120 km/h en ville
G1 8,51 8,71
Avec Modèle 718 Prix vide en poids au 15.02.78
Loyer constant sur 48 mois Débit de garantie
104 GL 21 900 F 555 F 3 285 F
soit prix d'acquisition : 23.925 F dont dépôt de garantie déjà versé.
DÉPÔT DE GARANTIE 3 285 F
offre valable pour livraison jusqu'au 30 juin 1978

PAN AM REVIENT A PARIS
A partir du 1^{er} mai Pan Am revient à Paris en vol régulier. Tous les jours, sauf le mercredi.
Pan Am, le spécialiste des vols vers la Côte Ouest des Etats-Unis : San Francisco, Los Angeles et en exclusivité Seattle et Portland. Départ d'Orly, l'aéroport le plus pratique, surtout si vous venez de province.
Pour vos réservations, appelez Pan Am, 266.45.45, ou votre Agent de Voyages
à Paris de 11.00 à 19.00 heures (sauf le dimanche)
PAN AM
L'équipe Pan Am, son expérience fait la différence.

Journal

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 27 AVRIL

Nouveau repit

Le fait marquant de la séance de jeudi a été la reprise très remarquée de Rhône-Poulenc, délaissée par l'annonce d'un retour, pour le groupe, à l'ère des bénéfices après trois exercices consécutifs...

Deux compartiments ont pu particulièrement pâtir de ce recul des cours, les magasins en général (grandes surfaces y compris) et le matériel électrique.

A signaler aussi la suspension de cotation de Météo les 27 et 28 avril. Le titre devant être radié de la cote...

Peu de hausses appréciables ont été relevées en dehors de Rhône-Poulenc, et ce n'est certes qu'au hasard...

De l'avis général, les dégagements effectués sur les titres de la clientèle particulière, ont été bien absorbés...

Le marché a été marqué par la détermination sensible des ordres achetés en prévision de la semaine prochaine. La Bourse, en effet, ne fonctionnera que trois jours en raison des fêtes du 1er mai (jeudi) et de l'Ascension (vendredi).

Au sein de la clientèle, le climat était toujours à l'optimisme et certains agents de changes faisaient remarquer que les investisseurs étrangers britanniques, suisses et surtout allemands, étaient aux aguets, prêts à profiter de la première occasion de placement.

L'opinion s'est redressée, le Magot reprenant 450 F à 25 450 F et le napoléon 850 F à 255 F.

LONDRES

Le marché poursuit vendredi matin son avance commencent la veille.

Les cours ont été très élevés, délaissés par l'annonce d'un retour, pour le groupe, à l'ère des bénéfices après trois exercices consécutifs...

Après six séances de hausses ininterrompues, ce repit technique des cours a été d'autant plus remarquable qu'il s'est accompagné d'un renouveau de la masse monétaire, effectivement annoncée après la clôture, et partant, les craintes d'un renchérissement des taux d'intérêt ne sont pas avérées.

Sur 1 000 valeurs traitées, 1 045 ont fléchi, 491 ont monté et 423 n'ont pas varié.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

L'ORÉAL - Bénéfices net consolidés pour 1977 134,7 millions de francs contre 104,3 millions. Dividende global inchangé de 13,50 F, mais s'ajoutant aux actions gratuites (de 1 pour 4) à distribuer.

DOUGLAS MORGAN - Déficit net consolidé pour 1977 50,3 millions de francs contre une perte de 19,7 millions francs l'année précédente. Dividende global de 20,45 F, mais s'ajoutant aux actions gratuites de 1 pour 4 distribuer.

SYNTELABO (consolidé) - 27,3 millions de francs contre 40,4 millions de francs (47 millions de francs) l'année précédente. Dividende global de 10,50 F, mais s'ajoutant aux actions gratuites de 1 pour 4 distribuer.

SOMMER-ALBERT (consolidé) - 40,4 millions de francs contre 27,3 millions de francs l'année précédente. Dividende global de 10,50 F, mais s'ajoutant aux actions gratuites de 1 pour 4 distribuer.

PARIS-REUNION - 7,62 millions de francs contre un déficit de 12,50 millions de francs l'année précédente. Dividende global de 10,50 F, mais s'ajoutant aux actions gratuites de 1 pour 4 distribuer.

FRANCOIS DE LA CURE - 1,83 millions de francs contre 12,11 millions de francs l'année précédente. Dividende global de 10,50 F, mais s'ajoutant aux actions gratuites de 1 pour 4 distribuer.

NEW-YORK

Ventes bénéficiaires

Une nouvelle vague de ventes bénéficiaires a déferlé jeudi sur le marché de New-York. Mais elle n'a pas pu empêcher, à l'approche de l'indice des industriels et du marché des obligations, d'être absorbées et l'indice des industriels a baissé de 10,65 points...

Après six séances de hausses ininterrompues, ce repit technique des cours a été d'autant plus remarquable qu'il s'est accompagné d'un renouveau de la masse monétaire, effectivement annoncée après la clôture, et partant, les craintes d'un renchérissement des taux d'intérêt ne sont pas avérées.

Sur 1 000 valeurs traitées, 1 045 ont fléchi, 491 ont monté et 423 n'ont pas varié.

INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 le 30 déc. 1977.)

Valeurs françaises 132,2 131,2

Valeurs étrangères 100,2 100,2

Indice général 76,2 74,5

Taux du marché monétaire Effet 90 jours 8 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO 1 dollar en yen 223 80 222 80

VALEURS

Table of stock market values with columns for company names, previous prices, and current prices. Includes sections for Valeurs, Valeurs, Valeurs, and Valeurs.

BOURSE DE PARIS - 27 AVRIL - COMPTANT

Table of stock market values for the Paris stock exchange, including columns for Valeurs, Cours précéd., and Dernier cours.

MARCHÉ A TERME

Table of stock market values for the term market, including columns for Valeurs, Précéd., and Dernier cours.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies, including columns for Valeurs, Précéd., and Dernier cours.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market values, including columns for Valeurs, Précéd., and Dernier cours.

Advertisement for SFI (Société Française d'Investissement en France et à l'Étranger) with text about investment opportunities and contact information.

Advertisement for CERABATI with text about a product or service.

Advertisement for AIR with text about a product or service, including a logo and the slogan 'c'est pas de l'air'.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDEES
 - « Qui a peur de Cohn-Bendit ? », par J.-M. Geng.
 - « La maladie infectieuse de capitalisme », par Georges Gendreau.
- 3. ETRANGER
 - Le coup d'Etat en Afghanistan.
- 4. PROCHE-ORIENT
- 5. EUROPE
 - ITALIE : une journée ordinaire.
- 6. DIPLOMATIE
- 7. AMERIQUES
- 8. AFRIQUE
 - Tchad : l'accroissement de l'aide militaire française.
- 9. OUTRE-MER
- 10. POLITIQUE
 - Au Conseil de Paris, M. Chirac s'oppose à l'Etat avec l'appui de la gauche.
- 11. SOCIETE
- 12. RELIGION
- 13. POINT DE VUE : « Faire la vérité », par Guy Riobé.
- 14. EDUCATION

LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME

- A Grenoble, le passé dans les vitrines du présent.
- Les chasseurs d'Alsace veulent convaincre ou valser.
- Les femmes et leurs vacances : Haute-Provence (la mer, la campagne, les alpes, les séjours linguistiques).
- Tourisme : Photo-vidéo; Pâtis de la table; Philatélie; Jeux; Hippisme.

29 à 32. CULTURE

- CINEMA : les Routes du Sud, de Joseph Losey.

33. LETTRES

34 à 40. ECONOMIE-REGIONS

LIRE EGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (32 et 33)
- Annonces classées (34 et 35)
- Automobile (36)
- Carrières (37)
- Journal officiel (38)
- Loto (39)
- Météorologie (38)
- Mots croisés (39)
- Bourse (43).

M. Martel remplace M. Lecœur à la présidence de l'artisanat et du bâtiment

La Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB), qui regroupe cent seize mille adhérents, a tenu, les 27 et 28 avril, sa trente-deuxième assemblée générale annuelle. M. Marcel Lecœur, président-fondateur de la Confédération, ne s'étant pas représenté, M. Paul Martel, plombier, président de la chambre des métiers des Bouches-du-Rhône et vice-président des A.P.C.M., a été élu par la commission administrative à la présidence de la CAPEB. M. Martel a présenté à M. Jacques Barrot, nouveau ministre du commerce et de l'artisanat, qui clôturait l'assemblée générale, les principales préoccupations des artisans du bâtiment : nécessité de réformer le financement des charges sociales pour les activités de main-d'œuvre, hostilité aux centres de gestion agréés, insécurité du régime d'assurance-maladie des artisans, réforme de l'apprentissage. Il a aussi exprimé l'inquiétude des professionnels de se voir écartés du marché de la réhabilitation. M. Barrot, après avoir rendu un hommage reconnaissant à M. Lecœur, a indiqué qu'il ferait l'impossible pour aboutir à une simplification des formalités de l'apprentissage.

Une grande figure

Partisan convaincu de l'unité de représentation de l'artisanat, il a, après avoir réussi à organiser le secteur multi-formes et dispersés du bâtiment, pris l'initiative de la création du Comité interconfédéral de coordination de l'artisanat (CICA), mais a été le seul à s'opposer fermement au rattachement artificiel des classes moyennes.

Travail, le cheveu court et comme prisonnier à regret, éternel insouciant sur une bouffarde toujours tenue au creux de l'index et du pouce, M. Marcel Lecœur continuait encore, au Plan et au Conseil économique, de défendre avec un sourire et un posé, avec le réalisme concret d'un homme qui ne perd jamais de vue la vraie vie. Fût-ce l'artisanat, secrétaire très vite un homme de sa qualité.

JOSEF DOYERE

LES TARIFS D'E.D.F. VONT ETRE MODULES EN FAVEUR DES PETITS CONSOMMATEURS

Le Comité des prix, qui s'est réuni le 27 avril, a été consacré à la hausse des tarifs publics, essentiellement à ceux d'E.D.F. et de G.D.F. M. Villain, directeur de la concurrence et des prix au ministère de l'Industrie, a souligné que les tarifs des diverses catégories socio-professionnelles (agriculteurs, industriels, commerçants), des syndicats et des particuliers et ceux des consommateurs qui composent le Comité des décisions prises par le gouvernement la veille en conseil des ministres.

M. Villain a notamment expliqué que, si la hausse des tarifs d'E.D.F. devait être globalement de 10 %, des modulations importantes seraient apportées au barème actuel pour favoriser les petits consommateurs. Ainsi, le prix de la tranche de consommation ne sera relevée que de 4 %, de même que la prime fixe, avec laquelle elle sera fusionnée. En revanche, le prix de la deuxième tranche sera relevé de 12 %. Au cours de la discussion qui s'en est suivie, un représentant de l'industrie (le responsable de Singer) a reproché à E.D.F. le laxisme de sa gestion, qui, selon lui, conduit l'entreprise nationale à faire payer ses services à l'industrie plus cher qu'en Allemagne.

M. Villain a fourni aux membres du Comité des prix une série d'indices montrant que certains tarifs publics en dépendant de la décision de l'Etat ont moins augmenté que le coût de la vie. Ainsi, pour une hausse annuelle moyenne des prix de 10,5 % entre septembre 1973 (à la veille de la guerre du Kippour) et février 1978, le prix des tarifs d'E.D.F. basse tension ont augmenté de 9,9 %, ceux de G.D.F. de 11 %, ceux de charbon de 12,7 %, ceux de la S.N.C.F. de 13 %, ceux du tabac de 3,8 %, ceux des timbres de 17,9 %, ceux du téléphone de 4,1 %. Au total, les prix des services publics (tous et essence compris) ont augmenté de 10,6 % en moyenne par an, les prix des services privés de 11,4 %, ceux des produits industriels privés de 10,1 %, enfin ceux de l'alimentation de 11,8 %.

Le chef d'état-major de l'armée de terre américaine, le général Bernard Rogers, sera en visite officielle en France du jeudi 4 au mercredi 10 mai, sur l'invitation du général Jean Lagarde, chef d'état-major de l'armée de terre française. Le général Rogers doit visiter notamment les écoles de Saint-Cyr-Coëtquidan et de Saumur et assister à des manœuvres de la 4^e division blindée.

COLIS FAMILIAUX

HUILE D'OLIVE

VERGE EXTRA - OLIVOLI - Produit nat. de l'olive italienne - Garantie extra-vierge - PREMIERE PRESSION A FROID - et chassée par vapeur - Mécanisme et filtration France part à partir de 5 Hl. - Dem. form. gnt. n° 1 à la SIE PROVENCE OLEICOLE 13200 SALES-LE-PROVENCE

La fête du 1^{er} mai

DÉFILÉS SYNDICAUX A PARIS ET EN PROVINCE

La C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N. se retrouveront, à Paris et dans de nombreuses villes de province, pour participer, lundi, aux traditionnelles défilés du 1^{er} mai. Premières manifestations et première expression unitaire après les élections législatives, les rassemblements de ce 1^{er} mai 1978 devraient donner une certaine indication sur le degré de déception ou de mécontentement des salariés, qui avaient fondé leur espoir dans une victoire de la gauche, dix ans après mai 1968.

A Paris, la manifestation se déroulera lundi après-midi, à partir de 14 h. 30, de la République à la Bastille.

Pour la C.G.T. le 1^{er} mai, qui célèbre la solidarité internationale des travailleurs à la suite des grèves sanglantes, à la fin du siècle dernier, des salariés américains, doit être l'occasion de faire pression sur les négociations afin qu'elles puissent aboutir à des résultats revendicatifs positifs et constituer un test significatif des perspectives unitaires. Pour les mouvements d'extrême gauche, le 1^{er} mai est aussi une fête, et la Ligue communiste, qui entend participer au défilé parisien, a lancé un appel aux militants pour qu'ils y viennent avec leur instrument.

De son côté, F.O. organisera une cérémonie du souvenir à Paris, au cimetière du Père-Lachaise, sur la tombe du syndicaliste Léon Jouhaux. Quant à la C.F.D.T., qui sera aux côtés de la C.G.T. et de la F.E.N., elle s'interroge, cependant, sur les rites et défilés de grèves et suivis par une foule de moins en moins nombreuse.

A Besançon

REPRISE DU TRAVAIL A LA SLAVA après un accord sur l'augmentation uniforme des salaires

(De notre correspondant.)

Besançon. — Le travail a repris, le 27 avril, à 14 h. 30 dans les ateliers de la société Slava, firme horlogère soviétique installée à Besançon, après quatre jours d'une grève qui avait touché la totalité du personnel ouvrier. Des techniciens soviétiques qui ne sont pas payés par la société, mais pris en charge directement par l'U.R.S.S. ne se sont pas associés à l'action.

L'accord signé entre la direction et les délégués C.F.D.T. prévoit une augmentation uniforme des salaires de 155 F par mois à compter du 1^{er} avril, et le report au mois d'août, de la discussion d'une réduction à 40 heures par semaine du temps de travail. Les heures de grève du 27 avril seront payées. Les grévistes réclamaient, en outre, une cinquième semaine de congés, et l'intégration dans le calendrier, sous forme de treizième mois, de la « prime bényole ».

La discussion sur ces revendications ne semble pas devoir être poursuivie pour l'instant. Selon la direction, l'augmentation de 155 F (refusée dans un premier temps par les grévistes), se traduit par un taux moyen d'accroissement de 4,5 % de la masse salariale, et de 7 % pour les plus bas salaires (2.200 F brut) versés dans l'entreprise.

Au cours des négociations, M. Kozine, directeur général de Slava, aurait noté que cette entreprise était comme toutes celles qui évoluent dans un système économique libéral, tenue par la loi de la concurrence.

ACCIDENT DU TRAVAIL AUX ETATS-UNIS : CINQUANTE ET UN MORTS

Un échafaudage s'est effondré d'une hauteur de 50 mètres, jeudi 27 avril, sur le chantier de construction d'une tour de refroidissement de la centrale électrique de Saint-Marys (Virginie occidentale), tuant cinquante et un ouvriers. Une commission d'enquête est rendue sur les lieux pour déterminer les causes de l'effondrement. — (A.F.P.)

LA QUOTE-PART DE LA FRANCE AU F.M.I.

Les députés communistes saisissent le Conseil constitutionnel

Conformément aux dispositions de l'article 61 de la Constitution, le groupe communiste de l'Assemblée nationale a déposé le 27 avril au Conseil constitutionnel, la loi relative à l'augmentation de la quote-part de la France au Fonds monétaire international. Il estime, en effet, que cette loi n'est pas conforme aux dispositions de l'article 53 de la Constitution, qui prévoit que les accords engageant les finances de l'Etat doivent être soumis au Parlement.

Pour le groupe communiste, la modification des statuts du F.M.I. et le problème de l'augmentation des quotes-parts ne constituent pas deux actes juridiques distincts, mais forment un contrat unique. Aussi estime-t-il que les sommations à l'approbation du Parlement, un projet de loi relatif à la seule augmentation, le gouvernement a méconnu les exigences constitutionnelles qui sont les siennes.

Breguet



LA VALEUR DE NOS MAISONS C'EST AUSSI LEURS TERRAINS.

Au fil des années, les maisons construites par Breguet sont devenues le symbole de la qualité dans la construction et du raffinement dans le confort. C'est la première garantie de votre investissement.

Mais la valeur d'une maison et ses chances de plus-value dépendent aussi de son terrain. C'est pourquoi Breguet applique des critères de sélection très sévères pour choisir ses terrains : proximité immédiate de Paris, transports en commun R.E.R. et SNCF très fréquents, voies rapides routières en autoroutes, présence d'équipements publics complets (postes, écoles, commerces).

BREGUET CONSTRUIT DES MAISONS SUR DES TERRAINS DE 500 A 2000 M² TOUT PRES DE PARIS. VENEZ LES VOIR.

Domaine de Bouffémont, à Bouffémont (95570). A 21 km de Paris. En lisière de la forêt de Montmorency. Maisons de 121 à 1200 m². 156 m² terrain 500 à 800 m². Tél. 99.135.59.

Domaine de Montméjan, à St-Witz (95470). A 25 km de Paris. En lisière de bois, à 5 km de la forêt d'Emmerayville. Maisons de 135 à 278 m². Terrain 700 à 1200 m². Tél. 471.58.55.

Domaine du Mont Chelart, à Chelles (77500). A 20 km de Paris. En lisière de bois. Maisons de 121 à 277 m². Terrain 600 à 900 m². Tél. 0201.40.00.

Domaine du Bois le Croix, à Perreuil-Corbeil (77240). A 18 km de Paris. Autour d'un parc de 18 ha. Prés du centre-ville. 5 types de maisons de 93 à 155 m². Terrain 500 à 800 m². Tél. 028.64.63.

Domaine de l'Ormeau, à la Courbevoie (92450). A 15 km de Paris. Dans une campagne vallonnée. 4 types de maisons de 134 à 278 m². Terrain 600 à 900 m². Tél. 653.71.30.

Domaine de Révelion, à Villiers-sur-Morin (94440). A 18 km de Paris. Dans un valon en lisière de bois. A 300 m du centre-ville. Maisons de 134 à 278 m². Terrain 600 à 900 m². Tél. 595.10.62.

DANS CHAQUE DOMAINE, VISITE DES MAISONS MODÈLES. TOUS LES JOURS DE 10 H A 19 H. Envoyez ou téléphonez aux Domaines pour recevoir notre brochure documentaire gratuite.

EPARGNE SOBI

des économies c'est démodé ? pourtant de l'argent qui rapporte

8,25 à 11,60%

taux actuariel annuel brut

c'est bien pratique.

Depuis 20 ans la SOBI offre aux prévoyants plusieurs formules d'épargne adaptées à chaque cas.

Sur simple demande de votre part et cela sans engagement nous vous adresserons une brochure très complète des types de placement mis à votre disposition.

SOCIETE DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

26, bd d'Italie 706 A / B.P. 31

MONTE CARLO (Principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques sous le n° LBM7



Le numéro du « Monde » daté 29 avril 1978 a été tiré à 577 474 exemplaires.

Je paye 150